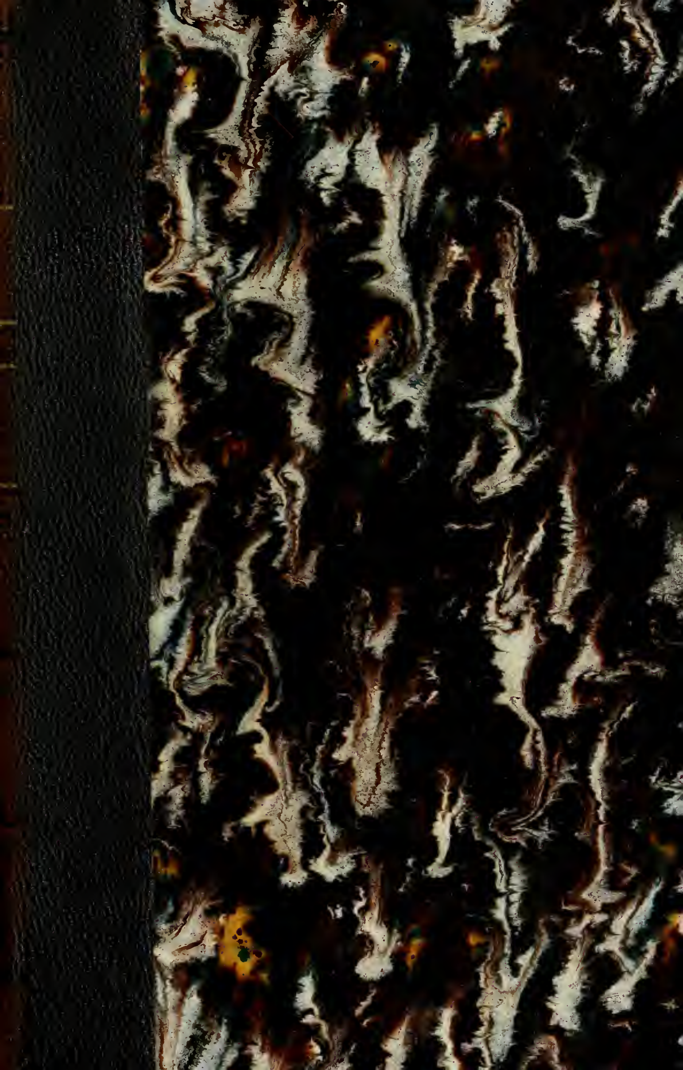
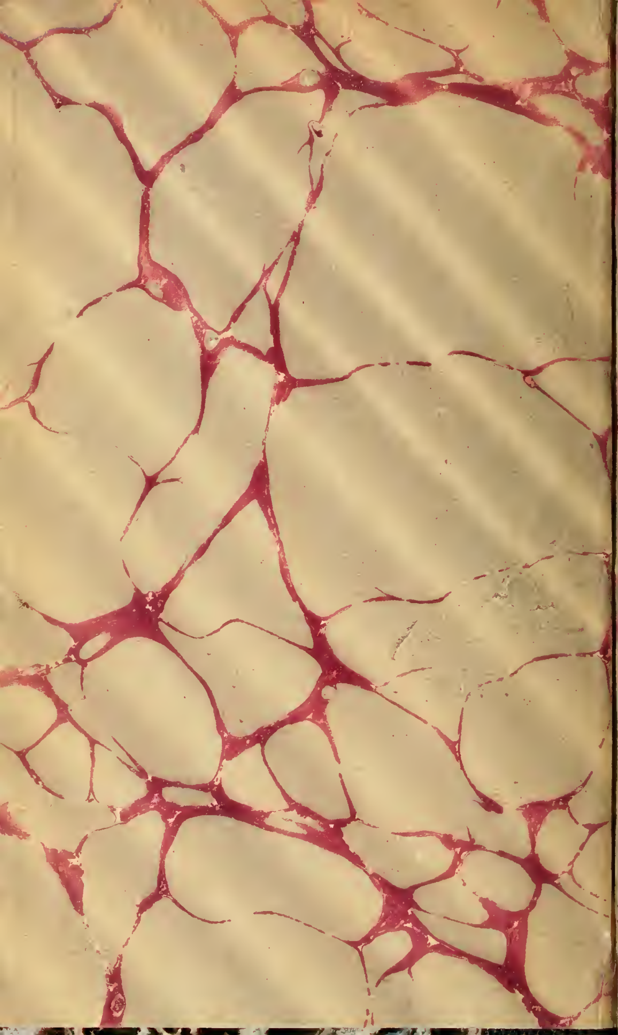
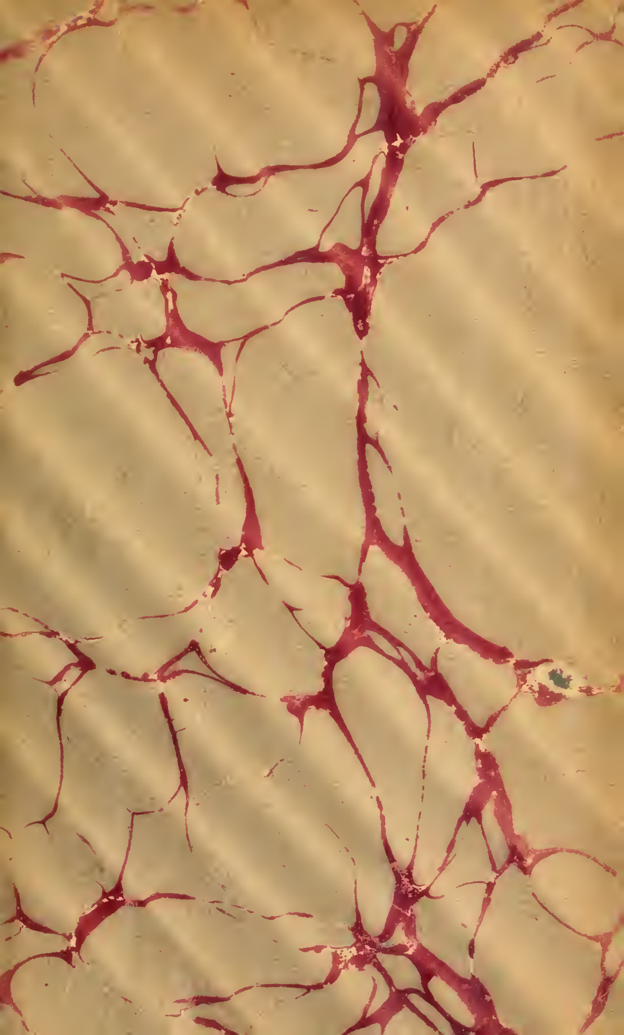






LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

V

LA TRAHISON

DE

DUMOURIEZ

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Guerre 1870-71. 1 vol. in-18 jésus, avec 28 illustrations . . . . **3 fr. 50**

Le Général Chanzy. 1 vol. in-18 jésus. . . . . **3 fr. 50**

(Couronné par l'Académie française. Prix Montyon.)

Paris en 1790. Traduit de l'allemand de Halem, avec une introduction et des notes. 1 vol. in-8° carré. **7 fr. 50**

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(Couronnées par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Gobert et grand prix Audiffred.)

I. — **La Première Invasion prussienne.**
II. — **Valmy.**
III. — **La Retraite de Brunswick.**
IV. — **Jemappes et la Conquête de la Belgique.**
V. — **La Trahison de Dumouriez.**
VI. — **L'Expédition de Custine.**
VII. — **Mayence.**
VIII. — **Wissembourg.**
IX. — **Hoche.**
X. — **Valenciennes.**
XI. — **Hondschoote.**

Chaque volume formant un tout complet. . . . . . . **3 fr. 50**

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 342.

ARTHUR CHUQUET

LES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION

V

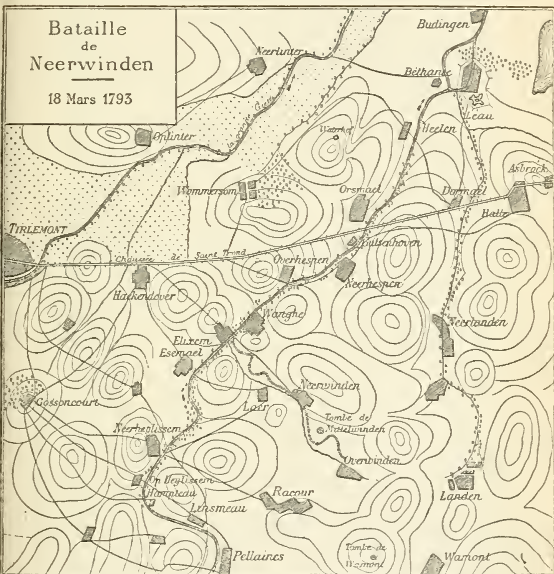
LA TRAHISON
DE
DUMOURIEZ



PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

PRÉFACE

Après Jemappes, Neerwinden; la Belgique, conquise en novembre 1792, est perdue en mars 1793; exaspéré par ses revers, Dumouriez, qui se qualifiait de général des sans-culottes, entreprend de restaurer la monarchie, mais il pactise avec l'étranger, et son armée l'abandonne. Tels sont les événements retracés dans ce volume, qui comprend cinq chapitres : *l'Expédition de Hollande, Aix-la-Chapelle, Neerwinden et Louvain, le Colonel Mack, la Trahison.*


Bataille
de
Neerwinden
18 Mars 1793
Budingen
Neerlinter
Béthanie
Leau
Oplinter
Heelen
Asbroeck
Wommersom
Orsmael
Dormael
Halle
TIRLEMONT
Chaussée de Saint Trond
Overhespen
Neerhespen
Hackendover
Wanghe
Neerlanden
Elixem
Esemael
Neerwinden
Gossoncourt
Laer
Tombe de Middelwinden
Neerheylissem
Overwinden
Op Heylissem
Hamptéau
Racour
Landen
Linsmeau
Pellaines
Tombe de Wamont
Wamont

CHAPITRE Ier

L'EXPÉDITION DE HOLLANDE

I. Dumouriez à Paris. — Exécution de Louis XVI. — Entretiens de Cambon et du général. — Mémoires au Comité de defense. — II. Destitution de Pache. — Beurnonville, ministre de la guerre. — Son administration. — III. Guerre avec l'Angleterre et la Hollande. — Projet de mission de Dumouriez. — Premier plan d'invasion de la Hollande — Prise de Venlo par les Prussiens. — Second plan de Dumouriez. — IV. Préparatifs. — L'armée d'expédition. — Proclamations. — V. Lenteurs de Berneron. — Guerre de sièges. — Bréda. — Geertruidenberg. — Klundert. — Maestricht. — Désastre du 1er mars.

I. Dumouriez était arrivé le 1er janvier 1793 à Paris. Il avait un triple dessein : faire abroger le décret du 15 décembre, proposer un plan de campagne et renverser Pache. Ses *Mémoires* lui attribuent l'intention de sauver Louis XVI, et un agent de l'émigration atteste à cette époque son « extrême attachement pour la personne du roi [1] ». Lui-même assure qu'il essaya d'arracher un vote de clémence à plusieurs députés de la Montagne, à Robespierre, à Drouet [2], à Jeanbon Saint-André. Il dîna au fau-

[1] Ternaux, *Terreur*, VI, 491.

[2] Beaulieu, *Essais*, V, 63 ; *Journal de la Montagne*, n° 14, 15 juin 1793 (discours de Drouet).

bourg Saint-Marceau avec Camille Desmoulins, Santerre, Panis et autres jacobins, pour obtenir leurs bons offices en faveur du roi [1]. Lorsqu'il apprit le résultat de l'appel nominal, il était avec Biron à l'hôtel Saint-Marc, et Mme Elliot témoigne de sa profonde affliction [2]. Mais il eut soin de ne pas se compromettre. Le rôle du soldat qui ne pense qu'à la guerre et au sort de ses compagnons d'armes était le plus facile à jouer. Dumouriez joua ce rôle pendant son séjour à Paris. « Mes mémoires, écrivait-il à Thouvenot, servent de pâture à deux factions qui se déchirent, la pauvre République en souffre, et nous serons tous les victimes de ce qui arrive. Je suis parfaitement neutre. J'attendrai le résultat de tous leurs combats en tâchant de rendre aux armées tous les services que je pourrai : c'est à quoi je suis réduit à me borner par les circonstances [3]. » Il se contenta de dire publiquement qu'il trouvait le procès de Louis XVI inutile. Pourquoi ne pas remettre ce grand débat après la guerre ? Pourquoi perdre plusieurs semaines en discussions stériles ? Ne ferait-on pas mieux de consacrer ce temps précieux aux préparatifs de la campagne prochaine ? « Louis était un perfide coquin, s'écriait-il après l'exécution, mais on a été bien gauche de lui couper la tête [4] ! »

L'abrogation du décret du 15 décembre tenait plus au cœur de Dumouriez que le salut de Louis XVI, et c'était « un motif très essentiel de son voyage ». Il craignait une insurrection des Pays-Bas; si les Autrichiens reparaissent en forces, les Belges ne les aideraient-ils pas à

[1] 17 janvier 1793 (*Minerva*, V, 524).
[2] Mme Elliot *Mém.*, 1re édit. 1861, p. 123.
[3] Dumouriez à Thouvenot, Clichy, 19 janv. 1793 (A. N. F7 4598).
[4] *Minerva* V, 525 (en français dans l'original).

nous couper les vivres et à rendre notre retraite impossible? Il invita Cambon à déjeuner. Le conventionnel déclara que le décret était injuste, mais nécessaire; qu'il fallait tout désorganiser, pour tout mettre au même point d'anarchie ; les Belges, une fois ruinés, se jetteraient dans les bras de la France et s'associeraient à son destin. Dumouriez répondit que les Belges se jetteraient au contraire dans les bras de l'Autriche. N'était-ce pas éventrer la poule aux œufs d'or que de prendre d'un seul coup au clergé des Pays-Bas toutes ses richesses ? Pourquoi ne pas faire aux Brabançons des emprunts qui les intéresseraient nécessairement à nos succès ? Pourquoi ne pas payer en assignats les gros capitalistes d'Anvers, de Gand, de Bruxelles, devenus les fournisseurs de l'armée ? Le service serait sûr et la dépense, moitié moindre. Les entrepreneurs mettraient en circulation les assignats qu'ils recevraient. Révoquez le décret, disait Dumouriez, et les Belges, réellement libres, se donneront une constitution; ils lèveront des troupes qu'ils joindront aux nôtres ; ils finiront par demander d'eux-mêmes leur incorporation à la République française. Il ajoutait qu'il se faisait fort d'entretenir son armée avec les seules ressources de la Belgique et de prêter quelques millions au trésor de la France [1].

Mais Cambon ne fut pas converti. Dumouriez le revit une seconde fois et dîna avec lui et Ducos : la conférence dura plus de six heures et se termina par une querelle.

Dumouriez reçut le même accueil du Conseil exécutif provisoire. Au mois de janvier 1793 comme au mois de septembre 1792, ce Conseil était en proie à l'anarchie [2].

[1] Dumouriez, *Mém.*, III, 339-343; cf. *Jemappes*, p. 205-206.
[2] *Retraite de Brunswick*, 69.

Roland ne signait plus les procès-verbaux et gémissant, désespéré, atteint d'une lassitude mortelle, il allait quitter un jeu intenable [1]. Garat louvoyait. Le Brun et Clavière ne pensaient qu'à conserver leur place. Monge obéissait à Pache, et Pache, sûr de l'appui des jacobins, et toujours impassible au milieu de l'orage des plaintes et des récriminations, disait froidement que tout était pour le mieux.

Tous les ministres approuvaient le décret du 15 décembre. Le Brun affirmait que la Révolution devait faire table rase, que les Brabançons étaient « imprégnés du virus du fanatisme et de l'amour des idoles », que le décret serait le *bréviaire* des conquérants de la Belgique [2]. Dumouriez lui conseillait de révoquer Chépy, qu'il trouvait « trop fougueux » ; Le Brun renvoyait Chépy à Bruxelles [3].

Le général eut aussi peu de succès au Comité de défense générale. Ce Comité, dont la Convention avait décrété la formation dans sa séance du 1er janvier, devait s'occuper, sans interruption, avec les ministres, des mesures qu'exigeait la future campagne [4]. On y lut quatre mémoires de Dumouriez. Le premier mémoire traitait du décret du 15 décembre et de l' « influence terrible » qu'il aurait sur les prochaines opérations des armées : les plus grands troubles, disait Dumouriez, « sont près d'éclore en Belgique et dans les contrées

[1] Lettre du 23 janv. 1793 à la Convention et testament (catal. d'autogr., 23 nov. 1848).

[2] Le Brun à Digneffe, 27 nov. et à Dumouriez, 19 déc. 1792 (A. E.).

[3] Dumouriez à Le Brun, 18 déc. 1792 (A. E.). Chépy fit le 2 janv. un rapport au Conseil sur la situation de la Belgique (Rec. Aulard, I, 379).

[4] Rec. Aulard, I, 389

que nous occupons ; il faut mettre les peuples de notre côté, les gagner par notre douceur et notre prudence, ou ils se joindront à la cause des rois pour nous chasser et se venger de l'abus que nous aurons fait de nos victoires ». Il s'élevait dans le deuxième mémoire contre le comité des achats, qui livrait la Belgique à « l'accaparement » et aux « spéculations de quelques genevois et de quelques juifs » ; un général pouvait-il voir « les pays qu'il parcourait et sa propre armée à la merci d'une société aussi dangereuse et d'agents aussi ignorants » ? Son troisième mémoire exposait ses démêlés avec le ministre Pache et rappelait l'arrestation de Malus, de Petitjean et d'Espagnac ; « il fallait faire la guerre au système désorganisateur et remettre à leur place des administrateurs utiles et persécutés ». Le quatrième mémoire résumait les trois autres. « L'administration, disait Dumouriez, est la partie la plus nécessaire de la guerre ; le général en dépend ; elle doit donc être dans sa main. » Il priait le Comité de lui donner carte blanche ; il ne voulait plus être « tourmenté par des accusations vagues et de vaines déclamations ». Sinon, il quitterait le commandement, et, une fois rentré dans la solitude, il rédigerait des *Mémoires* exacts pour apprendre à ses compatriotes et à l'Europe la vérité[1].

Ces quatre mémoires furent discutés dans les séances du 9 et du 10 janvier 1793. Dumouriez assistait aux délibérations et prit plusieurs fois la parole. Le Comité de défense générale finit par ajourner sa résolution. Toute son attention était attirée par le nouveau projet d'embrigadement ou d'*amalgame*[2].

[1] 1er, 2e, 3e et 4e mémoires, lettres du 10 et du 18 janv. 1793 au Comité de défense générale (A. N. F^7 4598) ; cf. *Jemappes*, V et VI.
[2] Rec. Aulard, I, 440, 444 ; Dumouriez, *Mém.*, III, 305-306.

Pourtant, le Comité délibéra sur le plan et les préparatifs de la campagne de 1793. Dumouriez proposait d'armer 370,000 hommes, dont un sixième de cavalerie, et de garder la défensive dans le Midi et sur le Rhin, pour n'agir offensivement que de Dunkerque à la Moselle. L'armée de la Belgique compterait 80,000 hommes ; celle des Ardennes, 40,000 ; celle de la Moselle, 20,000 ; celle du Rhin, 50,000 ; un corps de réserve à Châlons ou à Soissons, 20,000 ; un autre corps, à Lyon, 15,000 ; l'armée de Nice et de la Savoie, 40,000 ; celle des Pyrénées, 25,000 ; celle des côtes de l'Ouest, de Bayonne à Brest, 40,000 ; celle des côtes de la Manche, de Brest à Dunkerque, 40,000. Ces armées se porteraient secours de proche en proche. Celle de la Belgique, menée par Dumouriez et naturellement la plus nombreuse, la plus agissante, tâcherait, après un second Jemappes, de passer le Rhin ; battue, elle se retirerait en Flandre, à l'abri des places fortes. Celle du Rhin, commandée par Custine, se replierait sur Landau en laissant assez de monde à Mayence pour arrêter le roi de Prusse pendant deux ou trois mois. « Si Custine garde Mayence avec une armée, disait Dumouriez, il paralyse les mouvements des autres armées ; il laisse à découvert la Moselle, la Sarre et le bas Rhin ; il s'expose à être coupé entièrement ou à se rendre faute de subsistances[1]. »

Ce plan fut adopté dans ses principales lignes, et Dubois-Crancé, chargé du rapport sur l'organisation générale des armées, proposa dans la séance du 25 janvier les dispositions suivantes à la Convention : l'armée de la Belgique (62,000 hommes), attaquerait la Hollande

[1] Dumouriez à Beurnonville, 10 févr. 1793 (A. G.); cf. *Mém.*, III, 362-366.

ou les états du roi de Prusse ; celle de la Moselle, de même force, se saisirait de Coblenz ; celle du Rhin, elle aussi de même force, agirait sur le Rhin supérieur et en Souabe ; la réserve (25,000 hommes), rassemblée à Châlons, se porterait partout où la fortune serait indécise ; les armées de la République comprendraient, avec les garnisons et les dépôts, 502,800 hommes, dont 53,000 de cavalerie et 20,000 d'artillerie, tant de siège que de campagne. Mais ce projet, à peine décrété, fut, ainsi que la loi de l'*amalgame*, ajourné sur-le-champ.

II. Dumouriez quitta Paris le 26 janvier. « Aussi avancé que le premier jour, avait-il écrit à Thouvenot. Il n'y a aucun plan de campagne. Toutes les armées sont dans le même état de délabrement, et on ne s'occupe que très peu de leur réparation. Quant à la Belgique, on va de l'avant pour la vexer et la pressurer [1]. »

Mais il savait que les jours de Pache étaient comptés. Le bruit courait même qu'il prendrait le portefeuille de la guerre jusqu'à l'ouverture de la campagne [2]. Il avait fait publier par Grimoard sa correspondance avec le ministre dans les derniers mois de 1792. « Nous savons aujourd'hui, disait-il dans la préface, qu'une armée peut être mal conduite par des géomètres (Hassenfratz et Meusnier), mal administrée par des poètes (Ronsin), et mal approvisionnée par des juifs (Marx Berr et Lipmann Cerfberr), » et il attribuait le dénûment de son armée à l'*ignorance* et à l'*amour-propre*, les deux fléaux les plus terribles de l'espèce humaine : « L'un nous expose sans

[1] Dumouriez à Thouvenot, Clichy, 19 janv. 1793 (A. N. F[7] 4598).
[2] *Minerva*, V, 368 ; Thouvenot, Le Veneur, Beurnonville écrivent à Dumouriez pour lui faire part de ce bruit (A. N. F[7] 4598, 1er et 13 janv. 1793).

défense à toutes les entreprises des intrigants; l'autre nous aveugle sur la cause de nos fautes, nous empêche d'en convenir et de les réparer [1]. » Il n'avait pas dissimulé, pendant son séjour à Paris, ce qu'il pensait des bureaux de la guerre : « La faction qui les soutient conduit tout à présent; mais je ne cacherai pas la douleur mêlée d'indignation dont j'ai été abreuvé à la vue de l'horrible misère qui poursuivait mon armée! » Il attaqua le ministre sans ménagement. « Nous sommes perdus, assurait-il, si cet homme reste quinze jours de plus à son poste », et, en plein Conseil, il lui jetait à la face ces mots insultants : « Monsieur Pache — je ne vous nomme pas citoyen, car vous avez perdu ce titre à mes yeux — ou vous êtes un imbécile fieffé ou un grand coquin. Purgez le ministère, renvoyez tous les vauriens qui l'encombrent et décampez vous-même, si vous ne voulez pas qu'on vous traîne au calvaire, comme le plus infâme des criminels! » Le correspondant de la *Minerva*, qui rapporte le propos, ajoute : « J'arracherais la langue à celui qui me parlerait ainsi, quand ce serait un rhinocéros; Pache a, comme un misérable, reçu le coup sans répondre [2]. »

Tous les généraux, tous les commissaires de la Convention inculpaient l'indigne ministre. C'était Custine qui se plaignait que ses troupes fussent exposées à une rude gelée, sans habits, ni culottes, ni souliers. C'était Merlin de Thionville qui dénonçait la négligence des bureaux et la rapacité des agents de tout genre [3]. C'était Biron qui déclarait que le Comité des achats n'avait pris que des mesures insuffisantes et qu'il causerait la ruine

[1] *Corresp.* avec Pache, IV et V.
[2] *Minerva*, V, 357, lettre du 8 janv. 1793.
[3] Lettres du 9 déc. 1792 et des 4 et 6 janv. 1793.

de l'armée du Rhin [1]. C'était Beurnonville qui déplorait l' « atténuement » de ses forces : « On m'a fait partir pour Trèves, on m'a dit que tout me suivait; je n'ai rien reçu, excepté quelques objets défectueux et des gazettes qui n'habillent pas et ne chaussent pas. J'ai obtenu des cantonnements, des compliments, mais pas une paire de souliers. Les soldats s'affublent les pieds avec des peaux de moutons et de bœufs qu'ils se disputent dans nos boucheries. Je n'ai pas un seul agent du Directoire des achats. Ni selles ni bottes. Tous les hommes nus, exténués. Rien ne s'organise ni se répare ! [2] » C'était Sauveur Chénier qui déplorait l' « apathie » de Pache et son « système destructeur »: le ministre avait nommé dans le service des remontes des inspecteurs de la plus mauvaise réputation et détruit les haras; les bons chevaux étaient rares; les choses de première nécessité manquaient; des intrigants sans talent envahissaient les emplois [3]. Aussi Dumouriez disait-il au Comité de défense générale : « Toutes les armées font entendre les mêmes plaintes; toutes sont hors d'état de recommencer la campagne; quel que soit le préjugé en faveur des personnes chargées de l'administration de la guerre, ces plaintes ne sont pas le fruit d'une conjuration des généraux [4]. »

Les Girondins soutenaient Dumouriez, et les principaux d'entre eux, Gensonné, Brissot, Vergniaud, Guadet, s'étaient engagés à *faire sauter* le ministre de la

[1] Mémoires de Biron au Conseil (A. N. AF. II, 9) ; Rec. Aulard, I, 445.

[2] Beurnonville à Dumouriez, 13 janv. 1793 (A. N. F7 4598).

[3] Cf. deux brochures de S. Chénier *à la Convention* : 1° p. 3; 2° p. 3, 4, 8, 9.

[4] Dumouriez au Comité, 19 janv. 1793 (A. N. F7 4598).

guerre[1]. Ils avaient abandonné le général lorsque, de Belgique, il livrait, selon le mot de Le Brun, un terrible combat au ministre Pache[2]. Seul, Villette avait déclaré qu'on ne devait pas « rabaisser le héros de la France par des détails de ménage et des lésineries domestiques[3] ». Mais aucun n'osait le défendre hautement en pleine Convention. Brissot, trompé par les assurances de Pache, mandait à Dumouriez qu'il était convaincu du zèle du ministre, de sa bonne foi, de ses principes austères et inflexibles, qu'il croyait à la franchise de Hassenfratz, que les bureaux de la guerre « faisaient tout au monde » pour seconder le général[4]. « Les honnêtes gens de l'assemblée, disait alors Dumouriez, se taisent par défaut de courage ; tout va mal, et je prévois plus de mal encore de l'aveuglement de la Convention, et de ce qu'elle croit être de l'énergie. Pétion et Condorcet m'ont écrit pour me faire ployer[5]. »

Mais les Girondins avaient compris leur faute et finissaient par s'enhardir. La guerre n'allait-elle pas s'enflammer, vive, ardente, presque universelle? Pache devait-il, dans de si périlleuses circonstances, garder le ministère ? Tous s'unirent pour dénoncer son incapacité. Barbaroux l'accusait de compromettre la sûreté de l'État. Valazé lui reprochait de prévariquer et demandait contre lui le décret d'accusation. Chambon voulait qu'on

[1] Mot de Prudhomme, *Rév. de Paris*, n° 183, p. 124. Cf. Gov. Morris, II, 259 (10 janvier ; « Vergniaud, Guadet, etc., sont en ce moment ses intimes ») ; Journ. des jacobins, séance du 27 janv. (« tous les jours il était avec Gensonné ») ; Rojas, *Miranda*, 10 ; *Journal de la Montagne*, 15 juin 1793.

[2] Le Brun à Dumouriez, 6 déc. 1792 (A. E.) ; il a effacé la phrase.

[3] *Courrier des départements*, 6 déc. 1792.

[4] Nauroy, *Le Curieux*, II, 70.

[5] Rojas, *Miranda*, 15 et 22.

connût enfin le dédale des bureaux de la guerre, de ces bureaux qui, suivant l'expression de Bancal, avaient été « désorganisés ou par l'impéritie ou par la perversité ». Sillery signalait des abus très considérables et démontrait que « des fonds énormes s'engloutissaient » dans cette partie du gouvernement, qu'il fallait, sous peine d'un épouvantable désastre, attaquer le mal dans sa source, supprimer le comité des achats, organiser une compagnie des vivres. Hardy jugeait que Roland n'avait commis qu'une seule faute, celle de proposer Pache au choix de la Convention. « Que fait donc, s'écriait Salle, que fait l'homme qui dirige cette immense machine et laisse s'entasser contre lui les inculpations, sans avoir l'air de s'en émouvoir ? » Roland refusait de signer le compte général du Conseil exécutif; non seulement, disait-il, il était étranger aux opérations des bureaux de la guerre et ignorait les fournitures des troupes; mais il avait eu dans les mains un état des subsistances et des achats qui « présentait des parties confuses et incertaines[1] ».

Les jacobins eux-mêmes confessaient l'impuissance de leur protégé. Thuriot avouait que l'administration de la guerre était pour Pache un fardeau trop lourd ; Danton, qu'on devait le soulager et « partager ses fonctions » ; Couthon, qu'il était honnête, mais « très peu capable » ;

[1] Discours de Barbaroux, séance du 30 déc. 1792; de Valazé, 3 janv. ; de Sillery, 9 janv. ; de Hardy, 22 janv.; de Salle, 30 janv. 1793 ; Mége, *Bancal*, 253 ; Roland au président de la Convention, 6 janv. 1793 (*Mon.* du 10) ; le 3 février, le *Courrier des départements* parle des « nombreux délits » du ministre, et le 21 février, la *Chronique de Paris* demandait une enquête sur ses actes : « ses singeries patriotiques et son dévouement servile à une cabale méprisable exigent que les incroyables désordres commis pendant son administration soient soumis à l'examen le plus sévère ».

Cochelet, qu'il avait « trop de confiance en ceux qu'il croyait patriotes [1] ».

Les commissaires de la Convention en Belgique, Camus, Delacroix, Gossuin, portèrent le premier coup au ministre. Leur rapport, qui venait de paraître, chargeait, accablait les « personnes, ineptes ou négligentes, qui avaient la témérité de se charger des postes les plus importants » et surtout le Comité des achats qui « menaçait l'existence de l'armée et le salut de la République [2] ». Le 25 janvier, Camus déclarait à la Convention que Pache avait fait « une fausse dépense de cent cinquante millions », et Delacroix, que le Directoire des achats était « contre-révolutionnaire ». L'assemblée décréta sur-le-champ que les membres du Directoire, Bidermann, Marx Berr et Cousin, seraient mis en état d'arrestation, et les scellés apposés sur leurs papiers. Déjà l'opinion les accusait d'être payés par l'ennemi [3].

Le Comité de défense générale acheva ce que les commissaires avaient commencé. Après la lecture d'un mémoire de Pache, qui n'avait satisfait personne, il décida que l'administration de la guerre était trop compliquée dans l'état actuel des choses pour une seule personne, et qu'elle devait être confiée provisoirement à un directoire formé de plusieurs membres et présidé par un ministre ou directeur en chef [4]. Trois commissaires, Sieyès, Doulcet, Bréard, furent chargés d'étudier la réorganisation du ministère. Sieyès rédigea le rapport. Il proposait de

[1] Mots de Thuriot, 30 déc. 1792, et de Danton, 21 janv. 1793 ; *Corresp.* de Couthon, 215 ; Cochelet à Beurnonville, 2 févr. (A. G.).

[2] 1er rapport lu par Delacroix dans les séances du 21 et du 22 janvier ; voir surtout pp. 41 (« impéritie du ministre ou de ses agents »), 49, 54, 61-63.

[3] *Corresp.* de Couthon, 214.

[4] Rec. Aulard, I, 409, 413, 439.

nommer un seul ministre qui serait membre du Conseil exécutif provisoire et aurait comme « suppléments essentiels » un *directeur* et un *administrateur* responsables, ainsi que quatre *conseillers de législation et d'inspection.* La discussion s'ouvrit. Saint-Just, Fabre d'Eglantine, Jean de Bry, Buzot, Barbaroux, Lamarque, Salle, Sillery, Barère prirent la parole. Le meilleur discours fut celui de Sillery. Selon Sillery, il était trop tard pour organiser le ministère ; on devait se borner à choisir un homme intelligent qui connaîtrait tous les détails de l'administration, qui aurait une entière latitude pour appeler à lui les agents les plus expérimentés, qui saurait avant le 15 mars remettre les armées en état et assurer la campagne ; tous les moyens existaient ; on n'avait besoin que d'un levier pour mouvoir la machine, et ce levier, c'était un ministre patriote et habile. Barère s'empara des arguments de Sillery et entraîna l'assemblée. Comme Sillery, il demandait le changement du ministre, qui « n'avait pas la confiance ». Comme Sillery, il voulait « profiter de ce qui existait, et ne pas désorganiser, quand il s'agissait de se défendre ». Mais, ajoutait-il, on devait « débarrasser le ministre de tout ce qui était mécanisme et lui conserver cette liberté de travail, cette fraîcheur de conception nécessaires à ses travaux » ; la responsabilité incomberait aux premiers agents ou *adjoints* qui signeraient les ordres donnés par le ministre. Sur la proposition de Barère, la Convention décréta : 1° que le ministre de la guerre serait changé ; 2° que six adjoints nommés par le ministre, agréés par le Conseil exécutif, responsables chacun en leur partie, auraient la signature des ordres d'exécution ; 3° que le premier adjoint serait chargé de la solde ; le deuxième, des fournitures ; le troisième, de l'artillerie et du génie ;

le quatrième, de la discipline et de la police; le cinquième, de la correspondance avec les généraux et du mouvement et logement des troupes; le sixième, des promotions, congés et retraites [1].

La Convention avait donc, selon le mot des journaux girondins, *destitué* Pache [2]. Elle nomma son successeur dans la séance du 4 février. Deux candidats étaient en présence : tous deux militaires, tous deux lieutenants généraux, Beurnonville et Achille du Chastellet. Ce dernier eut les voix de Brissot et de ses amis. Il avait, après Varennes, signé le premier placard républicain, et, en 1792, la Gironde lui offrait la succession de Narbonne. Du Chastellet aima mieux combattre à la frontière. Mais il eut le mollet de la jambe gauche emporté par un coup de canon à l'attaque de Courtrai, et cette blessure encore fraîche l'empêchait de servir. Il était franc, loyal, aimable, instruit et avide de s'instruire, grand admirateur de Mirabeau et intime ami de Condorcet. Enfermé à la Force, il devait s'empoisonner avec de l'opium que lui avait donné Cabanis [3].

Du Chastellet obtint 216 voix ; mais la Montagne vota pour Beurnonville qui réunit 356 suffrages [4]. Carra, l'un des prôneurs d'*Ajax*, annonça gaîment l'élection : « Ré-

[1] Séance du 2 février 1793, *Mon.* du 5.

[2] *Courrier des départ.*, 3 févr. et *Patriote français*, 16 févr. 1793.

[3] Cf. sur Du Chastellet, *Mon.*, 18 janv. 1793 (opinion de Payne) ; Dumont, *Souv.*, 253 et 385-386 : Meillan, *Mém.*, 28 ; Champagneux, append. aux *Mém.* de Mme Roland ; L. S. Chénier *à la Convention*, 11, et une lettre de Beauharnais, 25 juin 1792 (A. G.) : Du Chastellet, blessé, disait aux grenadiers qui lui donnaient des marques de leur affliction : « Cet accident ne devra pas vous empêcher de chanter le *Çà ira.* »

[4] 600 membres avaient voté ; Beauharnais eut 16 voix ; Servan, 8; Wimpffen, 2 ; Dumouriez, 1; Lacuée, 1. (Rec. Aulard, II, 57.)

jouissez-vous, Beurnonville était depuis quatre jours à Paris. Les membres de la Convention qui ont le nez fin, ne l'ont pas manqué. Il nous faut un ministre qui distingue les officiers; qui sache faire marcher rondement les commis des bureaux, les commissaires des guerres, les entrepreneurs des vivres, qui soit impénétrable aux sollicitations des faux patriotes. Nous l'avons saisi à la volée[1]. »

Beurnonville était plein de vanterie; il ne parlait qu'avec emphase et en prenant des airs de matamore. N'assurait-il pas avoir vu depuis le mois de mai précédent *cent soixante-douze* combats[2]? Mais il tenta vaillamment de réparer les maux qu'avait causés son prédécesseur et de pourvoir à tous les besoins de sa « famille armée ». La Montagne comprit bientôt qu'en le nommant elle avait fait une école[3]. Le tutoiement fut défendu dans les bureaux. « Ajax, s'écriait Carra, a trouvé que les familiarités des commis qui avaient des comptes à rendre n'étaient pas de saison[4]. » Les employés incapables furent chassés, et l'administration se vit purgée comme dit Meillan, de la vermine que la Montagne, les Jacobins et la municipalité y avaient introduite[5]. Dès le

[1] *Annales patriotiques*, 7 février 1793.

[2] Cf. *Valmy*, 151-154, et *Jemappes*, p. 72.

[3] Mot de Desfieux, séance des jacobins, 15 février 1793.

[4] *Ann. patriot.*, 26 févr., et *Le Batave*, 17 févr. 1793 (« Il sait tenir son monde à distance »). Quelqu'un le tutoyait. « Je ne tutoie pas, dit Beurnonville, et ne veux pas qu'on me tutoie. — Mais le tutoiement est le langage du républicain. — Je ne veux pas le souffrir et je chasserai à coups de pied au c.. ceux qui me tutoieront ! »

[5] Meillan, *Mém.*, 27; Dumouriez à Beurnonville, 17 févr. 1793 (A. G.; il approuve le renvoi de beaucoup de commis « désorganisateurs » et « motionnaires »). Le 20 février, par exemple, était chassé Fr.-Joseph-Alex. Nourry-Grammont, l'acteur, entré dans les bureaux un mois auparavant

premier jour, Beurnonville écarta les entrepreneurs qui lui offraient jusqu'à quinze cent mille livres pour acheter sa complicité [1]. « Je trouve, mandait-il à Dumouriez, un déficit considérable dans les caisses, des achats faits pour des sommes énormes, des magasins encombrés, et rien de fabriqué, enfin un résultat de friponneries. » Il rappela l'ancienne administration des subsistances militaires ou compagnie Doumerc qui « avait toujours bien géré ». Ses adjoints furent des hommes dont l'armée connaissait les talents et les services : Cœdès, employé à l'administration des vivres ; Dorly, commissaire-ordonnateur au camp de Soissons ; Saint-Fief, ancien capitaine d'artillerie et colonel adjudant-général à l'armée de Belgique ; L'Estrange, colonel adjudant-général à l'armée de l'intérieur ; La Saussaye, commissaire-ordonnateur à Mézières ; Félix, adjudant-général à l'armée de la Moselle. Il garda Malus pour s'aider de ses avis et fit arrêter par le Conseil exécutif que l'habile commissaire pourrait être employé : « Les méchants, disait-il, voulaient obscurcir la réputation de Malus ; il surveillera ces mêmes méchants qui nous ont laissés manquer de vivres. » Les sections de Paris prétendirent lui imposer leur volonté, et, un soir, l'une d'elles lui envoya des députés qui l'interrogèrent. « Pourquoi as-tu employé Botidoux ? Donne-nous une réponse catégorique. » — « Ma réponse, répliqua Beurnonville, la voici : je vais me coucher, bonsoir [2] ! »

[1] Meillan, *Mém.*, 27. « Je suis ministre depuis quarante-huit heures, disait-il, et je serais déjà millionnaire, si je les écoutais » (*Minerva*, V, 541).

[2] Beurnonville à Dumouriez, 14 févr. 1793 (A. G.) ; Le Brun à Dumouriez, 6, 11, 20 févr. (A. E.) ; Rec. Aulard, II, 67 et 110-111 ; *Courrier des départements*, 24 févr. 1793.

Bref, Ajax faisait bien son nouveau métier, et malgré les clameurs de Marat, il allait son train, suivant sa propre expression, et restait l'homme d'avant-garde dans son cabinet, dans ses audiences et à la Convention comme devant l'ennemi. Dumouriez déclarait que, depuis l'entrée de Beurnonville au ministère, on s'occupait enfin du recrutement et des besoins de l'armée. Il nous fallait, disait Miranda au nouveau ministre, « un homme de la profession, de votre probité et de votre patriotisme pour nous tirer des embarras où l'ineptie des autres nous avait plongés misérablement ». Un correspondant du *Moniteur* témoigne que les soldats de la République s'arrachaient enfin à leur « honteux dénûment », qu'ils étaient mieux chaussés et mieux vêtus, que les magasins se remplissaient. Miot porte le même jugement : « l'administration prenait une marche régulière et sortait de la léthargie[1]. »

III. L'activité de Beurnonville, son activité « brûlante », comme la qualifiait l'avantageux ministre, était d'autant plus nécessaire que la Convention avait déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande.

Pitt voulait la paix. Mais la France proclamait la liberté de l'Escaut ; elle menaçait la Hollande ; elle déclarait par le décret du 19 novembre 1792 qu'elle accordait fraternité et secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté ; elle faisait de la Belgique, par le décret du 15 décembre, une province française. « La prospérité éblouit les nations et les hommes,

[1] Dumouriez, lettre du 12 mars 1793; Miranda à Beurnonville, 11 févr. 1793 (A. G) ; *Mon.*, 21 février 1793; Miot, *Mém.*, I, 34. Cf. le mot de Chépy (*Patriote français* du 5 avril 1793) « Beurnonville dont l'activité répare les fautes de Pache ».

écrivait Miles à Le Brun et à Marat ; la rapidité de vos conquêtes vous a fait oublier ce que vous devez à vous-mêmes et aux autres. Vous croyez pouvoir dicter la loi à toute l'Europe. Mais, en se mêlant de tout on gâte tout. L'ordre donné à vos généraux de poursuivre l'ennemi sur les terres neutres est une atteinte à l'indépendance des puissances qui ne sont point en guerre avec vous. Vos décrets du 19 novembre et du 15 décembre sont des menaces qu'aucun gouvernement ne peut entendre. L'arrêté du Conseil sur l'ouverture de l'Escaut est une infraction des traités de 1786 et de 1788. Notre existence politique ne permet nullement que la France s'agrandisse. D'ailleurs, vous avez renoncé aux conquêtes et vous en faites ! Comment se fier à une nation qui ne respecte ni ses traités ni ses serments [1] ? »

Aussi, dès les premiers jours de 1793, la guerre entre la France et la Grande-Bretagne semblait-elle certaine, et, comme disait Brissot, elle attirait tous les regards et absorbait toute l'attention [2]. Le 7 janvier, le Conseil exécutif recevait d'un des chefs des patriotes hollandais, Conrad de Kock, un mémoire qui proposait l'invasion de la Zélande ; le lendemain, il donnait audience à Kock ; le surlendemain, il appelait Dumouriez et conférait avec lui sur l'expédition projetée [3]. Kock assurait que le stathouder, craignant l'esprit révolutionnaire des provinces, notamment d'Amsterdam et de La Haye, avait le dessein de se réfugier à Walcheren avec les Etats et les

[1] Miles, *Authentic corresp. with Le Brun*, 94-96, 107-108 (2, 4, 11 janv. 1793).

[2] Rojas, *Miranda*, 11.

[3] Rec. Aulard, I, 411, 414, 440. Mais le projet ne partait pas de Conrad de Kock ; c'étaient Blok et ses amis qui, de Calais, le 22 déc. 1792, avaient proposé l'invasion de la Zélande (A. N. F^7 4598).

chefs des administrations, sous la protection de la flotte anglo-hollandaise, qu'il faisait fortifier l'île, qu'il allait y mettre garnison. Mais, ajoutait Kock, il n'y avait présentement dans la Zélande que 55 compagnies d'infanterie, chacune de 40 soldats ; il fallait s'emparer de l'île sans retard ; l'expédition exigeait à peine 3,000 hommes.

Quelques jours plus tard, Kock et Daendels, le futur général, gagnaient Anvers. Ils mandèrent à Le Brun qu'ils garantissaient entièrement le succès de l'entreprise, si Dumouriez la dirigeait ; ils suppliaient le général de venir à leur aide : « Au nom de tous les Hollandais, intéressez-vous pour nous; un mot de vous vaut toutes nos plaintes et toutes nos réclamations auprès le ministre ; en vous réside l'espoir de tous les Bataves[1]. »

Dumouriez accueillit avec enthousiasme le plan des patriotes hollandais. Il obtint du Conseil exécutif que les troupes de la Flandre maritime, remplacées par des bataillons de nouvelle levée qui se trouvaient en troisième ligne dans les garnisons du Nord, seraient mises sous les ordres de Miranda et chargées de l'expédition de Zélande. Et déjà, pétillant d'impatience, il donnait ses instructions à Miranda. La petite armée d'invasion comprendrait 8 bataillons d'infanterie, la légion batave, 2 régiments de cavalerie et une compagnie d'artillerie à cheval. Elle partirait d'Anvers sous la conduite des patriotes et secondée par les trois chaloupes canonnières qui composaient la flottille de Moultson et qui chasseraient aisément les frégates ennemies par leur calibre de vingt-quatre et leurs boulets rouges, elle

[1] Conrad de Kock à Dumouriez et à Le Brun, 17 janv. 1793 (A. F7 4598).

entrerait dans la Flandre hollandaise, puis dans l'île du Zuid Beveland et de là dans l'île de Walcheren. En même temps, le maréchal de camp Charles de Flers rassemblerait à Bruges cinq mille fantassins et douze cents cavaliers pour se porter avec la plus grande promptitude sur Middelbourg et Biervliet. Les patriotes avaient annoncé que le stathouder défendrait l'intérieur du pays et que les Prussiens mettraient garnison dans Maestricht et Venlo : Duval et La Noue eurent ordre, le premier, de concentrer à Ruremonde les troupes qui formaient l'armée particulière de Miranda et d'occuper Venlo dès que la place serait évacuée ; le second, de réunir à Tongres l'armée de Valence et d'investir Maestricht, sans dégarnir toutefois les bords de la Roer [1].

Mais, par deux fois, le conseil exécutif ajourna la résolution qu'il devait prendre [2]. Il hésitait, ne savait à quel parti s'arrêter. Fallait-il renoncer à la Belgique? Fallait-il s'engager dans une guerre contre les Anglais? « Nous sommes très indécis », mandait Dumouriez à Miranda.

La mort de Louis XVI mit fin aux indécisions. « La catastrophe du 21 janvier, disait le général, nous donne vraisemblablement pour ennemis tous les peuples de l'Europe. » Londres indigné demanda la guerre contre la France. Après avoir écrit sur les murs *no war with French*, on écrivait : *Hurrah, war, glorious war !* Chauvelin eut ordre de quitter l'Angleterre sous huit jours.

Et cependant, plus approchait l'instant fatal de la déclaration de guerre, plus on craignait de se jeter dans de terribles aventures, et l'on faisait encore une suprême

[1] Rojas, *Miranda*, 26-35.
[2] Rec. Aulard, I, 440 (9 janvier) et 482 (18 janvier 1793).

tentative pour garder la paix. Dumouriez lui-même, si impatient naguère, si pressé d'engager la lutte, jugeait qu'on n'était nullement préparé, qu'on ne devait pas brusquer les choses, qu'on avait besoin avant tout de temps et de froide réflexion. « Nous ne pouvons, affirmait-il, le 18 janvier, que nous tenir sur la défensive et désirer de n'avoir rien à faire avec la Hollande ; les circonstances nécessitent une extrême prudence et de très grands moyens militaires sur lesquels je ne vois pas clair du tout. » Il offrit au Conseil exécutif et au Comité de défense générale d'aller à Londres en ambassade extraordinaire. C'était, selon lui, une mesure *grande et noble*, une démarche *majestueuse* qui convenait à des républicains. Il expliquerait au ministère anglais, « avec force et sans jactance », les motifs de notre conduite ; s'il réussissait, la France aurait un ennemi de moins et peut-être verrait-elle la Prusse se détacher de l'Autriche ou ne plus guerroyer qu'avec mollesse ; s'il échouait, elle saurait que son gouvernement avait tout fait pour diminuer ses dangers.

La proposition de Dumouriez fut acceptée, et déjà Maret demandait à Londres un sauf-conduit pour le général et une assurance de bienvenue. « C'est un *oui* ou un *non*, disait Dumouriez, que je vais demander comme Fabricius à Persée, ou Caton à Carthage. » Il quitta Paris le 26 janvier et se dirigea par Dunkerque, Ostende et Bruges sur Anvers sous prétexte d'inspecter les quartiers : il comptait trouver à Anvers la réponse du ministère anglais ; si elle était catégorique et amicale, il s'embarquerait à Calais [1]. En attendant, il s'aboucherait au

[1] Dumouriez au Conseil exécutif et au Comité de défense générale, 18 janv. 1793 (A. N. F^7 4598) ; Rojas, *Miranda*, 43-45.

Moerdijk, sur un yacht de l'amirauté, avec lord Auckland, ambassadeur d'Angleterre, et le grand pensionnaire de Hollande, Van de Spiegel. « Vous allez, lui écrivait Miranda, comme Scipion à Zama, décider avec dignité le sort de la République [1] », et notre ministre à La Haye, Emmanuel de Maulde, le nommait le pacificateur du monde [2].

Mais le 1er février la Convention déclarait la guerre au roi d'Angleterre et au stathouder de Hollande. En vain Dumouriez tenta de négocier encore et sollicita l'autorisation de conférer avec lord Auckland. Le Brun lui manda que le ministère anglais ne cherchait qu'à l'« amuser », et par deux fois, le Conseil exécutif arrêta qu'on ne pouvait entrer dans aucune sorte de conférence ou de négociation avec le cabinet britannique. Dès le 31 janvier, Dumouriez avait ordre de s'emparer de Maestricht et de Venlo, « d'accélérer le progrès des armes françaises en Hollande et de diriger spécialement ses efforts contre les établissements maritimes où il trouverait des armements et approvisionnements dont profiterait la République [3] ».

Le général pensait qu'on eût mieux fait de *filer* la négociation et de gagner quelques semaines [4]. Sans doute, l'opinion se prononçait avec violence contre la Grande-

[1] Miranda à Dumouriez, 28 janv. 1793 (A. N. F7 4598). Cf. la *Chronique de Paris* du 23 févr. : « Est-ce le pressentiment qu'éprouva Hector quand il alla combattre Achille, et Annibal quand il entra en conférence avec le jeune Scipion? Les ministres anglais permettent à Dumouriez d'avoir des conférences avec lord Auckland ».

[2] De Maulde à Dumouriez, 7 février 1793 (A. N. F7 4598). « Héros de la France, soyez le pacificateur du monde, tous les genres de gloire sont bien dus à vos vertus ! »

[3] Le Brun à Dumouriez, 6 et 11 février 1793 (A. E.); Rec. Aulard, II, 30, 57, 67.

[4] Rojas, *Miranda*, 72.

Bretagne. On parlait d'une autre guerre entre Rome et Carthage. On répétait que la France ne comptait plus ses ennemis [1] et qu'elle saurait braver l'Europe entière. Tout le monde voulait être corsaire [2]. Comme sous la monarchie, foisonnaient les projets de descente, et le club de Cherbourg invitait Dumouriez à venir, après l'expédition de Hollande, au milieu de ses anciens concitoyens, préparer l'invasion de l'Angleterre [3]. Le Conseil exécutif méditait la conquête de l'Inde : dès que les Provinces-Unies seraient soumises, Valence partirait avec les troupes régulières de l'armée des Ardennes, un régiment de cavalerie et quelques bataillons de volontaires résolus à une absence de trois années. Beurnonville célébrait à l'avance, en son langage emphatique, les exploits de ces Français aventureux qui seraient au nombre de vingt-cinq mille hommes, portés par trente vaisseaux de ligne : « Ils iront chasser les Anglais de l'Inde ; ils s'amuseront en passant à Rio-Janeiro et au cap de Bonne-Espérance. J'aime l'or et les diamants des Portugais, le blé et les moutons des Hollandais, et pour donner du courage à nos braves, il faudra qu'ils boivent du vin de Constance [4] ! »

Le futur conquérant de la Hollande ne partageait pas l'enthousiasme de son « grand diable de fils aîné ». Il traversait les Flandres et ne trouvait pas entre Dunkerque et Anvers un seul homme de cavalerie : A

[1] Mot de Kersaint à la Convention, 1er janv. 1793.

[2] *Minerva*, V, 561.

[3] Rouhière à Le Brun, Cherbourg, 7 mars 1793 (A. E.). Le lieutenant-général Félix Dumuy, entre autres, avait soumis au Conseil dès le 13 janvier l'*Idée d'un plan pour une descente en Angleterre*. Cf. sur ces plans de descente A. Sorel, *L'Europe et la Révol.*, I, 347.

[4] Beurnonville à Dumouriez, 14 févr.; Dumouriez et Valence à Beurnonville, 17 et 27 févr. 1793 (A. G.).

Furnes, à Nieuport, à Ostende, à Bruges, pas un commissaire des guerres, pas un payeur, pas un hôpital, pas un magasin d'approvisionnements ; le soldat prenait le pain et la viande chez le boulanger et le boucher; le prêt était dû depuis trois jours ; partout, le général devait requérir les administrations du pays et fouiller dans les caisses publiques pour donner aux troupes une subsistance momentanée. Comme toujours, les bataillons manquaient de chaussures et d'habits. Un seul avait ses canons de campagne. « Tout me manque, écrivait Dumouriez à Le Brun, et il faut un cas aussi désespéré pour que j'entreprenne une expédition pareille avant d'être pourvu de tous les moyens nécessaires pour y réussir. »

Il avait fait un premier plan. Tandis que Miranda se saisirait de Venlo, il investirait Maestricht qui se rendait à la troisième bombe ; puis les deux généraux iraient prendre ensemble Nimègue et Grave ; Nimègue était la clef de la Hollande, et sa chute ne précéderait que de quinze jours l'entrée des Français dans Amsterdam. Mais avant toutes choses, Miranda devait s'emparer de Venlo et prévenir les 10,000 Prussiens de Brunswick-Œls qui s'assemblaient à Wesel pour secourir la Hollande et couvrir le flanc droit de l'armée autrichienne. Aussi Dumouriez lui commandait-il d'envoyer sur-le-champ un courrier à Champmorin. Ce maréchal-de-camp, un des plus habiles lieutenants de Miranda, était alors à Kessel, non loin de Venlo. Il eut ordre d'occuper les deux forts de Stevensveert et de Saint-Michel, situés l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche de la Meuse ; puis, de courir sans retard à Venlo qui n'avait que deux canons et une garnison de deux cents hommes. « Je n'ai d'espoir, disait Dumouriez, que dans l'extrême célérité de l'opération de Venlo. Si je prends Venlo avant

que les Prussiens entrent en campagne, je suis à peu près sûr du reste. Si cela n'a pas lieu, la campagne est manquée, et la défense des Pays-Bas bien hasardée. »

Champmorin se rendit maître des forts de Stevensveert et de Saint-Michel. Ce fut Moreau, lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires d'Ille-et-Vilaine, qui s'empara de Stevensveert. Il y pénétra le matin à six heures, et surprit en plein sommeil la garde du fort, composée d'un sergent, d'un caporal et de douze fusiliers, qui n'avaient que leurs armes et quelques cartouches [1].

Mais Champmorin arriva trop tard pour prendre possession de Venlo. Le 9 février, le duc de Brunswick-Œls avait su par un journal la déclaration de guerre. Le 11, à la pointe du jour, deux heures avant la venue des Français, il se présentait aux portes de Venlo, et cinq bataillons entraient tambour battant dans la place qui recevait un gouverneur prussien, le général-major de Pirch [2].

« C'est un coup affreux, s'écria La Marlière, je regardais Venlo comme la clef de la Hollande, et sa prise assurait la défense de la Belgique. » Dumouriez dit simplement que la nouvelle était « très désagréable », et persista dans son plan d'invasion [3].

[1] Rojas, *Miranda*, 49 ; Dumouriez au ministre de la guerre, 3 févr. et à Le Brun, 4 févr. ; Champmorin à Moreau, 9 févr. et à Miranda, 10 févr. 1793 (A. G.).

[2] *Ueber den Feldzug der Preussen gegen die Nordarmee der Neufranken im Jahr 1793*, par un observateur, 1795, p. 208-209 et surtout Dohna, *Der Feldzug der Preussen gegen die Franzosen in den Niederlanden 1793*, 1798, tome I, p. 17-19.

[3] La Marlière à Beurnonville, 12 févr. 1793 (A. G.); Rojas, *Miranda*, 62.

Il aurait pu se jeter sur les forces autrichiennes qui grossissaient derrière la Roer, les refouler au-delà du Rhin, puis revenir sur Amsterdam par Venlo et Nimègue. Mais il craignait de donner aux Provinces-Unies le temps d'organiser leur défense, et quel général de cette époque aurait osé laisser l'armée hollandaise sur son flanc gauche et Maestricht sur ses derrières ? Une irruption en Hollande lui paraissait le seul moyen de salut. Cette attaque rapide et soudaine imposerait aux ennemis qui croiraient les ressources de la France plus puissantes qu'elles ne l'étaient. Elle assurait la possession de la Belgique qu'on ne pouvait plus garder avec chance de succès, puisqu'on n'avait ni une armée propre à la défensive, ni l'affection des Belges. Enfin, conquérir la Hollande, c'était trouver, dès le début de la campagne, dans un pays « très disposé pour la France », des armes, des habits, des vivres, des munitions, de l'argent ; c'était renforcer l'armée française, l'augmenter de 25 à 30,000 hommes de troupes bataves [1].

Ses *Mémoires* prétendent qu'il fit semblant d'adopter le projet de Conrad de Kock et qu'il mena des préparatifs à grand bruit pour donner le change aux Hollandais et détourner leur attention sur la Zélande. Sa correspondance prouve qu'il dissimulait autrement son véritable dessein. Il répandit le bruit qu'il s'arrêterait à Anvers pour conclure un emprunt et qu'il irait ensuite rejoindre Miranda sous les murs de Maestricht.

Tout autre se fût dirigé vers Nimègue, et Dumouriez eut un instant le dessein de se rabattre sur cette ville par Venlo, Gueldre et Emmerich, puis par les hauteurs

[1] Dumouriez à Beurnonville, 10, 13, 14, 15 févr. 1793 (A. G.); De La Barre Duparcq, *Portraits militaires*, 258 ; Boguslawski, *Das Leben des Generals Dumouriez*, II, 170.

d'Amersfoort, de tourner Utrecht et de gagner Muyden, ce centre et ce nœud des écluses, que Luxembourg avait manqué en 1672. Mais il avait, de Nimègue à Amsterdam, huit à neuf marches, et il courait le risque d'être attaqué sur son flanc par Brunswick-Œls. Il prit un chemin plus hasardeux, mais plus court. « Peut-être, écrivait-il le 5 février à Miranda, ferai-je un petit rassemblement près d'Anvers, pour pénétrer, entre Bréda et Bois-le-Duc, sur Geertruidenberg ou Heusden; ce petit corps que je donnerais à commander à Berneron, tiendra en échec toutes les garnisons et empêchera le renforcement de celles de la frontière que nous devons attaquer. » Voilà le germe du nouveau plan de Dumouriez, plan imprévu, singulier, hardi, mais, comme il disait, d'autant plus aisé qu'il semblait plus impraticable et faisait passer son armée par le trou d'une aiguille Le général, renonçant à la guerre régulière et méthodique, laissait les places derrière lui, sans les attaquer. Tout au plus bombardait-il Bréda ; mais ce bombardement était une fausse attaque qui couvrait la grande entreprise. Il masquait donc sur sa droite Bréda et Geertruidenberg, sur sa gauche Berg-op-Zoom, Steenbergen, Klundert, Willemstad. Il traversait à Mœrdijk le bras de mer du Hollandsch Diep qui n'a que deux lieues de largeur[1]; il débarquait à Dordrecht sur la rive opposée, et, prenant à revers toutes les défenses de la Hollande, se trouvait en plein cœur du pays. De Dordrecht, il marchait sur Amsterdam par Rotterdam, Delft, La Haye, Leyde, Harlem ; il établissait le nouveau gouvernement qui donnait ordre aux commandants des places de se rendre aux

[1] C'est en même temps, disait l'abbé Coyer, un bras de la Meuse et un bras de mer, qu'on passe en trente-deux minutes (*Voyages d'Italie et de Hollande*, 1775, tome II, p. 232).

troupes françaises ; puis, sans s'arrêter, il revenait par Utrecht à la rencontre de Miranda.

Miranda seconderait en effet Dumouriez dans sa percée téméraire. Il devait brusquer l'attaque de Maestricht, et, sans ouvrir un siège régulier, jeter des bombes dans la place. Dumouriez assurait que le gouverneur n'était pas du tout militaire, que la garnison n'avait pas envie de se battre, que la ville ne tiendrait guère plus de deux ou trois jours, que le bombardement dégoûterait les soldats et intimiderait les habitants qui finiraient par se lasser et faire la loi au commandant. La ville prise, Miranda y laisserait Le Veneur, puis se dirigerait sur Nimègue avec 25,000 hommes et tous les Hollandais, Allemands et Suisses de la garnison de Maestricht qui se joindraient à lui. Il ne s'amuserait pas devant Grave qui était dans un rentrant de la Meuse ; il irait droit à Nimègue, et là, entre Nimègue et Utrecht, lorsqu'il pousserait avec vivacité les troupes de Brunswick-Œls, il trouverait Dumouriez qui viendrait prendre les Prussiens par derrière et les mettre entre deux feux.

Mais il fallait se presser; il fallait *étonner* et *employer la fougue française* ; il fallait *faire des coups de désespoir*, faire des choses *incroyables* et *impossibles;* il fallait *vaincre ou mourir*, et dans les instructions que Dumouriez envoyait coup sur coup à son « fidèle second », sur un ton impétueux, fébrile qui marquait l'impatience de son âme, il disait en espagnol : « Ne regardons pas en arrière ; ce n'est pas le temps de la prudence ; chaque jour perdu est du plus grand danger [1]. »

Miranda approuva l'entreprise ; mais il la jugeait « étonnante et très difficile » ; elle lui paraissait tenir du

[1] Rojas, *Miranda*, 36 et 47-73.

merveilleux et ressembler à un songe. On savait que les Impériaux méditaient une revanche, et les journaux annonçaient qu'au mois de février le prince de Cobourg se mettrait à la tête de l'armée autrichienne[1]. Miranda craignait donc que Cobourg ne vînt attaquer les troupes qui cantonnaient sur la rive gauche de la Roer et couvraient le siège de Maestricht. Suffiraient-elles à « tenir avec sûreté toute l'étendue qu'elles occupaient » ? Cobourg ne pourrait-il les disperser et débloquer la place ? Mais Dumouriez répondit que Cobourg n'avait sûrement pas assez de monde ; que son armée, en dépit de sa cavalerie et de ses grenadiers hongrois, se composait de nouvelles levées ; qu'elle était aussi mal approvisionnée que les Français, et ne pouvait entrer en campagne avant trois semaines. Miranda n'insista plus. Il ordonna qu'en l'absence de Valence, La Noue prendrait le commandement des troupes cantonnées entre la Roer et la Meuse : La Noue, de concert avec Stengel, Dampierre et Miaczynski, « ferait tous les arrangements pour défendre vigoureusement le passage de la Roer ou livrer bataille aux ennemis qui l'auraient passée avec l'idée d'introduire un secours de troupes dans Maestricht[2] ».

Ces ordres donnés, Miranda se porta devant Maestricht. Dès le 6 février, il avait envoyé Le Veneur sur la rive droite de la Meuse pour bloquer le quartier de Wyq, et Diettmann sur la rive gauche entre Lixhe et Sichem. Tout le gros de l'armée du Nord, au nombre de 13,000 combattants, investit Maestricht ; l'avant-garde de La Marlière qui ne comptait que 3,000 hommes, battait la campagne en avant de Ruremonde;

[1] Voir par exemple la *Chronique de Paris* du 14 janvier 1793.
[2] Rojas, *Miranda*, 46, 60, 66 ; Miranda à Dumouriez, 3 févr. (A. N. F7 4598) ; Dumouriez à Beurnonville, 16 févr. 1793 (A. G.).

Champmorin demeurait avec 5,000 hommes en face de Venlo. Le reste des troupes françaises tenait les mêmes positions qu'à la fin du mois de décembre 1792 : les 10,000 hommes d'Harville occupaient Namur et le Namurois et défendaient la Meuse ; l'armée des Ardennes, commandée par Valence et formée de 18,000 hommes environ, était à Liège et dans le pays de Liège ; l'armée de la Belgique, réduite à 18,000 soldats, cantonnait, avec Dampierre, à Aix-la-Chapelle, avec Miaczynski, à Rolduc, avec La Noue et Stengel, sur les bords de la Roer [1].

IV. Un contemporain s'étonne que l'actif et bouillant Dumouriez n'ait pas envahi plus tôt les Provinces-Unies [2]. Mais que de soins divers, que de mesures de toute sorte, le général devait prendre avant de s'enfoncer en Hollande ! Il ménageait sa retraite « en cas de malheur », donnait 30,000 francs à Senermont pour réparer la citadelle d'Anvers, suspendait la démolition des remparts de Mons et de Tournai que Pache avait imprudemment ordonnée, et conseillait à Beurnonville de fortifier la hauteur de Huy, d'entourer Malines d'une enceinte de terre, de munir de bonnes batteries Ostende, Nieuport et Dunkerque, de rétablir les lignes de Bergues, de tracer un camp retranché sur le mont Cassel, de mettre en état de défense Orchies, Bavay, Beaumont. Il mandait au contrôleur-général de la trésorerie nationale, Le Monnier, de faire pour quinze jours les fonds de la petite armée qu'il rassemblait. Il ouvrait sur les négociants et capitalistes d'Anvers un emprunt de douze

[1] Miranda à Pache et à Le Veneur, 6 févr. 1793 (A. G.) ; Déposition de La Marlière (A. N. W. dossier du général).

[2] Crossard, *Mém.*, I, 22.

cent mille florins qui « se remplissait tout doucement », et il avançait différentes sommes aux bataillons belges, à la légion batave, au 8e régiment de hussards, dits de la République. Il convenait avec les patriotes hollandais que le Comité batave, représentant le peuple souverain, ordonnerait à tous les officiers municipaux et militaires des Provinces-Unies de rendre aux généraux français les places, les arsenaux, les magasins ; qu'il aiderait les administrateurs, commissaires et régisseurs à faire subsister les armées envahissantes ; qu'il lèverait, soit par contribution, soit par la confiscation des biens des orangistes, les fonds nécessaires à l'entretien des troupes ; à mesure que les Français avanceraient en Hollande, ce Comité s'adjoindrait d'autres membres pour exercer l'administration provisoire jusqu'à la réunion d'une convention nationale. Dumouriez ne négligeait rien pour s'attacher les « généreux martyrs de la révolution de 1787 ». Daendels était déjà lieutenant-colonel. Deux autres membres du Comité batave reçurent le titre de colonels : Conrad de Kock que Dumouriez jugeait « plein d'audace et d'éloquence » et qui devait accompagner Daendels à l'avant-garde ; de Nyss, « plein de sagesse et de courage » qui fut attaché à l'état-major. On vit même le général porter sur la poitrine le symbole favori des patriotes, un petit chien-loup en argent avec l'inscription : *Chacun mord à son tour* [1].

Malus, qui devait venir à Liège ou à Bruxelles « diriger en grand » l'administration des subsistances, n'arriva sur la frontière qu'à la fin du mois de mars. Mais Dumouriez appelait à Anvers Petitjean nommé, à la

[1] Dumouriez à Beurnonville, 14, 15, 20 févr. 1793 (A. G.), et *Mém.*, IV, 22, 37 ; *Le Batave*, 7 mars ; cf. sur Kock, le père de Paul de Kock, les *Lundis révolutionnaires* d'Avenel, 1875, p. 291-293.

place de Ronsin, commissaire-ordonnateur en chef de l'armée de la Belgique. Petitjean, « seul, pouvait lui procurer les moyens de ne point éprouver de retard dans son expédition », et l'infatigable, l'indispensable Petitjean savait en effet tout prévoir et tout pourvoir ; son activité n'oubliait aucun point du territoire occupé par les Français, et le siège de Maestricht, et les cantonnements de la Meuse et de la Roer, et les quartiers d'hiver. « Je vous prie, disait-il à Beurnonville, de vous tranquilliser sur les besoins de l'armée. » Aussi Miranda ne le cédait-il à Dumouriez que pour quelques jours. Mais ces quelques jours suffirent à Petitjean et à Dumouriez pour rassembler l'armée de Hollande, l'armer, l'équiper, l'*arranger*. Le général la tira d'Anvers et des cantonnements de la Westflandre et il eut soin d'y faire entrer des troupes belges ; « ce qui affaiblissait d'autant plus le parti contre-révolutionnaire auquel elles se joindraient, si on les laissait en arrière [1] ».

Il s'entoura d'officiers expérimentés. Le général La Bayette et le lieutenant-colonel La Martillière [2] formaient le train d'artillerie. D'Arçon ferait la guerre de sièges. C'était ce d'Arçon qui, au siège de Gibraltar, avait imaginé ces fameuses batteries flottantes, insubmersibles, incombustibles, impénétrables aux boulets. Maréchal-de-camp en 1791, chargé d'inspecter les frontières, accusé de royalisme par le prince de Hesse et suspendu, il fut réintégré, sur la demande de Dumouriez qui le regardait comme un des meilleurs ingénieurs et des plus honnêtes hommes de France. « Je m'attends, écrivait Beur-

[1] Petitjean et Dumouriez à Beurnonville, 8 et 16 février 1793 (A. G.).

[2] Cf. sur La Martillière une note de Fervel, *Camp. dans les Pyrénées-Orient.*, II, 256.

neville au général, le 14 février, à cent cinquante mille dénonciations, sans compter celle de Hesse; mais vous avez besoin de d'Arçon, et il partira ce soir [1]. »

Thouvenot était trop « essentiel », trop nécessaire à la grande armée. Il resta donc à Liège. Mais il alla passer deux jours à Anvers avec Dumouriez. Le général le chargea notamment de mettre sur pied l'armée belge. Thouvenot porterait le titre d'inspecteur-général et presserait la formation de 25 à 30 bataillons ; chaque officier-général, chaque commandant avait ordre de hâter ces levées de troupes dans son arrondissement; Rosières irait de cantonnement en cantonnement les passer en revue ; Petitjean devait les habiller, les armer et payer à chaque soldat vingt sous par jour en papier. Dumouriez espérait avoir 25,000 hommes d'infanterie belge avant le mois de mai et Beurnonville l'engageait vivement à profiter au plus tôt de ce précieux surcroît [2].

[1] Cf. sur d'Arçon : Girod-Chantrans, *Notice*, 1801, p. 1-47 ; Dumas, *Souvenirs*, I, 478 ; Sayous, *Mallet du Pan*, II, 44 ; Duc des Cars, *Mém.*, 1890, I, 255-303 ; Servan à d'Arçon, 12 sept. 1792 (A. G. le ministre estime la « qualité et la constance de ses services ») ; Dumouriez, *Mém.*, IV, 23 ; Jung, *Dubois-Crancé*, II, 176 ; Beurnonville à Dumouriez, 14 févr. 1793 (A. N. F⁷ 4598). Ce fut Chabanon qui recommanda d'Arçon à Dumouriez, son intime ami, et, de Saint-Germain, d'Arçon écrivait au général le 3 février. « D'après ce que je recueille des papiers et des décrets, vous voilà relancé dans vos exploits, et moi, par suite du caprice inconcevable d'un prince allemand qui s'est avisé de me suspendre sans droit et sans motifs, dans le temps même où, étant à cent lieues de lui, j'étais employé dans une autre armée, je suis encore réduit à faire des vœux impuissants pour votre gloire. Vous avez dit à Chabanon, votre ami, que vous demanderiez d'Arçon. Et d'Arçon est prêt à accourir, bien fier qu'il sera de travailler sous les auspices et selon les vues de celui qui a sauvé la République et qui la fera triompher de ses nouveaux dangers ! » Il avait d'abord émigré, mais l'accueil qu'on lui fit, l'irrita et détermina son retour (D'Ecquevilly, *Camp. du corps de Condé*, 1818, I, 221).

[2] Rojas, *Miranda*, 72, 82-83: Beurnonville à Dumouriez, 14 et 26 févr. ; Gouget et Robert au Conseil, 18 févr. 1793 (A. G.).

A défaut de Thouvenot l'aîné, le cadet, Pierre Thouvenot, fut chef de l'état-major de l'expédition de Hollande, et son esprit très entendu, très fécond en ressources, rendit de grands services. Il eut sous lui un adjudant-général, Philippe Devaux, et quatre adjoints.

L'armée ne comprenait que mille cavaliers et quinze mille fantassins [1]. Dumouriez n'avait cessé de demander des renforts à Beurnonville. Mais la Convention n'ordonna qu'au 23 février la levée fameuse des trois cent mille hommes et le ministre ne put envoyer en Belgique et sur les frontières du nord qu'une poignée de soldats. Il dépêchait à Bruxelles deux bataillons de l'Yonne, à Liège deux escadrons de hussards braconniers, à Lille la légion des Américains et du Midi qui devenait le 13e régiment de chasseurs à cheval, à Sedan la légion germanique. Paris n'avait plus d'autres troupes que la cavalerie de l'École militaire. Le directoire de l'Aisne se plaignit de rester sans défense ; Beurnonville répondit que les départements ne devaient plus compter que sur leur force sédentaire [2].

Quatre corps, l'avant-garde, les divisions de droite et de gauche, la réserve, constituaient l'armée de Hollande.

L'avant-garde, commandée par Berneron, comptait quatre compagnies franches, entre autres celle de Vandamme [3], deux bataillons de volontaires (le 3e de l'Aube et le 1er du Finistère), le 1er et le 2e bataillon de la légion

[1] Chiffres exacts : 15,582 fantassins, 1,036 cavaliers, 228 canonniers.

[2] Beurnonville au Directoire de l'Aisne et à Miranda, 16, 19, 21 février 1793 (A. G.) ; Gov. Morris, II, 281.

[3] *Chasseurs de Mont-Cassel* ou *de Dumouriez* (Du Casse, *Le général Vandamme*, 1870, p. 42).

batave, le 1er et le 2e bataillon belge, le 1er bataillon et les 300 cavaliers de la légion du Nord, 50 dragons du 6e régiment, 80 dragons bataves.

La division de droite que Dumouriez avait mise sous les ordres du général d'Arçon et du chef de brigade Westermann, comprenait 8 bataillons de volontaires [1], 2 bataillons de la gendarmerie de Paris et 200 hussards du 8e régiment.

La division de gauche avait pour chef Leclaire, colonel du 90e régiment d'infanterie et bientôt général. Elle était formée de 7 bataillons de volontaires [2], du 2e bataillon de la légion du Nord, du 90e régiment et de 150 hommes du 8e hussards.

A la réserve, que dirigeait le colonel Tilly, étaient le 1er bataillon de la Gironde, le 3e bataillon de la légion batave, 200 dragons belges à pied, 100 hussards belges et 100 hommes du 20e régiment de cavalerie.

Cette armée, si singulièrement composée, n'emmenait d'autre artillerie que 4 pièces de douze, 8 pièces de huit, 4 mortiers de dix pouces, 20 petits mortiers à grenades et 4 obusiers. Trois bataillons seulement appartenaient aux troupes de ligne : le 90e qui voyait le feu pour la première fois et les deux bataillons de gendarmerie. Trois bataillons de volontaires avaient fait la campagne de Belgique. Tout le reste était de nouvelle levée.

Pas ou peu de discipline. Tandis que l'armée se formait aux environs d'Anvers, les officiers allaient se divertir en ville, à l'heure qui leur plaisait, et il fallut menacer de suspendre ou de renvoyer en France tous

[1] 3e de l'Oise, 2e du Calvados, 5e de la Charente, 2e de Loir-et-Cher, 2e, 11e, 17e des volontaires de la réserve, 6e des fédérés.

[2] 4e de la Sarthe, 2e de l'Orne, 3e du Calvados, 1er de l'Eure, 10e de la Seine-Inférieure, 15e et 23e de la réserve.

ceux qui s'absenteraient sans permission [1] Le colonel du 8e hussards était un tailleur de Lille, nommé Dumont, ignorant et ivrogne, qui avait équipé le régiment à ses frais : Dumouriez le cassa et le remplaça par son aide-de-camp le lieutenant-colonel Morgan ; mais il dut casser encore un escadron qui refusait obéissance à Morgan et voulait pour colonel le capitaine Montmayeur [2]. Enfin, la gendarmerie nationale se conduisait très mal et Dumouriez n'en était pas « extrêmement content [3] ».

Mais il comptait sur les dispositions des habitants et sur la lâcheté des troupes hollandaises qu'une longue paix avait engourdies et rendues incapables de repousser une vigoureuse agression. Quelques instants avant son départ, il reçut le directeur de la troupe française de La Haye que le stathouder (Guillaume V d'Orange-Nassau) avait renvoyé. « Sans doute, dit le directeur au général, vous allez abattre des oranges. » — « Je ferai plus, répondit Dumouriez, je couperai l'oranger dans la racine [4]. »

On se rappelle qu'il savait enflammer une armée et qu'il exerçait sur ses troupes un prodigieux ascendant. Ses ennemis mêmes reconnaissent qu'il avait l'art d'exalter le soldat [5]. « Dumouriez réussira, mandait

[1] Le colonel Thouvenot aux troupes, 16 févr. 1793 (A. G.) « Le général est extrêmement mécontent du désordre qui a régné hier dans le passage des troupes. »

[2] Dumouriez à Marassé, 21 mars 1793 (A. G.) ; cf. Rec. Aulard, II, 232.

[3] Rojas, *Miranda*, 115 et 118. Cf. sur cette gendarmerie et ses excès ; Taine, *Conquête jacobine*, 334-335, et Rec. Aulard, I, 131-145 ; on la suit au passage, de Paris à Anvers par Roye et Cambrai.

[4] Dumouriez à Beurnonville, 19 févr. 1793 (A. G.) et *Mon.* du 4 mars.

[5] Cf. *Valmy*, 21. Lettres particulières de Viomesnil sur les affaires de Pologne. Paris, 1808, p. 57.

Valence au ministre de la guerre, son génie et son audace en donnent la certitude; si vous saviez ce qu'est cette armée qui va enlever les places, prendre des vaisseaux et parcourir victorieusement la Hollande, en revenant sur le Rhin, vous ne penseriez pas, comme Hassenfratz, qu'il y a plusieurs millions de généraux, et, comme Cambon, que l'armée est tout et que le général n'est plus rien [1]. » Beurnonville avait même confiance et même espoir. Il avouait que les moyens ne répondaient pas à la grandeur de l'entreprise : mais le génie de Dumouriez suppléerait à tout, et, dans son style prétentieux et amphigourique, il écrivait que son *père*, « nouvel Icare, s'élèverait au-dessus des digues de la Hollande, — et, comme nous sommes en hiver, ses ailes ne se fondront pas [2] ! »

Enfin, l'expédition n'était-elle pas un de ces coups de main qui conviennent au génie français ? Dumouriez ne cacha pas à l'armée les obstacles qu'elle devait rencontrer, les intempéries de la saison, les places à prendre, les canaux et les bras de mer à traverser, mais il lui promettait qu'une fois en Hollande, elle aurait en abondance ce qui lui manquait. « Le soldat français, lit-on dans ses *Mémoires*, est très spirituel ; il faut raisonner avec lui, et dès que le général a le bon esprit de le prévenir des obstacles qu'il rencontrera, il ne pense plus qu'à les vaincre et il s'en fait un jeu. Si au contraire on lui cache ses dangers, il s'étonne en les apercevant et une fois que le découragement le presse, ou plutôt le dégoût de ce qu'on veut lui faire faire, la

[1] Valence à Beurnonville, 20 févr. 1793 (A. G.).

[2] Beurnonville à Dumouriez, 14 févr. et à Valence, 26 févr. 1793 (A. G.).

méfiance s'en mêle ; il devient presque impossible de le rallier et d'en tirer aucun parti [1]. »

Il lança trois autres proclamations : l'une au peuple liégeois, l'autre au peuple de la Belgique, la troisième aux Bataves. Il faisait appel aux « cœurs indomptables » des Liégeois qu'il avait surnommés les *grenadiers de la révolution belgique* et comptait sur douze à quinze mille d'entre eux. Il invitait les Belges à combattre sous ses drapeaux : des émissaires de l'Autriche cherchaient à les égarer et leur annonçaient la rentrée des Impériaux ; mais les Français couvraient leur territoire, et porteraient la guerre sur les bords du Rhin ; « ce fleuve majestueux servirait de barrière à la liberté ». Enfin, il disait aux Bataves qu'il venait les délivrer, comme il avait délivré les Belges, et les arracher au joug du stathouder, ce « demi-despote » qui livrait à l'Angleterre leur commerce des Indes et leurs colonies [2].

V. Le 16 février, l'avant-garde pénétrait sur le territoire hollandais. Berneron qui la commandait, devait détacher aussitôt vers les bords du Hollandsch Diep 800 fantassins et 100 cavaliers sous les ordres de Daendels et de Conrad de Kock. Ces 900 hommes ramasseraient tous les bateaux de Mœrdijk, de Zwaluwe et de Roodevaart; ils se hâteraient d'aborder à Dordrecht, de désarmer ou d'enrôler la garnison, et d'amener à Mœrdijk les bâtiments qu'ils trouveraient dans le port et qui serviraient au passage de l'armée.

Mais Berneron ne fit aucune diligence et les Hollandais eurent le temps de retirer leurs embarcations vers

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 34.
[2] *Mon.*, 20 févr. 1793.

l'autre bord du Moerdijk, sous la protection de trois bâtiments gardes-côtes.

Dumouriez dut prendre de nouvelles dispositions On avait trouvé dans les canaux entre Oudenbosch et Zevenbergen 23 bateaux pontés. Il chargea le commissaire des guerres Boursier de réunir les charpentiers et les matelots des havres d'alentour et de mettre ces bateaux en état de porter 1,300 hommes. Durant ces préparatifs, il essayait, en payant d'audace, de se rendre maître de quelques places fortes : Berneron investissait avec l'avant-garde Klundert et Willemstad; d'Arçon assiégeait avec la division de droite Bréda et Geertruidenberg; Leclaire observait avec la division de gauche Berg-op-Zoom et Steenbergen. Quant à la réserve, établie au bord du Mœrdijk, elle élevait sur toute la longueur des dunes, de Roodevaart à Zwaluwe, des huttes recouvertes de paille, et nommait ce cantonnement aquatique le *camp des castors*.

Le général en chef ne voulait s'arrêter devant Bréda que « le temps nécessaire pour rassembler ses transports[1] » et ne croyait pas s'emparer de la ville. Elle avait de bonnes palissades : deux cents pièces de canon garnissaient ses remparts; l'inondation couvrait ses abords; un régiment de dragons et 2,500 hommes d'infanterie composaient sa garnison. Mais le gouverneur, comte de Bylandt, d'ailleurs affaibli par l'âge, n'avait jamais fait la guerre; les magasins manquaient; les remparts étaient sans casemates; un grand nombre d'habitants détestaient le stathouder. D'Arçon n'ouvrit même pas la tranchée. Il établit deux batteries à une faible distance de la place. Durant trois jours, l'assiégé répondit

[1] Dumouriez à Miranda, 22 févr. 1793 (Rojas, *Miranda*, 78).

par un feu assez vif. Le quatrième, d'Arçon n'avait plus que 60 bombes à lancer. Mais avant de lever le siège, il envoya Devaux porter une seconde sommation. Devaux dit au comte de Bylandt que Dumouriez arrivait avec son armée et ne ferait pas de quartier. Bylandt assembla ses officiers et, de leur consentement unanime, capitula. 4 mortiers de dix pouces, 2 obusiers et deux escouades du 2e régiment d'artillerie avaient suffi pour prendre Bréda. Les Français y trouvèrent plus de 200 bouches à feu, 300 milliers de poudre et 5,000 fusils de munition. Ils perdaient vingt à vingt-cinq hommes qu'un parti de cavalerie hollandaise avait sabrés à l'improviste pendant qu'ils s'amusaient avec une imprudence bien française à danser sur le glacis[1].

D'Arçon, maître de Bréda, se dirigea sans retard sur Geertruidenberg. La place était défendue sur la rive gauche de la Donge par l'inondation et par des forts extérieurs. Elle avait une belle et solide garnison, composée du régiment d'infanterie de Hirzel et du régiment de dragons qui formait la garde du stathouder. Mais le gouverneur, nommé Bedault, octogénaire faible et incapable, n'osa pas résister. Le 1er mars un des forts extérieurs, celui de Steelhoven, était évacué : d'Arçon y mit deux mortiers de 10 et un obusier de 8. Le lendemain, un deuxième fort était abandonné; d'Arçon y transporta les deux mortiers du premier fort et quatre autres mortiers du calibre de 7 1/2 tirés de l'arsenal de Bréda ; trois de ces mortiers hollandais avaient des affûts qui ne

[1] La Martillière à Beurnonville, 25 févr. 1793 (A. G.) ; Van Kampen, *Gesch. der Niederlande*, II, 518. D'Arçon fut nommé lieutenant-général, et Beurnonville, le félicitant de la « reddition miraculeuse » de la place, lui annonçait que « cet avancement était dû à ses talents et à l'ancienneté de ses services ». (1er mars 1793, A. G.)

purent supporter les charges, mais d'Arçon les remplaça par deux pièces de 12 et un canon de 24 qui tirèrent sur la ville à boulets rouges. Le 4 mars, un troisième fort était évacué, et de ce point un obusier de 8 et un mortier de 7 1/2, le seul qui fût encore en état de servir, enfilaient et foudroyaient une des plus longues rues de Geertruidenberg. Une bombe tomba dans la maison du gouverneur. Quelques instants plus tard, Devaux se présentait en parlementaire. Bedault signa la capitulation et obtint, comme Bylandt à Bréda, les honneurs de la guerre. Il laissait entre les mains des Français 150 bouches à feu, 200 milliers de poudre, 2,500 fusils, une grande quantité de bombes et de boulets et trente bâtiments de transport. « La prise de Geertruidenberg, écrivait La Martillière au ministre, ne tient pas moins du merveilleux que la reddition de Bréda. » Pas un artilleur n'avait péri.

Dumouriez alla dîner chez Bedault. Pendant le repas, on l'avertit qu'un lieutenant-colonel de volontaires, pris de boisson, voulait entrer dans la ville, malgré les gardes, et qu'il menaçait de son pistolet le commandant du régiment de Hirzel. Le général fit amener le lieutenant-colonel, lui arracha son épaulette devant les officiers hollandais, et le condamna à servir désormais comme simple soldat dans son propre bataillon. C'est ainsi qu'à Bréda il avait fait élever une potence sur la place du marché pour « punir aussitôt ceux qui déshonoreraient le nom français par des violences et des crimes [1] ».

Pendant que la division de droite prenait Geertruidenberg et Bréda, l'avant-garde de Berneron s'emparait

[1] La Martillière à Beurnonville, 6 mars 1793 (A. G.); *Le Batave*, 10 mars 1793; Dumouriez, *Mém.*, IV, 44-45.

de Klundert. C'était un petit fort régulier, situé dans une plaine inondée. Le gouverneur, le capitaine de Kropf, commandait à 150 hommes. Berneron établit une batterie de 4 canons et des mortiers derrière la digue d'inondation, à 150 toises du fort. Bientôt Klundert fut en flammes. Kropf, désespérant de prolonger la résistance, encloua ses pièces et tenta pendant la nuit de gagner Willemstad. Les soldats de la légion batave le poursuivirent; Kropf brûla la cervelle à leur lieutenant-colonel Haarman, mais fut tué sur le champ par le capitaine Boogmans; il avait dans sa poche les clefs de la place. Sa troupe, réduite à 73 hommes, se rendit prisonnière. 54 canons, 2 mortiers, 18 milliers de poudre, une grande quantité de bombes et de boulets tombèrent au pouvoir de Berneron[1].

Klundert, Geertruidenberg, Bréda assuraient les derrières de Dumouriez. Il accablait les Hollandais par leurs canons mêmes et, comme il disait, prenait dans chaque ville de quoi prendre la ville suivante. Il recevait même des renforts; Charles de Flers lui amenait une colonne de 6,000 hommes tirée des garnisons de la Belgique[2] et relevait devant Berg-op-Zoom et Steenbergen la division de gauche qui s'établissait à Oudenbosch et à Zevenbergen. La population faisait aux Français un accueil cordial et leur fournissait gratuitement les vivres; les paysans de la baronnie de Bréda, presque tous catholiques, les recevaient comme des frères; des citoyennes

[1] Dumouriez aux commissaires, *Mon.*, 5 mars; *Le Batave*, 5 et 13 mars 1793 ; Rec. Aulard, II, 231.

[2] 22e régiment ; 1er du Calvados, 2e de la Somme, 2e de l'Oise, 1er de l'Yonne, 2e des fédérés, 4e bataillon franc, 4e, 12e, 16e, 20e de la réserve ; deux escadrons du 7e hussards ; un escadron du 3e dragons ; un escadron du 3e cavalerie ; en tout 5,967 fantassins, 339 cavaliers et 84 canonniers.

de la ville de Bréda et à leur tête la femme du bourgmestre offraient à Dumouriez le bonnet de la liberté. « On voyait, avoue un orangiste, toutes les parties de l'administration publique s'écrouler presque au même instant d'elles-mêmes et se modeler sans effort sur les nouvelles formes adoptées en France; on plantait des arbres de la liberté; on créait des municipalités, des maires, des comités; on convoquait des assemblées primaires[1]. »

Aussi Dumouriez préparait-il activement le passage de ses troupes. Il établissait à la pointe de Mœrdijk, pour protéger l'embarquement de ses troupes et la sortie de sa flottille, sept batteries, chacune de deux pièces de 24 et de plusieurs mortiers. Il tirait des bataillons de volontaires tous les hommes expérimentés dans la navigation, Gascons, Bretons, Normands, Dunkerquois, et leur donnait un franc par jour en sus de leur paie; il avait ainsi 400 à 500 matelots et il les mettait sous les ordres de deux officiers qui avaient fait la guerre sur mer, l'Anglais White et l'aide-de-camp Larue. Toutes les dispositions étaient prises. L'arrière-garde devait s'embarquer à Zwaluwe pour passer le Mœrdijk et la division de droite, à Geertruidenberg, pour traverser le Biesbosch. « Si le général, écrivait-on de Bréda, réussit à entrer dans l'île de Dordrecht, nous serons maîtres en quinze jours de La Haye et d'Amsterdam. » Dumouriez voulait tenter le passage dans la nuit du 9 au 10 mars. « Dès que j'aurai, disait-il, 1,000 hommes à terre de l'autre côté, la révolution sera faite dans la Hollande; je n'aurai plus qu'à voyager et presque pas à combattre » et il

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 40; *Mon.*, 8 mars 1793 (Rec. Aulard, II, 232); Van Campen, 519; *De la conduite des chefs de la révolution hollandaise envers leur nation et le prince*, 1797, p. 10-11.

mandait à Miranda : « Allongez le bras le plus que vous pourrez, pour que nous puissions nous réunir par Nimègue et danser la carmagnole ensemble[1] ! »

Sans doute Maestricht résistait encore. Vainement Miranda, suivant les instructions de Dumouriez, faisait un bombardement, et non pas un siège, allumant des incendies sur tous les points, sommant le gouverneur et les magistrats, employant tour à tour les menaces et les protestations d'amitié, jurant qu'il ferait passer les officiers au fil de l'épée, et assurant aux habitants qu'il combattait pour eux et les traiterait en frères. Maestricht ne se rendait pas. Le gouverneur, le prince de Hesse-Philippstadt, animait la défense. Un corps d'émigrés, commandé par le marquis d'Autichamp, aidait efficacement la garnison. D'anciens officiers du corps royal de l'artillerie faisaient le service des pièces et pointaient fort juste ; des boulets partis de la place coupèrent en deux les hommes qui montaient sur la tranchée, et abattirent les arbres de liberté que plantaient les volontaires. « Je compte, écrivait tristement le vieux Bouchet, sur le bonheur qui jusqu'à présent a accompagné les armes de la République, sur la terreur et l'esprit des peuples, car sans ces moyens moraux, entre nous soit dit, nos moyens physiques ne sont nullement proportionnés à l'importance de notre entreprise[2]. »

Miranda, rebuté, résolut de ne pas attendre la reddition de la place et de seconder plus activement les opérations de Dumouriez. « Si le siège se prolonge, lui avait dit le général en chef, laissez le achever par Va-

[1] Dumouriez à Beurnonville, 4 mars (A. G.) ; *Mém.*, IV, 51 ; *Le Batave*, 11 mars 1793 (lettre du 3) ; Rojas, *Miranda*, 82.

[2] Rojas, *Miranda*, 83-103 ; Belliard, *Mém.*, I, 101 ; Bouchet à Saint-Fief, 22 févr. 1793 (A. G.).

lence. » Il convint avec Valence, Thouvenot et Petitjean qu'un corps de 10,000 hommes, tiré de l'armée de la Belgique, continuerait l'investissement et l'attaque de Maestricht. La Marlière resterait à Ruremonde et appartiendrait désormais à l'armée des Ardennes. Miranda, avec son armée du Nord, qui comprendrait 20 à 23,000 hommes, se dirigerait dès le 28 février par un mouvement insensible vers Kessel; la division de Champmorin formerait son avant-garde et allait se porter, par delà Venlo, de Kessel sur Grave [1].

Déjà sur la proposition de Cambon, la Convention donnait ses instructions aux généraux : ils devaient proclamer, dès leur entrée en Hollande, la souveraineté du peuple, supprimer tous les privilèges et notamment l'impôt sur la bière fabriquée dans le pays, exercer provisoirement le pouvoir révolutionnaire jusqu'à la réunion des assemblées primaires qui organiseraient les administrations, les tribunaux et une forme de gouvernement libre et populaire, donner les emplois aux citoyens connus par leurs talents et leur civisme, confisquer au profit de la République française les actions de la Compagnie des Indes. Des commissaires de la Convention iraient fraterniser avec le peuple batave, et des commissaires du Conseil exécutif se concerter avec les généraux et l'administration provisoire. Barère rédigeait et faisait adopter une adresse aux Bataves. Les Français, disait Barère, avaient trouvé à Bréda et venaient rendre à la république batave les titres qu'elle avait perdus; esclaves, ils l'avaient laissé opprimer par les Prussiens; libres, ils la délivraient de son stathouder. Les fiers compatriotes de Ruyter, ajoutait Barère, ne s'alarme-

[1] Rojas, *Miranda*, 86.

raient pas de l'exercice momentané du pouvoir révolutionnaire; ils se confieraient un instant à une grande nation qui venait « empêcher l'anarchie et régler les premiers mouvements de la liberté » ; ils s'uniraient à leurs frères français et entreraient dans la sainte coalition des peuples contre les royautés[1].

Mais la Hollande ne devait pas connaître en 1793 le pouvoir révolutionnaire. Le 2 mars, Miranda apprenait que les Autrichiens, passant la Roer et culbutant les avant-postes français, se portaient en hâte sur Maestricht, et Dumouriez recevait de Valence la dépêche suivante : « Notre rêve est fini en Hollande. Les ennemis ont attaqué La Noue par ses cantonnements de droite et de gauche ; il a été forcé. Vous, mon général, la Providence qui veille sur la France, fait que vous n'êtes pas embarqué. Volez ici ; il faut changer le plan de campagne ; les minutes sont des siècles[2] ! »

[1] Séance du 2 mars 1793.
[2] Rojas, *Miranda*, 92-93.

CHAPITRE II

AIX-LA-CHAPELLE

I. Frédéric Josias de Cobourg-Saalfeld, prince de Saxe. — Le colonel Mack. — Conférences de Francfort. — II. Les cantonnements de la Roer. — État de l'armée. — Stengel. — Valence. — III. L'attaque du 1er mars. — Défaite des Français. — Prise d'Aix-la-Chapelle. — Déblocus de Maestricht. — Panique. — Évacuation de Liège. — IV. La Convention. — Discours de Danton. — Journée du 10 mars. — Beurnonville, réélu ministre. — V. Lettres de Miranda, de Valence et des commissaires à Dumouriez. — Ordre du Conseil exécutif. — Fin de l'expédition de Hollande.

I. La reconquête des Pays-Bas était le premier et le plus important objet de la politique autrichienne [1]. La cour de Vienne voulait s'emparer à tout prix de la Belgique pour l'échanger ensuite contre la Bavière. Aussi avait-elle fait de grands efforts pour l'ouverture de la campagne de 1793. Elle avait, à petit bruit et comme à la dérobée, renforcé les troupes de Clerfayt qui cantonnaient entre l'Erft et le Rhin; elle les avait munies d'une artillerie considérable et si bien servie que les journaux de Paris la crurent dirigée par les émigrés français [2];

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 462.
[2] *Chronique de Paris*, 30 mars 1793.

enfin elle avait mis à leur tête un homme qui passait depuis la mort de Loudon et la retraite de Lacy, pour le meilleur général de l'Autriche : Frédéric Josias de Cobourg-Saalfeld, prince de Saxe.

Après s'être distingué pendant la guerre de Sept-Ans qui le fit colonel, le prince de Cobourg avait commandé en 1788 et en 1789 un corps d'armée contre les Turcs. Il envahit la Moldavie, battit les ennemis à Rohatin et s'empara de Choczim ; puis, s'unissant à Souvorow qui le secourut loyalement, il remporta les victoires de Fokschani et de Martinesti et entra dans Bukarest. Ces succès lui valurent le bâton de feld-maréchal et la grande-croix de l'ordre de Marie-Thérèse. Un excellent juge assurait qu'il ne devait sa célébrité qu'à Souvorow et qu'il avait toujours besoin d'une assistance. Mais François II proclamait sa confiance dans les mérites de Cobourg et le nomma, dès le 7 décembre 1792, général en chef de toutes les troupes qu'il destinait à la guerre contre la France[1].

Cobourg refusa d'abord ; il se sentait trop faible, disait-il, il avait la santé faible, la mémoire faible, la vue faible. Les instances de l'empereur vainquirent sa modestie. Il prit pour chef d'état-major le colonel Mack, le même qui devait signer, en 1805, la capitulation d'Ulm. Mais on le regardait alors comme l'officier le plus distingué de l'armée autrichienne. Attaché pendant la guerre contre les Turcs à l'état-major de Lacy et de

[1] Vivenot, *Quellen*, II, 391, 469, 501 ; Caraccioli, *La vie de Joseph II*, p. 118 et 178, note ; Witzleben, *Prinz Friedrich Josias von Coburg*, 1859, II, p. 32. Fersen (II, 80) écrit qu'il n'a jamais vu d'homme plus tranquille que Cobourg et qui ait l'air moins occupé ; on dirait un simple spectateur ; c'est qu'il repose sa besogne sur d'autres, et il a le mérite de se laisser conduire par un excellent guide.

Loudon, aide-de-camp de l'empereur Léopold II, colonel du régiment des uhlans de Lobkowitz, il avait fait à l'archiduc Charles dans l'hiver de 1791 des conférences sur l'art militaire. C'est un de ces hommes, disait Tauenzien, « qui ne sont que trop rares dans toutes les armées », et Mercy ne tarissait pas sur le compte du colonel, sur son zèle, son activité, ses talents. « Mack, écrivait l'émigré Langeron, réunit à un esprit juste un génie militaire transcendant[1]. »

Cobourg et le duc de Brunswick débattirent le plan de campagne dans des conférences qu'ils eurent à Francfort durant les premières semaines du mois de février[2]. Tous deux avaient les mêmes vues sur la guerre et voulaient la faire, non pas vivement et au pas de charge, mais à pas mesurés, paisiblement, méthodiquement, avec une sage et sûre lenteur; tous deux ne marchaient qu'en s'entourant de précautions de toute sorte et ne risquaient une affaire qu'avec mollesse, comme à leur corps défendant et après avoir observé minutieusement toutes les règles; tous deux avaient l'âme timorée et prévoyaient toujours des revers; tous deux, selon le mot du roi de Prusse, alléguaient sans cesse un déficit de forces et quoi qu'ils entreprissent, il leur manquait toujours 500 hommes[3]. On convint que Cobourg débloquerait Maestricht, que Brunswick assiégerait Mayence, que Wurmser couvrirait le Rhin de Bâle à Mannheim, que Hohenlohe-Kirchberg garderait Luxembourg et Trèves; mais, une fois Maestricht dégagé, Cobourg s'arrêterait

[1] Witzleben, *Coburg*, II, 33-35; Thürheim, *Briefe des Grafen Mercy an L. Starhemberg*, 197; Langeron, mém. sur la camp. de 1793 (A. E.).

[2] 6, 7, 12, 14 février 1793.

[3] Sayous, *Mallet du Pan*, II, 491.

sur la rive droite de la Meuse et attendrait la prise de Mayence pour conquérir les Pays-Bas; il enverrait même à Brunswick 15 à 20,000 hommes de ses troupes. Telle était la stratégie de l'époque !

24 bataillons et 32 escadrons, ou 40,000 hommes, formaient l'armée de Cobourg, couverte sur son flanc droit par les Prussiens de Brunswick-Œls et sur son flanc gauche par Beaulieu qui campait près d'Arlon. Le prince résolut d'entrer aussitôt en campagne. Le temps pressait. Si Dumouriez pénétrait au cœur de la Hollande et si Miranda s'emparait de Maestricht, la conquête des Pays-Bas n'était plus possible. Clerfayt, toujours lent et immobile, croyait qu'on pourrait passer la Roer, mais non la Meuse, et qu'on avait de bien petites forces pour ressaisir la Belgique. Mais Cobourg, Mack et Tauenzien, qui représentait le roi de Prusse au camp autrichien, ne tinrent nul compte des objections de Clerfayt. On décida que le passage de la Roer aurait lieu le 1er mars sur deux points, à Juliers et à Düren. L'archiduc Charles commanderait l'avant-garde; Cobourg, le corps de bataille; Clerfayt, la première et la seconde ligne; le prince de Wurtemberg, Latour, le général-major Wenkheim, trois gros détachements.

II. La défaite des Français était presque certaine. Ils auraient dû tenir Düren et Juliers. Mais ils ne purent s'emparer de Düren et n'osèrent s'emparer de Juliers. Düren leur résista et, s'ils avaient occupé Juliers, l'électeur palatin qui possédait cette bicoque, aurait usé de représailles et livré le passage de Mannheim aux Prussiens [1].

[1] Mémoire de Gobert (A. G.); Interrogatoire de La Noue (Comité de la guerre) (A. N. AF. II, 22); Dumouriez, *Mém.*, III, 223 et 292 ;

Les cantonnements de l'avant-garde française furent donc disséminés et comme éparpillés derrière la Roer. Il y en avait cinquante-sept sur une étendue de quatorze lieues [1], et la rivière « formait une barrière bien frêle pour arrêter l'ennemi, car elle n'était en certains endroits qu'un gué continuel [2] ».

Vainement Valence avait objecté que la position était mauvaise, qu'un « gros ruisseau » ou un « petit torrent » comme la Roer ne pouvait passer pour un obstacle, que les troupes qui le bordaient n'auraient aucun moyen de se soutenir [3]. Vainement Dampierre avait déclaré que de pareils quartiers étaient dangereux et qu'il fallait abandonner Aix-la-Chapelle. Vainement Stengel avait exposé « à satiété » les désavantages de semblables cantonnements et proposé de reculer derrière la Meuse dans des quartiers plus sûrs. « Danton et Delacroix, dit Valence, trouvaient plaisant de faire une révolution à Aix-la-Chapelle, et très beau que la capitale de Charlemagne donnât au pays d'entre Rhin et Meuse l'exemple d'une municipalité provisoire et de la demande en réunion [4]. »

Gesch. der Kriege in Europa, I, 130 (Düren fut attaqué le 22 déc. 1792) ; cf. sur la « bicoque » de Juliers les *Ansichten* de G. Forster, 79.

[1] Interrogatoire de La Noue.

[2] Rapport de Tardy (A. N. W. 272, 41), notre principale source avec la *Relation* imprimée de Stengel ; cf. Witzleben, *Coburg*, 99-105, et Porth, *Die Schlacht bei Neerwinden* (Mittheil., des k. k. Kriegsarchivs. 1877, p. 337-340. Oesterr. milit. Zeitschrift. X, Separat-Beilage).

[3] Toulongeon, II, *Pièces*, p. 37-38 (Fragment des *Mém.* du général V***) ; Miranda à Dumouriez, 9 et 28 janv. 1793 (A. N. F7 4598) ; Miranda, toujours jaloux de Valence, lui reproche (ainsi qu'à Stengel) d'avoir « décrié » les cantonnements devant les officiers et même devant la troupe.

[4] Tardy écrit de même « qui trop embrasse, mal étreint ; nous avons voulu faire deux choses : municipaliser Aix et empêcher la levée du siège de Maestricht ; nous avons manqué ces deux objets ».

Stengel avait fait néanmoins quelques dispositions de défense. Deux chemins principaux menaient à Aix-la-Chapelle, l'un partant de Düren, l'autre, de Juliers. Il couvrit le premier par une redoute élevée sur le Röheberg entre Hehlrath et Röhe. Le second fut protégé par trois redoutes, l'une à Coslar, en face de Juliers, près de la Roer, et les deux autres en rase campagne, à dix kilomètres de la rivière, derrière Höngen. Ce village se trouvait à l'embranchement de la route de Juliers à Aix-la-Chapelle et de celle qui menait à Maestricht par Rolduc et Fauquemont. Toutes les troupes eurent ordre, en cas d'attaque, de se replier sur Höngen, leur point de rassemblement et leur champ de bataille.

Mais on se rappelle la faiblesse numérique et l'épuisement de la brillante armée de Jemappes à la fin du mois de janvier 1793. L'artillerie perdait presque tous ses équipages. La cavalerie, qui n'avait ni bottes ni manteaux, ni selles, était réduite de moitié; *nous n'en avons presque pas,* assurent les commissaires de la Convention. L'infanterie manquait de souliers et s'enveloppait les pieds dans du foin. La plupart des bataillons ne comptaient guère que 200 à 300 combattants; certains n'avaient plus que 60 hommes, et l'on voyait des compagnies de cinq et six soldats [1].

Les départements envoyèrent des recrues. Mais l'in-

[1] Cf. *Jemappes*, IV et V; Dumouriez, *Mém.*, III, 287-292 et 365; Rec. Aulard, I, 477, et II, 250; *Mon.*, 7 janv. 1793 (lettre de Bruxelles du 28 déc. 1792 « nous manquons absolument de cavalerie »); De Flers, *Avis aux Français* (*Annales patriotiques*, 6 janv. 1793, « les bataillons se trouvent réduits à 200 et même à 100 par la défection des volontaires »). Le bataillon de Sainte-Marguerite qui formait la garnison de Condé, ne comptait que 90 hommes, et le gouverneur de la place, Langlois, se plaignait des officiers qui ne cessaient de demander des permissions pour retourner chez eux (Langlois à Beurnonville, 6 févr. 1793, A. G.).

discipline et le libertinage étaient au comble dans ces premiers quartiers d'hiver de l'armée de la Révolution. Les officiers de volontaires quittaient leur poste sans se mettre en peine de leurs hommes, et allaient s'amuser à Liège, à Aix-la-Chapelle et dans les villes du voisinage. Déjà leurs façons insouciantes et leur négligence avaient frappé les commissaires de la Convention qui ne trouvaient à Haaren, où cantonnait le 3e bataillon de Paris, que *six* officiers sur vingt-quatre. « Dès qu'ils avaient fait une apparition momentanée, rapporte un témoin, ils croyaient avoir rempli leur devoir. » Leur ignorance désespérait les généraux : « ils ne savent pas leur métier, disait La Marlière, et leur choix est fait par cabale et intrigue. » Ils ne pouvaient tenir la bride à leurs soldats qui se formaient en bandes pour marauder et commettre mille excès[1]. Que de *brigandages*, de *pilleries*, de *désordres* les commissaires avaient appris dans leur voyage à travers les armées ! Les volontaires, mandait-on de Limbourg, « se livrent au pillage et volent la nation ; il faut que les officiers soient mieux choisis et que les comités des bataillons s'occupent davantage des besoins et de l'instruction des corps ». Même à Liège, sous les yeux du général en chef, les soldats s'abandonnaient à la débauche, prenaient parti pour ou contre leur hôte, maltraitaient les « aristocrates », pillaient à leur guise. « Ils faisaient, dit un jacobin, tout ce qu'ils voulaient, à peu près comme les mauvais sujets de Paris. » Une proclamation de Dumou-

[1] 1er rapport des commissaires, 37 et 56 (« les officiers ne se tiennent pas assez auprès des soldats ») ; Rec. Aulard, I, 354-355, 357, 471 ; Liger. *Camp. des Franç. pend. la Révol.*, an VI, vol. II, p. 13-14 (« au bivouac et en sortant même des affaires les plus chaudes, nous étions assaillis de solliciteurs qui demandaient des permissions d'entrer en ville ; ») La Marlière à Liébaut, 25 févr. 1793. (A. G.)

riez établit la peine de mort contre les militaires qui « violaient les droits les plus sacrés » et oubliaient leurs devoirs envers la propriété, la sûreté et la liberté individuelle des Liégeois. Mais les commissaires de la Convention se récrièrent, et l'on se contenta de raser la tête et les sourcils à ceux qui se laissèrent prendre[1].

Une foule de femmes suivaient l'armée et formaient comme une autre armée. « Elles embarrassent la marche des troupes, écrivait Delacroix, consomment beaucoup et occupent les chariots destinés au transport des bagages et provisions. » Loin de remédier au mal, la Convention permit aux soldats de se marier sans l'autorisation de leurs chefs. Tous déclarèrent qu'ils étaient mariés, et le 16 avril, après la retraite, Carnot trouvait près de *trois mille femmes* dans les casernes de Douai ! Aussi jugeait-il que « l'armée serait perdue, si l'on ne chassait ce troupeau de filles qui énervaient les troupes et détruisaient par les maladies qu'elles apportaient, dix fois plus de monde que le feu des ennemis[2] ».

Stengel pressentait une catastrophe. « Admirez un peu la fatalité des choses humaines, disait-il en riant à Tardy, et à quoi tient le destin des empires. Notre avant-garde sera prochainement attaquée, et de ce combat dépend le sort de l'armée, que dis-je ? de la France,

[1] 1er rapport, 12 (« une multitude de plaintes ») ; Rec. Aulard, II, 319-320 ; *Mon.*, 15 janv. 1793 ; Ronsin, *Corresp.*, 18, 32 (« l'indiscipline la plus scandaleuse ») ; Money, *The campaign*, 239-240 « it was the canaille of the country who instigated the troops to do it and who partook of the plunder » ; Calvet aux Jacobins, 15 mars 1793 ; proclamation de Dumouriez, 15 déc. 1792 (*Mon.* du 27) et *Mém.*, III, 291.

[2] Rec. Aulard, II, 446 ; Décret du 8 mars 1793 (« il est libre à tous les militaires indistinctement de se lier par les nœuds du mariage sans le concours de leurs chefs supérieurs ») ; Wallon, *Les représ. en mission*, IV, 78.

et par contre-coup, de l'Europe. Si je suis vainqueur, un autre en aura toute la gloire; si j'ai le dessous, je serai seul responsable, et dans quarante ans, du fond de son grenier, un historien écrira que la Belgique était soumise à la République française, mais qu'un certain général Stengel, *asinus* dans l'art militaire, prit une mauvaise position, se fit battre et entraîna la ruine de tout son parti. Et il ne dira pas que j'ai envoyé lettre sur lettre pour dénoncer le péril de ma situation[1]! » Stengel savait d'ailleurs ce que valaient ses troupes. S'il avait sous ses ordres le lieutenant-colonel Barrois et le capitaine Hanique, deux des meilleurs officiers d'artillerie légère qui fussent en France, il connaissait l'inexpérience de son infanterie et son inexactitude dans le service; il se doutait qu'elle n'aurait devant les escadrons autrichiens ni « précision dans les manœuvres » ni « valeur froide et passive[2] ». Ses meilleurs colonels de cavalerie, Fournier et les deux Frégeville, étaient en congé à Paris, et Valence déplorait l'absence de « beaucoup de chefs de corps et d'officiers-généraux[3] ». Mais Valence lui-même, au lieu de se rendre à Aix-la-Chapelle, au centre de ses cantonnements, demeurait tranquillement à Liège[4]. Les notes des espions, les rapports des avant-postes[5] l'avaient informé des mouvements des Impériaux, et il ne pensait pas à renforcer Stengel et à resserrer les cantonnements de la Roer! Cet intré-

[1] Rapport de Tardy.

[2] Stengel *au président de la Convention*, p. 2-3.

[3] Valence à Beurnonville, 27 févr. et 3 mars 1793 (A. G.).

[4] Rojas, *Miranda*, 121. Lui aussi venait de Paris et n'était arrivé à Liège que le 23 février.

[5] Dès le 21 février, une lettre de Clèves annonce que l'armée de Clerfayt « beaucoup augmentée, sortira incessamment de ses quartiers d'hiver » (A. G.).

pide soldat n'osait par malheur rien entreprendre de son propre chef; il savait exécuter les ordres de Dumouriez; livré à lui-même, il était indécis et mou. « Je ne conçois pas, lui disait Beurnonville après le désastre, comment vous n'avez pas été instruit au moins deux jours à l'avance de la marche des ennemis », et il lui reprochait avec raison un « manque absolu de dispositions[1] ».

III. L'armée autrichienne passa la Roer dans la nuit du 1er mars : l'avant-garde, la seconde ligne, le corps du prince de Wurtemberg sur le pont de pierre de Düren; la première ligne et le corps de Latour, près de Juliers, par un gué et sur un pont volant. A la pointe du jour, entre cinq et six heures du matin, les Français furent assaillis sur tous les points, à Linnich par Latour, à Aldenhoven par Clerfayt, à Eschweiler par le prince de Wurtemberg, à Höngen par l'archiduc Charles. On a dit injustement qu'ils furent surpris. Ils étaient depuis la veille avertis de la marche des Impériaux et ils passèrent la nuit sous les armes. Deux heures avant le jour, La Noue et Stengel se tenaient au centre de la position, au village de Weiden, prêts à se porter où leur présence serait nécessaire.

Le combat dura toute la journée. A droite, deux bataillons avaient, dès le premier choc, abandonné Weisweiler. Mais le capitaine Hanique, qui montra, dit La

[1] Beurnonville à Valence, 7 et 9 mars 1793 (A. G.). Le 28 février seulement, Valence écrit à Le Brun qu'il va quitter Liège pour faire des reconnaissances sur les bords de la Roer et qu'il « ignore la force les ennemis » ! Valence, dit Stettenhoffen (au président de la Convention, 9 avril, A. G.) « est très coupable; il est cause de notre perte à Liège ».

Noue, une fermeté et une intelligence rares[1], tint jusqu'au soir le Röheberg sans être entamé, et, à côté de lui, le lieutenant-colonel du 3e bataillon de grenadiers, d'Arbois, « jeune officier plein de zèle et de courage[2] », Cabanis qui commandait le 4e bataillon de grenadiers, et Declay, chef du bataillon liégeois, disputèrent aux tirailleurs du prince de Wurtemberg l'extrémité droite de l'immense bois d'Eschweiler.

A gauche, Quayssac et Hacquin défendaient, avec le 14e bataillon d'infanterie légère et le 2e bataillon de Paris, la redoute de Coslar, établie en avant d'Aldenhoven, sur la route de Juliers à Aix-la-Chapelle. Mais Clerfayt menaça de les tourner par Laurensberg. Ils se replièrent en bon ordre vers Höngen sous la protection du 6e et du 12e régiment de chasseurs à cheval.

Höngen était le rendez-vous que Stengel fixait aux troupes en cas d'attaque. Il y avait mis le 29e régiment, ci-devant Dauphin, qui « faisait le noyau autour duquel se formaient les bataillons au fur et à mesure qu'ils arrivaient ». Deux redoutes, l'une à droite, l'autre à gauche de la route, protégeaient la position. Derrière la redoute de gauche était un bois de haute futaie flanqué par un ravin. Stengel plaça deux bataillons dans les redoutes, le reste de l'infanterie entre les redoutes et le bois, les chasseurs et les grenadiers dans le ravin, la cavalerie derrière le ravin. Mais les colonnes autrichiennes s'avançaient en décrivant un demi-cercle et filaient de la gauche sur la droite pour déborder l'armée française et la prévenir à Aix-la-Chapelle. La Noue et Stengel résolurent d'abandonner Höngen et, selon leur

[1] La Noue à Miranda, 1er mars 1793 (A. G.).

[2] Stengel, *Relation*, p. 4.

dispositif de défense, de gagner Saint-Jobs, puis Aix. Les bataillons qui gardaient les redoutes, eurent ordre de tenir aussi longtemps que possible et de n'entrer sous bois qu'après avoir tiré leur dernière gargousse et encloué leur canon ; deux régiments de dragons devaient couvrir leur retraite.

Mais, pendant que le lieutenant-colonel d'artillerie Barrois et l'officier du génie Tardy garnissaient de canons la redoute de droite, de grands cris se font entendre à la redoute de gauche, de l'autre côté de la route, et les soldats agitent leurs chapeaux comme pour demander du secours. Que se passait-il ? Les ennemis avaient-ils pénétré dans la redoute ? La chose semblait impossible : on n'avait tiré que deux ou trois coups de canon et pas un coup de fusil. Tardy, Barrois, l'adjudant-général Montjoye, La Noue courent à toute bride vers la redoute. Elle était au pouvoir des Autrichiens.

L'archiduc Charles marchait contre cette redoute. Un officier de l'artillerie française, « valeureux, mais incapable[1] », s'avisa de quitter la position et, dans son impatience d'atteindre les assaillants, avança jusqu'à trente ou quarante toises. L'archiduc saisit cet instant ; il lança le régiment des dragons de Latour. « Dragons, cria le jeune prince, les Français se croient invincibles, montrez-leur que vous êtes des hommes, de braves Wallons, et chassez-les au diable ! » Les dragons de Latour chargèrent aussitôt, sabrèrent les artilleurs, s'emparèrent de trois pièces de canon, et franchissant le ravin, tombèrent sur le flanc de l'infanterie française postée entre la redoute et le bois. « Déjà, dit Tardy, les esprits avaient perdu une partie de leur audace par la retraite

[1] Stengel, *Relation*, p. 6

qu'on avait dû faire, et cette défiance de soi-même et de sa position se communiquait à toute la ligne et y causait une fluctuation dangereuse. » A la vue des dragons qui s'élançaient sur elle le sabre au poing, l'infanterie s'enfuit sans tirer un seul coup. La Noue tenta vainement de la rallier. Les dragons de Latour, rejoints par les hussards d'Esterhazy, la poursuivirent jusque dans le bois. Ils ne faisaient pas de quartier ; Tardy les vit massacrer des soldats qui demandaient pardon à genoux.

La bataille était perdue. Toute l'armée se replia sur Saint-Jobs : Barrois, Montjoye, Tardy avec les bataillons qui défendaient la redoute de droite ; Hanique avec ceux qui tenaient le Röheberg désormais inutile ; La Noue et Stengel avec le reste des troupes. Comme au matin, le 6e et le 12e chasseurs, commandés par Kilmaine et Le Fort, formaient l'arrière-garde.

Mais il était impossible de garder la position trop resserrée de Saint-Jobs. On gagna Aix-la-Chapelle. La Noue avait ordonné que les troupes tourneraient la ville sans la traverser. Mais les fuyards s'amassèrent devant les portes et menacèrent de les enfoncer. Ils criaient déjà que leur général les trahissait. La Noue fit baisser les ponts-levis ; « contre la force, disait-il tristement, il n'y a pas de résistance ».

La nuit était venue, et les Autrichiens, fatigués, bivouaquaient entre Aldenhoven et Eschweiler. Ils avaient enlevé deux drapeaux et seize canons, fait trois cents prisonniers, tué ou blessé près de deux mille Français. Eux-mêmes ne perdaient que trente à quarante hommes. Leur infanterie, à l'exception des chasseurs, n'avait pas combattu. Mais leur excellente cavalerie avait chargé sous le feu du canon avec une fureur qu'on ne peut

décrire [1], et Cobourg lui devait la victoire. Cette journée du 1er mars 1793 fut décisive. Elle jeta dans l'armée française un découragement funeste. Le désordre, dit un officier, était « inexprimable ». Nos dragons, écrit un autre, « ont prouvé que leurs chevaux savaient courir ». Nos volontaires, rapporte un troisième, « ont fait voir que leur serment de vivre libres ou de mourir était un serment fait après le repas ». Un seul officier du 104e régiment avait échappé. Le 3e bataillon de Paris que Jemappes, les maladies, les désertions, les congés, réduisaient à trois cents hommes, avait été cerné dans la plaine de Höngen par la cavalerie impériale, et, mandait son lieutenant-colonel, il venait de périr [2].

Le lendemain, le prince de Wurtemberg attaquait Aix-la-Chapelle. Dampierre et Stengel essayèrent de résister et un violent combat s'engagea dans les rues. Mais les bourgeois de la ville, « où l'on nous détestait » [3], se joignirent aux Autrichiens et tirèrent par les fenêtres. Dampierre et Stengel se retirèrent sur Herve. Quelques heures plus tard, Miaczynski arrivait de Rolduc, et, à sa grande surprise, trouvait les Impériaux dans Aix-la-Chapelle. Il les chassa par un brusque effort, mais ils revinrent à la charge, et Miaczynski, pliant sous le choc, abandonna la ville, quatre pièces de canon et quelques prisonniers.

Le même jour (2 mars) les généraux-majors Davido-

[1] Rapport de Tauenzien (Witzleben, 101); Guillaume, 42-43; Cruyplants, 16 ; le colonel Pfortzheim et le chef d'escadron Mesemacre, des dragons de Latour, avaient péri dans le combat.

[2] Lettres du 2 mars 1793 (A. G.).

[3] Mot de Tardy; cf. le rapport de Miaczynski aux commissaires (A. N. W., 271, dossier de Miranda), et sur la conduite des Français à Aix, Perthes, *Politische Zustände u. Personen in Deutschland zur Zeit der franz. Herrschaft*, I, 138-140.

vich et Hutten s'emparaient de Stollberg et de Cornelimünster. Le feld-maréchal Latour poussait de Linnich à Geilenkirchen. L'archiduc Charles envoyait ses tirailleurs jusqu'à Heerlen et jetait l'alarme dans les avant-postes de Le Veneur qui couvrait à Wyq l'investissement de Maestricht.

Pris entre l'armée autrichienne et la garnison hollandaise, Miranda leva le siège aussitôt. Durant toute la journée du 2 mars, il bombarda la place, et jamais, dit-il, l'incendie n'avait été aussi considérable. Mais, à minuit, il faisait sa retraite sur Tongres, et le 3 mars, au matin, le duc de Chartres, Ruault, Blottefière se postaient à Melin, Diettmann et Ihler à Haccourt, Le Veneur à Visé.

Miranda, plein d'un singulier optimisme, croyait encore qu'avec sa propre armée et les forces qui restaient à Valence, il serait en état d'attaquer les Impériaux et de les battre. Il se rendait à Liège pour « agir offensivement » et jurait aux commissaires de la Convention qu'il occupait à Tongres un poste inexpugnable [1]. Mais sa situation était plus périlleuse qu'il ne l'imaginait. « Tout ce que je tracerais sur le papier, écrivait un agent du Conseil exécutif, ne pourrait exprimer le désordre et le découragement de l'armée française depuis l'échec d'Aix-la-Chapelle [2] ». L'artillerie prenait déjà le chemin de la France. D'Hangest avait reçu de Miranda l'ordre de la faire filer sur Louvain ; il assembla ses officiers-généraux et après avoir demandé leur avis, décida d'envoyer l'artillerie de siège à Anderlecht et de parquer l'artillerie de campagne en-deçà de Bruxelles ; sans Duval qui

[1] Deuxième rapport des commissaires, 41.
[2] Milon à Beurnonville, 10 mars 1793 (A. G.).

lui commanda d'attendre de nouveaux ordres, il allait droit à la frontière[1]. Les volontaires quittaient leurs bataillons, et, sans vergogne, prenaient la route de France. On les rencontrait partout, criant à la trahison et semant l'épouvante. Même le 8 mars, les commissaires voyaient encore avec indignation des volontaires qui fuyaient leur drapeau. Même le 18 mars, ils voyaient encore « une multitude de lâches déshonorer les chemins de leurs pas rétrogrades ». On les arrêtait parfois. Mais ils avaient des billets d'hôpital volés dans les premiers jours de mars aux ambulances d'Aix-la-Chapelle et de Liège. On voulait les traduire devant des cours martiales. Mais comment, au milieu des marches d'une armée en déroute, assembler les jurés et entendre les témoins? Beurnonville avouait qu'il était impossible d'établir des cours martiales dans les armées, et depuis la campagne de l'Argonne, Dumouriez se plaignait que les formes de ce jury fissent échapper le coupable et rendissent sa punition trop lente pour être exemplaire[2].

[1] D'Hangest à Miranda, 6 mars; Duval à Beurnonville, 7 mars; Miranda à d'Hangest, 8 mars 1793 (A. G.).

[2] Rec. Aulard, II, 289, 394, 433. 444; *Rév. de Paris*, n° 194, p. 4: « un grand nombre de volontaires ont quitté l'armée pour venir se plaindre et porter le découragement »; Beurnonville à la Convention, *Mon.* du 22 mars 1793; *Retraite de Brunswick*, 45. Il y avait un tableau des jurés sur sept colonnes: 1° officiers généraux; 2° capitaines; 3° lieutenants; 4° sous-lieutenants; 5° sergents; 6° caporaux; 7° soldats. On prenait quatre personnes sur chacune des sept colonnes et huit autres sur la colonne du grade de l'accusé; on avait ainsi trente-six personnes qui étaient réduites à neuf par les récusations de l'accusé; ces neuf personnes formaient la cour martiale. (Loi du 29 oct. 1791. art. XXIII, et loi des 11 et 12 mai 1792.) Ajoutez qu'une loi du 15 nov. 1792 avait supprimé les commissaires-auditeurs chargés des fonctions d'accusateur dans les cours martiales, et qu'un décret du 13 déc. de la même année confiait leur office au plus ancien commissaire des guerres. Or, les commissaires des guerres avaient autre chose à faire et n'étaient pas assez nombreux. (1er rapport, 7, 12, 56.)

Les commissaires se bornaient donc à vouer les fuyards au mépris de leurs compatriotes : « Des lauriers ne sont pas faits pour ces êtres vils ; qu'ils aillent cacher leur honte dans leurs demeures, et s'ils n'y périssent pas de regret et de douleur, que le mépris de leurs concitoyens venge à jamais la République ! »

La panique s'étendit jusqu'à Bruxelles. Une file immense de chariots couverts d'effets de tout genre ne cessait jour et nuit de traverser la ville et les faubourgs. C'était le même spectacle qu'en novembre 1792, mais cette fois, disait un Français, « il nous coûte des soupirs amers ». Comme trois mois auparavant, le nombre des personnes qui gagnaient la frontière fut si considérable qu'on ne trouva plus à Bruxelles ni chevaux, ni voitures [1].

Les commissaires de la Convention demeuraient consternés. « Tout est dans une position effrayante, mandaient-ils de la chambre même de Valence; l'armée est presque entièrement débandée; l'ennemi sera peut-être demain, peut-être même ce soir dans Liège, dans Liège où sont réunis tous nos approvisionnements et qui renferme des trésors immenses [2] ! »

L'évacuation de Liège était en effet inévitable. De toutes parts les Impériaux s'avançaient à grands pas, et de toutes parts l'armée française, serrée de près, reculait en désordre. La Marlière se hâtait, après un petit combat sur la Schwalm, d'abandonner Ruremonde, et Champmorin, d'évacuer les forts Stevensveert et Saint-Michel [3].

[1] *Mon.*, 13 mars 1793 ; Milon à Beurnonville, 7 mars (A. G.).

[2] Rec. Aulard, II, 250.

[3] Dohna, 210-212; Rojas, *Miranda*, 106 ; lettres de la Marlière et de Champmorin, 6 et 7 mars 1793 (A. N. W., 271, dossier de Miranda).

L'archiduc Charles passait la Meuse, et son audacieuse avant-garde, remplie d'orgueil et de confiance, s'emparait de Melin et rejetait sur Tongres l'arrière-garde de Miranda. Le prince de Wurtemberg entrait à Herve et poussait sur Liège.

Que faire? Les troupes de Miranda et de Valence étaient menacées sur leurs flancs et leurs derrières. La Marlière et Champmorin avaient ordre de se retirer, le premier sur Louvain, le second sur Diest. Mais devait-on les laisser à leurs propres forces? Ne seraient-ils pas assaillis par les Prussiens de Brunswick-Œls? Et si Brunswick-Œls se portait de Ruremonde sur Malines, s'il se mettait entre l'armée de Belgique et l'armée de Hollande, s'il interceptait toute communication avec Dumouriez, ne faudrait-il pas se rabattre sur les frontières du Hainaut? Les généraux français, Miranda, Valence, La Noue, le duc de Chartres, Thouvenot, Ruault, tinrent conseil le 4 mars, en plein champ, près de la citadelle de Liège : l'abandon immédiat de la ville fut résolu[1].

Depuis l'échec d'Aix-la-Chapelle, Liège était en proie à une vive émotion. En vain les commissaires montraient les dépêches rassurantes de Miranda et protestaient que les Français n'abandonneraient jamais le pays de Liège, qu'une telle pensée blessait leur loyauté, qu'il ne fallait pas concevoir de craintes exagérées. On les vit prendre le chemin de Tirlemont. On vit partir le trésor public et l'argenterie séquestrée[2]. Les habitants élevèrent aussitôt

[1] Valence à Beurnonville, 14 mars 1793 (A. G.); Belliard, *Mém.*, I, 103.

[2] Cf. *Conférences de la Soc. d'art et d'hist. du diocèse de Liège*, 2e série, 1889, p. 52-60 (étude de M. Helbig), le procès-verbal, dressé par les officiers municipaux de Lille, de l'argenterie amenée par Waleff. Voir aussi dans le même recueil, p. 20-23, le récit de meurtre commis par les sans-culottes.

quelques ouvrages de défense. La générale battit dans les rues. Des volontaires en grand nombre reçurent des fusils. Un peu d'espoir restait encore à la malheureuse population. Miranda, disait-on, avait résolu de défendre la ligne de la Meuse. Mais le 4 mars, à la nuit, éclatait, comme un coup de foudre, la nouvelle que l'armée française avait quitté Tongres et gagné Saint-Trond. Il fallait fuir. Les membres de l'administration générale et de la municipalité, les patriotes, tous ceux qui redoutaient la vengeance du prince-évêque, se dirigèrent en hâte sur Tirlemont, par une nuit profonde, au milieu de la neige qui tombait à gros flocons. C'était leur second exil. La plupart, sans ressources, vécurent des secours de la France qui les adopta [1].

Toute l'armée était donc réunie à Saint-Trond, et Miranda assurait que les troupes présentaient l'aspect le plus imposant, qu'elles avaient un excellent esprit et les meilleures dispositions, qu'elles brûlaient du désir de battre l'ennemi, que la sûreté de la Belgique ne courait plus aucun danger [2].

Mais les Impériaux poussaient toujours en avant. Le 5 mars, Davidovich s'emparait de Huy, et l'archiduc Charles envoyait sa cavalerie vers Saint-Trond. Stengel fut coupé du reste de l'armée. Durant trois jours, il disparut, et l'on disait déjà qu'il avait émigré. En réalité, il était rejeté sur Namur avec un escadron du 12e chasseurs, et sur sa route il rencontrait le trésor de l'armée « assez mal accompagné et courant les champs »; par trois fois, le fourgon se brisa, et par trois fois on dut le décharger et l'abandonner; il fallut, au milieu de la nuit,

[1] Borgnet, II, 246-248; Hénaux, II, 683-685.
[2] Miranda à Harville et aux commissaires, 6 mars 1793 (A. G.); Rojas, *Miranda*, 105-114; Rec. Aulard, II, 279.

chercher des chevaux et des chariots dans les villages chez des paysans qui ne cachaient pas leur malveillance hostile [1].

Miranda ne pouvait garder plus longtemps sa position de Saint-Trond. Il se porta le 8 mars sur Tirlemont et le 9 sur Louvain. C'était là, comme disait Thouvenot, qu'il fallait reposer les troupes et attendre les recrues. Ce fut là que l'infatigable chef d'état-major réussit à débrouiller le chaos des trois armées. Une forte avant-garde restait dans Tirlemont, et derrière elle dix bataillons baraquaient sur les hauteurs de Cumptich. Les flanqueurs de gauche occupaient Clabeck, et ceux de droite, Hougaerde. Une réserve de six bataillons et de quatre régiments de cavalerie campait sur la hauteur en arrière de Bautersem. Les trois armées ne formaient plus que trois divisions : la division du centre ou armée de la Belgique, sur les collines en arrière de Louvain ; la division de droite ou armée des Ardennes, derrière le canal de Malines ; la division de gauche ou armée du nord, derrière la Dyle, à gauche de la ville, où cinq à six bataillons tenaient garnison. Champmorin demeurait à Diest, et La Marlière avait ordre de s'établir à Lierre ; tous deux assuraient ainsi les communications de l'armée avec Dumouriez et la Hollande. Neuilly, placé à Perwez, sur le chemin romain, dans la direction de Namur, tendait la main à Harville et empêchait les Autrichiens de déborder notre droite. « Dans cette position, jugeait Thouvenot, nous couvrons toute la Belgique, nous sommes en force pour nous défendre, nous pouvons attendre nos renforts sans danger, nous sommes

[1] Milon à Beurnonville, 10 mars ; Stengel à Miranda, 8 mars 1793 (A. G.) et *au président de la Convention*, p. 6.

en mesure pour protéger les efforts de Dumouriez et arrêter les effets de l'échec de notre avant-garde[1]. »

Cobourg avait tort de ne pas suivre sa pointe. Quel mal il eût fait aux Français s'il les avait vivement pressés, sans leur laisser le temps de se remettre de leur émoi ! « Il y avait tant de frayeur et de désordre, écrivait-on de Bruxelles, que le prince aurait pu avec sa cavalerie nous repousser beaucoup plus loin[2]. » Il ne perdait que quatre cents hommes, et cinq jours lui avaient suffi pour chasser l'adversaire à deux journées de Bruxelles, débloquer Maestricht et conquérir Liège, et dans Liège même 100 pièces de canon, 40,000 fusils et des magasins considérables dont la valeur s'estimait à 200,000 florins. Cobourg s'arrêta. Il réintégra les anciens magistrats dans leurs fonctions, frappa le pays d'une contribution, ordonna que les patriotes paieraient le double, le triple, le quadruple et même le centuple des autres. Mais il n'osa dépasser Saint-Trond. Le méthodique général n'avait, d'après la convention de Francfort, d'autre mission que de délivrer Maestricht et, cette tâche remplie, il devait attendre la prise de Mayence. Avant de pénétrer plus avant en Belgique, Cobourg voulait obtenir le consentement du roi de Prusse !

IV. Lorsqu'elle apprit la défaite d'Aix-la-Chapelle, la Convention décrétait au milieu des applaudissements et avec une rapidité « incroyable pour des têtes brabançonnes[3] » la réunion de Bruxelles, de Gand, de Bruges, de Tournai, du Tournésis, du Hainaut. Beurnonville

[1] Thouvenot à Beurnonville, 10 mars (A. G.); 2e rapport, 177; Rec. Aulard, II, 319.
[2] *Mon.*, 22 mars 1793.
[3] Borguet, II, 241.

essaya de la rassurer; cet échec, disait-il, avait peu d'importance, et Miranda ne cessait de bombarder Maestricht que pour l'attaquer dans les formes; l'armée de Belgique reprendrait courage et s'efforcerait de rivaliser de gloire avec l'armée de Hollande; dans quelques jours Dumouriez serait maître des bords du Rhin, s'il recevait des renforts. Le ministre affichait une imperturbable assurance et lorsqu'on sut la prise de Liège, il soutint que les troupes occupaient une position avantageuse et repousseraient l'assaillant. Mais Delacroix et Danton étaient accourus à Paris. Tous deux prirent la parole dans la séance du 8 mars. Delacroix opposa les faits aux *belles phrases* de Beurnonville et fit décréter que les congés seraient révoqués, que les officiers regagneraient leur poste dans la huitaine, que les sous-officiers et soldats rejoindraient leurs bataillons dans le plus bref délai à raison de sept lieues par jour, que le ministre remettrait à la Convention l'état des officiers qui s'étaient absentés sans permission au 1er mars. De son côté, Danton déclara que l'armée de Belgique avait besoin d'un prompt secours et qu'il fallait, sans perdre une minute, lever une nouvelle armée qui garderait la ligne de l'Escaut et donnerait la main à Dumouriez; ainsi secondé, le général saurait réparer les fautes commises, faire repentir les ennemis de leurs premiers succès, trouver en Hollande d'immenses magasins. La Convention, ajoutait Danton, devait convoquer les citoyens de Paris dans leurs sections et les engager à défendre la Belgique ; « la France entière sentirait le contre-coup de cette impulsion salutaire ». L'Assemblée décréta que des commissaires iraient aussitôt dans les sections de Paris requérir les citoyens de voler au secours de leurs frères en Belgique; que 82 commissaires

seraient chargés d'une mission semblable dans le reste de la République, à raison de deux par département; que les bourses vacantes dans les collèges seraient données aux enfants de ceux qui se rendraient à la frontière; que les fonctionnaires publics qui marcheraient à la défense de la patrie en qualité de volontaires, toucheraient le tiers de leurs appointements; qu'une taxe de guerre serait imposée aux riches.

La Commune imitait la Convention. Elle faisait hisser le drapeau noir sur le faîte de l'Hôtel de Ville et envoyait aux sections une proclamation qui grossissait le désastre et sommait Paris de donner l'exemple du courage :

Aux armes ! Si vous tardez, tout est perdu. Une grande partie de la Belgique est envahie; Aix-la-Chapelle, Liège, Bruxelles doivent être maintenant au pouvoir de l'ennemi. La grosse artillerie, les bagages, le trésor de l'armée se replient avec précipitation sur Valenciennes, et ce qui ne pourra suivre sera jeté dans la Meuse. Dumouriez fait des conquêtes en Hollande; mais si des forces considérables ne le soutiennent pas, Dumouriez et avec lui l'élite des armées françaises peuvent être engloutis. Parisiens, envisagez la grandeur du danger; levez-vous, armez-vous, marchez... il faut que cette campagne décide du sort du monde; il faut épouvanter, exterminer les rois !

Mais Paris s'était levé à la voix des commissaires de la Convention. Chaque section avait dressé sur-le-champ la liste des volontaires qu'elle devait fournir. « Les citoyens, disait Mailhe, pleuraient lorsqu'on leur parlait des dangers qu'avaient courus leurs frères à Liège et à Maestricht, mais c'étaient les larmes d'Achille jurant de venger Patrocle. » Victor de Broglie annonçait que les citoyens de sa section, celle des Invalides, les uns, vieux militaires

couverts de blessures, les autres jeunes et pleins de vigueur, avaient juré de « cueillir des lauriers en Belgique ». Les élèves de l'école des Ponts-et-Chaussées priaient l'assemblée de les employer dans le corps du génie. Les ouvriers et commis des manufactures de papier du Marais, de Courtalain, d'Essonnes voulaient marcher à la frontière ; un décret les obligea de rester dans leurs ateliers et leurs bureaux pour la fabrication des assignats.

Danton ne cessait de signaler le danger. Robespierre avait demandé, dans la séance du 10 mars, un décret d'accusation contre Stengel et la punition des officiers absents ou fugitifs : selon lui, l'indulgence causait tous les maux dont souffrait la France. Danton répliqua qu'il valait mieux réparer les désastres que d'en rechercher la cause : « quand l'édifice est en feu, je ne m'attache pas aux fripons qui enlèvent des meubles, j'éteins l'incendie », et pour la seconde fois, il propose d'envoyer à Dumouriez des renforts considérables. Conquérir la Hollande, c'est vaincre l'Angleterre et ruiner son commerce. « Prenons la Hollande, et Carthage est détruite, et la France est sauvée, et le monde est libre. Que les commissaires partent ce soir, cette nuit même. Qu'ils disent à la classe opulente : il faut que l'aristocratie de l'Europe, succombant sous nos efforts, paie notre dette ou que vous la payiez ; le peuple n'a que du sang, il le prodigue ; allons, misérables, prodiguez vos richesses ! » Il rappelle son rôle en 1792. « J'ai dit alors : je ne connais que l'ennemi, battons l'ennemi... Que m'importe ma réputation ! Que la France soit libre et que mon nom soit flétri à jamais ! Combattons et conquérons la liberté ! »

Mais Carra, Rühl, Turreau, Gaston réclament avant

tout le châtiment de La Noue et de Stengel. Danton, appuyé par Delacroix, obtint qu'ils fussent traduits à la barre de la Convention et, quelques jours plus tard, les deux généraux paraissaient devant l'assemblée. Les questions furent mal posées. La Convention renvoya La Noue et Stengel au tribunal révolutionnaire qui les acquitta.

Ce tribunal extraordinaire, chargé de juger sans appel les conspirateurs et les contre-révolutionnaires, datait de ces orageuses journées de mars où se répandait la nouvelle de l'échec d'Aix-la-Chapelle et de la prise de Liège. « L'esprit de parti, lit-on dans le *Journal français*, calcule tour-à-tour sur nos succès ou sur nos revers ; la moitié de Paris croyait voir l'ennemi à ses portes ; les jacobins étaient trop fins pour ne pas prendre l'occasion aux cheveux [1]. » Ils ne se bornèrent pas à faire créer le tribunal révolutionnaire. Le 10 mars, une insurrection éclatait contre les girondins, sous prétexte qu'ils paralysaient la Convention et causaient les défaites de l'armée ; on saccageait les imprimeries de leurs journaux ; on assiégeait l'assemblée et l'hôtel de la guerre. Heureusement Beurnonville escalada le mur du ministère et courut chercher un bataillon de volontaires brestois. Il dispersa les émeutiers. Mais il donna sa démission le lendemain. Il se croyait, assurait-il, plus propre à la guerre qu'à l'administration et, d'ailleurs, dans ses fonctions de ministre « une fâcheuse prévention ne lui permettait plus d'être utile [2] ». Les jacobins l'attaquaient avec fureur, l'accusaient de ne protéger qu'intrigants et escrocs. « On est chez lui, disait Collot

[1] *Journal français ou Tableau politique et littéraire de Paris*, n° 117.
[2] Beurnonville à la Convention et au Conseil (A. N. A. F., II, 9).

d'Herbois, en pleine aristocratie. » Danton même, qui reconnaissait ses services, se plaignait qu'il n'eût pas des « formes populaires, familières, conciliatrices ». Dans la journée du 10 mars, Ronsin et d'autres « assassins en crédit » le cherchaient pour l'égorger [1]. Mais la Gironde prit la défense de Beurnonville. Le *Patriote français* demandait quel homme vertueux accepterait la tâche qu'Ajax désespérait de bien remplir. « Qui sera ministre, s'écriait Carra, si Beurnonville ne peut le rester ? » Et Guyomar ajoutait : « On veut organiser de nouveau le ministère, mais on désorganise tout, en organisant à chaque instant ! » Le 14 mars, la Convention réélut Beurnonville par 336 voix sur 530. Il resta donc à son poste ; « secondé, disait-il, et investi de la confiance de la représentation nationale, il allait perfectionner l'administration de la guerre et la ranimer dans toutes ses parties [2] ».

V. La nouvelle de l'irruption autrichienne avait d'abord effrayé Dumouriez. Mais les lettres de Miranda respiraient l'assurance. Il résolut de ne quitter ni la Hollande ni l'armée qui « faisait des miracles par le prestige de sa présence ». Après tout, rien n'est encore gâté ; que Valence et Miranda couvrent Liège en se postant, l'un à Herve, et l'autre à Tongres. Que tous deux

[1] Journ. des jacobins, séances des 20 février et 11 mars 1793 ; *Le Batave*, 19 févr.; *Mon.*, 14 mars ; Garat, *Mém.*, 158.

[2] *Patriote français*, 12 mars 1793. « Beauharnais, écrit un agent à Le Brun (12 mars, A. E.), a fait une adresse aux despotes de l'Europe qui porte plusieurs personnes à désirer qu'il remplace Beurnonville. Mais certains individus qui se prétendent instruits et forts en moyens, assurent que Dubois-Crancé sera ministre en dépit du décret que l'on parle de faire rapporter. » (Danton avait, en effet, proposé la veille de prendre le ministère dans l'Assemblée.)

tiennent et défendent vigoureusement la Meuse pendant quinze jours. Que Valence, revenu de son étourdissement, répare son échec. Mais Dumouriez compte particulièrement sur Miranda ; oui, Miranda saura détruire par sa contenance la mauvaise impression que produit l'échec d'Aix-la-Chapelle ; il laissera le temps à Dumouriez de prendre Willemstad et Geertruidenberg, de passer le Mœrdijk, de terminer son expédition et la révolution batave, de se faire le général des troupes hollandaises qui se battent à regret contre lui, et de réunir à son armée 40,000 hommes remplis du républicanisme le plus ardent.

Dumouriez tient le même langage aux commissaires de la Convention. Il ne leur demande que deux semaines et les prie d'inspirer leur courage aux troupes. Thouvenot, dit-il, secondera Valence par ses avis ; pour lui, il ne peut renoncer à ses desseins dont le succès est d'autant plus certain qu'ils sont plus audacieux [1].

Il essaie même de faire prendre patience à l'armée de Belgique et, du Mœrdijk. il la stimule, il l'aiguillonne. Une adroite proclamation exhorte les vaincus d'Aix-la Chapelle à reprendre leur fierté républicaine et à défendre vaillamment le passage de la Meuse. « Pensez à la vengeance, serrez vos bataillons, baissez vos baïonnettes, entonnez l'*hymne des Marseillais*, et vous vaincrez. » Il promet de les rejoindre dans quelques jours ; mais de loin il veille sur eux, et ses conseils guident les généraux qui sont ses élèves et ses amis [2].

Durant huit jours, il refuse de se rendre en Belgique. Quoi ! il lâcherait la Hollande ! Mais Willemstad est sur

[1] Lettre du 4 mars 1793 (*Mon.* du 12).
[2] *Mon.*, 13 mars 1793.

le point d'ouvrir ses portes. Mais Geertruidenberg est pris, Geertruidenberg, la clef de la Hollande, et il mande à Miranda : « Mon frère, mon ami, oubliez vos chagrins, Geertruidenberg s'est rendu ! » Plus que jamais il tient à son plan ; à ce plan qui sauvera la Belgique et la France, qui lui donnera du numéraire, des munitions, des subsistances, des alliés : « j'y tiens, comme j'ai tenu au camp de Sainte-Menehould, parce que le salut de la patrie est en Hollande [1] ».

Et Miranda pense et espère comme lui, Miranda lui conseille de rester en Hollande, le rassure sur l'esprit de l'armée, lui jure de repousser toutes les attaques. Aussi, avec quelle effusion Dumouriez remercie son lieutenant ! « Soyons toujours dignes l'un de l'autre. C'est vous et Thouvenot qui pouvez seuls sauver la République. Il n'y a que vous et Thouvenot qui me donniez consolation et espérance. » Il s'irrite contre Valence qui se décourage aisément et voit les choses en noir; il propose à Miranda de le sacrifier : « *cuidado con este hombre*, soyez sur vos gardes avec cet homme ; s'il vous gène par ses irrésolutions, un courrier en ferait l'affaire. »

Mais Valence restait découragé, presque désespéré, et ses lettres prenaient une couleur de plus en plus sombre. Il ne répondait pas des événements si Dumouriez n'arrivait sur-le-champ ; Dumouriez seul saurait redonner de l'entrain aux soldats, les conduire et les enlever ; « lui seul peut rétablir la confiance et l'ensemble des opérations, peut lier sa position à la nôtre et cesser de rendre nos mouvements incertains. L'expédition de Hollande, ajoutait-il, n'est-elle pas manquée, puisque Mi-

[1] Dumouriez à Beurnonville, 4 mars (A. G.) et aux commissaires, 7 mars 1793 (Catal. Charavay, 25 mai 1882).

randa lève le siège de Maestricht et ne marche pas sur Nimègue ? » Les commissaires joignaient les plus pressants appels aux dépêches réitérées de Valence. « La situation de l'armée est désolante, écrivaient-ils le 3 mars à Dumouriez, elle vous cherche, elle vous demande », et le courrier, qui portait leur lettre, était le cinquième qu'ils lui envoyaient depuis la veille. Enfin, La Sonde arrivait à Mœrdijk et annonçait au général que la Belgique était en feu, que les jacobins pillaient les églises.

Il fallut toutefois un ordre formel des ministres pour l'arracher à la Hollande. Le 8 mars, dans une séance à laquelle assistaient Labourdonnaye, Custine et Servan, le Conseil exécutif avait arrêté que Dumouriez se rendrait sur-le-champ aux armées de Valence et de Miranda ; il l'autorisait à venir seul ou avec ses troupes de Hollande. Dumouriez partit aussitôt [1].

Il laissait le commandement du corps expéditionnaire à de Flers qui prendrait les avis du colonel Thouvenot. De Flers avait ordre de passer le Moerdijk et Berneron, de prendre Willemstad.

Mais le gouverneur de Willemstad, le général van Bœtzelaar, était un soldat énergique et résolu. Il répondit aux sommations de Berneron qu'il se défendrait en homme d'honneur, et il tint parole. La ville bombardée à boulets rouges ne se rendit pas. Dès le 6 mars, on écrivait du camp français qu'elle semblait décidée à la résistance la plus opiniâtre et qu'on aurait peine à la réduire. Elle offrait d'ailleurs du côté de la terre un front très étroit et recevait des secours du côté de la mer. Enfin, Berneron l'attaqua de trop loin et ne fit que

[1] Rec. Aulard, II, 251, 283 ; 2e rapport, 67 ; Beurnonville à Valence, 9 mars, et Valence à Beurnonville, 3 et 14 mars 1793 (A. G.) ; *Mém.* de La Sonde, 16 ; Rojas, *Miranda*, 96-117.

consommer inutilement ses munitions. Dumouriez lui envoya deux capitaines du génie, Marescot, frère du futur général, et Jean-Baptiste Dubois-Crancé, frère du conventionnel. Mais un matin que les deux ingénieurs voulaient tracer le nouvel emplacement des batteries, à 200 toises de la ville, à l'angle de la digue occidentale, les Hollandais firent une sortie, dispersèrent les travailleurs et enclouèrent les canons ; les deux officiers restèrent sur la place. Il fallut lever le siège de Willemstad [1].

En réalité, Dumouriez seul donnait du nerf aux troupes novices et indisciplinées qu'il avait menées en Hollande. Dès qu'il fut parti, le découragement gagna tous les cœurs, et ceux mêmes qui montraient naguère le plus d'audace et d'impatience, déclarèrent le passage du Moerdijk impossible. De Flers, faible, hésitant, perdit quelques jours. L'amiral Kinsbergen, un des héros de la bataille de Doggersbank, eut le temps d'entrer dans le Hollandsch Diep avec des frégates et des chaloupes canonnières. 2000 Anglais débarquaient à Hellevoestluys et venaient renforcer la garnison de Dordrecht. Les Prussiens de Brunswick-Œls marchaient de Venlo sur Bois-le-Duc. Le stathouder, résolu de défendre la ligne du Waal et de la basse Meuse, faisait entrer dans Nimègue toutes les troupes voisines de la Gueldre et concentrait derrière Gorcum le gros de l'armée hollandaise. Des batteries s'élevaient sur les digues et les rives des fleuves ; des pièces, pourvues des meilleurs attelages, devaient se porter rapidement sur les points

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 48-49, 56-57 ; Van Kampen, *Gesch. der Niederl.*, 518-519 ; Crossard, *Mém. milit. et hist.*, I, 23-25 ; *Le Batave*, 20 et 23 mars 1793 ; lettres de La Haye, 13 mars, et lettres de Boetzelaar, 15 et 16 mars (A. G.).

menacés; des officiers émigrés du corps royal de l'artillerie dirigeaient les mesures de défense. Un capitaine de l'arme, le chevalier de Verclay, n'était-il pas à Willemstad le digne second de Bœtzelaar ?

Ainsi se termina l'expédition de Hollande. Sans le désastre d'Aix-la-Chapelle, elle eût peut-être bien tourné. Quelques jours après le départ de Dumouriez, de Flers se jetait dans Bréda et Tilly dans Geertruidenberg. « Des événements indépendants de notre armée, disait le colonel Thouvenot, suspendent la suite de l'entreprise hardie qu'elle devait exécuter : nous allons nous présenter à un autre ennemi, nous le battrons, nous le repousserons et nous reprendrons le projet qui devait dégager la Hollande des fers du stathouder [1]. » Il abandonna le *camp des castors*, fit sauter les fortifications de Klundert et mena sur l'Escaut le reste des troupes avec les bagages et l'artillerie. Le ressort moral, un instant affermi par Dumouriez, s'était affaibli sans retour dans cette armée qui devait pénétrer au sein de la Hollande et entrer à La Haye. La conduite des gendarmes nationaux fit scandale à Anvers et à Ostende; ils ne parlaient que de la traîtrise des généraux, ils arrachaient l'épaulette de leurs officiers en disant qu'ils ne reconnaissaient plus de supérieurs, et lorsqu'on menaçait de les arrêter, ils mettaient le pistolet au poing [2].

[1] Proclam. du 15 mars 1793 (A. N. W., 271, papiers de Devaux).
[2] *Mon.*, 30 mars 1793, lettres du 19, de Labarrière et de Ferrat.

CHAPITRE III

NEERWINDEN ET LOUVAIN

I. Exaspération des Belges. — Pillage des églises et de Sainte Gudule. — Soulèvements partiels. — II. Retour de Dumouriez. — Ses mesures envers les commissaires nationaux. — Proclamations. — Apaisement des Belges. — III. Entrevue de Louvain. — Confiance de l'armée. — Prise et reprise de Tirlemont. — Affaire de Goidsenhoven ou de Gossoncourt. — Bataille de Neerwinden. — Retraite du 19 mars — IV. Bataille de Louvain. — Armistice tacite. — L'armée française recule sur Tournai.

I. La réunion n'avait pas adouci le sort de la Belgique ni calmé ses ressentiments. La population suivait d'un regard attentif les progrès de Dumouriez en Hollande ; mais, comme disait Chaussard, elle restait de glace, et l'esprit public était nul. Aussi, dès que les commissaires apprirent l'échec d'Aix-la-Chapelle, demandèrent-ils des renforts. N'avaient-ils pas annoncé que si les Français faisaient un seul pas en arrière, les *Vêpres siciliennes* sonneraient dans toute la Belgique ? Goguet, qui commandait à Bruxelles, prit le ton de la menace et déclara rudement aux administrateurs provisoires que beaucoup de leurs concitoyens étaient gangrenés, mais

que « s'il se trouvait des assassins dans leur ville, il s'y trouverait aussi des incendiaires [1] ».

Un dernier acte acheva d'exaspérer les Belges. Les commissaires de la Convention chargèrent les agents du pouvoir exécutif de faire transporter à Lille, « pour la mettre à l'abri des événements », l'argenterie des communautés soumises au séquestre. La mesure ne s'appliquait ni aux églises paroissiales ni aux objets nécessaires à la décence du culte divin. Mais ces distinctions ne furent pas observées. On s'introduisit à force ouverte dans les temples, on crocheta les serrures, on emporta tout ce qu'on trouva, et l'on détruisit ce qu'on ne put emporter. Les commissaires ne parlaient que de l'argenterie ; on enleva les missels, les linges, les dentelles, le galon, les vêtements sacerdotaux. L'argenterie devait être transportée à la Monnaie; on la mit au pilon. Pas un administrateur n'assistait à l'opération, personne ne vérifiait les matières et les poids, ne dressait d'inventaire. Le pillage s'organisa. On vola, on vendit des pièces d'orfévrerie du travail le plus précieux. « Plusieurs militaires, même des officiers, écrivait un de nos agents, sont en arrestation comme coupables ou complices de vols et autres excès ; quelques-uns ont jusqu'à 40 à 50 louis, produit de leur brigandage [2]. »

Pendant trois jours, le 6, le 7 et le 8 mars, Sainte-Gudule fut en proie aux sans-culottes du capitaine Hendrickx. Ils enfoncèrent les portes, brisèrent les châsses, dispersèrent les ossements des saints, violèrent les tombes, mirent les troncs à sec, enlevèrent les registres baptismaux. Les officiers se jetaient les hosties ou les

[1] Chaussard. *Mém.*, 116; 2e rapport, 216 (Rec. Aulard, II, 151); Borgnet, II, 242-243.

[2] Milon à Beurnonville, 17 mars 1793 (A. G.).

foulaient aux pieds. Les soldats, affublés de chapes et chantant d'obscènes chansons, formaient à travers la cathédrale une procession bouffonne. L'assemblée des représentants provisoires dénonça ce sacrilège aux commissaires : les uns répondirent que « l'opération émanait d'une autorité supérieure », et qu'elle était « commandée par l'intérêt de deux peuples, formant désormais une seule famille » ; les autres, qu'ils « n'approuvaient pas les violences » et qu'ils avaient « renvoyé la plainte au commandant de place [1] ».

Il était impossible de blesser plus profondément le peuple brabançon. Tout Bruxelles allait considérer avec horreur les dévastations de Sainte-Gudule et ces « profanations que n'oublieraient jamais les Belges dévots ». Déjà couraient par le pays des bruits merveilleux. Un Français qui portait les mains sur le tabernacle était tombé mort ; un autre avait été, comme Héliodore, fustigé par des verges invisibles ; à Hal, la Vierge avait de son regard terrassé les impies qui voulaient lui ravir ses joyaux [2].

Sur plusieurs points on courut aux armes, et, naïvement, les commissaires de la Convention s'étonnaient de ces « insurrections assez fortes » qui se produisaient « même dans des lieux où la réunion avait été votée [3] ». A Hal et à Nivelle, on brisa les scellés. A Alost, on arrêta une voiture chargée des objets du culte.

A Tournai, on sonna le tocsin, on dépava les rues, on tira par les fenêtres sur les Français. Trois volontaires furent tués et jetés dans l'Escaut. Gonchon se vit arracher sa cocarde et dut se faire jour, le pistolet au poing

[1] Adresse bruxelloise du 22 mars 1793.
[2] *Mon.*, 26 mars 1793 (lettre du 20) ; *id.*, 15 février.
[3] Rec. Aulard, II, 319.

à travers la foule. O'Moran défendit « de se réunir en nombre au-dessus de deux personnes dans les rues et sur les places », et déclara qu'il ferait traduire les émeutiers devant une commission militaire et raser toute maison d'où partiraient des pierres ou des coups de fusil[1].

A Soignies, au sortir de la messe, la foule se jeta sur la garnison française et la désarma. Il fallut envoyer de Mons un détachement pour étouffer l'émeute[2].

Mêmes troubles, même fermentation à Bruges et à Gand. « Les prêtres et les moines, les *antipeuples*, écrivaient les commissaires nationaux, se montrent et lèvent la tête; les patriotes, en petit nombre, sont en danger[3]. »

Pareillement, à Renaix, « tout allait très mal et le bas peuple était en armes; qui oserait s'y montrer de la part des Français, y serait mis en pièces[4] ».

Les commandants priaient le ministre de la guerre d'envoyer quatre ou cinq bataillons à Ostende, à Nieuport, à Furnes; des rixes avaient eu lieu; les paysans tiraient sur les volontaires qui rejoignaient leurs corps; on prévoyait une insurrection dangereuse dès que le pays serait dégarni de troupes[5].

Le soulèvement le plus redoutable fut celui de Grammont. Alexandre Courtois quittait à peine la ville après avoir proclamé la réunion, que les habitants se révoltaient au son du tocsin. « Mange ton dernier morceau », avait dit la veille le prieur de l'abbaye des Bernardins à

[1] Lettres d'O'Moran et des commissaires, 10 mars (A. G.); proclamations d'O'Moran, 8 mars 1793 (A. N., DXL, 28); Rec. Aulard, II, 327.

[2] Duval et Bécourt à Beurnonville, 4 et 6 mars 1793 (A. G.).

[3] Sibuet et Bonnefoy à Beurnonville, 7 et 9 mars 1793 (A. G.).

[4] Les commissaires nationaux à Le Brun, 9 et 21 mars (A. G.).

[5] De Flers à Beurnonville, 1er et 4 mars 1793 (A. G.).

l'agent Lefèvre, « demain tu verras beau jeu ». 3,000 paysans, armés de fusils et de fourches, entrèrent dans Grammont aux cris de *Vive l'Empereur* et *Au diable les Français !* Ils arborèrent l'aigle autrichienne et abattirent l'arbre de la liberté. Les cinquante volontaires qui gardaient Grammont résistèrent en vain ; sept ou huit périrent ; le reste déposa les armes. Lefèvre fut roué de coups ; Charles de Mons blessé, traîné dans les rues, dut la vie à des particuliers charitables qui le transportèrent à l'hôpital. Deux détachements partirent de Gand et d'Alost pour réduire les insurgés ; ils furent repoussés et perdirent leurs canons. « Les torches de la haine, s'écriaient Gouget-Deslandres et Robert, sont partout secouées sur les Français, et les Belges font le coup de feu contre nos soldats[1] ! »

Bruxelles restait calme ; mais un agent y voyait « se former des complots en tout genre ». La population se réjouissait ouvertement de la défaite des Français et de leur prochain départ. Les commissaires nationaux, alarmés, prirent des mesures rigoureuses ; ils ordonnèrent à tous les Bruxellois de livrer leurs armes sous peine d'être traités comme ennemis de la France. Ils arrêtèrent des otages, le duc d'Arenberg, le marquis de Carondelet, le fils du chancelier Crumpipen. Ils menacèrent la ville d'une exécution militaire. Déjà beaucoup d'habitants, craignant le pillage, mettaient des volets aux fenêtres de leurs maisons. La crise, avouent les administrateurs de Bruxelles, était à son comble[2].

[1] Courtois à Le Brun, 17 mars 1793, et rapport de Charles de Mons (A. E.) ; *Mon.*, 17 mars ; lettre de Gouget et de Robert, 14 mars (A. G.).

[2] Milon à Beurnonville, 7 et 10 mars 1793 (A. G.) ; Adresse bruxelloise du 22 mars ; Rec. Aulard, II, 279.

Quelques Français comprirent alors les fautes commises. « On a tout fait, écrivait Milon, pour s'aliéner une nation qu'il fallait s'attacher par des mesures sages et modérées. » Les correspondants du *Batave* mandaient à Paris que le peuple belge était « aigri par ses nobles et fanatisé par ses prêtres » ; mais, ajoutaient-ils, il est « peu content des Français », et l'on aurait dû lui laisser provisoirement églises, couvents, abbayes jusqu'à la réunion d'une assemblée nationale. Un correspondant du *Moniteur* disait mieux encore : « Ce n'est point par des menaces qu'on peut faire aimer la Révolution à ce peuple. Si le gouvernement français s'était mis tout simplement à la place du gouvernement autrichien, s'il se fût borné à inviter les Belges à se donner une représentation moins aristocratique ou qu'il les eût laissés libres dans leurs choix, cette liberté eût concilié tous les esprits ; de bons écrits et le commerce avec vos troupes auraient à la fin francisé les Belges [1]. »

II. Dumouriez rentrait en Belgique, aigri par ses déceptions et ses mécomptes. L'orage qui grondait au fond de son cœur, se déchargea sur les commissaires nationaux qu'il accusait d'ajouter les embarras d'une révolte belgique au péril de l'invasion autrichienne. Cette fois, il ne garde aucune mesure. Il sait qu'en lui repose l'espérance de l'armée et qu'il est seul capable de sauver la chose publique; il peut donc tout entreprendre, tout braver impunément. « Un motif, écrivait-il à Miranda, m'engage à partir; c'est de rassurer les Belges et de les ramener à nous par la confiance qu'ils ont en moi, et surtout en diminuant la tyrannie et les injustices qu'ils ont

[1] Lettres citées de Milon (A. G.) ; *Le Batave*, 27 et 28 mars ; *Mon.*, 13 et 28 mars 1793.

éprouvées jusqu'à présent. Mon parti est pris à cet égard, quelque chose qu'en puissent dire Cambon et ses satellites[1]. »

Il était le 10 mars à Anvers. Il y trouve des commissaires nationaux, Publicola Chaussard, Tronquet Saint-Michel, Dupré. Chaussard allait envoyer l'évêque Nelis à la citadelle de Lille et casser l'administration provisoire; il évangélisait sur les places, aux estaminets, au théâtre, surtout au club dont il voulait « ressusciter l'énergie »; il couvrait les murs d'affiches instructives; il chantait dans les endroits publics des chants civiques et des hymnes à la liberté. Mais Dumouriez avait contre lui d'autres griefs : Chaussard « jetait l'alarme et la haine », proposait d'appeler les sans-culottes bruxellois et de promener des têtes sur des piques. Il ordonna que Chaussard et ses collègues se rendraient aussitôt à Bruxelles, où « le salut de la République l'obligeait à rassembler tous les commissaires du pouvoir exécutif ». Indigné de cette lettre de cachet, de ce *fetfa*[2], Chaussard court chez Dumouriez : « Citoyen, dit-il au général, cet écrit est-il de vous? — Oui, Monsieur, et je vous engage à vous y conformer. — Citoyen, un agent de l'autorité militaire ne doit pas écrire ainsi à un agent de l'autorité civile. — Qui êtes-vous, Monsieur ? — J'exerce une magistrature républicaine, je suis tribun du peuple et je ferais arrêter César. — Je sais, en effet, que vous vous nommez Publicola. — Prenez garde qu'un jour je ne mérite ce nom. — Monsieur, vous aurez la bonté de vous conformer à l'ordre que j'ai donné. — Vous ne devez point parler en vizir à un citoyen français. — Je ne suis pas plus vizir que vous

[1] Rojas, *Miranda*, 116.

[2] Chaussard a pris ce mot au *Charles XII* de Voltaire.

n'êtes Publicola; je suis le premier de tous les agents du pouvoir exécutif et, s'il le faut, je prendrai la dictature de la Belgique. — Je doute qu'on vous la donne; en tout cas, vous assumez une responsabilité terrible. — J'accepte cette responsabilité, je sauverai la République et je rendrai compte de ma conduite. — Eh bien, je pars, mais pour vous dénoncer[1] ! »

Dumouriez ne se contente pas d'expulser Chaussard. Il confie aux administrateurs provisoires d'Anvers les fonctions des commissaires nationaux et défend aux jacobins de « se mêler en rien dans les affaires d'administration soit civile soit militaire ». N'est-il pas temps d' « arrêter les désordres et les rixes qu'occasionnent les motions incendiaires »[2] ?

Il vole à Bruxelles. Moreton, le jacobin Moreton qu'il avait remplacé par Duval, est encore dans la ville ; il a prié Duval de le garder et juré de servir fidèlement sous ses ordres ; il a reçu des commissaires de la Convention l'autorisation de rester à Bruxelles. Dumouriez ordonne à son ancien chef d'état-major de partir dans deux heures et de prendre le commandement de Douai. Il fait arrêter Chépy. Il casse la légion des sans-culottes et envoie le soi-disant général Estienne à la prison de la porte de Hal. Puis il se rend à la séance des administrateurs provisoires et leur annonce qu'il vient réparer les fautes et punir les crimes, rétablir dans leurs fonctions les magistrats élus par le peuple, relâcher les citoyens arbitrairement arrêtés ou saisis à titre d'otages. Il leur promet de défendre les Brabançons contre l'injustice, comme il les a défendus contre les baïonnettes ennemies ; mais il les

[1] Chaussard, *Mém.*, 138-141, 150-154 ; Dumouriez à Beurnonville, 4 mars 1793 (A. G.), et *Mém.*, IV, 62-63.

[2] Proclamation du 10 mars 1793.

prie de revenir de leurs préventions, de traiter les Français en amis, et se tournant des Belges, qui pleurent de reconnaissance, vers ses propres soldats : « Reprenons nos vertus, montrons que nous ne sommes ni des brigands ni des profanateurs, et je vous réponds de nouveaux succès [1]. »

Avant de quitter la ville, il lança trois proclamations. La première flétrissait la conduite des commissaires nationaux, leur « avarice », leur « indiscrétion sacrilège » ; il fallait montrer que la justice et la droiture étaient le caractère essentiel de la nation française, et le général ordonnait à tous les administrateurs et aux commandants militaires de restituer aux églises leur argenterie.

Dans la deuxième proclamation, il invitait tous les corps administratifs à dresser des plaintes, appuyées de procès-verbaux, contre les « vexations tyranniques » de plusieurs commissaires nationaux. Mais il comptait que le peuple belge reviendrait aux sentiments de fraternité, et il menaçait de raser ou de brûler toute ville, tout village qui « se permettrait des rassemblements » contre ses troupes. L'armée française était-elle coupable des crimes de quelques particuliers ?

La troisième proclamation était dirigée contre les clubistes. Les sociétés patriotiques, disait Dumouriez, ne doivent servir qu'à l'instruction des peuples ou aux actes de bienfaisance et de fraternité. Il leur défendait donc de s'immiscer dans les affaires publiques. Autrement, il ferait fermer le lieu de leurs séances et rendrait personnellement responsables leur président et leur secrétaire [2].

Les jacobins étaient outrés. Chépy protestait contre

[1] Extrait du procès-verbal de la séance des représ. provis. du 11 mars 1793. p. 5-7.

[2] *Gazette de France*, 17 mars, et *Mon.*, 18 mars 1793.

son arrestation ; il prétendait qu'il s'était contenté de « porter le pain de l'instruction sous le chaume », de découvrir de son « œil indagateur » les besoins de l'armée, d' « éclairer la religion du Conseil exécutif », et il continuerait à « s'envelopper dans sa conscience [1] ».

Mais l'agent Milon applaudissait aux actes de Dumouriez. « Il n'y a, mandait-il, qu'un cri contre la conduite des commissaires, et l'on aura beaucoup de peine à réparer les maux qu'ils ont causés [2]. » Deshacquets assurait que les mesures de Dumouriez avaient « produit le meilleur effet » et qu'elles étaient « peut-être indispensables [3] ». Un autre y voyait « une légère teinte de despotisme qu'on reprochait à Lafayette », mais si le procédé était « un peu irrégulier », ne devait-on pas approuver le résultat [4] ? Les commissaires eux-mêmes n'osaient blâmer Dumouriez. Chépy, disaient Gouget-Deslandres et Robert, n'était qu'une « victime sacrifiée à l'intérêt de son pays ». Ne fallait-il pas obtenir la paix dans l'intérieur pour battre l'ennemi ? Dumouriez battra l'ennemi, et s'il déclare, après le triomphe, qu'il a violé les lois, « il sera grand, grand comme la République », et il méritera que la République qu'il aura sauvée, « oublie ses torts et l'illégalité de sa conduite [5] ».

[1] *Compte rendu* par Chépy à ses concitoyens. 1793, p. 5-6. Chépy était à Paris le 14 mars et fut entendu le lendemain par le Conseil exécutif (Rec. Aulard, 360 et 365).

[2] Milon à Beurnonville, 17 mars 1793 (A. G.).

[3] Deshacquets à Le Brun, 12 mars 1793 (A. E.).

[4] *Le Batave*, 17 mars 1793 (lettre de Bruxelles, du 12).

[5] Gouget et Robert à Le Brun, 14 mars 1793 (A. G.). Les commissaires de la Convention reconnaissent dans leur rapport que Dumouriez aurait dû prendre des « voies plus légales », mais qu'il atteignit son but et apaisa les mouvements hostiles (2e rapport, 140).

Déjà la confiance renaissait. « Voilà ce que peut un homme, écrivait-on de Bruxelles, ce cher Dumouriez a rétabli l'ordre ! » Une proclamation de Duval annonçait à la garnison l'arrivée du général et le retour de la fortune : « Il se rend à la grande armée, il la commande en personne, il va la conduire à de nouvelles victoires », et les soldats agitaient leurs chapeaux en signe d'allégresse. Les Belges s'apaisaient. Les insurgés de Grammont se dispersaient et annonçaient au commandant de Gand qu'ils faisaient leur soumission. « Si Dumouriez est forcé de se retirer, observait un correspondant du *Moniteur,* il aura un peu réconcilié les esprits à la nation française et peut-être provoqué l'immobilité des habitants[1]. »

III. Le 11 mars au soir, Dumouriez arrivait au camp de Louvain. Les commissaires de la Convention[2] lui reprochèrent ses ordonnances. Pourquoi se mêlait-il des affaires civiles ? Pourquoi rendre les vases des églises ? Comment restituer une argenterie déjà brisée et entassée dans des coffres ? « Puisqu'on a la matière, répondit Dumouriez, rien n'est si aisé que de refaire les objets ; il en coûtera la façon. » Les commissaires s'exprimaient avec ménagement, et, comme dit Camus, avec la prudence la plus réservée. Ils savaient que Dumouriez était indispensable et reconnaissaient que « la cause de la liberté lui avait de grandes obligations » ; ils avouaient même que ses mesures « ramèneraient le

[1] Milon à Beurnonville, 10 et 12 mars 1793 ; Gouget et Robert à Le Brun, 14 mars (A. G.) ; *Mon.* du 16 mars.

[2] Il y eut deux entrevues à Louvain entre les commissaires et le général : l'une, le soir du 11 mars, à laquelle assistaient Camus et Treilhard ; l'autre trois jours après, le 14 mars, à laquelle assistaient Camus, Treilhard, Gossuin et Merlin de Douai (2e rapport, 133).

calme ». Mais, enfin, n'avait-il pas outrepassé ses pouvoirs et donné, par ses derniers actes, « une grande puissance aux ennemis intérieurs[1] » ? Le général répliqua qu'il venait d'écrire à la Convention tout ce qu'il avait sur le cœur, et il lut aux commissaires sa fameuse lettre connue sous le nom de *lettre du 12 mars*. Il rappelait à l'Assemblée qu'il avait quitté une armée victorieuse pour venir au secours d'une armée battue. Quelles étaient les causes de ce revers, sinon l'avarice et l'injustice ? N'avait-on pas opprimé les Belges, insulté leur religion, profané leur culte ? Comment s'était opérée la réunion du Hainaut ? A coups de sabre et de fusil. Qui avait fait la réunion de Bruxelles ? Quelques hommes de trouble et de sang. Quels commissaires le pouvoir exécutif avait-il envoyés aux Pays-Bas ? Des exacteurs, des agents qui, par leur zèle brutal et insolent, par leur iniquité, par leur violence, avaient exaspéré les Belges. On trompait la Convention ; elle croyait que la réunion était volontaire ; elle regardait les Belges comme Français ; elle faisait enlever l'argenterie de leurs églises. Mais les prêtres et les moines profitaient de cet acte imprudent et appelaient les Français des brigands qui fuient. Les villages s'armaient contre l'armée qui se voyait environnée d'ennemis. Dumouriez avait donc pris des mesures pour la sauver et pour sauver en même temps l'honneur de la nation et de la République.

Les commissaires accusèrent Dumouriez de jouer au César. « C'est une calomnie, répondit le général, mais qu'on m'attaque et je me défendrai. — Si vous étiez César, lui dit Camus, je serais Brutus. — Mon cher Camus, répondit Dumouriez, je ne suis pas César, vous

[1] Rec. Aulard, II, 340.

n'êtes pas Brutus, et la menace de mourir de votre main est pour moi un brevet d'immortalité[1]. »

Cependant son arrivée rendait aux troupes courage et confiance. Il y avait eu jusqu'alors trois généraux, Valence, Miranda, La Noue, égaux en pouvoir, mais divisés d'opinion, perdant leur temps à délibérer, ne prenant parti qu'après de longues discussions. Il y avait eu trois états-majors indépendants et agissant à leur guise. Bref, le manque de bonne entente et d'ensemble était complet, et le plan général ne s'exécutait pas sans tiraillements ni lenteurs. La présence de Dumouriez rétablissait l'unité de commandement : « Il donnera son plan, disaient les commissaires, que tous sont également disposés à suivre[2]. »

Les soldats, rayonnant de joie, levaient la tête, reprenaient cœur et parlaient de revanche. Lorsqu'ils virent Dumouriez accompagné de Gossuin, ils l'accueillirent par les plus ardentes acclamations. « Voilà Dumouriez, s'écriaient-ils, sans faire attention au représentant, voilà Dumouriez, voilà notre père, nous irons partout où il voudra ! » Ils se pressaient autour de lui ; ils baisaient ses mains, ses bottes, son cheval ; ils lui demandaient à l'envi de les mener au combat. « Nous avions été si mal commandés depuis longtemps, rapporte un officier, que nous espérions que les choses en iraient mieux

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 72; *Rapport* de Camus, 8.

[2] Rec. Aulard, II, 337-338; Cochelet (*Rapport au Com. milit.*, 7) : « Tant qu'il existera trois armées pour la Belgique et Liège, il est impossible qu'il y ait de l'harmonie dans les opérations militaires. » Dumouriez a raison de dire dans ses *Mém.* que Miranda jalousait et dénigrait Valence, et ne vivait pas en bons termes avec lui. « Valence, disait Miranda, est un homme inquiet qui veut faire quelque chose, blâme les autres, ne sait pas ce qu'il veut faire », il l'accuse d'*absurda fanfaronnada*, 9 et 19 janv. 1793 (A. N. F^7 4598).

avec lui et qu'il rétablirait un peu nos affaires[1]. »

Mais il fallait réorganiser au plus tôt cette armée toujours effarée, confuse, désordonnée qui depuis dix jours battait en retraite et n'avait plus ni tentes, ni bagages, ni la plus grande partie de son canon. « Il y a encore des fuyards qu'on a de la peine à ramener, écrivaient les commissaires, d'autres refusent le service ou le font avec peu d'exactitude. » Ils ajoutaient que la discipline *s'anéantissait* dans l'armée, que les troupes massacraient les prisonniers, qu'elles se livraient au pillage et se faisaient haïr par leurs excès ; des paysans se jetaient aux genoux des soldats en demandant grâce, mais d'autres exerçaient de cruelles représailles[2].

A la vue de cet épouvantable désarroi, Dumouriez reconnut que Valence avait eu raison de lui dépêcher courrier sur courrier. « Je désavoue, lui dit-il, quelques expressions d'humeur. Vos relations ne contenaient que l'exacte vérité ; le corps que Miranda commandait personnellement, avait beaucoup moins souffert que le vôtre, et Miranda apercevait dans les événements plus de ressources parce qu'il n'avait pas approfondi autant que vous la perte énorme qu'on a faite[3]. »

Il pourvut aux dispositions les plus indispensables. Le parc d'artillerie revint d'Anderlecht à Louvain, et d'Hangest, qui se décourageait trop aisément, fut envoyé à Douai. Les meilleurs bataillons de la garnison de Bruxelles rejoignirent l'armée. Les commissaires de la Convention avaient levé tumultuairement dans les dé-

[1] Thibaudeau, *Mém.*, 1824, p. 17 ; rapport de Camus ; mémoire de Gobert (A. G.).

[2] Rec. Aulard, II, 338 et 442-443.

[3] *Lettres du général Valence pour servir de suite aux Mémoires du général Dumouriez*, 1793, p. 9-11.

partements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et des Ardennes 6,000 hommes de garde nationale qu'on nomma *centeniers* parce qu'ils formaient des compagnies de cent hommes. C'étaient des vieillards et des enfants armés de piques, de fusils de chasse, de pistolets, de couteaux, coiffés du bonnet rouge et payés vingt sous par jour. Dumouriez renvoya cette singulière milice qui ne faisait qu'augmenter la confusion et que les commissaires eux-mêmes ne croyaient bonne qu' « à protéger les patriotes belges et à seconder les opérations politiques [1] ».

Il avait encore sous le drapeau 40,000 fantassins et 4,500 cavaliers. La droite fut confiée à Valence ; le centre au duc de Chartres ; la gauche à Miranda. Valence eut sous ses ordres, outre 18 bataillons d'infanterie, les flanqueurs de droite commandés par Dampierre et la division Neuilly ; — le duc de Chartres, la réserve de 8 bataillons de grenadiers commandée par Chancel ; — Miranda, les flanqueurs de gauche commandés par Miaczynski. L'avant-garde comprenait 6,000 hommes dont 1,500 cavaliers ; elle avait pour chef le vieux Lamarche qui se laissait guider par deux jeunes officiers, Montjoye et Barrois.

Dumouriez conserva les positions choisies par Thouvenot, mais il les rendit plus solides et assura ses communications avec la Hollande. Neuilly se porta de Jodoigne sur Lummen pour mieux appuyer la droite de l'armée ; Dampierre et Miaczynski gardèrent les passages de la grande Geete, l'un à Hougaerde, l'autre à Haelen ; Champmorin s'établit à Diest ; La Marlière oc-

[1] Rec. Aulard, II, 265, 272, 277 ; 2e rapport des commissaires, 97 ; *Mon.*, 2 avril 1793 (lettre du 28 mars).

cupa fortement Hérenthals et Lierre ; Westermann, avec la légion du Nord et la 31e brigade de gendarmerie nationale, se rendit à Turnhout pour éclairer la Campine et arrêter, de concert avec La Marlière, les colonnes prussiennes de Brunswick-Œls [1].

Comme à son ordinaire et avec raison, Dumouriez résolut de se donner les avantages de l'offensive. Il n'eut pas un instant l'idée de reculer avec prudence, de disputer le terrain pied à pied, de mener lentement ses troupes à travers les plaines de la Belgique. La défensive, c'était la débandade, et que ferait une armée, ébranlée déjà par l'indiscipline et les désertions, sans place où s'appuyer, sans forteresse où s'abriter, contre la cavalerie des Impériaux, nombreuse, aguerrie et fière de l'heureux début de la campagne? Il devait attaquer, et attaquer sans délai. Le moindre retard diminuait ses chances. Il savait que Cobourg attendait des renforts. Beaulieu et Hohenlohe-Kirchberg, partis, l'un de Luxembourg, l'autre de Trèves, se dirigeaient vers Namur ; les Hanovriens s'approchaient de la frontière belge ; l'armée hollandaise passerait peut-être la Meuse, et l'on parlait depuis quelques jours d'un débarquement des troupes anglaises. Que d'ennemis allaient entrer en lice! Dumouriez n'avait plus d'autre espérance que de frapper rapidement un grand coup. S'il gagnait sur-le-champ une bataille décisive, les Belges, ranimant leur zèle attiédi, se hâtaient de lever leurs bataillons; les Autrichiens se retiraient sous le canon de Maestricht; les alliés reculaient de toutes parts, intimidés, hésitants; et tandis que Valence tenait en échec les débris de Cobourg,

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 76-77, et à Westermann (9 et 12 mars 1793) (A. N. T 922), Rojas, *Miranda*, 116.

tandis que Miranda s'emparait de Maestricht qui cette fois n'eût pas résisté [1], Dumouriez prenait de nouveau l'essor, allait conquérir la Hollande.

Mais Cobourg craignait pareillement que Dumouriez ne reçût des renforts et ne fît venir son armée de Hollande. Lui aussi avait résolu d'attaquer. L'armée impériale était alors concentrée entre Saint-Trond et Landen; elle eut ordre d'assaillir Dumouriez à Louvain; le 15 mars, elle occuperait Tirlemont; le 16, elle camperait à Hougaerde; le 18, après un jour de repos, elle s'avancerait jusqu'à Néthen; le 19, elle passerait la Dyle et livrerait bataille.

Le 15 mars, au matin, l'avant-garde de l'archiduc Charles s'empara de Tirlemont. Lamarche n'avait posté dans la ville que 400 hommes; quelques-uns furent hachés [2], les autres rejetés en désordre sur Cumptich. Aussitôt, à droite et à gauche de l'armée, Neuilly, Dampierre, Miaczynski reculèrent vers Louvain. Si les Impériaux, profitant de cette triple retraite, avaient attaqué l'armée française sans balancer, ils l'eussent sûrement culbutée. Mais dans la nuit même Dumouriez renvoya Dampierre à Hougaerde et Neuilly à Jodoigne. Quant à Miaczynski, il était introuvable; il avait gagné les bois et s'y tint pendant deux jours. Dumouriez le remplaça par Champmorin qui reçut l'ordre de laisser à Diest un détachement et de s'établir sur la hauteur d'Oplinter.

Il fallait à tout prix reprendre Tirlemont pour encourager les soldats et rabattre l'opinion qu'ils avaient de l'adversaire. Le 16 mars, Dumouriez avançait avec toutes ses forces et, après une attaque vigoureuse, il reprenait

[1] De Pradt, 74.
[2] Expression de Gobert.

aisément Tirlemont qui n'était gardé que par quelques troupes légères, puis il débouchait de la ville et appuyait sa droite à Gossoncourt, son centre au grand chemin pavé qui mène de Tirlemont à Saint-Trond, sa gauche à Oplinter. Mais c'était le 16 mars que l'armée impériale devait, selon le plan et l'ordre de Cobourg, se porter en avant pour camper à Hougaerde. Elle avait commencé son mouvement et se développait entre la grande et la petite Geete, sa droite devant Wommersom, son centre en face de Haekendover, sa gauche vis-à-vis de Gussenhoven. Les deux armées se rencontraient à l'improviste. Elles se bornèrent à se canonner de loin et à regarder le combat de leurs avant-gardes qui se disputèrent Gossoncourt durant huit heures.

Ce village, environné de haies et de fossés remplis d'eau, est situé sur un mamelon et domine toute la plaine. Lamarche avait eu le temps de l'occuper avec son avant-garde et des canons. Le général Rehbach osa l'attaquer à la tête des carabiniers de l'Empereur et des cuirassiers de Nassau. Ce fut, dit un témoin oculaire, un coup d'audace inouïe [1]. On vit les carabiniers de l'Empereur se jeter sur l'artillerie, sabrer les canonniers et, en un instant, s'emparer de sept pièces. Mais l'infanterie française ne perdit pas contenance ; elle s'était postée derrière les buissons et dans les chemins creux ; son feu violent fit reculer les carabiniers, et le 8e régiment, ci-devant Austrasie, repoussa, baïonnette croisée, la charge des dragons de Nassau. Rehbach essaya de tourner le village par la droite ; mais Neuilly passa la grande Geete à Lummen, vint prendre position à Neer-Heylissem et arrêta le mouvement des Impériaux.

[1] Gobert.

L'affaire de Gossoncourt réveilla l'ardeur des troupes françaises et releva leurs espérances. « Je la regarde, écrivait Dumouriez, comme très décisive pour l'opinion, et je suis persuadé que le prince de Cobourg prendra de l'estime pour l'armée de la République[1]. »

Mais, ce qu'il voulait, c'était une de ces victoires qui rétablissent tout quand tout est désespéré Sans doute, il mandait à Beurnonville que, malgré son avantage, il était dans la position la plus terrible où il se fût jamais trouvé ; l'armée n'avait ni souliers ni habits, la cavalerie manquait de fourrages, et l'artillerie de charrois ; s'il avançait, ses ressources diminueraient encore, et il serait « dans le cas d'être entièrement perdu » ; s'il avait le moindre revers, « l'insurrection serait générale, au moins dans les environs de son armée ». Il comptait pourtant gagner la bataille qu'il livra le 18 mars dans la fameuse plaine de Neerwinden[2] et, se rappelant le triomphe de Luxembourg en 1693, il se disait à lui-même qu'il serait beau qu'un siècle plus tard, un autre général français vainquît encore les ennemis sur le même terrain[3]. Toute la journée du 17 mars fut employée à reconnaître la position des Autrichiens, à préparer le plan d'attaque et à placer les troupes. La bataille aurait lieu le lendemain.

IV. Cobourg s'était, après le combat de Tirlemont, retiré sur la ligne de hauteurs qui borde la rive droite de la petite Geete. Au pied de ces collines qui descendent en pente douce vers la rivière, se pressent des villages :

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 80, et à Beurnonville (*Mon.*, 20 mars 1793); Gobert, mémoire (A. G.); Porth, *Neerwinden*, 348.

[2] Dumouriez à Duval, 20 mars 1793 (*Mon.* du 23).

[3] Vioménil, 53.

Racour, Overwinden, Neerwinden, Orsmael, Dormael, Halle, Asbrock et Léau. Entre Overwinden et Neerwinden, s'élève la Tombe de Middelwinden, qui domine la vallée ; mais elle n'a pas l'importance que lui prêtent Dumouriez et Jomini : le général français qui l'a vue de très loin, reproche à Cobourg de ne pas l'avoir munie d'une batterie ; en réalité, elle a si peu d'étendue qu'on aurait peine à y mettre deux pièces de canon, et encore faudrait-il les y monter par une pente très raide. Les villages d'Orsmael, de Dormael, de Halle, d'Asbrock se suivent et s'échelonnent sur le grand chemin pavé de Tirlemont à Saint-Trond et à Liège. Le plus important est Orsmael où la route franchit la rivière. Léau, non loin de l'endroit où la petite Geete se jette dans la grande Geete, renferme un gracieux hôtel de ville et une église de Saint-Léonard, où l'artiste admire les délicates sculptures des autels et un tabernacle de pierre qui date de la Renaissance ; mais cette petite ville dépeuplée n'avait que de vieux remparts et n'offrait pas un solide point d'appui. De Racour à Dormael, le terrain de la vallée est plat, dépourvu d'obstacles et propre à la cavalerie ; entre Dormael et Léau, on ne rencontre que des prairies humides, des marais, des vergers, et Miranda qui combattit en cet endroit, assure que son artillerie « s'enfonça et s'embourba dans le sol coupé ».

Le prince avait placé son armée sur la corde de l'arc que la petite Geete forme de Racour à Léau. On l'a blâmé d'avoir abandonné les villages de la rive gauche ; il devait, dit-on, défendre les passages de la rivière, ou tout au moins couper les ponts. Mais on oublie qu'il voulait passer la petite Geete dans la journée pour se battre le lendemain. Il avait fait occuper Léau par un faible détachement d'infanterie légère. L'avant-garde de

l'archiduc Charles défendait la hauteur qui domine Orsmael. Un bataillon du régiment Joseph Colloredo, posté dans le village de Dormael, observait la grande route. Le gros des troupes autrichiennes s'étendait sur deux lignes, entre Neerwinden et ce petit village de Landen qui fut le séjour de Pépin d'Héristal et n'offre plus une seule ruine du passé. Venait ensuite, derrière Overwinden, la réserve de Clerfayt.

Dumouriez calculait que Cobourg, tirant ses vivres de Saint-Trond et de Liège, avait établi près du grand chemin, c'est-à-dire sur sa droite, la force principale de son armée. Il fallait donc, pour le vaincre et le rejeter sur Saint-Trond et sur Liège, attaquer son aile gauche qui devait être plus faible et plus facile à déposter; il fallait emporter Neerwinden et Overwinden; il fallait occuper Léau qui servirait de pivot aux mouvements de l'armée assaillante.

Le général divisa son armée en huit colonnes et assigna leur rôle à chacune. Toutes devaient passer la petite Geete : la 1re, la 2e et la 3e à Neer-Heylissem ; la 4e à Esemael ; la 5e à Elixem et à Wanghe ; la 6e à Overhespen ; la 7e à Orsmael ; la 8e à la Chapelle-Béthanie.

La 1re colonne, ou colonne Lamarche, s'emparait de Racour et avançait dans la plaine entre Overwinden et Landen pour déborder la gauche des Impériaux. La 2e colonne, ou colonne Le Veneur, enlevait la Tombe de Middelwinden qu'elle garnissait de canons de douze, et sous la protection de cette artillerie, attaquait Overwinden. La 3e colonne, ou colonne Neuilly, assaillait Neerwinden par la droite. Ces trois colonnes, Lamarche, Le Veneur, Neuilly, formaient l'aile droite de l'armée commandée par Valence ; elles devaient, en cas de succès, faire un quart de conversion par la gauche, refouler

devant elles les Impériaux chassés de Neerwinden et d'Overwinden et marcher en bataille sur Saint-Trond.

La 4e colonne, ou colonne Diettmann, repoussait de Laer les tirailleurs autrichiens et se portait directement sur Neerwinden, qu'elle attaquait de front. La 5e colonne, ou colonne Dampierre, se jetait sur Neerwinden par la gauche. Les deux colonnes Diettmann et Dampierre composaient le centre de l'armée française, commandé par le duc de Chartres, et suivaient le mouvement de l'aile droite, « en formant une ligne diagonale avec leur point de départ ».

La 6e colonne, ou colonne Miaczynski, allait droit devant elle sur Neerlanden, en ayant soin de ne pas dépasser les têtes de la colonne Dampierre qui combattait à sa droite. La 7e colonne, ou colonne Ruault, attaquait Dormael et poussait en avant sur la route de Saint-Trond. La 8e colonne, ou colonne Champmorin, s'emparait de Léau qu'elle tiendrait jusqu'à la fin de la bataille. Les trois colonnes Miaczynski, Ruault et Champmorin formaient la gauche commandée par Miranda.

Toute l'armée se trouvait donc, à la fin de l'action, en face de Tongres, la gauche à Léau et la droite à Saint-Trond.

Le 18 mars, à sept heures du matin, commence cette bataille de Neerwinden qui décida la perte de la Belgique comme la bataille de Jemappes en avait décidé la conquête [1]. Dumouriez et son état-major, Valence, Thouvenot, Montjoye, se portent sur un monticule d'où les

[1] Cf. les ouvrages cités de Porth, de Boguslawski, de Witzleben, les *Mém.* de Dumouriez, la correspondance et les notes de Miranda publiées par Rojas, le mémoire inédit de Gobert, le tome III de l'*Hist. crit.* de Jomini.

mouvements de l'aile droite se dessinent nettement à leurs yeux, et déjà les tirailleurs français, traversant la petite Geete sur tous les points, à Neer-Heylissem, à Esemael, à Elixem, à Orsmael, engagent une vive fusillade avec les avant-postes autrichiens.

Cette fois encore, Dumouriez surprenait Cobourg. Le prince donnait ses instructions pour la bataille du lendemain lorsqu'il apprit que l'ennemi passait la rivière. Il fit sur-le-champ de nouvelles et très simples dispositions. Tous les généraux eurent ordre d'attendre de pied ferme les colonnes françaises et de les rejeter dans la rivière. Le major Stipzicz dut marcher sur Léau avec 4 escadrons ; le prince de Wurtemberg, avancer sur Halle et occuper la route de Saint-Trond avec l'infanterie de la seconde ligne et 8 escadrons de Cobourg, Benjowsky, se joindre avec 2 bataillons et 2 escadrons au bataillon de Joseph Colloredo et aller à la rencontre de la colonne qui marchait sur Dormael ; l'archiduc Charles, arrêter avec son avant-garde les troupes qui débouchaient par Orsmael. Cobourg courut lui-même à la gauche.

L'aile droite des Français avait le plus long chemin à parcourir pour se trouver au soir sur la ligne de bataille que Dumouriez lui fixait entre Léau et Saint-Trond. Elle s'était donc ébranlée avant le reste de l'armée. La première colonne, aux ordres de Lamarche, refoule d'abord les premiers Impériaux qu'elle rencontre, s'empare de Racour et des hauteurs voisines qu'elle garnit de batteries, et canonne la réserve de Clerfayt. Mais Lamarche commet une faute irréparable. Il ne voit pas d'ennemis dans la plaine de Landen et, au lieu de suivre sa pointe et de menacer le flanc gauche des Autrichiens, il se rabat sur Overwinden et se contente d'envoyer vers

la Tombe de Wamont quelques escadrons qui escarmouchent avec le régiment des dragons de Latour.

A ce moment débouche la deuxième colonne ou division Le Veneur. Les deux colonnes de Le Veneur et de Lamarche se mêlent, s'agitent sur place, se retardent dans leur marche ; elles n'emportent que vers deux heures le village d'Overwinden. Mais les Impériaux attaquent bientôt avec fureur les positions conquises par Le Veneur et Lamarche. Trois fois ils sont repoussés ; trois fois ils reviennent à la charge. Clerfayt et ses lieutenants, Lützow, Alwinczy, Wenkheim, le prince d'Auersperg, dirigent ces assauts réitérés. Enfin, sur l'ordre de Cobourg, 21 escadrons, dragons de Latour, hussards de Blankenstein, cuirassiers de Zeschwitz et de Nassau, commandés par le général Boros, se jettent sur les Français massés entre Overwinden et Racour. Ils culbutent la cavalerie, renversent la première ligne de l'infanterie, se heurtent contre la seconde ligne qui les accueille à bout portant par un feu meurtrier ; Boros a son cheval tué sous lui. Mais la nuit vient ; une suprême attaque de Clerfayt qui se met lui-même à la tête du régiment d'infanterie Antoine Esterhazy, décide du sort de Racour et d'Overwinden. Les Français, brisés de fatigue, abandonnent les deux villages qu'ils ont défendus pendant l'après-midi avec les efforts les plus obstinés ; l'attaque d'Overwinden, dit Gobert, avait été horrible, et le sang y ruisselait.

Au centre, Neerwinden est pris et repris par les deux partis avec le même acharnement. La troisième colonne, commandée par Neuilly, entre promptement en ligne et chasse de Neerwinden les Impériaux. Mais à peine maître du village, Neuilly s'étend à droite dans la plaine,

se rapproche de la colonne de Le Veneur et la seconde dans l'attaque et la défense d'Overwinden. Il prétendit plus tard qu'il exécutait un ordre de Valence, et, de son côté, Valence assura que Neuilly l'avait mal compris. Quoi qu'il en soit, les Impériaux rentrent aussitôt dans Neerwinden.

Mais les deux colonnes du centre, que commande le duc de Chartres, arrivent à leur tour sur le champ de bataille. Un sanglant combat s'engage autour de Neerwinden. Les généraux, voyant que la lutte s'opiniâtre, mettent l'épée à la main et marchent intrépidement au premier rang de leurs troupes ; Dampierre déploie sa bravoure coutumière ; Desforest reçoit un coup de fusil à la tête ; Neerwinden est repris une deuxième fois.

Malheureusement, la possession de Neerwinden n'était pas assurée tant qu'on n'aurait pas conquis les crêtes avoisinantes où Cobourg avait installé des batteries qui plongeaient leurs feux dans le village. « Nous avions peine à avancer, dit Gobert, et l'ennemi nous avait tué en un instant tous les chevaux de quatre pièces de 12 que nous poussions vers lui. » Cependant, le duc de Chartres, Dampierre, Diettmann se préparent à tenter un vigoureux effort. Mais déjà Cobourg ordonne une nouvelle attaque. Toute la première ligne de son armée s'avance sous les ordres du feldzeugmestre Colloredo, et l'infanterie française, mise en désordre, ébranlée par le feu incessant de l'artillerie autrichienne, abandonne Neerwinden, se précipite vers la petite Geete.

Dumouriez voit le péril de son centre. Il accourt à la rencontre des fuyards, et, comme à Jemappes, il les anime, les ramène au combat, les pousse sur Neerwinden, pêle-mêle, au pas de charge et au chant de la *Marseillaise.* Les Impériaux plient sous ce choc impé-

tueux, irrésistible. Une troisième fois, Neerwinden est aux mains des Français. Mais, des hauteurs d'alentour, l'artillerie autrichienne crible le village de ses projectiles, et Cobourg envoie des troupes fraîches à Colloredo. De nouveau, les Impériaux l'emportent, et, au milieu des cris des mourants, à la lueur des flammes qui dévorent les maisons, parmi les décombres et les ruines fumantes, les Français sortent de Neerwinden pour n'y plus rentrer. Dumouriez ne peut que les rallier à cent pas de ce village si vivement, si chaudement disputé, et cette fois définitivement perdu.

Mais le combat n'avait pas cessé et il allait reprendre aussitôt dans toute sa violence. A peine Dumouriez réunit-il ses colonnes que deux charges de cavalerie, audacieusement conduites, menacent soudain de les briser et de les balayer. Huit escadrons qui forment la brigade Hoditz, s'élancent comme un torrent entre Neerwinden et la Tombe de Middelwinden. Ils enfoncent tout ce qu'ils trouvent devant eux; ils renversent l'infanterie; ils mettent en déroute la cavalerie qui tourne bride presque sans coup férir. Seul, le 10e dragons soutient énergiquement le choc. Valence, médiocre général et soldat héroïque, est à la tête de ce brave régiment et l'excite du geste et de la voix. Ses deux aides-de-camp, Château-Renaud et le colonel Jaubert, tombent à ses côtés. Lui-même, après avoir reçu trois coups de sabre sur la tête et une forte contusion au bras droit, est emporté tout sanglant hors de la mêlée. Mais les dragons du 10e repoussent l'attaque de la brigade Hoditz. Ils donnent au reste de la cavalerie le temps de se rallier. Ils chargent, à leur tour, les Impériaux avec une incroyable furie et, leurs sabres se brisant sur les cuirasses, ils portent leurs coups à la gorge de l'adver-

saire. Les deux demoiselles Fernig combattaient dans leurs rangs ; l'une d'elles eut son cheval blessé d'un coup de feu ; l'autre tua de sa main un cuirassier de Nassau [1].

En même temps que la brigade Hoditz, une autre brigade de cavalerie autrichienne fondait, à gauche de Neerwinden, sur l'infanterie de Diettmann. Mais Thouvenot, plein de présence d'esprit au plus fort du danger, se met à la tête du 99e ci-devant Deux-Ponts et, sous le feu violent de ce régiment et des canons chargés à mitraille, les escadrons impériaux, rompus, décimés, couvrant le sol de leurs morts, se replient derrière leur infanterie.

La nuit mit fin au combat. Si Racour, si Overwinden, si Neerwinden étaient perdus, le centre et l'aile droite de l'armée française avaient opposé la plus ferme attitude aux Impériaux et les tenaient en respect. Dumouriez n'avait pas repassé la petite Geete, et, en cet endroit de la bataille, la lutte avec ses fluctuations diverses pouvait être regardée comme indécise. Mais l'aile gauche que commandait Miranda avait changé une honorable journée en désastre.

Les instructions de Miranda portaient qu'il devait, avec les colonnes Miaczynski et Ruault, assaillir les Autrichiens entre Orsmael et la Chapelle-Béthanie, passer la petite Geete sur tous les ponts, rejeter l'adversaire dans ses positions ; la colonne Champmorin avait ordre de marcher sur Léau.

Le début de l'attaque fut heureux. Les colonnes de

[1] Valence à Beurnonville, 20 mars (A. G.), et à Dumouriez (*Mon.*, 22 mars); cf. *Mon.* du 26.

Miaczynski et de Ruault passèrent la petite Geete, la première à Neerhespen et la seconde à Orsmael. Elles refoulèrent devant elles les avant-postes de l'archiduc Charles; le corps franc O'Donnell, les Laudons verts et un bataillon de Sztarray. Ruault s'empara d'Orsmael, et Miaczynski de Dormael.

Mais bientôt Benjowsky s'avança sur Dormael à la rencontre de Miaczynski avec trois bataillons et les dragons de Cobourg. Deux fois ses troupes emportèrent le village ; deux fois elles durent reculer et se rallier hors de la portée du canon français. Enfin, une troisième fois, elles chargèrent à la baïonnette avec tant de vigueur et d'élan que les soldats de Miaczynski se débandèrent et s'enfuirent d'Orsmael vers le pont le plus voisin dans une confusion inexprimable.

Pendant ce temps, l'archiduc Charles était aux prises avec la colonne du général Ruault qui se déployait à droite et à gauche de la chaussée de Saint-Trond. Il finit par gagner l'avantage. Ses escadrons ne cessaient de charger. Ses bataillons restaient inébranlables au feu et semblaient avoir pris racine dans le sol. Son artillerie, dirigée par le premier lieutenant Smola, se portait avec hardiesse en avant de l'infanterie et très près de l'assaillant; ses chevaux étaient tués et ses canonniers mis hors de combat, mais les officiers de Sztarray faisaient l'emploi de servants ; le tir des Autrichiens, avoue Miranda, était excessif et fort bien suivi.

Enfin, lorsque Benjowsky fut maître de Dormael, et que, chassant devant lui les troupes épouvantées de Miaczynski, il vint tomber sur le flanc gauche de la colonne Ruault, l'affaire fut décidée. A la voix de l'archiduc Charles, le corps franc O'Donnell et les deux bataillons du régiment Sztarray, criant *rajta* (sus !), s'avan-

cèrent sur Orsmael, la baïonnette au bout du fusil, sans tirer un seul coup. Au même instant, s'élançaient les hussards d'Esterhazy et les dragons de Cobourg. La division Ruault fut mise en déroute et rejetée sur le pont d'Orsmael. Les généraux et les officiers de l'état-major tentèrent inutilement de la rallier. Ruault et Ihler furent blessés; Guiscard, qui commandait l'artillerie, fut tué; Miranda vit son aide-de-camp recevoir le coup mortel auprès de lui. Les volontaires, saisis de panique, tournèrent dos les premiers, sans écouter leurs chefs, et entraînèrent dans leur fuite les troupes de ligne, en criant : *sauve qui peut!* Quinze canons demeurèrent au pouvoir de l'archiduc [1].

Restait Champmorin. Ses éclaireurs, dragons et cavalerie, avaient dans la matinée passé la rivière au pont de la Chapelle-Béthanie, occupé la petite ville de Léau, chassé le détachement qui la gardait et, selon les instructions de Dumouriez, fait une démonstration vers la route de Saint-Trond pour imposer aux ennemis et inquiéter leur aile droite. Quant au gros de la division, il demeurait sur la rive gauche de la petite Geete, en ordre de bataille. Mais vers une heure et demie, Champmorin reçut un billet de Miranda : il devait prendre possession du pont de Budingen, à gauche du pont de la Chapelle-Béthanie, et, au besoin, menacer l'ennemi d'une attaque de flanc [2]. Champmorin envoya un batail-

[1] Porth, *Neerwinden*, p. 354-356; *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, VIe fasc., p. 248-254; *Erinnerungen an Smola*, 1845, p. 12-13; Rojas, *Miranda*, 122.

[2] Voici le texte de l'instruction : « L'attaque est générale depuis Overwinden jusqu'à la Chapelle-Béthanie ; le général Champmorin doit nécessairement faire garder le pont de Budingen et employer une force assez imposante pour pouvoir au besoin menacer l'ennemi d'une

lon au pont de Budingen. Toutefois, dit-il, « l'ordre de marche en avant n'étant que conditionnel, il se borna à des dispositifs préliminaires et attendit de nouveaux ordres pour passer la petite Geete ». A deux heures et demie, Miranda accourait le trouver et lui commandait de traverser la rivière pour appuyer son attaque. Champmorin disposait de douze bataillons : il franchit la petite Geete au pont d'Heelen avec les six bataillons qui formaient sa première ligne et se dirigea sur Halle ; les six autres qui composaient sa seconde ligne, sous les ordres du colonel Keating [1], se portèrent par le pont de la Chapelle-Béthanie sur Léau et Asbrock.

La colonne de Champmorin gagna la chaussée qui menait à Halle. Le 1er bataillon des volontaires d'Ille-et-Vilaine, commandé par Moreau, ouvrait la marche. Mais le prince de Wurtemberg défendait les abords de Halle et, dit Champmorin, il était en force sur tous les points et opposait un feu de canon supérieur. Deux fois la colonne française recula ; deux fois elle fut ramenée par Champmorin et par Moreau. Mais, soudain, elle est prise en queue par les troupes de Ruault qui fuyaient vers le pont d'Heelen, et enveloppée dans leur déroute. Champmorin, craignant d'être coupé, ordonne la retraite et, pour mieux l'assurer, galope vers Heelen. Il voulait placer son artillerie en avant du pont et rallier sa colonne à l'abri du canon. Mais, tout près de la rivière, il rencontre Ruault, Ruault démonté, couvert de sang, plein de l'emportement et du désespoir de la défaite, maudis-

attaque de flanc vers la partie de Léau où cette force marcherait en colonne. »

[1] Keating, major au régiment de Walsh (92e), puis en 1791 lieutenant-colonel de Berwick (88e), avait servi en Corse et fait cinq campagnes.

sant la lâcheté des volontaires qui l'abandonnent et qui déjà se mélangent et se confondent au-delà du pont avec les fuyards de Miaczynski. Vainement Champmorin « s'exténue » pour empêcher la débandade de ses propres bataillons. Tout reflue vers Heelen; tout fuit, éperdu, hébété de terreur; les charretiers fouettent leurs chevaux à tour de bras et prennent le galop sans qu'on puisse arrêter une seule de leurs pièces. Champmorin fit rompre le pont dès que les troupes eurent passé, et les rallia à Waterhof, entre les deux Geetes.

Keating, qui commandait la seconde ligne de la division Champmorin, eut plus de bonheur, parce qu'il fut plus timide. Il entra dans Léau et fit mine de se porter sur Asbrock. Mais le prince de Wurtemberg avait eu le temps d'établir le bataillon Joseph Colloredo et quatre compagnies Brentano entre les jardins de Halle et le lac de Léau. Keating resta sur le glacis en avant de la ville et n'osa s'engager dans la plaine. Sa cavalerie se replia devant les quatre escadrons du major Stipzicz[1]. Seule, l'artillerie donna ; elle était dirigée par le capitaine Dejean et canonna jusqu'à la nuit les Autrichiens qui répondirent par un feu « vif et soutenu ». Enfin, à la tombée du jour, lorsqu'il apprit la retraite de Champmorin, Keating repassa la petite Geete au pont de la Chapelle-Béthanie. Le 1er bataillon de la Manche, commandé par Valhubert, faisait l'arrière-garde[2].

[1] Elle se composait de deux escadrons du 13e cavalerie et d'un escadron du 3e dragons.

[2] Rapports de Champmorin et de Keating (A. G.); Schels, *Biogr. des Herzogs Ferdinand von Würtemberg*, 1841, p. 86-87. Cet épisode de la bataille est peu connu. Des noms célèbres y figurent : Moreau et Donzelot, Dejean et Valhubert. Champmorin loue « la conduite ferme et brave » de Moreau, « le zèle et l'activité » de Donzelot, adjoint aux adjudants-généraux et qui fut détaché au pont de Budingen.

Toutes les troupes de l'aile gauche étaient donc rejetées sur l'autre bord de la petite Geete. Ruault et Champmorin menèrent aussitôt ces débris derrière la grande Geete à Oplinter. Miaczynski se replia sur la hauteur de Wommersom. Mais Miranda ne crut pas la position assez forte, et, sans demander les instructions du général en chef, il prescrivit à Miaczynski de se retirer sur Tirlemont. Il y trouva huit bataillons qui venaient de Louvain et en plaça la moitié, comme avant-garde, aux abords de la ville.

Dumouriez ne sut que fort tard dans la soirée ce qu'était devenu Miranda. Tout occupé de diriger sa droite et son centre, il ne pensait pas à prendre des nouvelles de sa gauche. Il remarqua, durant l'action, que la canonnade, vive d'abord du côté d'Orsmael, avait soudainement cessé ; mais, se disait-il, Miranda s'arrêtait sans doute pour ne pas dépasser les têtes de la colonne Dampierre. Enfin, à la nuit tombante, ne recevant aucun message de son lieutenant [1], réellement inquiet, il part avec Thouvenot, deux aides-de-camp et deux domestiques. Il arrive à Laer et s'étonne de n'y voir personne ; il passe la petite Geete à Elixem et rencontre Dampierre. « J'ai retiré ma division derrière la rivière, lui dit ce général, parce que Miranda s'est enfui ; j'ai cru la bataille perdue. » — « Elle est gagnée, réplique Dumouriez, et vous avez eu tort de faire cette retraite ; retournez sur-le-champ à Laer [2]. » Il poursuit sa route

Keating vante « le zèle et les moyens » de Dejean qui « donna la meilleure position aux pièces de canon » et « la bravoure et les soins » de Valhubert.

[1] Miranda assure avoir envoyé un aide-de-camp et deux ordonnances ; mais aucun de ces trois messagers ne rencontra Dumouriez.

[2] Mémoire de Gobert (A. G.) Dampierre l'avait envoyé à Dumou-

jusqu'au pont d'Orsmael. *Wer da,* lui crie une voix dans l'obscurité. Dumouriez allait être pris par des hussards. Il se rejette sur la chaussée et marche vers Tirlemont, sans découvrir âme qui vive, au milieu du plus profond silence. Enfin, à une demi-lieue de la ville, il trouve sur le bord et dans le fossé du chemin les quatre bataillons de Miaczynski, et il apprend à n'en plus douter la défaite de sa gauche. Il entre dans Tirlemont. Miranda écrivait froidement à ses amis. Dumouriez ne fit aucun reproche à son lieutenant qui lui arrachait des mains une victoire certaine [1] ; mais il lui commanda sur un ton très sévère de rassembler aussitôt son corps d'armée et d'occuper la hauteur de Wommersom et le pont d'Overhespen. L'ordre ne fut pas exécuté et, dans la matinée du 19 mars, les troupes de Miranda erraient encore entre Tirlemont et Haekendover.

L'armée française tenait donc dans la nuit du 18 au 19 mars les positions suivantes : Champmorin, ainsi que Ruault, était à Oplinter, et Miaczynski à Tirlemont ; Dampierre, après avoir regagné Elixem, revenait à Laer ; tout le centre et toute l'aile droite bivaquaient en face de Neerwinden, entre Laer et Racour, à la demi-portée du fusil de l'ennemi.

Désormais certain de sa défaite, Dumouriez n'avait plus d'autre pensée que d'assurer la retraite de sa droite et de son centre. Il passa le reste de la nuit à Tirlemont, donnant des ordres et préparant les mouvements du lendemain. L'armée devait faire face à la petite Geete et

riez ; mais Gobert, comme les messagers de Miranda, ne trouva pas le général en chef.

[1] Dumouriez à Duval, 20 mars 1793 (*Mon.* du 23), et *Mém.*, IV, 94-95.

se porter entre Gossoncourt à droite et Haekendover à gauche.

La retraite s'opéra sans précipitation sous les yeux de l'adversaire. Dampierre la protégeait ; d'Esemael qu'il occupait de nouveau, il fit une conversion à gauche et prit une position qui flanquait la grande route de Tirlemont. Pendant ce temps, Lamarche, Le Veneur, Neuilly, Diettmann traversaient la petite Geete en bon ordre. Le duc de Chartres commandait l'aile droite depuis la blessure de Valence, et les ennemis admirèrent le sang-froid qu'il montra dans cette journée. Thouvenot recevait les colonnes et leur assignait leur place à mesure qu'elles arrivaient.

Mais Benjowsky, chargé de la poursuite des vaincus, avait passé le pont d'Orsmael et pris possession de Wommersom avec six bataillons et dix escadrons. Dumouriez essaya de le refouler et envoya contre la hauteur l'infanterie de Miranda. Il mit les bataillons de Miaczynski, qui n'avaient pris aucune part au combat, en tête de la colonne d'attaque, et les fit soutenir par des batteries qu'il établit à Haekendover. Mais cette infanterie était encore sous l'impression du désastre de la veille. Dumouriez ne réussit à l'entraîner que vers dix heures du matin, et à peine s'était-elle ébranlée qu'elle s'arrêtait et refusait de marcher davantage. Le lieutenant Smola dirigeait, comme le jour précédent, l'artillerie autrichienne, et avec une incroyable audace il s'était porté jusqu'à trois cents pas des assaillants et ouvrait sur eux un feu terrible. En vain Dumouriez exhorte ses soldats qui restent immobiles et comme glacés de peur En vain, il leur crie qu'ils n'ont qu'un courage de résistance, qu'avec un peu de hardiesse ils délogeront aisément l'adversaire et le rejetteront dans la

petite Geete, qu'il est plus dangereux de subir une canonnade sans bouger que de courir à l'ennemi. En vain il tire son épée et à plusieurs reprises ordonne à cette infanterie résignée et passive de suivre son général qui la mène à l'assaut. Il ne peut la mettre en mouvement, et plutôt que d'avancer, elle se laisse avec une singulière constance écraser par les boulets. Dumouriez faillit périr; son cheval fut tué et lui-même jeté sur le sol et tout couvert de terre; s'il ne s'était aussitôt relevé, ses troupes se débandaient. Il dut reculer sur Haekendover [1].

La journée du 19 mars se passa donc, comme l'a dit Dumouriez, en manœuvres et en déploiements qui formaient un superbe coup d'œil d'exercice. L'armée française reprit tranquillement la position qu'elle occupait à la veille de Neerwinden. Mais elle était vaincue et, selon l'expression de son général, envahie par l'esprit de dégoût et d'apathie. Les troupes de ligne gardaient une attitude martiale; mais les volontaires qui formaient les trois quarts de l'armée, disaient tout haut qu'il était inutile de se faire tuer dans la Belgique et qu'ils voulaient défendre la France en France même. On vit des compagnies, des bataillons entiers partir sur-le-champ, sans écouter leurs généraux, et se diriger vers la frontière; « il eût été dangereux, assure Dumouriez, et impossible de les retenir par la force ». Il sentit la nécessité d'une prompte retraite. Dans la nuit du 19 mars, il repassait la grande Geete et venait s'établir sur ces hauteurs de Cumptich qu'il avait emportées quatre mois auparavant lorsque les Autrichiens fuyaient devant lui.

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 101; *Erinn. an Smola*, 16.

Telle fut la bataille de Neerwinden. « Tout autre chef, moins habile et moins tenace que Mack, a dit Langeron, l'eût certainement perdue. » Mais Langeron partage l'enthousiasme exagéré de tous ses contemporains pour le colonel Mack. Le prince de Cobourg devait la victoire, non pas aux dispositions de son chef d'état-major, mais à la vaillance de ses troupes. Ce furent les bataillons autrichiens qui triomphèrent : animés de l'esprit de discipline et d'obéissance, ne cédant qu'au nombre et, malgré le nombre, se ralliant toujours et se reformant pour de nouvelles attaques, ils finirent, à force de courage, par faire plier l'adversaire[1]. Aussi étaient-ils accablés de fatigue et incapables de toute poursuite.

On adresse ordinairement trois reproches au prince de Cobourg. Il n'a pas suivi l'épée aux reins l'aile gauche de Miranda battue et démoralisée ; il n'a pas jeté dès le soir même dans la petite Geete les colonnes chassées de Neerwinden et d'Overwinden ; enfin, il devait inquiéter davantage, au lendemain de la bataille, le centre et l'aile droite des Français dans leur marche rétrograde. Mais Cobourg était tout ému d'une victoire si chèrement payée. Il voyait son armée épuisée par tout un jour d'efforts et il avait perdu près de 3,000 hommes[2] dont 97 officiers, entre autres le major O'Donell et le colonel Gruber du régiment de Sztarray. Les attaques furieuses et multipliées de l'adversaire lui imposaient et le rendaient soucieux du lendemain. Tauenzien n'écrivait-il pas au roi de Prusse que les Français avaient assailli les Autrichiens avec une incroyable vivacité, que l'issue

[1] On ne cite ici que le régiment Sztarray ; trente médailles d'or et cent vingt-six médailles d'argent furent distribuées aux soldats en récompense de leur extraordinaire bravoure.

[2] 97 officiers, 2,762 soldats, 770 chevaux.

du combat était très douteuse et que Dumouriez reviendrait peut-être à la charge[1] ?

Si l'on étudie de près les dispositions de Dumouriez, on reconnaîtra qu'il voyait juste en portant son principal effort sur l'aile gauche des Autrichiens. Mais il avait mal choisi son point d'attaque. Il crut que la Tombe de Middelwinden était une position avantageuse parce qu'elle était élevée, et il s'obstina, sous le feu meurtrier de l'artillerie autrichienne, à prendre les villages peu abordables de Neerwinden et d'Overwinden. Il aurait dû pousser plus à droite, et, après avoir reconnu la contrée et sondé les chemins, franchir la petite Geete dès la pointe du jour, non pas à Esemael et à Neer-Heylissem, mais à Op-Heylissem, à Hampteau, à Linsmeau, à Pellaines, et diriger ses colonnes, en les couvrant d'un rideau d'avant-gardes, sur la Tombe de Wamont. Il tournait ainsi l'aile gauche des Impériaux et rejetait sûrement le prince de Cobourg sur la route de Saint-Trond.

Mais Dumouriez attaquait toujours de front et suivant l'ordre parallèle. Il avait attaqué de front à Jemappes, et c'étaient ses soldats qui, de leur propre inspiration, avaient tourné le village. Il avait marché tout droit sur Bruxelles et sur Liège. Pareillement, à Neerwinden, il ne pensa pas à tourner la gauche des ennemis et il aborda de front leur position.

Une autre faute de Dumouriez, plus grave encore, fut de laisser l'armée de Hollande à Mœrdijk et le corps d'Harville à Namur, au lieu de les appeler à lui, au lieu de ramasser et de jeter hardiment sur le champ de bataille de Neerwinden tout ce qu'il avait de troupes. Il

[1] « La bataille, rapporte Langeron, demeura longtemps indécise, et les Autrichiens furent plusieurs fois au moment de la perdre. »

rassemblait ainsi 60 à 70,000 hommes et, par la seule supériorité du nombre, il écrasait Cobourg. Mais on ne connaissait pas encore cette audacieuse stratégie qui néglige l'accessoire pour concentrer toute sa puissance sur l'essentiel et qui ose s'affaiblir elle-même et se dégarnir en quelques endroits pour diriger contre un seul point la vigueur d'un invincible effort. Dumouriez, si entreprenant, si téméraire, si génial, avait, de même que tous les généraux de son époque, la manie des détachements. Comme Brunswick, comme Cobourg, il divisait ses forces et ne savait pas les réunir à propos[1].

On louera toutefois la bravoure, l'énergie, l'obstination qu'il montra dans les deux journées du 18 et du 19 mars, entraînant son armée à l'assaut des villages, et la maintenant en face de l'ennemi sous la plus vive canonnade, réparant le désordre de sa droite et de son centre, poussant sa gauche contre Wommersom avec un beau désespoir, et par sa rapide décision conjurant le désastre.

Miranda prétendit plus tard que Dumouriez l'avait sacrifié. Mais les obstacles qu'il devait surmonter n'étaient pas aussi considérables qu'il l'a dit, et les rapports autrichiens démontrent qu'il avait bien plus de monde que l'archiduc Charles. Il fut vaincu parce qu'il ne sut pas, comme Dumouriez, comme Valence, comme le duc de Chartres et Dampierre, entraîner le soldat. Il avait du talent, du sang-froid, du courage, les aptitudes nécessaires pour comprendre les grandes opérations et les conduire. Mais il n'était nullement fait pour commander à des Français, et ses troupes se défiaient de lui. Aussi

[1] Cf. outre Jomini et Boguslawski, De La Barre Duparcq, *Portraits militaires*, 259.

ne put-il les rallier, et fut-il enveloppé dans le tourbillon de la déroute et emporté jusqu'à Tirlemont où il se trouvait dès sept heures du soir.

On doit ajouter que ses bataillons n'étaient pas les meilleurs de l'armée. La division de Miaczynski, qui donna le signal de la débandade, avait fui deux jours auparavant dans les bois de Louvain. Miranda lui-même reconnaît « la conduite honteuse et coupable de trois ou quatre corps commandés par de mauvais officiers [1] ».

Telle était la véritable cause de la défaite. « Tant que nous ne ferons pas de grandes réformes dans les armées, avouait Tardy après l'échec du 1er mars, nous n'aurons jamais de succès solides. » A Neerwinden, comme à Aix-la-Chapelle, les volontaires sont responsables du désastre. « Le plus grand nombre, disaient Ruault et Champmorin, nous a lâchement abandonnés, quelque effort que nous ayons fait pour les rallier. » Dumouriez ne cacha pas l'indignation que lui inspirait leur conduite. « Les volontaires, écrivait-il, manquent d'officiers expérimentés », et il proposait la suppression du mode d'élection : « L'élection ne donne pas le talent, ne commande pas la confiance, n'obtient pas la subordination [2] »

Il déclara dans une proclamation que la gauche n'avait tenu nulle part et le forçait à *lâcher sa proie* ; « si toute l'armée se livrait à de pareilles terreurs, je donnerais ma démission plutôt que de défendre si mal la cause de la liberté française ». Il ordonna que tout officier qui s'écarterait de sa troupe serait chassé et rasé, et prononça la peine de mort contre tout officier ou soldat qui

[1] Cf. Rojas, *Miranda*, 127-129, 274.

[2] Lettre du 19 mars ; *Mon.*, 22 mars 1793. Camus approuvait le général et dénonçait, lui aussi, l'élection comme un *grand mal*.

fuirait en criant à la trahison ou qui serait convaincu de meurtre ou de vol[1]. La Convention décréta de semblables mesures : tout militaire qui rentrerait à l'intérieur de la République serait aussitôt arrêté et renvoyé à l'armée ; les volontaires qui abandonneraient leurs drapeaux subiraient les mêmes peines que les soldats de ligne ; les municipalités devraient équiper et entretenir autant de volontaires qu'elles accueilleraient de fuyards[2].

V. Le 20 mars, Dumouriez quitta Cumptich et s'établit à Bautersem. Il y prit de nouvelles dispositions. « Sa retraite, dit Langeron, se faisait avec lenteur et avec fermeté. » Neuilly s'établit à Jodoigne et sur la lisière de la forêt de Soignes pour couvrir le sud de Bruxelles. Harville jeta 2,000 hommes dans le château de Namur et eut ordre de se tenir prêt à marcher.

Mais le lendemain, Dumouriez apprenait la prise de Diest. Ses *Mémoires* reprochent à la garnison d'avoir mal fait son devoir. Elle se défendit avec bravoure, quoique la place fût mauvaise et qu'en vingt endroits au moins, la cavalerie pût monter au galop sur les fortifications. Durant cinq heures, Saint-Victor qui commandait la ville, et le colonel Beaulieu, le premier sur les remparts, le second au village de Schaffen, arrêtèrent les troupes de l'Autrichien Mylius. Enfin les hussards de Blankenstein et de Loudon forcèrent une des portes ; Saint-Victor fut pris avec une cinquantaine d'hommes. Beaulieu avait abandonné Schaffen pour rentrer dans la place ; il se hâta de sortir par la porte opposée et gagna Malines[3].

[1] 20 mars, du camp de Cumptich, *Mon.*, 29 mars 1793.

[2] Décret du 22 mars, *Mon.*, 24 mars 1793.

[3] Beaulieu à Beurnonville, 21 mars 1793 (A. G.) ; Porth, *Neerwinden*, 368.

Dumouriez se replia sur Louvain et une dernière fois jeta les dés du sort. Il avait placé Champmorin à Pellenberg, Lamarche sur la hauteur de Corbeek, Le Veneur dans les bois de Meerdael et à Bierbeek. Dampierre s'étendait jusqu'à Florival et se liait avec Neuilly qui campait à Tombeek, sur la route de Wavre, à la pointe de la forêt de Soignes, avec 6,000 hommes pour protéger à la fois Bruxelles et le flanc droit de l'armée [1].

Le 21 mars, après un jour de repos, les Autrichiens assaillirent Dumouriez dans sa nouvelle position. Benjowsky attaquait le Pellenberg ; Cobourg, le village de Bierbeek et le bois de Molendael ; Clerfayt, la forêt de Meerdael. Le combat fut glorieux pour les Français qui maintinrent l'honneur de leurs armes et reçurent les Impériaux par le feu le plus vif de mitraille et de mousqueterie. « Le général, disait un ordre du jour, a été très satisfait de la confiance que les soldats auxquels il a individuellement parlé, lui ont témoignée. Mais c'est de l'armée entière qu'il attend cette confiance. Il faut montrer aux ennemis que nous sommes les mêmes Français qui ont vaincu à Jemappes, à Anderlecht, à Liège. »

Le 17e régiment, ci-devant Auvergne, commandé par Dumas de Saint-Marcel, ne recula qu'après une résistance acharnée ; aidé du 1er bataillon de Mayenne-et-Loire et du 2e bataillon de Saône-et-Loire, il reprit un instant le village de Blanden et enleva deux pièces de canon qui furent menées en triomphe à Louvain [2].

Champmorin qui montra, dit Dumouriez, autant de courage que d'intelligence, ne put être délogé du Pellen-

[1] Duval à Beurnonville, 21 mars 1793 (A. G.).

[2] Le Veneur à la Convention, 30 mars 1793 (A. N. C. 251) ; il avait offert six louis de récompense pour chaque pièce ; les trois bataillons offrirent les douze louis en don patriotique à la Convention.

berg et y lutta pendant sept heures. Quelques-uns de ses bataillons se signalèrent par leur vigueur opiniâtre. Le 1er de la Manche, entre autres, fit preuve d'une bravoure extraordinaire. Valhubert commandait ce bataillon qui ne comptait plus que 350 hommes. Vers la fin de la journée, il résolut de *foncer* et d'étonner l'ennemi par l'impétuosité du choc. Il ordonne de battre la charge. Le bataillon s'élance, franchit trois ravins qui le séparent de l'adversaire, fait au troisième ravin une décharge à bout portant et, après avoir perdu plus du tiers de son monde, aborde les Autrichiens et se jette dans leurs rangs à coups de baïonnettes. Les Impériaux s'enfuirent et jusqu'à la nuit tombante, le bataillon de la Manche garda la hauteur. Il avait eu 153 hommes tant tués que blessés. Mack demandait avec admiration quelle était cette « troupe bleue » si vaillante, et Dumouriez promit à Valhubert que le bataillon recevrait, pour les encadrer, les cinq cents premières recrues qui viendraient à l'armée [1].

Mais à quoi servait l'intrépidité du 17e régiment et des volontaires de la Manche ? Sur un autre point du champ de bataille, Lamarche perdait la tête et, malgré les prières de Montjoye et de Barrois, se retirait de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain. Aussitôt Le Veneur, sans même attendre les instructions de Dumouriez, passait la rivière. Champmorin dut abandonner le Pellenberg, et le soir même les Autrichiens entrèrent dans Louvain [2].

[1] Valhubert à la Société républicaine d'Avranches, 22 avril 1793 (A. G.).

[2] Ce combat est peu connu ; mais, comme dit Dewez (*Hist. gén. de la Belgique*, VII, 194), il fut « très sanglant » et il y eut « attaque terrible et défense opiniâtre » ; cf. les *Mém.* de Dumouriez ; Witzleben, *Coburg ;* Porth, *Neerwinden.*

Ce fut le dernier effort de Dumouriez, la grande et suprême bataille après laquelle il n'y a plus de ressources. Le général jugea désormais sa position très critique, mais, comme il disait, « pas tant par elle-même que par le côté moral[1] ». Malgré les décrets et les proclamations, le désordre était partout. « Certains corps se conduisent à merveille, écrivait Duval, mais vous n'avez pas l'idée du découragement de certains autres. » Ceux-ci laissaient aux mains de l'ennemi des farines qu'ils auraient dû jeter dans la rivière ; ceux-là s'enfuyaient à la vue de quelques hussards et abandonnaient sur le canal de Louvain des bateaux chargés de blessés. Pendant deux jours, le 19 et le 20 mars, Dampierre avait recueilli et comme abrité dans sa division trois bataillons de volontaires, un bataillon d'infanterie légère et deux régiments de ligne, le 38e et le 94e; tous lui disaient qu'ils étaient égarés et ne recevaient aucun ordre. Mais que de soldats isolés s'éloignaient ou restaient dans les villages et ne reparaissaient plus à leur corps ! « Les dispersions et les désertions, assure Gobert, étaient sans nombre[2]. »

Beurnonville autorisait alors Dumouriez à tout faire pour sauver l'armée, à commander des souliers à quelque prix que ce fût, à « déployer les mesures les plus sévères pour arrêter les vols et les brigandages qui avaient aliéné l'esprit des habitants de la Belgique ». Il était trop tard. Dumouriez espérait qu'à la voix de Neuilly, les charbonniers de la forêt de Soignes prendraient les armes. Il re-

[1] Dumouriez à Duval, 22 mars 1793 (A. G.).

[2] Duval à Beurnonville, 20 mars 1793 : mémoire de Gobert (A. G.) ; Dumouriez, *Mém.*, IV, 110-111 ; Le *Batave*, 29 mars (lettre de Mons) du 26 : « Il faudra que la Convention prenne un parti violent contre ces *Français bâtards ;* il est impossible de compter sur le moindre succès tant que les choses seront sur ce pied. »

connaissait que l'esprit des Brabançons était plutôt autrichien que contre-révolutionnaire; « malgré les actes de réunion et toutes les homélies sur la liberté, les gens du pays ne sont pas pour nous ». Que pouvait-il faire? Obligé sans cesse de changer ses ordres et ses plans, ne connaissant ni la force ni la position de ses différents corps, manquant de moyens pour assurer l'obéissance et punir l'insubordination, dépendant de ses lieutenants et n'osant leur reprocher leurs fautes de peur de les dégoûter entièrement ou d'en faire de dangereux ennemis, ne comptant plus sur ses officiers et n'ayant d'espoir que dans la bravoure emportée de soldats mutins, raisonneurs, prompts à se débander et rebutés par une longue suite d'échecs et de retraites, voilà Dumouriez après Neerwinden et Louvain. « On ne peut défendre les Pays-Bas que par des batailles, disait-il, et on ne peut donner des batailles qu'avec une armée. » Mais la foule de soldats de ligne et de volontaires qu'il menait avec lui, ne tenait-elle pas d'un troupeau plutôt que d'une armée? Il résolut d'abandonner les Pays-Bas et de regagner les places fortes du nord [1].

Le 23 mars, au soir, le surlendemain de Louvain, le colonel Montjoye se présentait au quartier-général autrichien, à Vlierbeek. Il venait recommander les prisonniers et les blessés à la générosité du vainqueur. Mais il pria Cobourg de ne plus faire de grandes attaques et de laisser les Français se retirer tranquillement sur Bruxelles; Dumouriez, de son côté, ne chercherait pas à livrer ba-

[1] Beurnonville à Dumouriez, 20 mars; Dumouriez à Duval, 22 mars 1793 (A. G.) et *Mém.*, IV, 111-112. « Tous les désordres de l'hiver, écrivait Valence le 25 mars, tous les dégoûts et les privations de tout genre ont mis dans l'armée une insouciance, une indiscipline et un désordre qui me mettent au désespoir. »

taille, il évacuerait Bruxelles sur-le-champ, et, une fois hors de cette ville, s'entendrait avec le prince sur les faits ultérieurs.

Cobourg se hâta d'accepter cet armistice tacite; mais, ajoutait-il, il comptait bien que les Français évacueraient entièrement la Belgique. Ce dénouement inattendu le remplissait de joie. Ignorant le déplorable état de notre armée, convaincu qu'elle avait encore la supériorité du nombre, navré de la bataille de Louvain qui lui coûtait 43 officiers et 1,212 soldats, intimidé par la vigoureuse contenance de Dumouriez, toujours méfiant de l'avenir, il ne cessait de dire qu'il était trop faible, *ich bin zu schwach*, et que sa petite armée était fatiguée, *fatigirt*. Il n'osait se porter sur Bruxelles et attendait avec impatience les renforts de Brunswick-Œls. Mais plus circonspect encore et plus timide que Cobourg, le duc hésitait, tergiversait, objectait qu'il lui était impossible de quitter la Hollande. En vain Cobourg lui envoyait courrier sur courrier, le conjurait de venir à son secours : « mon destin dépend de vous, et je vous prie par tout ce qui est sacré et par le bien de nos deux souverains de marcher sans délai sur Lierre et de là sur Malines. » Brunswick-Œls répondait qu'il ne pouvait quitter sa position : il ne manquerait pas de venir dès qu'il serait relevé par les troupes du duc d'York et du prince d'Orange ; mais, ajoutait-il, le duc d'York attendait trois régiments anglais qui n'avaient pas encore débarqué, et 6,000 Hanovriens qui ne seraient rassemblés à Nimègue que le 12 avril; quant au prince d'Orange, il « donnait de la jalousie » à l'armée française en Hollande et n'avait pas ses coudées franches. Le 23 mars, après Louvain, Cobourg écrivit au duc sur un ton plus inquiet, plus pressant ; il le suppliait d'opérer par Lierre et Malines sur le flanc gauche de l'ennemi ;

« sinon, disait-il, je ne puis pénétrer plus avant et l'adversaire, déjà bien supérieur en nombre, se renforcera de son armée de Hollande, tombera sur moi et me battra ». Brunswick-Œls se contenta d'envoyer au colonel Mylius le tiers de ses troupes, 4 bataillons, 7 escadrons et une batterie. « Les Prussiens, mandait Tauenzien avec amertume à Frédéric-Guillaume II, n'ont pas pris part aux lauriers de l'armée impériale, et le duc de Brunswick n'a pas fait un pas en avant. » Frédéric-Guillaume II, mécontent, remplaça Brunswick-Œls par Knobelsdorf [1].

La promesse donnée à Montjoye fut exécutée. Cobourg n'envoya plus à la suite de l'armée française que de faibles avant-gardes, et Dumouriez put se retirer « lentement et avec décence » jusqu'à la frontière. Après la journée du 21 mars, le vaincu de Neerwinden et de Louvain avait rallié tant bien que mal ses divisions sur les hauteurs de Cortenbergh, à mi-chemin de Bruxelles. Il envoya Lamarche à Douai « soigner sa santé » et donna le commandement de l'avant-garde à Vouillers. Cette avant-garde devenait l'arrière-garde ; elle était formée de toute la cavalerie et de 25 bataillons, les meilleurs de l'armée ; et, avec une fière abnégation, elle protégea le reste des troupes qui marchaient en avant, sans ordre, sans discipline. « Je ne puis pas encore reconnaître, écrivait Dumouriez, quels sont les bataillons absents ; c'est une bande de loups qui fuient comme des moutons [2]. »

Le 24 mars, après avoir campé derrière la Woluwe, les Français traversèrent Bruxelles. La population ne les regretta pas. Les derniers actes des commissaires de la

[1] Dohna, 84-103 et 120.

[2] Lettre d'Ath, 25 mars (2e rapport des commissaires, 148).

Convention l'avaient exaspérée. Ils reconnaissaient dans une proclamation que leurs agents commettaient des « excès infiniment repréhensibles » ; mais ils mettaient Chépy en liberté et envoyaient des otages dans le département du Nord; Dumouriez, disaient-ils, n'avait pas d'ordres à donner aux commissaires. Ils destituaient le capitaine Laugeois, du 2e bataillon de l'Eure, qui n'avait pas empêché les profanations de Sainte-Gudule; mais, deux jours après, ils le rétablissaient dans son grade. Ils ordonnaient la restitution de l'argenterie; mais ils ne rendaient que quelques calices; tout le reste avait été hâtivement brisé et mis en lingots [1].

Le dernier Français avait à peine quitté Bruxelles, que le peuple brûlait sur la Grande-Place l'arbre de la liberté et traînait le bonnet rouge dans la boue. Cobourg, l'archiduc Charles, le comte de Metternich-Winnebourg virent accourir à leur rencontre une foule immense qui poussait des cris de triomphe. Tout le Brabant applaudit avec transport le retour des Autrichiens. La municipalité de Namur, impatiente de revoir ces Impériaux naguère si détestés, envoyait une députation au général le plus voisin et le priait de se hâter, de délivrer au plus tôt la ville de la *tyrannie* et du *brigandage* des Français [2].

Le pays entier fêta pareillement les Prussiens de Knobelsdorf. Les villes les recevaient au son des cloches et donnaient en leur honneur des banquets et des bals. Les paysans leur apportaient des branches vertes pour en orner leurs chapeaux et les accueillaient au bruit des salves de mousqueterie et aux cris de *Vive le roi de Prusse* [3] *!*

[1] Rec. Aulard, II, 366-367; 2e rapport, 142 et 203.
[2] Borgnet, II, 265-266, et Levae, 369-371.
[3] *Der Feldzug der Preussen*, 234. Les Belges, disait tristement

Le 25 mars, l'armée française campa derrière la Dendre, et de la petite ville d'Ath où s'établissait le quartier général, Dumouriez dictait à ses lieutenants leurs derniers mouvements sur le sol belge. Ordre à Harville d'évacuer entièrement Namur et ses forts, d'enclouer les canons et de se retirer avec son petit corps d'armée en deux colonnes, l'une sur Givet où commanderait le lieutenant-général Bouchet, l'autre sur Maubeuge. Ordre à Neuilly de se rendre à Mons. Ordre à O'Moran de quitter Tournai pour prendre le commandement de Dunkerque et faire un camp retranché sur la hauteur de Cassel. Ordre à La Marlière de venir à l'armée des Ardennes, comme chef d'état-major ; ordre à Ruault de relever La Marlière et de conduire ses troupes et celles de Westermann à Anvers. Ordre à de Flers de défendre Geertruidenberg et Bréda. Ordre à Berneron de se jeter dans la citadelle d'Anvers avec 2,000 hommes et des vivres pour six mois. Ordre à Marassé de ramener toute l'armée de Hollande par Gand et Courtrai, en longeant l'Escaut et de camper à Harlebeke, derrière la rivière [1].

Dumouriez était donc dans une situation encore imposante. Son armée allait, le surlendemain au plus tard, prendre dans la plaine d'Antoing le même campement que l'armée de Louis XV à Fontenoy [2] et, rangée en demi-

Prudhomme, « dégoûtés de notre gouvernement par la mauvaise conduite des nôtres, ont ajouté foi aux promesses de leurs anciens tyrans ; ils se sont joints a eux pour nous chasser de leurs contrées » (*Rev. de Paris*, n° 195, p. 98).

[1] Marassé et Valence à Beurnonville, 23 et 25 mars ; Dumouriez à Harville, 24 mars ; Pierre Thouvenot à Dumouriez, 26 mars (A. G.) ; Dumouriez à La Marlière, 22 mars (A. N. T. 922) ; *Mém.*, IV, 117-120.

[2] Gobert, mémoire (A. G.).

cercle, tenant Geertruidenberg, Bréda, Anvers, Courtrai, Tournai et Mons, appuyant sa droite à Maubeuge et conservant par sa gauche ses communications avec les forteresses de Hollande, elle occupait derrière l'Escaut une ligne de défense que Mack jugeait excellente [1]. Mais Dumouriez ne garda pas longtemps cette position ; déjà sa trahison commençait.

[1] *Oesterr. milit. Zeitschrift,* 1865, p. 5, note 1.

CHAPITRE IV

LE COLONEL MACK

I. Desseins secrets de Dumouriez. — Plan de restauration. — II. Le Comité de défense générale et la lettre du 12 mars. — Danton et Delacroix à Louvain. — Lettre du 20 mars. — L'entourage du général. — Valence. — Le duc de Chartres — Miranda mandé à la barre. — III. Entrevue d'Ath. — IV. Evacuation de la Belgique et de la Hollande. — Entrevue de Tournai : Dubuisson, Proli, Pereyra. — Entretien de Dumouriez et de Goguet. — V. Les commissaires à Lille. — Leur correspondance avec le général. — La retraite terminée.

I. La France, Paris, l'Assemblée applaudirent aux conquêtes de Dumouriez en Hollande. Barbaroux écrivait qu'une nouvelle carrière s'ouvrait à sa gloire [1]. Bancal le voyait déjà dans Amsterdam [2]. La Montagne, toujours en réserve et en garde contre lui, cherchait néanmoins à se l'attacher et lui faisait des avances. Danton et Robespierre s'unissaient pour louer son génie et disaient, presque dans les mêmes termes, que son intérêt personnel était attaché au succès des armes françaises et à la splendeur de la République. Dans la séance du 12 mars, une députation de la section Poisson-

[1] Barbaroux, *Mém.*, 482.
[2] Mége, *Bancal,* 260.

nière somma la Convention de mettre Dumouriez et son état-major en accusation. Delacroix, Barère, Marat prirent la défense du général. « La République, s'écriait Delacroix, saura un jour ce qu'elle lui doit de reconnaissance ! » Barère glorifiait le vainqueur de l'Argonne et de Jemappes : dans une république, le roc Tarpéien touchait au Capitole, mais Dumouriez n'était monté qu'au Capitole, et la roche Tarpéienne attendait ses dénonciateurs. Marat déclarait que Dumouriez était lié au salut public par ses propres victoires et que le mettre en accusation, c'était ouvrir aux ennemis les portes de la France. Le même jour, aux Jacobins, Billaud-Varennes, Desfieux, Jeanbon Saint-André rendaient à Dumouriez le même hommage chaleureux : Billaud assurait qu'il n'était pas homme à trahir et à se couvrir d'infamie ; Desfieux, qu'il se comportait bien et avait besoin de confiance ; Saint-André, que la malveillance seule excitait les soupçons qui l'entouraient [1].

La Gironde renchérissait sur la Montagne. Isnard rappelait dans la séance du 12 mars que Dumouriez avait sauvé la République dans les plaines de Champagne et qu'il faisait pâlir les puissances du nord. L'organe des brissotins, le *Patriote français*, revendiquait Dumouriez, le proclamait Girondin. « La faction, disait Girey-Dupré, croit par d'indignes flagorneries mettre dans son parti un homme qu'elle craint ; elle le flatte, mais Dumouriez ne mêlera pas ses lauriers avec les cyprès des anarchistes ; il aime la gloire, il ne voudra point partager leur infamie ; il aime la patrie, il ne voudra pas la perdre pour eux, il la sauvera avec les républicains [2]. »

[1] *Mon.*, 12, 13, 14, 15 mars; journal des jacobins, séance du [illegible] mars 1793.

[2] *Patriote français* 12 mars 1793.

Mais Dumouriez s'était juré d'abattre la République. Ses démêlés avec Pache et Cambon, les outrages impunis de Marat, les violences des commissaires en Belgique, tout l'avait outré, tout le dégoûtait d'un régime qui n'était plus à ses yeux qu'un régime d'incohérence et d'anarchie Dès le 13 décembre 1792, il traitait la Convention de « tribunal inquisitorial » et traçait un *hideux* tableau de la République : on encourageait les dénonciations ; personne n'était sûr de son état ; un agent public se voyait enlever fonctions et honneurs avant de passer en jugement ; on vivait « dans un temps de proscription, de démence et de méchanceté, aux siècles de Tibère et de Néron [1] ».

Un instant, il avait cru que la France éblouie se jetterait dans ses bras, et il rêva la dictature. La Sonde et Noël étaient dans la confidence. « Il me semble, lui mandait Noël le 11 janvier 1793, que tous les bons citoyens, sans idolâtrie pour un homme, doivent avoir un grand penchant à se ranger avec celui sans qui la France serait divisée en provinces autrichiennes et prussiennes ; c'est à Sainte-Menehould, c'est à Jemappes que l'empire a été sauvé ; le héros de Grandpré et de Mons vaut, à mon sens, les Marat et les Brissot [2]. »

Il comprit bientôt qu'il ne pourrait se rendre souverain, se pousser aussi haut que César ou Cromwell. Il n'avait pas fasciné l'opinion ; il se sentait environné de défiances, surveillé de près par les Jacobins, et instinctivement, il comprenait que la France n'était pas dans une de ces crises où une nation en détresse attend son salut d'un soldat heureux.

[1] Rojas, *Miranda*, 21-22, et Dumouriez à Le Brun, 18 déc. 1792 (A. E.).

[2] Noël à Dumouriez, La Haye, 11 janvier 1793 (A. N. F^7 4598).

Fait pour la vie des cours, convaincu que la monarchie était le seul régime sous lequel il pourrait tout mener et tout diriger, certain d'être le connétable de la royauté nouvelle, Dumouriez devint dans le secret de son cœur contre-révolutionnaire. Les ministres, les députés le voyaient avec joie s'enfoncer en Hollande. L'expédition, disait Le Brun, « offrant à ce génie brûlant et dévoré du besoin d'agir une longue perspective de combinaisons et de combats, le rendra plus indifférent sur les événements de la Belgique et nous le ramènera, ne serait-ce que par insouciance. » Les commissaires de la Convention le rencontrèrent à Bruges et à Anvers ; il ne respirait que la guerre et leur assura même qu'il ferait exécuter, quoiqu'à contre-cœur, le décret du 15 décembre. Mais un mot les inquiéta. Ils refusaient de dîner avec lui : « Eh bien ! leur dit Dumouriez en riant, je vous invite à Amsterdam, mais à condition que vous ne viendrez pas en commissaires ; je ne veux en Hollande ni décret du 15, ni commissaires de la Convention, ni commissaires nationaux, ni clubs [1]. »

Il avait fait, en effet, son plan de restauration, et ce plan dépendait de la conquête des Provinces-Unies. Il voulait incorporer dans ses troupes de ligne les bataillons hollandais qui « seraient fort aises de l'avoir pour général ». Puis il entrait dans la Belgique, la délivrait de ses *tyrans conventionnaux* et du décret du 15, et ralliant les levées belges, il repoussait les Autrichiens sur l'autre rive du Rhin. Il formait alors une république des dix-sept provinces, ou bien il unissait les Belges et les Bataves par une alliance offensive et défensive, et, à la tête d'une armée « innombrable et invincible », il

[1] Le Brun, Rapport du 1er avril (A. E) ; 2e rapport des commissaires, 131-132 ; Rojas, *Miranda*, 70-71.

marchait sur Paris pour détruire la République, rétablir en France une loi et un roi, dicter la paix à l'Europe [1].

L'expédition de Hollande avorta, et Dumouriez revint en Belgique, grinçant des dents, frémissant de rage, exhalant l'invective contre la République. « Son projet, écrit Meillan, avait échoué ; il s'irrita, se porta aux dernières extrémités [2]. »

II. La lettre du 12 mars était donc une déclaration de guerre à la Convention. Cette lettre que les contemporains jugèrent *très forte* et que Delacroix et Albitte qualifiaient de *dictatoriale,* fut remise le 14 mars à Bréard qui présidait la Convention en l'absence de Gensonné. Mais Bréard n'ose la lire publiquement et la porte au Comité de défense générale. Un vif débat s'engage ; Barère et Robespierre demandent qu'elle soit communiquée à l'assemblée. Mais Delacroix s'oppose de toutes ses forces à la lecture. « Si j'étais président, dit-il, je ne balancerais pas à garder la lettre ; dès que la Convention en aura connaissance, elle portera contre Dumouriez un décret d'accusation, et j'aime mieux que ma tête tombe que celle du général. » Danton appuie énergiquement Delacroix et s'écrie que Dumouriez « a perdu la tête en politique » ; mais qu'il « conserve tous ses talents militaires ». — « Il faut pourtant examiner sa conduite », interrompt Robespierre. — « Il faut même l'arrêter »,

[1] Vivenot-Zeissberg, *Quellen*, III, 4 (entretien avec Starhemberg) ; Dumouriez, *Mém.*, IV, 12-14.

[2] Meillan, *Mém.*, 32 ; Rojas, *Miranda*, 270 (« il apportait de Hollande une nouvelle doctrine ») ; Mercier, *Nouveau Paris*, I, 170 « il n'est devenu traître qu'après un grand revers » ; 2e rapport, 133 « dépit d'avoir abandonné la brillante expédition de Hollande ». Le Brun, Rapport du 1er avril (A. E.) « la douleur de voir ses vastes plans en Hollande avortés ».

insinue Barère. — « Non, reprend Danton, nous ne devons prendre aucune mesure contre lui, tant qu'il est en présence des ennemis et dirige la retraite de l'armée. Mais nous pouvons lui dépêcher un de ses amis, Gensonné, Guadet; nous pouvons, pour lui ôter tout soupçon, lui envoyer des commissaires qui seront pris dans les deux partis de la Convention. Ou nous le guérirons momentanément, ou nous le garroterons ». Le Comité de défense approuva Danton et le chargea, ainsi que Delacroix, de se rendre auprès du général. « Je réponds, dit Danton en partant, de le faire rétracter avant huit jours ou de vous l'amener pieds et poings liés [1]. »

Danton et Delacroix virent Dumouriez à Louvain dans la nuit du 20 au 21 mars et s'entretinrent avec lui jusqu'à trois heures du matin. Ils le conjurèrent de rétracter sa lettre et mirent dans toute cette négociation « beaucoup d'esprit et de cajolerie ». Il consentit seulement à écrire au président de la Convention un billet de six lignes qui, sans être décisif, semblait annoncer une rétractation prochaine : les circonstances pouvaient modifier les mesures qu'il proposait dans sa lettre du 12 mars, et il priait la Convention de surseoir à tout rapport jusqu'à ce qu'elle eût reçu le résultat de ses conférences avec les commissaires. Danton et Delacroix revinrent à Bruxelles dans la matinée du 21 mars. Danton prit le chemin de Paris; Delacroix se rendit à Lille pour assister à la retraite de l'armée et mander les événements à son ami [2].

Dumouriez ne s'abusait pas sur le sort qui l'attendait.

[1] Meillan, *Mém.*, 30 ; *Mon* , 3 avril 1793 ; journal des Jacobins, séance du 7 avril.

[2] Dumouriez, *Mém.*, IV, 107 ; 2e rapport des commissaires, 134 ; *Mon.*, 25 mars 1793 ; *Rév. de Paris*, n° 194, p. 20-21.

On ne pouvait pour l'instant se passer de ses services, mais on se promettait de « sévir contre lui [1] ». Chépy jurait de le dénoncer à la fin de la campagne [2]. Albitte déclarait qu'une fois sa lettre publiée, il serait mis en état d'accusation [3] et Prudhomme, qu' « il faudrait éplucher sa conduite [4] ». Les *Annales patriotiques* le menaçaient ouvertement : « il nous présente aux Belges comme des spoliateurs, et sacrifie la dignité nationale au désir d'acquérir une grande influence personnelle; une victoire complète ne dispensera pas de l'examen ni de l'improbation [5] ». Lui-même avouait qu'il ne s'étonnerait pas d'être traduit à la barre, et de la barre à l'échafaud il n'aurait fait qu'un pas [6]. A diverses reprises les commissaires nationaux l'entendirent s'écrier pendant son séjour à Bruxelles : « Je sauverai la République et ensuite j'irai porter ma tête sous le glaive des lois [7] ! »

Mais il n'avait nulle envie de s'offrir au « glaive des lois », et lorsqu'il livrait bataille le 18 mars, il voulait non seulement sauver la Belgique, mais sauver sa propre vie. Battre les Autrichiens, c'était battre les Jacobins. Son armée victorieuse, grossie des bataillons belges et bataves, ferait la loi à la Convention [8].

Il fut vaincu, et deux fois vaincu, à Neerwinden et à Louvain. Mais sa défaite le confirma dans ses desseins.

[1] 2e rapport, 135.
[2] Chépy, *Compte-rendu à ses concitoyens.*
[3] Journal des Jacobins, séance du 17 mars 1793.
[4] *Rév. de Paris*, n° 194, p. 23.
[5] *Annales patriotiques.* 18 mars 1793.
[6] Rojas, *Miranda*, 270, et Durand-Maillane, *Mém.*, p. p. Lescure, 1881, p. 330.
[7] Gouget-Deslandres et Robert à Le Brun, 14 mars 1793 (A. G.).
[8] Dumouriez, *Mém.*, IV, 83.

Certain de ne pas trouver grâce et d'être bientôt proscrit, il disait tout haut qu'il ne remettrait jamais les pieds en France[1]. C'était le meilleur parti. Au lieu de passer la frontière et de marcher sur Paris en rebelle, il aurait dû donner sa démission et quitter l'armée[2]. Il aima mieux tenter le destin une fois encore. Il a, écrivait le perspicace Metternich-Winnebourg, « le désir de jouer un rôle et s'il éprouve des revers, il fera la contre-révolution[3] ». Persuadé que le sort de la guerre était fixé désormais, que la République touchait à sa ruine et que tôt ou tard les alliés entreraient à Paris, Dumouriez voulut prendre les devants, et, selon l'expression de Fersen, « se sauver de la chute générale et faire oublier ses torts par un grand service[4] ».

Huit mois auparavant, Lafayette qu'il appelait alors un *petit Sylla,* avait essayé de se révolter contre l'assemblée et de sauver la royauté. Dumouriez comptait être plus heureux que Lafayette. Il saurait obtenir la neutralité des Impériaux et, sûr de n'être pas attaqué sur ses derrières, triompher des Jacobins et restaurer la monarchie constitutionnelle.

L'idée d'un pacte avec les ennemis, même avec ceux qu'il avait nommés les « barbares » Autrichiens, était devenue familière à son esprit. Que de fois des émissaires lui avaient proposé le rôle de Coriolan! Pendant la campagne de l'Argonne, le baron de Breteuil et le comte de Moustier le sollicitaient en secret[5]. Tout récemment

[1] Rojas, *Miranda*, 164.

[2] Durand-Maillane, 331 ; *Minerva*, 1795, I, 522, lettre d'un officier français qui cite l'exemple de Lafayette.

[3] Ternaux, *Terreur*, VI, 512.

[4] Fersen, II, 417.

[5] *Inv. pruss.*, 294 ; *Retraite de Brunswick*, 76 ; *Réponse au Rapport de Camus*, 127.

Breteuil et Mercy projetaient de négocier sa défection. N'était-il pas « la pierre angulaire de l'édifice révolutionnaire » ? Ne devait-on pas se débarrasser à tout prix d'un adversaire qui « électrisait les hordes » de la France ? En échange d'une amnistie pour lui et les siens, d'une somme considérable, d'un grand commandement militaire, d'une brillante ambassade, il consentirait peut-être à livrer une ou deux places ou à se laisser faire prisonnier de guerre [1]. Fersen forgeait un plan semblable : Dumouriez, acheté par l'entremise de Talleyrand, aurait remis à l'Autriche les deux princes d'Orléans, Chartres et Montpensier, qu'elle eût échangés contre la famille royale. Comme beaucoup de ses contemporains, Fersen croyait que les révolutionnaires appartenaient à la faction d'Orléans, que le grand mouvement de 1789 n'était qu'une conspiration de Philippe-Egalité, et que Danton et ses amis s'empresseraient de délivrer la reine pour sauver « leurs princes [2] ».

Mais Dumouriez était trop habile pour prêter l'oreille aux ouvertures des émigrés. Il voulait, de même que l'année précédente en Champagne, traiter directement et sans intermédiaire aucun, sans les bons offices d'un Heymann, et il n'avait nullement, comme croyaient Breteuil et Fersen, l'idée de mettre sur le trône Philippe-Egalité ou le duc de Chartres. Il méprisait Philippe-Egalité et le regardait comme un scélérat [3]. Il aimait le

[1] Ternaux, *Terreur*, VI, 491-497.

[2] Fersen, II, 62-63, 66, 403-404. « On nous avait assurés, disait Delacroix à la Convention (*Mon.*, 5 avril 1793) que Dumouriez nous ferait arrêter, Danton et moi, pour nous échanger contre la ci-devant reine et son fils. » C'est, en somme, ce qui arriva. Les conventionnels prisonniers furent échangés en 1795 contre Madame Royale.

[3] Mot de Dumouriez à Fersen (*Fersen*, II, 70) et déclaration du 20 avril 1793 (*Mon.* du 17 mai).

duc de Chartres; « celui-là, disait-il, ne ressemble en rien à son père »; mais il savait que l'Autriche et la Prusse ne reconnaîtraient d'autre roi que Louis XVII.

Les officiers qui formaient son entourage, approuvaient ses desseins. Presque tous regrettaient la royauté et en souhaitaient le retour. Il comptait sur Marassé, Ruault, Vouillers, Neuilly, Dumas de Saint-Marcel. Ses aides-de-camp et adjudants-généraux, Devaux, Montjoye, Arnaudin, lui étaient tout dévoués. Le maréchal de camp Berneron faisait vœu de le suivre. Un autre maréchal de camp, un des meilleurs officiers de l'armée, M. de Bannes, déclarait qu'on avait besoin d'un roi et qu'on l'aurait bientôt [1].

Le chef de l'état-major, Jacques Thouvenot, ne cachait pas son aversion pour la Montagne. « C'est un homme dangereux, écrivait Ronsin, et qui n'a pas l'âme républicaine; il dénigre la majesté du peuple, invective contre le Conseil exécutif, s'indigne contre le décret du 15 décembre [2]. »

Valence, si ardemment républicain, Valence qui applaudissait la journée du 10 août et la proposait en exemple aux nations, Valence ne parlait plus de la Révolution qu'avec amertume. « Elle se propagera par l'exemple du bonheur, disait-il à Le Brun, mais elle doit le donner. » Il était fatigué des « querelles honteuses » d'une assemblée qui devait donner une constitution à la

[1] Berneron à Dumouriez, 10 janv. 1793 (A. N. F[7] 4598) et déclaration de La Tailhède, 15 avril 1793 (A. G.).

[2] *Corresp.* de Ronsin, 34. Cf. le mot de Miranda « il ne possède ni les principes ni le républicanisme nécessaire » (Rojas, *Miranda*, 121). Les commissaires lui écrivaient en janvier qu'il devait « se tenir en garde contre l'incivisme de plusieurs fonctionnaires qui l'entouraient » (2e rapport, 30).

France. Enfin, il ne présageait plus que malheur et jugeait tout désespéré. N'était-on pas épuisé avant d'ouvrir la campagne? Savait-on même si l'on aurait des armes? La guerre qu'on avait déclarée au monde entier, ne s'enflammait-elle pas sur les frontières mêmes [1]?

Comme Valence, le duc de Chartres, d'ailleurs entièrement subjugué par Dumouriez, croyait la France réduite aux derniers abois. Il mandait à son père que « son *couleur de rose* était changé dans le noir le plus profond ». Il accusait la Convention de ruiner le pays : « Je vois la liberté perdue, je vois la guerre civile allumée, je vois des armées innombrables fondre de tous côtés sur notre malheureuse patrie, et je ne vois pas d'armée à leur opposer. Nos troupes de ligne sont presque détruites; les bataillons les plus forts sont de 400 hommes. Le brave régiment de Deux-Ponts (le 99e) est de 150 hommes et il ne leur vient pas de recrues; tout va dans les volontaires et dans les nouveaux corps. En outre, le décret qui a assimilé les troupes de ligne aux volontaires, les a animés les uns contre les autres. Les volontaires désertent et fuient de toutes parts; on ne peut pas les arrêter, et la Convention croit qu'avec de tels soldats elle peut faire la guerre à tout l'Europe! Je vous assure que, pour peu que ceci dure, elle en sera bientôt détrompée. Dans quel abîme elle a précipité la France [2]! »

Un seul officier-général, Miranda, ne s'attacherait pas

[1] Valence à Pache, 31 oct. 1792 (*Mon.*, 3 nov.); à Le Brun, 6 déc. 1792 (A. G.); au président de la Convention, 1er avril 1793 (*Lettres*, 13); à Beurnonville, 25 mars 1793 (A. G.).

[2] Lettre écrite de Tournai, 30 mars 1793, interceptée et lue à la Convention le 4 avril (*Mon.* du 7). Cf. sur le duc de Chartres et ses rapports avec Dumouriez, les *Mém.* de Brissot, 354-355 et sa lettre dubliée dans les *Annales patriotiques* du 14 nov. 1792.

à la fortune de Dumouriez. Ce dernier avait cru d'abord qu'il pouvait se fier entièrement à son « cher Péruvien ». Miranda épousait sa querelle contre Pache et Hassenfratz; il écrivait en sa faveur à Petion ; il s'affligeait avec lui des maux qui « agitaient et troublaient la pauvre République » ; il envoyait « bien des compliments » à Thouvenot, à Devaux, même à « notre cher Baptiste[1] ». Mais Miranda se piquait d'aimer la liberté comme on aime sa maîtresse, et peut-être ce protégé des Girondins aspirait-il au suprême commandement: Brissot, voulant « incendier les quatre coins de l'Europe », ne disait-il pas que Dumouriez ne convenait point à cette tâche et que Miranda était le « général de la chose », qu'il « entendait le pouvoir révolutionnaire[2] »? Dumouriez tâta Miranda quelques jours avant Neerwinden. « Que ferez-vous, si vous recevez l'ordre de m'arrêter? » — « J'obéirai en serviteur fidèle, mais l'ordre ne me sera pas donné, puisque Valence est mon ancien. » Une autre fois, Dumouriez lui insinua qu'il faudrait marcher sur Paris pour établir la liberté. « Le remède est pire que le mal, répondit Miranda, et certainement je l'empêcherai, si je peux. — Vous vous battrez contre moi ? — Sans doute, si vous vous battez contre la République. — Vous serez donc Labiénus ? — Labiénus ou Caton,

[1] Miranda à Dumouriez, 11 déc. 1792 et 3 févr. 1793 (A. N. F[7] 4598).

[2] Mallet du Pan, *Consid. sur la nature de la Révol. de France*, p. 37; De Pradt, 73 (« Miranda aspirait à supplanter Dumouriez »). Miranda refusait de se rendre à Saint-Domingue et de soulever l'Amérique espagnole. Il était candidat au ministère de la marine. Il approuvait le décret du 15 décembre. Plus tard il se liait avec Servan et les deux généraux réfutaient ensemble les *Mémoires* de Dumouriez ; tous deux étaient désignés par les Girondins comme les chefs futurs du pouvoir exécutif (*Corresp. de Mallet du Pan avec la cour de Vienne*, 1884, I, 257).

vous me trouverez toujours du côté de la République[1]. »

Mais la République ne voulait plus de Miranda. Déjà, lorsqu'il menait à Louvain les troupes débandées, l'adjudant-général Gobert le dénonçait au conventionnel Becker comme inepte ou traître, et, dans les deux cas, comme incapable de servir la République, et comme « l'auteur de notre honte[2] ». Un soldat informait le club des Jacobins que Miranda « vendait son armée et la livrait à la boucherie[3] ». Anacharsis Cloots attribuait le désastre d'Aix-la-Chapelle à cette créature de Brissot[4]. Chépy l'estimait encore, mais, de même que Liébaut, lui reprochait de déplaire aux troupes[5]. Albitte s'indignait qu'un « Espagnol » pût conduire des Français et proposait de décréter qu'aucun étranger ne commanderait les armées de la République[6]. Enfin, les commissaires de la Convention l'accusaient tout bas de légèreté ou de malveillance. Il leur promettait, après l'échec du 1er mars, d'arrêter les Impériaux ; il jugeait le retour de Dumouriez inutile, et, à l'en croire, grâce aux mesures qu'il avait prises, Liège, Tongres, Saint-Trond étaient imprenables. Or, malgré ces belles assurances, il n'avait cessé de reculer, d'abandonner ses positions l'une après l'autre, d'imprimer à la retraite le désordre et la précipitation d'une déroute ! Neerwinden acheva de le perdre dans l'esprit des commissaires. Devant Delacroix et

[1] Rojas, *Miranda*, 271.

[2] *Mémoire* (imprimé) de Gobert, 5-6.

[3] Journal des Jacobins, séance du 11 mars 1793.

[4] *Le Batave*, 22 mars (*Un mot d'An. Cloots*) et 27 mars (« sa conduite est très suspecte »).

[5] Chepy au ministre, 1er mars, et Liébaut à Dumouriez, 24 févr. 1793 (A. G.).

[6] Séances des 22 et 24 mars 1793 (A. N. C. 248) ; *Rév. de Paris*, n° 194, p. 3 : « des généraux sans talent et d'autres sans patrie ».

Danton, les soldats lui imputaient leur défaite et juraient de ne plus se battre sous ses ordres. Vint l'échec de Louvain. « La portion de l'armée commandée par Miranda, écrivait Delacroix à Danton, a encore très mal fait ; je crois que la confiance est absolument usée, et qu'il serait temps de le remplacer. » Le 21 mars, de leur propre mouvement, les commissaires arrêtèrent que Miranda se rendrait sans aucun délai à la barre de la Convention. Le 25, au soir, Miranda gagnait Paris, outré que Dumouriez eût rejeté sur lui le désastre de Neerwinden et convaincu que le général avait sollicité l'arrêté des commissaires pour se défaire de lui [1].

III. Dumouriez n'avait pas attendu le départ de Miranda pour négocier avec l'ennemi. Dès le 23 mars, Montjoye déclarait à Cobourg que son général avait résolu de finir les malheurs de sa patrie, de proclamer Louis XVII, de dissoudre la Convention, de punir les *scélérats de Paris*, et il priait le prince d'envoyer au quartier-général un officier supérieur à qui Dumouriez ferait des communications de la plus haute importance. Tauenzien écrivit sur-le-champ au roi de Prusse que Dumouriez restait, malgré ses défaites, l'idole de son armée et qu'il allait faire quelque chose d'extraordinaire [2].

Le 25 mars, au soir, le colonel Mack arrivait au quartier-général d'Ath [3]. On s'entretint d'abord de l'échange

[1] 2e rapport, 42, 67, 74-75 et 147 ; Rapport de Camus, 6 (« généraux ignorants ou traîtres en qui les soldats n'avaient aucune confiance ») ; Delacroix à Danton, 25 mars 1793 (Ternaux, *Terreur*, VI, 486) et disc. du 13 juillet 1793 (*Mon.* du 15) ; Rojas, *Miranda*, 137-138, 162-163.

[2] Ternaux, *Terreur*, VI, 526 ; Witzleben, *Cobourg*, II, 147-148.

[3] Cf. sur l'entrevue d'Ath Ternaux, *Terreur*, VI, 307-316 (d'après

des prisonniers, puis on se mit à table. Mack était assis à côté de Dumouriez. Bientôt le champagne délia la langue des convives. On parla de Neerwinden et des forces autrichiennes ; Cobourg disposait, selon les uns, de 90 000, selon les autres de 75,000 hommes. Dumouriez ne se mêlait pas à la conversation. Enfin, il dit à Mack : « Voulez-vous savoir mon opinion ? Eh bien, votre armée que j'ai combattue à Neerwinden, était forte de 40,000 hommes, et les deux colonnes que vous avez dirigées sur Namur et sur Diest, se composaient de 20,000 hommes au moins. » Mack n'avait encore répondu que par des paroles vagues ou par un sourire. Il répliqua que Dumouriez calculait juste, mais que Neerwinden et Louvain avaient coûté cher à l'armée autrichienne. « Si j'avais pu marcher contre vous huit jours plus tôt, poursuivit le général, les choses auraient autrement tourné. » Il se pencha vers l'oreille de Mack, et tout bas, en allemand, il porta la santé de l'empereur, de l'archiduc Charles et du prince de Cobourg, en invitant le colonel à boire pareillement à la santé de Louis XVII ; Mack prit son verre : « Oui, général, et à la vôtre. »

Après le repas, Dumouriez se retira dans une chambre voisine avec Mack, Thouvenot, le duc de Chartres, le colonel Montjoye et Valence. Ce dernier venait de Tournai assister à l'entrevue ; il souffrait encore de ses blessures et avait la tête entourée d'un bandeau. Un aide-de-camp se mit en sentinelle devant la porte.

Dumouriez prit la parole. Il fit une affreuse peinture de l'état où la Convention réduisait le pays ; il rappela

le rapport officiel de Mack) ; mais Ternaux n'a pas connu la relation postérieure de Mack. *Oesterreichische militärische Zeitschrift* (de Streffleur), 1865. III, p. 1-18). Cf. Sybel, II, 233 (d'après la lettre de Tauenzien au roi de Prusse).

l'exécution de l'infortuné Louis XVI qu'il n'avait pu sauver ; il conclut qu'il était temps de tirer la France de cet abîme de malheurs. « Je veux, dit-il sur un ton résolu, marcher sur Paris avec la meilleure et la plus sûre partie de mon armée, proclamer Louis XVII et convoquer une nouvelle représentation nationale. Quant au reste de mes troupes, elles garderont leur position actuelle derrière la Dendre. Le prince de Cobourg me donnera sa parole d'honneur de ne pas les inquiéter. Il faut qu'il m'aide par tous les moyens à venir à bout de ma grande aventure. »

Mack fit une réponse qu'il n'aurait pas osé faire quelques heures auparavant. L'armée de Cobourg ne comptait plus que 28,000 hommes ; mais Dumouriez la croyait supérieure en nombre. Fort de cet aveu, le colonel autrichien pouvait hausser le ton, grossir ses exigences, imposer ses conditions. « Tant qu'il y aura, dit-il, un seul Français en Hollande et en Belgique, il ne peut être question d'accommodement. Vous devez, général, tout abandonner et vous retirer jusqu'à la frontière française. Sinon, le prince de Cobourg ne perdra pas un moment pour vous assaillir et couper la retraite à votre armée de Hollande. Il a 60.000 hommes, 40,000 vous attaqueront de nouveau et les 20,000 autres s'avanceront sur Geertruidenberg et Bréda [1]. »

Ces paroles de Mack blessèrent Dumouriez. « J'ai encore assez de troupes pour vous arrêter, répondit-il fièrement, j'attends des renforts considérables et je saurai me défendre. Souvenez-vous, colonel, que la fortune des armes est changeante. Pour l'armée de Hollande, battez-la d'abord, mais je suis sûr qu'elle fera parfaite-

[1] *Oesterr. milit. Zeits.* ; 5-6.

ment sa retraite. » Mack garda le silence, mais il haussa les épaules, comme s'il ne pouvait rien changer à ses propositions.

Dumouriez se leva, alla vers la fenêtre, et s'entretint à voix basse avec ses lieutenants. Puis revenant à Mack et se jetant sur sa chaise avec le visage et les gestes d'un homme qui prend son parti : « Eh bien, dit-il, les Pays-Bas ont toujours été la proie d'une bataille, et j'en ai livré deux. Je suis décidé. J'enverrai cette nuit même l'ordre d'évacuer les places fortes de la Hollande et de la Belgique, et je vais commencer sans retard ma retraite vers la frontière de France ; j'espère que le prince de Cobourg sera content de moi. » — « A ces conditions, répondit Mack, je vous donne la parole du prince que, loin de vous inquiéter, il fera tout pour faciliter votre marche sur Paris. » — « Mais vous m'assurez que mes troupes de Hollande pourront gagner la frontière sans obstacle et qu'on leur fournira dans leur retraite tout ce qui leur sera nécessaire. » — « Je vous le promets. »

Là-dessus, le général exposa le détail de son entreprise. Lui-même se mettrait à la tête de son avant-garde qui formerait trois divisions : la 1re se saisirait de la Convention ; la 2e, du club des Jacobins ; la 3e, du Temple. Une proclamation annoncerait le rétablissement de la royauté et de la Constitution de 1791. — « Mais, dit Mack, je m'étonne qu'un homme éclairé comme vous l'êtes, puisse croire à la bonté d'une constitution si vicieuse. Pourquoi ne proclamez-vous pas l'ancien ordre de choses ? » — « Ce serait, répliqua Dumouriez, le moyen le plus sûr de ruiner tous mes plans et de tourner contre moi la France entière. Si, au contraire, je proclame la constitution monarchique telle que l'Assemblée l'avait faite les neuf dixièmes du pays se prononceront

pour moi. La masse de mes compatriotes ne veut pas autre chose. Je sais bien que cette constitution a ses défauts ; mais il est aisé de la corriger et de la rendre semblable à la constitution anglaise. On augmentera les prérogatives du roi. On ne pourra restituer les biens du clergé qui sont engagés ou vendus. Du moins, on rétablira la noblesse et lui rendra ce qu'elle a perdu : sans noblesse, une monarchie bien ordonnée ne peut subsister. Toutefois, il ne faut même pas en prononcer le nom dans ce moment ; elle serait perdue, et moi avec elle. Qu'elle attende quelque temps encore et elle n'aura pas à se plaindre. En outre, les émigrés, le comte de Provence tout le premier, ne doivent s'ingérer aucunement dans l'organisation du gouvernement. Ce sont eux, qui par leur fuite et leur conduite déraisonnable ont provoqué tous les crimes et perpétué l'anarchie. Ils devront se soumettre absolument à la constitution. Mais ce sont nos parents, nos amis, ils seront en bonnes mains[1]. »

Mack interrompit Dumouriez. « Pardonnez-moi une autre question. Ne croyez-vous pas qu'il serait nécessaire pour votre propre sûreté de mettre des garnisons autrichiennes dans quelques places de France ? » Dumouriez se récria vivement : « Ce serait jeter le soupçon et la méfiance dans mon armée ! J'ai là-dessus des principes invariables et je veux éviter jusqu'à l'apparence de l'intervention étrangère. Sachez, colonel, que je n'ai d'autre but que le salut de la France et que je ne laisserai pas entamer l'intégrité du territoire. Si j'avais cent vies, je les donnerais pour mettre un terme aux atrocités des Jacobins ; si j'en avais mille, je les sacrifierais pour

[1] On reconnaît ses instructions à Benoît et le langage de cet émissaire à Schulenbourg; cf. *Inv. pruss.*, 18, et Sorel, *L'Europe et la Rév.*, II, 447.

empêcher les puissances étrangères de dicter des lois à ma patrie[1] ! Du reste, à quoi bon ces garnisons autrichiennes ? Je me fie entièrement à mon armée ; elle n'a pas cessé de m'aimer ; elle me suivra jusqu'au bout. » — « Pourtant, objecta Mack, ne savez-vous pas que les sentiments changent ? Les troupes que vous laissez derrière vous dans votre marche sur Paris, ne pourront-elles pas vous abandonner ? » — « C'est impossible », et tous les officiers s'écrièrent d'une seule voix que le général était maître de son armée. Seul, Thouvenot hochait la tête.

Le colonel autrichien n'insista plus. Mais il demanda dans quels termes Dumouriez était avec Custine. « Ni bien ni mal. C'est un homme borné, incapable de rien faire par lui-même, et d'ailleurs l'armée prussienne le cloue sur place. Cependant, s'il marchait contre moi, je prierais le prince de Cobourg de me venir en aide. Mais, ajouta Dumouriez négligemment, autre chose à ne pas omettre : le prince pourrait-il m'avancer 20,000 louis d'or, que je distribuerais dans Paris ? La caisse de l'armée renferme assez d'argent ; mais il serait imprudent d'y puiser ; on aurait des soupçons. »

En faisant ses adieux à Mack, Dumouriez lui promit de se retirer sans retard sur Tournai et de passer la frontière le 30 mars ; on observerait des deux côtés un armistice tacite qui ne serait suspendu qu'après avoir été dénoncé vingt-quatre heures auparavant.

Mack annonça sur-le-champ à Cobourg et à l'empereur les résultats de la conférence d'Ath. Le plus important, c'était l'évacuation de la Hollande et de la Belgique. Cobourg, disait Mack, Cobourg qui n'osait rien entre-

[1] Cf. la lettre de Cobourg aux commissaires de la Convention, du 12 avril 1793.

prendre à cause de la faiblesse de son armée et de l'incertitude de ses renforts, Cobourg qui n'avait pas d'artillerie de siège pour attaquer Anvers et les places des Pays-Bas, obtenait en peu de jours et sans coup férir ce qui lui aurait coûté, selon toute vraisemblance, plusieurs mois et quelques milliers d'hommes. Qu'importe aux Autrichiens que Dumouriez se ravise ou que la Convention le remplace par un autre? Il n'y a plus un Français dans leurs Pays-Bas, et l'armée de Hollande, isolée, séparée de son général, est à leur discrétion.

IV. Dumouriez fut fidèle à sa promesse. De Flers et Tilly qui commandaient l'un à Bréda, l'autre à Geertruidenberg, capitulèrent « en conformité des ordres de M. Dumouriez »; leurs troupes sortirent avec les honneurs de la guerre, tambours battant, trompettes sonnantes, drapeaux déployés, mèches allumées, et emmenèrent tous les effets militaires, armes, munitions et vivres qui leur appartenaient [1].

Les mêmes ordres furent donnés à Marassé et à Ruault. Mais déjà, de son propre chef, Marassé avait capitulé. Le 26 mars le colonel Mylius paraissait devant Anvers et sommait audacieusement la place; il accordait pour le jour même la libre sortie de la garnison avec armes et bagages. Marassé avait encore sous ses ordres la plus grande partie de l'armée de Hollande, la légion de Westermann, la garnison de Diest, et le corps de La Marlière commandé par Ruault. Mais l'indiscipline des troupes était extrême. Il tint conseil de guerre, et, malgré Westermann, signa sur-le-champ la capitulation: tout était

[1] 2 et 3 avril 1793 (*Mon.*, 26 avril, et Dohna, I, 123-140).

perdu si l'on s'opiniâtrait; mieux valait sauver huit mille hommes, l'artillerie et les magasins [1].

Marassé craignait d'être désavoué. Dumouriez l'approuva; « je défendrai, lui mandait-il, votre capitulation contre tout le monde ». Il se trouvait alors à Tournai. Ce fut là, dans une conversation remarquable avec trois personnages, à la fois commissaires des Jacobins et agents du ministre des affaires étrangères, Dubuisson, Proli, Pereyra [2], qu'il dévoila ses plans de restauration monarchique.

Les Jacobins n'oubliaient pas que Dumouriez avait paru dans leur club et coiffé le bonnet rouge. Ils le ménagèrent dans sa querelle avec Pache; quand Hassenfratz le dénonçait, ils passaient à l'ordre du jour, et ils lui dépêchèrent Bonnecarrère à Liège pour l'entraîner à un coup de main contre la Convention. Lorsqu'il vint à Paris, Cloots, Seiffert, Proli, Desfieux le prièrent d'assister aux séances du club. Il répondit qu'il ne voulait

[1] Sommation de Mylius et Conseil de guerre, 26 mars 1793 (A. E.); Dumouriez à Marassé, 30 mars (A. G.); interrogatoire de Westermann (A. N. comité de la guerre); *Mon.*, 5 avril.

[2] Ils avaient quitté Paris le 15 mars pour s'aboucher à Douai avec Cornet de Grez (note de Le Brun, 30 mars, A. E.) et « renverser la banque d'Angleterre par l'entremise des juifs portugais établis à Amsterdam » (*Réponse de Proli aux calomnies répandues contre lui*, p. 7). Tous trois devaient périr sur l'échafaud. Proli, né à Bruxelles et « Belge réuni », comme il se qualifiait, était fils naturel de Kaunitz. Élevé à Paris, puis à Nantes, enrichi par un voyage aux Indes, il avait joué dans la révolution brabançonne un rôle équivoque, il faisait une brochure aux Belges *Ne dépendons que de nous;* il offrait 2 millions à Vonck de la part de Mercy; il ménageait l'entrevue de Douai (Borgnet, I, 143 et *Jemappes*, 33). — Dubuisson était un poète dramatique très obscur (Mercier, *Le Nouveau Paris*, II, 2) et, comme dit Beaulieu (V, 84), « une espèce d'homme lettré que les lettres ne purent nourrir, et qui chercha un supplément à son existence dans les calamités de la Révolution ». — Pereyra, dit encore Beaulieu, était « un juif de Bordeaux qui ne vivait que d'intrigues ».

pas rencontrer Marat ni se présenter à la Société sans s'être lavé des calomnies de Hassenfratz. Mais évidemment les Jacobins voulaient l'attirer dans leur parti, et forts de l'appui que leur prêteraient son nom et son épée, renverser la Gironde et chasser du ministère Garat, Le Brun, Clavière et Roland. Dumouriez leur avait même insinué qu'il se donnerait à eux, s'ils faisaient suspendre le procès de Louis XVI. Le général, disait alors Robespierre, « méprise Brissot et sa faction[1] ».

Les trois émissaires venaient rappeler à Dumouriez ses propositions et lui offrir l'alliance de leur Société. Dumouriez serait le général des Jacobins; il substituerait leur club à la Convention; ne voulait-il pas centraliser le gouvernement, et les Jacobins n'avaient-ils point président, tribune, orateurs, registres, correspondance, habitude de traiter les grandes affaires? Le remplacement était tout trouvé. « Ces députés m'ont proposé les plus belles choses du monde, écrivait Dumouriez, à condition que je les aidasse à culbuter la Convention. » Il leur répondit qu'il ne se livrerait aux Jacobins que s'ils dispersaient eux-mêmes la Convention et faisaient un rempart de leur corps à la famille royale; voilà, ajoutait-il, le moyen de réparer vos crimes, et Dubuisson, entrant dans ses vues, lui promit de sonder adroitement les Jacobins et de lui rapporter leur réponse sous cinq ou six jours[2].

Le général eut une triple entrevue avec les émissaires.

[1] Dumouriez, *Mém.*, III, 327, 350-351 ; à Danton, 20 janv. 1793 (A. N. F7 4598) ; Gov. Morris, II, 239 ; Journ. des Jacobins, séances du 12 déc. 1792 et du 27 janv. 1793.

[2] Beaulieu, V, 85 ; Dumouriez, *Mém.*, IV, 127 et lettre du 29 mars 1793 (*Mon.*, 5 avril) ; Fantin Desodoards, *Hist. philos. de la révol. de France*, IV, 295. Dubuisson était le personnage important de la députation, et Proli loue fort son habileté et sa prudence.

Proli vint d'abord seul, dans la soirée du 26 mars. Dumouriez était entouré de Valence, du duc de Chartres, d'officiers de son état-major, et de députés de Valenciennes et de Cambrai. « Votre club, dit-il à Proli, a causé tout le mal de la France; mais je suis assez fort pour me battre par devant et par derrière; dut-on m'appeler César, Cromwell ou Monk, je sauverai la France, seul et malgré la Convention. » Proli se retira sur-le-champ. Quelques instants plus tard, Dubuisson et Pereyra demandaient au général un entretien particulier qui fut bref. Mais le lendemain, 27 mars, les trois collègues, comme ils se nomment dans leur rapport, ont avec Dumouriez une très longue conférence.

Il s'élève contre le tribunal révolutionnaire. « J'ai quatre pouces de lame à mon côté, et je ne souffrirai pas plus longtemps l'existence de cette institution horrible! » Il s'élève contre le Conseil exécutif, contre la Convention, contre la République. « Le Conseil est subordonné aux 745 tyrans de l'assemblée. La Convention ne se compose que de régicides, appelants ou non appelants; elle n'a pas trois semaines à vivre. Ses décrets n'auront bientôt de validité que dans la banlieue de Paris. La République! J'y ai cru trois jours! C'est une folie, une absurdité. Depuis Jemappes, j'ai pleuré toutes les fois que j'avais des succès pour une aussi mauvaise cause. » Il s'élève contre les volontaires : « Ce sont des poltrons, et je ne veux plus que des troupes de ligne. » Il conclut que la paix est nécessaire « C'est moi seul qui la ferai; aucune puissance ne voudra traiter avec la Convention ni avec le Conseil exécutif. »

— « Mais expliquez-nous vos moyens pratiques de sauver la patrie. Vous ne voulez pas de constitution?

— Non, la nouvelle est trop bête, et, pour un homme d'esprit, Condorcet n'y a rien entendu[1].

— Que mettrez-vous à la place?

— L'ancienne, toute médiocre et vicieuse qu'elle soit.

— Sans roi?

— Avec un roi; il faut absolument un roi.

— Mais les Français ont juré qu'ils n'auraient plus de roi, et le nom de Louis...

— Peu importe qu'il se nomme Louis ou Jacobus.

— Ou Philippus.

— Ah! voilà encore une atrocité des Jacobins! Ils disent que j'appartiens au parti d'Orléans parce qu'après Jemappes, j'ai loué le courage d'un jeune homme que je forme au métier.

— Mais qui proclamera la constitution, puisque vous détruisez la Convention sans la remplacer par aucun corps représentatif?

— J'ai les présidents des districts.

— Vous rassemblerez cinq cents présidents de districts?

— Non, ce serait trop long.

— Qui donc émettra le vœu de rétablir un roi et de reprendre la première constitution?

— Mon armée... oui, mon armée, l'armée des Mameluks. Elle sera l'armée des Mameluks, pas pour longtemps, mais elle le sera, et de mon camp ou d'une place forte, elle dira qu'elle veut un roi. Les présidents de districts le feront accepter, chacun dans son arrondissement.

— Vous serez décrété d'accusation.

[1] Cf. le discours de Condorcet, 15 févr. 1793 (*Mon.* des 17 et 18); la constitution de 1793 a été, comme dit Lanjuinais, extraite de ce grand « plan de pure démocratie » (Lanjuinais, *Œuvres*, 1832, II, 47).

— Je me moque du décret d'accusation. Je défie la Convention de le faire exécuter au milieu de mon armée. Du reste, j'ai toujours pour dernière ressource un temps de galop vers les Autrichiens.

— Le sort de Lafayette n'est pas tentant pour ses imitateurs.

— Lafayette n'inspirait aux puissances que mépris et que haine; moi, elles m'aiment, elles m'estiment, et je passerai chez elles de manière à m'en faire bien recevoir.

— Mais quand exécuterez-vous ce plan de contre-révolution?

— J'aurais commencé à l'exécuter, si je n'avais craint pour les jours de l'infortunée qui est au Temple et de sa précieuse famille.

— Vous allez compromettre ces existences royales auxquelles vous prenez tant d'intérêt.

— Si l'on ajoute ce meurtre à tant d'autres, je marche à l'instant sur Paris, et je n'en ferai pas le siège, à la façon de cet imbécile de Broglie qui ne connaissait pas sa besogne. Je réduirai Paris en huit jours, par la famine, avec 12,000 hommes, un corps à Pont-Saint-Maxence, un autre à Nogent, d'autres postes sur les rivières. Aussi bien votre déclaration de guerre à l'Angleterre, cette œuvre ridicule de Brissot, vous fera capituler par la disette : la France n'a pas assez de blé pour se nourrir, et les corsaires anglais ne laisseront pas entrer dans les ports un seul navire chargé de grains. »

Dumouriez ne cachait donc plus ses desseins. Il les avouait la veille à Goguet avec la même franchise qu'aux trois émissaires jacobins. « Nous sommes perdus, disait-il à Goguet, si nous continuons la guerre. Le 15 du mois prochain, il n'y aura plus de numéraire. L'armée ne peut se rallier. Les volontaires sont des scé-

lérats auxquels j'ai donné et fait donner par mes ordonnances et mes aides-de-camp quatre cents coups de plat de sabre! Plus d'ordre de bataille, plus de brigades. Quand un soldat demande à l'état-major où est son bataillon, on lui répond qu'on ne sait pas; s'il s'égare et revient épuisé de fatigue et d'inanition, on le traite de lâche; s'il entre chez le paysan pour prendre un peu de pain, on crie *rasez-le!* Les places de la frontière manquent de moyens de défense. Que 10,000 ennemis se présentent devant Dunkerque, Lille, Valenciennes, elles ouvriront leurs portes. Au dedans, les insurrections sont horribles; elles croîtront encore. La France est un peuple de fous et d'enragés conduits par des brigands à qui les assassinats ne coûtent rien. La paix devient donc une nécessité. Mais les puissances étrangères traiteront-elles jamais avec le Conseil exécutif ou avec cette Convention qui perd tout? Il faut en finir! Les honnêtes gens doivent se rallier de gré ou de force, renvoyer tous les conventionnels, faire une révolution dans la Révolution, reprendre la Constitution de 1791 dont nous étions idolâtres. Je braverai dix décrets d'accusation, j'y perdrai ma tête; mais je sauverai mon pays qui est à deux doigts de sa ruine. Il y a une guerre à mort entre les Jacobins et moi; je périrai ou je raserai leur club et sèmerai du sel sur son emplacement[1]! »

V. Les commissaires de la Convention, Delacroix, Gossuin, Treilhard, Merlin de Douai et Robert[2], s'étaient rendus à Lille dès qu'ils avaient jugé l'évacuation des Pays-Bas inévitable. Leur mission politique finissait;

[1] 2e rapport, 149-151.
[2] Camus et Danton étaient revenus à Paris.

mais ils pouvaient encore surveiller les administrations de l'armée, mettre Lille en état de défense, « déjouer les manœuvres des malveillants ». Delacroix recommandait d'approvisionner les villes de la frontière et de relever le camp de Maulde. « La chose publique, écrivaient Treilhard et Robert, ne peut se sauver que par de grandes et promptes mesures. »

Mais Delacroix commençait à se défier de Dumouriez. De même que plusieurs de ses collègues, il avait regardé la lettre du 12 mars comme une « rodomontade et une folie »; le général, pensait-il, avait la tête exaltée », le « cerveau échauffé »; mais ne songeait qu'à battre les ennemis et n'avait pas de « mauvaises intentions ». Pourtant, certains propos mettaient Delacroix en défiance. « Dumouriez, mandait-il à Danton, fait ce qu'il faut pour accréditer les soupçons qu'éveille sa légèreté ». Le 28 mars, il reçut une longue note, *le dire d'un homme en place*, où Goguet retraçait fidèlement sa conversation avec Dumouriez, et quelques instants plus tard, Dubuisson, Proli et Pereyra lui racontaient leur entrevue. Delacroix aimait personnellement le général; « j'estime, disait-il, sa bravoure et ses talents, je respecte son audace; mais ma patrie est tout pour moi, mes amis ne viennent qu'après ». Dumouriez ne fut plus à ses yeux que l'ennemi du pays, un traître, un conspirateur qui n'avait d'autre but que de « traîner la France sur le bord du précipice, puis de l'arrêter dans sa chute et de se déclarer son sauveur[1] ! »

Il communiqua sur-le-champ le récit de Goguet à Gossuin et à Robert; il leur proposait d'appréhender

[1] Lettres de Delacroix à Danton, 25 et 28 mars 1793 (Ternaux, *Terreur*, 485-489; Robinet, *Le procès des dantonistes*, 1879, p. 257-260).

Dumouriez et de l'envoyer à la barre de la Convention. Ses collègues lui conseillèrent d'attendre le retour de Treilhard et de Merlin qui s'étaient rendus à Orchies et d'appeler à cette conférence deux autres commissaires, Carnot et Lesage-Senault, qui se trouvaient à Douai.

Le lendemain, 29 mars, devant Gossuin, Robert, Treilhard, Merlin, Carnot et Lesage-Senault, Delacroix proposa pour la seconde fois de suspendre Dumouriez et de le mettre en état d'arrestation. Tous furent de son avis. Mais tous se récrièrent lorsqu'il déclara qu'on devait s'assurer aussitôt de la personne du traitre: l'armée, en pleine déroute, n'était plus, à l'exception de l'arrière-garde, qu'une fourmilière de soldats; les ennemis la serraient de fort près; on ne pouvait lui enlever le général qui possédait malheureusement sa confiance ; qu'elle éprouve un désastre, qu'elle soit cernée et faite prisonnière, la Convention attribuera ce malheur irréparable à l'imprudence des commissaires qui seront, à leur tour, mis en état d'accusation! « Eh bien, s'écria Delacroix, j'irai moi-même arrêter Dumouriez à la tête de son armée et je lui brûlerai la cervelle, s'il ose résister à l'autorité de la Convention. » — « Il faut aller *tous ou personne* », lui répondit Treilhard. — « La mesure, ajouta Carnot, est plus vigoureuse que prudente. » Les conventionnels discutèrent longtemps. Les chevaux furent mis deux fois à leur voiture. Enfin, par six voix contre une, celle de Delacroix, les commissaires résolurent de mander Dumouriez à Lille; l'arrestation du général y serait plus aisée et ferait moins d'impression sur les troupes. Leur lettre était ainsi conçue : « Les commissaires requièrent le général Dumouriez de se rendre aujourd'hui 29 mars dans l'après-midi à Lille, maison du

citoyen Mouquet, place du Lion d'Or, pour s'expliquer avec eux sur des inculpations graves qui le concernent. » Ils dressaient déjà la liste des questions qu'ils poseraient au général ; il y en avait quatorze.

Dumouriez répondit, non sans ironie, qu'il était obligé de diriger la retraite, qu'il ne pouvait en même temps plaider et commander, que sa tête ne suffisait pas à ces deux genres de guerre. « Si j'allais à Lille, l'armée aurait des craintes, et certainement je n'entrerais dans cette ville qu'avec des troupes pour la purger de tous les lâches qui ont fui et qui me calomnient. Envoyez-moi deux ou quatre d'entre vous pour m'interroger ; je répondrai sur tout avec ma véracité connue. »

Les commissaires reçurent la réponse de Dumouriez à dix heures du soir. « *Partons tous !* », s'écrièrent-ils d'une voix unanime, et le lendemain, 30 mars, à quatre heures du matin, ils allaient se transporter à Tournai lorsqu'une nouvelle lettre de Dumouriez arrêta leur départ. Le général leur annonçait que son armée était dans la plus grande détresse, qu'il resterait encore un jour à Tournai quoiqu'il fût environné d'ennemis, mais qu'il avait assuré sa retraite sur Bruille et Maulde où le Conseil exécutif lui prescrivait de camper ; il se trouverait le 31 mars à Saint-Amand ; c'était là qu'il attendait les commissaires pour leur donner les explications qu'ils exigeaient.

A la lecture de cette lettre, les commissaires furent de nouveau partagés d'opinions. Delacroix et Gossuin voulaient se rendre aussitôt à Tournai parce que le plus léger retard était funeste à la République. Mais les cinq autres objectaient qu'en allant à Tournai, ils entravaient les mouvements ordonnés par le Conseil exécutif. On

convint de n'interroger Dumouriez que lorsque l'armée aurait terminé sa retraite.

La retraite fut finie le 31 mars. Les commissaires décidèrent qu'ils se rendraient le 1er avril à Saint-Amand ; qu'après avoir interrogé Dumouriez, ils se retireraient dans une chambre particulière pour délibérer ; qu'ils le feraient arrêter par le plus ancien lieutenant-général de l'armée et le remplaceraient sur-le-champ; enfin qu'ils annonceraient l'événement par une proclamation aux soldats. Ils ne se dissimulaient pas le danger de leur mission; mais ils comptaient sur la confiance qu'ils inspiraient aux troupes. Tous étaient armés. Delacroix, plus exalté que jamais, briguait l'honneur de punir le traître. « Il faut, disait-il, que Dumouriez obéisse; s'il fait un mouvement, je vous demande l'autorisation de l'abattre d'un coup de pistolet[1]. »

Durant ces délibérations, l'armée de Cobourg, marchant en deux colonnes, l'une sur Mons, l'autre sur Tournai, suivait de loin les troupes françaises. Mais le 30 mars Dumouriez n'avait pas encore évacué Tournai. Mack vint lui rappeler sa promesse. Le général répondit qu'il avait dû régler les mouvements de ses divers corps et fixer leurs positions sur la frontière. L'entrevue fut cordiale. Dumouriez et ses amis persistaient dans leur dessein, et Mack les trouva « aussi fermes et inébranlables qu'auparavant ». Le général lui confia qu'il y avait à Lille des commissaires de la Convention qui projetaient de l'arrêter et de l'envoyer à Paris; mais, disait-il, « c'est moi qui les arrêterai, et je vous les livrerai ». Il déclara qu'il marcherait sur Paris dans les huit jours, qu'il répondait de son armée, et qu'une

[1] 2e rapport, 152-159 et discours de Delacroix, 24 pluviôse an II.

bonne proclamation achèverait de lui gagner les esprits[1].

Le 31 mars, Dumouriez établissait son quartier-général aux Boues de Saint-Amand. Lui-même logeait près de l'établissement thermal, dans l'ancienne demeure des Cernay, au Petit-Château[2]. Le parc d'artillerie s'installait à Saint-Amand. L'armée des Ardennes campait à Maulde et celle du Nord à Bruille. Les flanqueurs de droite, aux ordres de Miaczynski, étaient à Orchies et les flanqueurs de gauche, à Bavay. La division du général Neuilly occupait les deux places de Valenciennes et de Condé. Neuilly commandait à Condé; Ferrand, à Valenciennes; Tourville, à Maubeuge; Dampierre, au Quesnoy; Duval, à Lille.

[1] *Oesterr. milit. Zeitschr.*, 10; Ternaux, *Terreur,* VI, 512-513, 528 529.

[2] Pelé, *Saint-Amand aux derniers jours de la monarchie et pendant la Révolution*, 1889, p. 186-188.

CHAPITRE V

LA TRAHISON

I. Le comité de défense générale. — Séance du 29 mars. — Lettre de Dumouriez, du 28 mars. — Procès-verbal des conférences de Tournai. — Dumouriez mandé à la barre. — Départ des quatre commissaires et de Beurnonville. — II. Les commissaires à Lille, à Orchies, à Saint-Amand. — Leur entretien avec Dumouriez. — Leur arrestation et translation à Maestricht. — III. Proclamations de Dumouriez à l'armée et au département du Nord. — Lescuyer à Valenciennes. — IV. Miaczynski et Devaux à Lille. — V. Les camps de Bruille et de Maulde. — VI. Décrets de la Convention. — VII. Les commissaires de Lille et de Valenciennes. — Déclaration de Dampierre. — VIII. Les sentiments de l'armée. — Les troupes de ligne. — L'artillerie. — Les volontaires. — IX. Dumouriez sur la route de Condé. — Davout et les volontaires de l'Yonne. — Fuite du général. — Entrevue de Bury. — Proclamation de Cobourg. — X. Dumouriez à Maulde. — Débandade de l'armée.

I. Pendant que Dumouriez négociait avec Mack, le Conseil exécutif s'efforçait de mettre la frontière en sûreté. Il autorisait le général à prendre position entre Tournai, Mons et Namur ; puis, en présence de Camus et de Danton, il décidait que l'armée du Nord, renforcée par celle de Hollande, tiendrait les camps de Maulde et de Bruille pour couvrir Lille, Douai, Valenciennes et Condé, que l'armée des Ardennes garnirait Sedan, Montmédy, Longwy, et de concert avec l'armée de la Moselle,

arrêterait les Autrichiens du Luxembourg, que toutes ces armées et celle de Custine formeraient une grande ligne de défense depuis Dunkerque jusqu'aux gorges de Porrentruy [1].

Mais la Convention se défiait enfin de Dumouriez. Tous ses membres connaissaient la lettre du 12 mars qui, jusqu'alors comme ensevelie dans le silence, paraissait le 24 mars dans la *Chronique de Paris* et le *Batave*, le 25 dans le *Moniteur* et la *Gazette de France*, le 26 dans le *Patriote Français*.

Le comité de défense générale prit les mesures décisives. Renouvelé après Neerwinden et composé de 25 membres, ce comité qu'on nommait aussi le *Comité du salut public*, devait préparer et proposer toutes les lois nécessaires à la défense extérieure et intérieure de la République. Il siégea pour la première fois le 26 mars. Beurnonville lui fit lecture d'une lettre de Dumouriez qui proposait l'évacuation de la Belgique. Un grand nombre de conventionnels assistaient à la séance. Robespierre déclara que le général régnait en dictateur dans les Pays-Bas, que ses opinions politiques devaient alarmer les amis de la liberté, qu'on ferait bien de le dépouiller de son commandement. Danton et Camus protestèrent. « Dumouriez, disait Danton, a eu des torts graves ; il veut élever la Belgique et la Hollande comme ses enfants et à sa manière ; il s'entoure de révolutionnaires brabançons qui l'entraînent à des sottises. Il ne respecte pas la Convention qu'il nomme un ramassis d'ignorants et de scélérats. Mais il est notre seul homme de guerre. Gardons-le, tout en le surveillant. Prieur de

[1] Rec. Aulard, II, 462, 518 ; Beurnonville à Delacroix, 23 mars, et à Valence, 29 mars 1793 (A. G.).

la Marne et Levasseur prirent la parole. Tous deux s'étonnaient qu'il fallût évacuer la Belgique. « Peut-on, demandait Prieur, abandonner si précipitamment un peuple qu'on a juré de protéger? Il faut ordonner à Dumouriez de rester à son poste et de défendre encore la Belgique, dût-il éprouver un nouvel échec. » Mais Dubois-Crancé combattit vivement l'opinion de Prieur : Dumouriez, assurait-il, était indispensable et devait agir à sa guise, selon ses propres plans[1].

Dubois-Crancé ajoutait qu'il « avait des preuves en faveur de Dumouriez ». Trois jours plus tard, dans la séance du 29 mars, le général est définitivement condamné. Le comité de défense se réunit une première fois à midi et Camus propose de présenter, aussitôt que possible, un rapport général des opérations en Belgique et en Hollande et de la conduite des généraux. Mais à sept heures du soir, le comité s'assemble une seconde fois. Petion raconte qu'il s'est rendu la veille, dans la soirée, en compagnie de Bancal, chez Miranda qui vient d'arriver : Miranda prétend que Dumouriez médite une trahison et se dispose à marcher sur Paris. Bientôt paraît Beurnonville qui lit une lettre du général, datée du 28 mars. Dumouriez annonce au ministre l'arrivée de Dubuisson qui dira ce qu'il a vu et entendu ; mais, ajoute le vaincu de Neerwinden, « ce tableau funeste ne peint pas encore la moitié de nos désastres, du brigandage et du désordre désespérant où nous sommes plongés ». Il affirme que les maux et les périls s'aggravent ; qu'on n'a pas sur la frontière du nord pour dix jours de vivres ; qu'à Condé, au Quesnoy, à Valenciennes, des

[1] Thibaudeau, *Mém.*, 15-17 ; Levasseur, *Mém.*, 1830, II, 158-159 ; *Courrier des départements*, 28 mars 1793.

soldats de toutes armes, surtout des volontaires, pillent les magasins et commettent tous les crimes ; qu'à Lille plus de 10,000 fuyards se livrent à tous les excès; que « 50 autorités, plus absurdes les unes que les autres, contrarient et traversent l'autorité militaire et ses opérations ». L'ennemi n'a devant lui que des hommes sans armes, sans habits, sans vivres, sans munitions. Il peut forcer la frontière où bon lui semble et prendre les places sans résistance. « Il a, dit Dumouriez, 20 000 hommes de cavalerie avec lesquels il peut mettre à feu et à sang toute la partie du *royaume* qui avoisine Paris et je n'ai pas les mêmes ressources que j'avais en Champagne pour l'arrêter; alors l'énergie du républicanisme était dans toute sa force; alors la Convention nationale avait de l'ensemble et de l'autorité; alors le *royaume* n'était pas déchiré par la guerre civile ; alors enfin il y avait des ressources pécuniaires qui n'existent plus. » Il prie le ministre de bien peser ces tristes vérités. « Y eut-il jamais une crise plus dangereuse ? Jamais peuple fut-il frappé de cet esprit de vertige ? Il loue la modération de l'adversaire : les Impériaux « paraissent employer vis-à-vis de nous des ménagements dont il est possible de profiter » ; ils placent les émigrés sur les derrières de leur armée ; ils traitent avec douceur les prisonniers et les blessés ; ils accordent à Marassé une capitulation honorable. « Réfléchissez sur cette conduite à laquelle je ne me suis pas attendu d'après nos excès ; prenez un parti avec le Conseil et les comités. Si l'imprudence et l'exagération dirigent encore les personnes qui gouvernent, la France entière sera perdue. On ne fonde les Républiques que sur la vertu ; on ne les soutient qu'avec du courage, de l'ordre et de la sagesse. »

Cette lettre indigna tous les assistants. Le général

censurait de nouveau la Convention ! Il rapetissait les moyens de la République et ne voyait dans les troupes françaises que brigands et déserteurs ! Il vantait l'humanité des Autrichiens et proposait de traiter avec eux ! Il parlait, par deux fois, de la France comme d'un *royaume !* Une discussion s'engagea ; elle dura jusqu'à trois heures du matin, mais elle ne fut nullement violente et orageuse : « les dangers de la patrie, dit un conventionnel, semblaient rapprocher les esprits du bien public ». Les uns soutenaient que Dumouriez avait levé le masque et dévoilé « ses intentions liberticides » ; les autres, que ses défaites avaient absolument dérangé sa cervelle. Mais, traître ou insensé, il ne pouvait commander plus longtemps, et, selon le mot de Danton, on devait le *décrocher* de l'armée[1].

La séance allait finir lorsque Le Brun entra dans la salle et lut le procès-verbal des conférences de Dubuisson avec Dumouriez. Personne ne douta plus des desseins du général. Mais fallait-il le mettre en état d'arrestation ? Il était encore aux yeux du peuple le vainqueur de Jemappes ; la majorité des Français le regardait comme « l'ange protecteur de la liberté »[2], et désirait qu'il vînt les « tirer de l'état révolutionnaire dans lequel la Convention les plongeait plus avant tous les jours »[3]. La bourgeoisie souhaitait le rétablissement de la monarchie constitutionnelle pour « se soustraire au joug de la partie infime et indigente de la nation »[4], et bon nombre de républicains, disait Prudhomme, « regar-

[1] Thibaudeau, *Mém.*, 18 ; Levasseur, *Mém.*, 160 ; *Rapport* de Camus, 11 ; Mège, *Bancal*, 274.
[2] *Minerva,* V, 523.
[3] Beaulieu, V, 88.
[4] Durand-Maillane, 329.

daient en arrière et faisaient des vœux pour le retour de l'ancien régime »[1]. Si on arrêtait Dumouriez, ce Dumouriez dont le nom était alors « le plus sonnant de l'Europe »[2], l'opinion accuserait la Convention d'ingratitude et de légèreté. Ne valait-il pas mieux le mander à la barre et le forcer à se déclarer?

Le Comité décida que Dumouriez serait sommé de comparaître devant l'assemblée. Les commissaires lui porteraient cette sommation. Le ministre de la guerre, Beurnonville, se joindrait à eux; il connaissait l'armée, il imprimerait aux troupes le respect et l'obéissance, il donnerait et ferait exécuter les ordres nécessaires. Beurnonville, intime ami de Dumouriez, s'excusa d'abord; il objectait que lui seul, par sa présence, faisait marcher les bureaux et qu'il avait une mauvaise santé. Mais Camus lui répondit que son absence serait courte et que ses adjoints le remplaceraient. Beurnonville céda et, tout fier de sa mission, reprenant sa forfanterie, il assurait déjà qu'il possédait la confiance des troupes et qu'il saurait les placer; il connaissait les positions les plus avantageuses de la frontière du nord et en particulier l'inexpugnable camp de Maulde qu'il commandait l'année précédente[3].

En outre, et fort sagement, le Comité arrêta que Cambacérès monterait en son nom à la tribune, vingt-quatre heures après le départ des commissaires, pour lire les lettres du 12 et du 28 mars et le procès-verbal

[1] *Rév. de Paris*, n° 194, p. 11; *id.*, n° 195, p. 45 « des bourgeois de Paris disent presque tout haut : au pis aller, nous ne pouvons guère être plus mal que sous une république toujours agitée et si exigeante ».

[2] De Pradt, 82.

[3] Mège, *Bancal*, 273.

des conférences de Tournai : la nation apprendrait en même temps la trahison de Dumouriez et son châtiment; elle saurait qu'un général était rebelle, mais que la Convention avait déjà pris des mesures pour le vaincre.

Camus présenta le décret à l'assemblée dans la séance du 30 mars. Les ennemis de la République, disait-il, avaient ourdi des trames qu'on ne connaissait pas tout entières ; mais le Comité « tenait le fil de ces criminelles manœuvres et la Convention serait toujours au-dessus des événements ». Le décret fut adopté d'une voix unanime. Marat seul protesta ; il prétendait que le ministre de la guerre, plus utile à Paris qu'aux frontières, serait aisément remplacé par le général Duval. Mais Camus répondit que Beurnonville connaissait mieux que Duval l'ensemble des dispositions militaires qu'on devait prendre.

Les quatre commissaires proposés par le Comité étaient Camus, Quinette, Lamarque et Bancal. Les missions précédentes de Camus le désignaient d'avance. Quinette, un des commissaires de l'Assemblée législative à l'armée de Lafayette, avait voté la mort de Louis XVI et proposé le renouvellement du Comité de défense générale dont il était membre. Lamarque, envoyé par la Législative à l'armée de Luckner et par la Convention à la frontière des Pyrénées, avait voté la mort du roi et demandé que les jurés du tribunal révolutionnaire fussent tenus d'opiner à haute voix ; il était membre suppléant du Comité de défense générale et présidait le club des Jacobins dans la dernière quinzaine du mois de mars[1]. Bancal avait prononcé dans la nuit du

[1] Ajoutons qu'il avait eu le 7 février pour la présidence de la

29 mars un discours qui fit impression sur le Comité. Il connaissait Dumouriez, il l'estimait et ne croyait pas qu'un homme « sauveur de la France dans l'Argonne, vainqueur à Jemappes et en Hollande », pût être déloyal et perfide. Il représentait dans la commission le parti modéré ; car, tout indépendant qu'il était et bien qu'il ne reconnût pour guide que sa conscience, il inclinait vers la Gironde ; il avait voté le bannissement de Louis XVI, l'appel au peuple, le sursis ; il voulait que Marat fût expulsé de la Convention et soumis à un examen médical. Aussi l'extrême gauche accueillit-elle son nom par des murmures, et Marie-Joseph Chénier proposa de remplacer Lamarque et Bancal par Bréard et Dubois-Crancé[1]. La Convention accepta les commissaires que demandait le Comité. Elle se contenta de leur adjoindre Carnot, membre du comité de la guerre : Carnot inspectait alors les places fortes de la frontière et on le savait à Lille. Les cinq commissaires devaient se rendre aussitôt à l'armée de Dumouriez ; ils avaient pouvoir de suspendre et de faire arrêter les généraux et officiers, quels qu'ils fussent, les fonctionnaires publics, les citoyens qui paraissaient suspects, et de mettre les scellés sur leurs papiers ; ils n'agiraient qu'au nombre de quatre. Les anciens commissaires, Delacroix, Gossuin, Merlin de Douai, Robert[2], reviendraient à Paris pour donner de vive voix à la Convention les renseignements qu'ils avaient acquis sur l'état de l'armée et des frontières. Le ministre des affaires étrangères, Le Brun,

Convention 162 voix contre 203 données à Bréard et que 124 suffrages l'avaient nommé secrétaire.

[1] Le Comité avait d'abord arrêté de proposer Bréard. (Mège, *Bancal*, 116. Cf. 264 et 273.)

[2] Treilhard avait obtenu un congé.

aurait, pendant l'absence de Beurnonville, la signature du département de la guerre.

Le même jour, à huit heures du soir, Beurnonville et les commissaires couraient en chaise de poste sur la route de Flandre. Le secrétaire de la commission était Foucaud, secrétaire des archives nationales. Quatre personnes accompagnaient le ministre de la guerre : Menoire, son aide-de-camp, capitaine au 8e régiment de hussards ; Villemur, son secrétaire ; Marchand, son piqueur ; Constant Laboureau, domestique de Menoire. Beurnonville voulut emmener un de ses chefs de division, Miot, le futur comte de Mélito ; « mais, dit Miot, la nécessité de conserver un employé de confiance, le décida à me laisser à Paris ; j'aurais partagé sans doute sa longue captivité »[1].

II. Camus et ses collègues avaient résolu d'aller, sans s'arrêter, jusqu'à Lille. Ils rencontrèrent, dans la matinée du 31 mars, le courrier Languet qui portait une lettre de Dumouriez au ministre de la guerre. Ils lurent cette lettre datée du 29 mars. Le général déclarait qu'il se défendrait avec autant de vigueur contre les ennemis du dedans que contre les ennemis du dehors, et que tout en empêchant l'invasion étrangère, il rendrait à la *partie saine* et opprimée de la Convention sa force et son autorité. On le mandait à Lille ; mais il regardait sa tête comme trop précieuse pour la livrer à un tribunal arbitraire ; il ne serait pas, comme un agneau, victime des malveillants ; il ne se laisserait pas écraser par de vils assassins. « J'ai déjà joué plus d'une fois le rôle de Decius en me jetant dans les bataillons ennemis ; je ne

[1] Miot, *Mém.*, I, 35.

ouerai pas celui de Curtius en me jetant dans un gouffre. » Il donnait d'impérieux conseils : point de clameurs, ni de poignards, ni de piques ; mais un plan sage ; « négociez puisque vous n'avez pas la faculté de vous battre ». Dumouriez avait joint à sa lettre une proclamation aux départements du Nord et du Pas-de-Calais ; il jurait à ces départements de couvrir leur frontière, de défendre leurs places-fortes avec les braves soldats qui lui restaient et de combattre à la fois le despotisme et l'*anarchie*, ce « monstre bien plus dangereux que les ennemis extérieurs » [1].

Les commissaires retinrent le courrier Languet et l'emmenèrent avec eux pour le renvoyer à Paris dès qu'ils auraient exécuté le décret de l'assemblée. Ils arrivèrent à Roye vers midi : ils y trouvèrent plusieurs commissaires nationaux et leur collègue Treilhard qui « appuyèrent les griefs contre Dumouriez, mais ne parurent instruits d'aucun nouveau détail » [2]. Plus loin, à Péronne, un second courrier du général remit à Beurnonville une dépêche datée du 30 mars. Comme les lettres précédentes, elle ne contenait que plaintes et menaces. L'armée et les places manquaient de tout. Les ennemis s'avançaient lentement parce qu'ils préparaient leurs magasins et traversaient un pays mangé ; mais ils étaient sur la frontière. Quant à Dumouriez, il craignait d'être poussé à bout par les « atrocités » que les Jacobins se permettaient contre lui ; mais il soutiendrait tous les articles de sa lettre du 12 mars ; un Cambon, un Robespierre ne perdraient point par des sophismes orgueilleux un homme qui avait sauvé la patrie et qui la

[1] *Mon.*, 5 avril 1793, et *proclamation* (A. G.).

[2] Rapport de Camus, 16.

sauverait encore. Il n'accusait pas la Convention des excès de quelques-uns de ses membres; tyrannisée par les tribunes et réduite au silence, elle succombait sous une minorité violente. Mais pourquoi ne voulait-elle pas se prononcer contre un système de sang et de crimes? Verrait-on les Français périr, comme les Juifs de Jérusalem, en s'égorgeant les uns les autres? Ne pouvait-on remédier à ces maux affreux par une fermeté sage et une froide prudence, au lieu de « tout braver, sans rien calculer, avec une aveugle frénésie »?

Les lettres de Dumouriez déterminèrent les commissaires à hâter leur marche. Ils coururent toute la nuit et ne s'arrêtèrent à Douai que pour relayer. Mais là se produit un retard. Les chevaux de la poste, sortis avant la fermeture des portes, n'ont pu rentrer dans la ville. Beurnonville fit atteler aux voitures des chevaux d'artillerie.

Le lundi 1er avril, à huit heures et demie du matin, le ministre de la guerre et les députés arrivaient à Lille. Carnot était parti la veille pour Arras. Ils ne l'attendirent pas et lui mandèrent de se rendre à Douai. Si Carnot était resté à Lille un jour de plus, il accompagnait ses collègues et se faisait prendre par les Autrichiens. Un hasard sauva de la captivité le futur organisateur de la victoire.

Delacroix, Gossuin, Merlin, Robert étaient encore à Lille. Le décret qui les rappelait leur causa quelque déplaisir; il semblait, dit l'un d'eux, laisser de la défaveur sur leur compte. Ils lurent à leurs collègues la note de Goguet et leur montrèrent la série de questions qu'ils avaient préparée pour interroger Dumouriez. « Si l'on m'avait écouté, s'écriait Delacroix, nous serions allés dès hier à Saint-Amand; j'aurais moi-même arrêté le géné-

ral et vous l'aurais amené ! » Mais la mission de Delacroix était finie, et le soir même il prenait avec ses collègues le chemin de Paris. Le 3 avril il montait à la tribune de la Convention et faisait son rapport [1]. « Nous regrettons, dit-il, que notre mission n'ait pas duré vingt-quatre heures de plus ; vous auriez aujourd'hui à votre barre Dumouriez mort ou vif ! »

Duval commandait à Lille. Les commissaires lui révélèrent l'objet de leur voyage et lui offrirent le commandement. Mais Duval était malade et se défiait de lui-même; « mes forces physiques, répondit-il, ne me permettent pas de me charger d'une telle responsabilité dans une circonstance où il faut à la République des généraux qui réunissent à la confiance les moyens de la justifier [2] ».

Les commissaires prirent, pour se rendre à Saint-Amand, la route d'Orchies. Duval leur avait fourni, sur l'ordre de Beurnonville, une escorte de 100 chasseurs à cheval du 13e régiment. Le colonel de ce régiment était le fameux Saint-Georges. Le lieutenant-colonel, Alexandre Dumas, est moins connu, quoiqu'il ait commandé en chef l'armée des Alpes ; mais son fils et son petit-fils ont illustré son nom dans le roman et dans le drame. Saint-Georges et Dumas avaient obtenu la permission de conduire eux-mêmes leurs chasseurs et d'accompagner le ministre de la guerre.

Mais à Orchies, les chevaux des chasseurs, épuisés par une course de huit lieues, sont hors d'état d'avancer. Beurnonville demande à Miaczynski 100 cavaliers de la

[1] « Avec beaucoup de clarté et de chaleur », *Chronique de Paris*, 4 avril 1793.

[2] Duval à Le Brun, 4 avril 1793 (A. G.); journ. des Jacobins, séance du 1er avril.

région des Ardennes. Miaczynski se rend auprès des commissaires et leur « fait mille courbettes ». Une demi-heure se passe et les cavaliers d'escorte ne paraissent pas. Camus et ses collègues se fâchent ; ils rabrouent Miaczynski, lui font la leçon, lui rappellent son échec d'Aix-la-Chapelle ; « voilà la cause de nos revers ; c'est ainsi que les ennemis profitent de la lenteur de nos mouvements pour envahir notre territoire ». Le Polonais s'échauffe, s'irrite : « Je n'entends rien, dit-il, à votre politique, mais je sais me battre et je vous le ferai voir ! » Camus le prie de se taire ; Miaczynski s'éloigne en proférant de sourdes menaces : « c'est affreux de ne pas rendre justice aux braves gens ; on regrettera de me traiter ainsi [1] ! »

La nuit tombait lorsque les commissaires entrèrent à Saint-Amand. Ils avaient renvoyé leur escorte. Pourquoi la garder avec eux ? Si Dumouriez obéissait, elle leur était inutile ; s'il refusait de se soumettre, elle ne pourrait les défendre. Ils aimèrent mieux se présenter seuls, sans autre arme que le décret de la Convention.

Ils eurent néanmoins une escorte. Près de l'hôtel du *Lion d'Or*, à l'angle des rues d'Orchies et de Tournai, 30 hussards de Berchiny se rangèrent silencieusement autour des voitures. « Qui êtes-vous ? » demanda Camus. — « Une garde d'honneur envoyée par le général Dumouriez. » Les voitures s'engagent sur la route de la Croisette et s'arrêtent bientôt devant le Petit-Château. Le régiment de Berchiny était rangé en bataille dans la cour.

[1] *Rapport* de Camus, 24-25, et déposition de Collin et de Saint-Georges au procès de Miaczynski. Cf. pour tout ce qui suit outre *le Rapport* de Camus, les *Mém.* de Dumouriez et sa *Réponse* au rapport de Camus.

Dumouriez sortait de table, mais il avait appris l'arrivée des commissaires par des estafettes venues de Pont-à-Marcq et de Saint-Amand. Il les reçut au milieu de son état-major. La salle était remplie d'officiers ; on y voyait les deux frères Thouvenot, de Bannes, Nordmann, Leclair, Lescuyer, les aides-de-camp Devaux, Romme, Rainville, de Nyss, Baptiste Renard, les demoiselles Fernig, le premier médecin Menuret.

Le général embrassa Beurnonville, salua Camus et se fit nommer les trois autres députés qu'il ne connaissait pas. Il ne parla pas à Lamarque, mais il félicita Bancal et Quinette de leur modération. Beurnonville lui annonça que les commissaires venaient lui notifier un décret de la Convention. « Apparemment, dit Dumouriez en regardant Camus, vous venez m'arrêter ? » Camus ne répondit pas, et il allait commencer la lecture du décret lorsque Beurnonville remarqua qu'on ferait bien de passer dans le cabinet du général. Dumouriez répliqua que ses actions n'avaient jamais redouté le grand jour, qu'un décret rendu par 700 personnes n'était pas un mystère et que ses officiers, ses camarades pouvaient tout voir et tout entendre. Cependant, sur les instances de Beurnonville, il consentit à passer dans son cabinet. Valence seul le suivit. Mais les officiers de l'état-major ne voulaient pas perdre de vue leur général et empêchèrent que la porte du cabinet fût fermée.

Dumouriez lut le décret que lui présentait Camus. « Ce décret, dit-il, me semble déplacé. L'armée est désorganisée, mécontente ; je m'occupe à la remettre en ordre. Puis-je la quitter dans cet état et l'abandonner à une dissolution totale ? Lorsque je l'aurai rétablie et raffermie, je rendrai compte de ma conduite, et l'on jugera si je dois me présenter à la barre. Vous êtes sur

les lieux; voyez ce que vous devez faire. Je lis dans le décret que vous avez pouvoir de me suspendre de mes fonctions. La Convention qui vous a choisis pour une mission si délicate, compte donc sur votre prudence autant que sur votre fermeté.

— Général, répondit Camus, nous ne pouvons composer avec notre devoir.

— Songez à la responsabilité que vous assumez, si vous me suspendez de mes fonctions. Acceptez plutôt ma démission que je vous ai si souvent offerte depuis trois mois.

— Nous n'avons pas pouvoir d'accepter votre démission, et, d'ailleurs, que ferez-vous après l'avoir donnée ?

— Ce qui me conviendra. Mais je déclare sans détour que je ne me rendrai pas à Paris pour être condamné par le tribunal révolutionnaire.

— Vous ne reconnaissez pas ce tribunal ?

— Non, je ne le reconnais pas. Jamais je ne me soumettrai à ce tribunal barbare et je ferai tout pour en délivrer mes compatriotes; il est l'opprobre d'une nation libre. »

Les collègues de Camus s'entremirent. Pourquoi Dumouriez n'irait-il pas à Paris? La ville était tranquille. Il n'avait rien à craindre : il paraîtrait à la barre de la Convention, et non devant le tribunal révolutionnaire; il ferait taire la calomnie.

— « Je connais Paris aussi bien que vous, répartit Dumouriez; j'y ai passé le mois de janvier, et la ville ne s'est pas calmée, surtout après nos derniers revers. Je sais que la Convention est dominée par Marat, par les Jacobins, par les tribunes, et qu'elle ne pourrait me mettre à l'abri de leurs fureurs. Du reste, si je m'abais-

sais à paraître devant l'assemblée, ma contenance seule suffirait à me condamner. »

— « Je vous accompagnerai, s'écria Quinette, je vous couvrirai de mon corps, je vous ramènerai », et il jurait de braver tous les dangers pour sauver le général.

— « Je réponds sur ma tête, ajoutait Lamarque, de la sûreté de votre personne. »

— « Mais, objecta Dumouriez, irais-je seulement jusqu'à Paris ? On m'égorgerait en chemin. Des assassins sont apostés en échelons sur la route. J'ai appris de vos propres gens qu'on a mis à Roye, à Gournay, à Senlis, des hussards et des dragons de la République pour se défaire de moi. »

Bancal se mit à citer les exemples d'obéissance et d'abnégation qu'avaient donnés les généraux grecs et romains. « M. Bancal, dit Dumouriez, nous nous méprenons toujours sur nos citations et nous défigurons l'histoire ancienne. Les Romains n'ont pas tué Tarquin ; ils avaient une république bien réglée et d'excellentes lois. Nous, nous sommes dans un temps d'anarchie. Des tigres désirent ma tête, je ne veux pas la leur donner, et je puis faire cet aveu sans craindre d'être soupçonné de faiblesse. »

Camus reprit la parole, et d'un ton ferme : « Bref, vous ne voulez pas obéir au décret de la Convention. »

— « Je vous ai dit mes motifs », et Dumouriez pressa les députés de ne pas en venir aux extrémités ; il les pria de retourner à Lille ; s'il se séparait de son armée, répétait-il, elle se débanderait entièrement.

— « Je vous remplacerai », interrompit Beurnonville, toujours outrecuidant, « et je vous assure que l'ennemi n'envahira pas le territoire ; je connais la frontière, et, tant que j'ai commandé dans ce pays, elle n'a jamais

été insultée ; j'ai contenu 20,000 Autrichiens avec 3,000 hommes. »

Dumouriez éclata de rire : « Vous êtes venu me souffler mon commandement ! »

Beurnonville se récria ; il n'avait accepté le ministère que par pure obéissance, pour mettre les armées en état de faire la campagne ; son poste était sur les bords de la Moselle ; son armée l'attendait et il n'avait d'autre désir que de la rejoindre.

« Général, dit alors un des députés, votre désobéissance perd la République. Un État ne peut subsister lorsqu'un particulier s'élève au-dessus des lois. Voulez-vous imiter Lafayette que vous avez hautement condamné ? Vous êtes chéri des Français. Serez-vous l'objet de leur mépris et de leur haine ? »

— « Le sort de la République, répondit Dumouriez, ne dépend pas d'un homme, et Cambon vous l'a dit. Du reste, la République n'existe pas. C'est Marat, c'est le club des Jacobins, et non Dumouriez, qui s'élèvent au-dessus des lois. Je ne cherche pas à éluder un jugement. Que la nation ait un gouvernement solide, et je demanderai moi-même un tribunal. Mais, à cette heure, ce serait un acte de démence ; je désobéis, mais je ne désobéis qu'à la tyrannie. »

Le temps s'écoulait, huit heures allaient sonner, et les commissaires voulaient renvoyer aussitôt à Paris le courrier Languet, pour annoncer à leurs collègues dans la séance du mercredi matin l'exécution du décret. Sur un signe de Camus, ils saluèrent le général et passèrent dans une autre chambre afin de délibérer. Dumouriez restait avec Beurnonville qui répondait de sa personne. Il s'efforça de le convertir : « Restez à l'armée, lui disait-il, et reprenez le commandement de l'avant-garde ; rap-

pelez-vous tout ce que vous avez souffert des anarchistes ; n'êtes-vous pas une victime désignée de Marat? — Quoi qu'il arrive, répondit Beurnonville, je mourrai à mon poste, et sans trahir ma patrie. Ma situation est horrible ; je vois que vous êtes décidé, que vous allez prendre un parti désespéré ; ce que je vous demande en grâce, c'est de me faire subir le même sort qu'aux députés. — N'en doutez pas, et je crois par là vous rendre service [1]. »

Dumouriez, Beurnonville et Valence rentrèrent dans la salle commune. Les officiers de l'état-major attendaient impatiemment le résultat de la conférence; ils ignoraient ce que ferait Dumouriez ; mais s'il se laissait mener à Paris, ils étaient résolus à le retenir, fût-ce par la violence. Dumouriez s'approcha de Menuret et lui dit gaiement : « Eh bien, docteur, quel topique conseillez-vous de mettre sur cette plaie ? — Le même, répondit Menuret, que l'an passé, au camp de Maulde, un peu de désobéissance. »

Les députés revinrent au bout d'une heure et informèrent Beurnonville de leurs dispositions. Puis Camus, prenant le pas sur ses collègues, s'avança vers Dumouriez qui s'adossait à la cheminée, la tête haute et le sourire aux lèvres. Un silence profond régnait dans la salle. « Citoyen général, vous connaissez le décret de la Convention qui vous ordonne de vous rendre à sa barre; voulez-vous l'exécuter ?

— Non.

— Vous désobéissez à la loi.

[1] Dumouriez ne croyait pas si bien dire ; selon le mot de Beaulieu sur Camus (IV, 149), Beurnonville « doit sa conservation à son séjour dans les prisons de l'Autriche » ; il devint ambassadeur à Berlin, il devint comte, il devint marquis, il devint maréchal de France.

— Je suis nécessaire à mon armée.

— Par cette désobéissance vous vous rendez coupable.

— Ensuite !

— Aux termes du décret nous mettons les scellés sur vos papiers.

— Je ne le souffrirai pas. »

Un murmure d'indignation se fit entendre parmi les officiers. « Dites-moi, reprend Camus, les noms de ces gens-là.

— Ils le diront eux-mêmes », et les officiers se nomment : « Je m'appelle Devaux. » — « Je m'appelle de Nyss. » Dumouriez, railleur, ironique, présente à Camus les demoiselles Fernig : « Voici les demoiselles Fernig ; pouvez-vous douter de leur civisme ? »

— « C'est affreux ! », s'écrie une des jeunes filles.

— « Assez, dit Camus, ce serait trop long ; que tous me donnent leur portefeuille. Quant à vous, général, au nom de la nation et de la loi, nous vous suspendons de vos fonctions. »

Les officiers protestent. Suspendre leur général, suspendre Dumouriez, leur père, qui les menait à la victoire! Dumouriez les arrête d'un geste : « C'est trop fort, et cette scène doit finir. Lieutenant, appelez les hussards. » La porte s'ouvre ; des hussards entrent et entourent les commissaires. « Arrêtez ces hommes, leur dit Dumouriez en allemand, mais sans leur faire de mal », et touchant le bras de Beurnonville, « mon cher Beurnonville, vous êtes arrêté aussi, mais vous garderez vos armes. Messieurs, vous me servirez d'otages. » Beurnonville se débat et veut donner des ordres aux hussards qui ne l'écoutent pas. Camus s'avance vers Dumouriez : « Général, vous perdez la République ! » — « C'est plutôt vous, vieillard insensé ! » Les quatre députés, le ministre,

Menoire, Villemur, Foucaud sont entraînés dans la chambre voisine.

Au bout de deux heures, l'aide-de-camp de Nyss avertit les prisonniers de se tenir prêts à partir. « Qui donne cet ordre? » demande Camus. — « Le général Dumouriez. » — « Dumouriez est suspendu de ses fonctions. » De Nyss hausse les épaules. Mais Camus insiste, exige un ordre écrit. De Nyss sort, puis revient : « Le général Dumouriez a dit qu'un ordre écrit n'était pas nécessaire, qu'un ordre verbal suffisait, qu'au besoin on emploierait la force. » Beurnonville déclare qu'il ne bougera pas, s'il ne sait où on le mène, et il porte la main à son épée; mais les hussards se jettent sur lui. On propose à Menoire, à Villemur, à Foucaud de les laisser libres; tous trois répondent qu'ils veulent partager le sort des commissaires et du ministre. On fait entrer les prisonniers dans les deux voitures qui les ont transportés de Paris à Saint-Amand, et l'on se met en marche. Ils croyaient que Dumouriez les envoyait à Valenciennes. Mais au bout de quelques heures d'un trajet extrêmement lent dans des chemins boueux, les voitures débouchent sur une grande route. Beurnonville la reconnaît; c'est la route de Belgique. Il saute à terre, et, suivi de Menoire, s'élance sur Rainville qui commande l'escorte. L'aide-de-camp pousse un cri ; les hussards accourent, entraînent Beurnonville et Menoire, leur donnent des coups de sabre; le ministre, blessé à la cuisse, remonte en voiture. Au jour, les prisonniers se voient au milieu des patrouilles autrichiennes, et des dragons de La Tour relèvent les hussards de Berchiny. Dumouriez envoyait Camus et ses compagnons à Tournai. « Je vous adresse, écrivait-il à Clerfayt, quatre députés de la Convention nationale qui sont venus de la part

de cette assemblée tyrannique pour m'arrêter et me conduire à la barre. Leur projet, ou du moins celui de leurs commettants, était de me faire assassiner à Paris. » Il priait Clerfayt de les remettre au prince de Cobourg qui les garderait comme otages; lui-même allait « empêcher les crimes de Paris » et comptait, pendant son expédition, sur la trêve promise. Clerfayt renvoya les prisonniers à Cobourg qui refusa de les voir. Mais le colonel Mack se rendit auprès d'eux et leur ordonna d'informer la Convention qu'ils paieraient de leur tête tout attentat contre Marie-Antoinette et le dauphin. « Je n'ai rien à conseiller à mes collègues, dit Camus, je suis prisonnier, et je ne m'appartiens plus. » Mack le menaça: « Votre tête n'est pas solide sur vos épaules. » Les députés répondirent qu'ils ne craignaient pas la mort; s'engager dans la Révolution et siéger à la Convention nationale, n'était-ce pas accepter d'avance les plus grands périls? Mack leur permit d'écrire. Aucun d'eux n'écrivit à l'assemblée. Seul, Beurnonville manda cette « étrange aventure » à ses collègues du Conseil exécutif en les assurant qu'il restait « ferme dans ses principes ». Les prisonniers furent transférés à Maestricht, puis à la citadelle d'Ehrenbreitstein, enfin en Bohême et en Moravie: Camus, Villemur et Menoire à Konigsgrätz, Lamarque, Quinette et Foucaud au Spielberg, Bancal et Beurnonville à Olmütz. Ils devaient être échangés le 25 décembre 1795 contre la dauphine.

III. Dumouriez s'était hâté d'informer ses soldats de l'événement. A onze heures du soir, il rédigeait une proclamation. « Il est temps, disait-il, que l'armée émette son vœu, purge la France des assassins et des agitateurs, rende à notre malheureuse patrie le repos

qu'elle a perdu par les crimes de ses représentants. Il est temps de reprendre une constitution que nous avons jurée trois ans de suite, une constitution qui nous donnait la liberté et qui peut seule nous garantir de la licence et de l'anarchie. » Quelques heures plus tard, il ajoutait un *supplément* à cette proclamation : deux fois il avait sauvé la France à la tête de sa brave armée, qu'il venait de ramener sur la frontière par une retraite savante; il voulait rendre encore de plus grands services à la patrie; mais les soldats devaient « faire connaître franchement leur opinion à la France entière[1] ».

Il écrivait en même temps aux administrateurs du Nord. Il leur exposait la situation du pays : la tyrannie, les assassinats, les crimes étaient à leur comble, et l'anarchie dévorait la France qui subissait, sous le nom sacré de liberté, un insupportable esclavage. Mais il allait marcher sur Paris et proclamer cette constitution de 1791 qui donnait au pays un gouvernement stable. Il rappelait qu'il était né dans le département du Nord et qu'il l'avait délivré des ennemis ; il aspirait à devenir le libérateur de la France entière, et il jurait de quitter toute fonction publique dès qu'il aurait sauvé sa patrie[2].

Mais il ne suffisait pas de lancer des proclamations. Avant de s'engager sur la route de Paris, Dumouriez devait s'assurer des trois forteresses de Lille, de Valenciennes, de Condé qui « lui étaient les plus nécessaires

[1] *Mon.*, 5 avril 1793, et A. G., *note* qui sera lue deux fois aux troupes assemblées (1er avril).

[2] *Mon.*, 5 avril 1793. Sa lettre n'eut d'autre résultat que de faire connaître ses desseins à Paris un jour plus tôt. Dès que les administrateurs du Nord qui siégeaient à Douai, eurent reçu la lettre, ils l'envoyèrent sur-le-champ aux commissaires de la Convention, Delacroix, Gossuin, Merlin et Robert, qui la reçurent en route près de Péronne et la déposèrent le 3 avril sur le bureau de l'assemblée.

et sans lesquelles il ne pouvait faire aucune démarche d'éclat avec utilité[1] ». Il avait donné le commandement de Condé à l'un de ses lieutenants les plus dévoués, Neuilly; mais il savait qu'un commissaire de la Convention, Bellegarde, se trouvait à Valenciennes, que Carnot et Lesage-Senault étaient à Lille, que des bataillons de nouvelle levée se rassemblaient dans ces deux places. Il résolut de s'en rendre maître par un coup de main; il chargea Lescuyer de prendre Valenciennes et Miaczynski de s'emparer de Lille.

Lescuyer, grand prévôt de l'armée, avait trente ans de service dans la gendarmerie et s'était élevé péniblement de grade en grade[2]. Malade depuis quelques jours, il venait demander à Dumouriez un congé de convalescence. Le général lui répondit que les circonstances étaient critiques, lui donna quatre hussards de Berchiny qui lui serviraient d'escorte, et lui confia la mission d'arrêter Bellegarde à Valenciennes. Lescuyer, disait-il, exécuterait l'ordre avec la plus grande célérité; il entrerait la nuit dans la ville, courrait chez Bellegarde avec ses hussards et l'emmènerait aussitôt dans sa voiture. Si Bellegarde fait des objections, Lescuyer lui dira que Dumou-

[1] Dumouriez, *Mém.*, IV, 137.

[2] Lescuyer venait d'atteindre la cinquantaine. Il avait vu Hastenbeck, Corbach et Minden ; il était lieutenant-colonel et prévôt de la gendarmerie du Nord et il avait assisté au bombardement de Lille lorsque les commissaires de la Convention le nommèrent colonel en le déclarant « infiniment recommandable ». Il devait son grade de général de brigade à la « gratitude des représentants provisoires du peuple de Bruxelles » et le président de cette assemblée faisait l'éloge de Lescuyer, major-général de la cavalerie belge, qui commandait à la gendarmerie « véritable corps de héros et de philanthropes » (Rec. Aulard, I, 99, 130, 144 ; *Procès-verbal de la séance des représ. prov. de Bruxelles*, 11 mars, p. 7-8 ; *Lescuyer à ses juges et à ses concitoyens*, 2, 22.)

riez veut conférer avec lui. Si Ferrand qui commande à Valenciennes, s'oppose au départ de Bellegarde, Lescuyer le rendra responsable. Quoi qu'il arrive, le commissaire doit être le 2 avril, à la petite pointe du jour, au quartier-général des bains de Saint-Amand.

Le grand prévôt obéit. Avant de monter en voiture, il alla prendre les instructions de Thouvenot. Il se préparait à partir lorsqu'il rencontra Dumouriez. « Comment, lui dit le général, vous êtes encore ici. Hâtez-vous et revenez aussitôt avec Bellegarde », et se tournant vers les hussards: « Braves hussards, pas plus de grâce pour celui-là que pour les autres; vous m'en répondez. »

A deux heures de la nuit, Lescuyer arrivait à Valenciennes. Mais, au lieu de s'assurer aussitôt de la personne de Bellegarde, il laissa ses hussards sur le glacis et se rendit seul chez le général Ferrand. Il rencontra sur sa route le commissaire-ordonnateur Beauvallon, grand ami de Dumouriez, et le pria de l'accompagner. Ferrand était couché. Lescuyer lui demanda l'adresse de Bellegarde, et brusquement: « Que pensez-vous de la situation? » Ferrand répondit qu'il pensait, comme à l'ordinaire, en bon républicain. — « Et vous, Beauvallon? » — « Moi, répondit Beauvallon en bâillant, je dors et je vais me coucher. » Il sortit, et Lescuyer, resté seul avec Ferrand, déclara qu'il avait ordre d'arrêter Bellegarde. « Pourquoi celui-là, et non les autres? » — « Comment, les autres? » — « Mais Cochon et Lequinio qui viennent d'arriver[1]. » — « Où logent-ils? » — « Chez la veuve Fiseaux. »

Lescuyer prit congé de Ferrand et manda sur-le-champ

[1] Bellegarde était venu par Landrecies; Cochon et Lequinio avaient passé par Maubeuge (*Rapport* de Lequinio, 6).

à Dumouriez qu'il arrêterait trois représentants, au lieu d'un. Mais, ajoutait-il, il ne pouvait se saisir des trois commissaires dans Valenciennes même, au milieu d'une population qu'il supposait hostile; il guetterait le moment où les députés sortiraient de la ville; il se jetterait sur eux avec ses quatre hussards et les gendarmes nationaux que lui fournirait le commandant de Valenciennes. La lettre écrite, Lescuyer vint la lire à Ferrand.

Mais Ferrand avait réfléchi et, selon sa propre expression, il usa de feintise. S'il approuva le grand prévôt, s'il promit de lui fournir des gendarmes nationaux, s'il fit ouvrir les portes de la ville à l'ordonnance qui portait à Saint-Amand la lettre de Lescuyer, il enjoignit au maître de poste de ne donner de chevaux à personne, pas même aux députés, sans sa permission expresse, et son aide-de-camp Gaspard alla dire aux commissaires qu'ils auraient tort de quitter la ville.

A huit heures du matin, Lescuyer revint chez Ferrand. Il avait reçu la réponse de Dumouriez. Le général en chef l'informait que Neuilly se rendait à Valenciennes avec des « forces supérieures » et qu'une fois, ce secours arrivé, il ne *fallait plus hésiter*. Ferrand, désormais à couvert, donne aussitôt à Lescuyer un détachement de gendarmerie nationale chargé d'exécuter les ordres de Dumouriez. Mais les commissaires ont déjà requis un bataillon de volontaires de la Charente qui veille aux abords de leur auberge. Neuilly ne se montre pas. La nouvelle de l'arrestation de Camus et de ses collègues se répand dans la ville. Des groupes se forment sur la place. « Les esprits, dit Lescuyer, sont dans une fermentation étonnante, et la ville regorge de monde aux écoutes. » Il interroge anxieusement Ferrand et le commandant temporaire; il se défie de la gendarmerie na-

tionale, craint de « soulever le peuple », de provoquer une « scène terrible », et, dans cette incertitude, il demande à Dumouriez de nouveaux ordres [1].

La journée se passait. Ferrand était sûr que la population et la garnison de Valenciennes prendraient parti contre le général. Il raconte aux commissaires ce qu'il sait; il leur apprend que l'imprimeur Prignet vient d'envoyer de Saint-Amand à son atelier de Valenciennes une copie de la proclamation de Dumouriez. Aussitôt les représentants, accompagnés de Ferrand, se rendent chez Prignet; ils saisissent les exemplaires de la proclamation qui sortaient de la presse; ils font mettre les planches sous le scellé et dresser procès-verbal par le juge de paix. Puis ils courent aux casernes, haranguent les soldats à la lueur des flambeaux et prononcent devant chaque bataillon, au nom du peuple et de la Convention, la suspension de Dumouriez. « Il a désobéi au ministre de la guerre, son supérieur, et l'a fait arrêter; il a arrêté quatre représentants de la nation; il ne peut plus commander. Soyez attachés à la République; Dumouriez, comme Lafayette et Cromwell, comme tous les premiers rois, veut s'établir un trône; abhorrez tous les tyrans; reconnaissez vos représentants, vos frères et vos amis [2]. »

A ce moment, arrive Neuilly, escorté de deux régiments de cavalerie et suivi à quelque distance par trois bataillons d'infanterie. Il entre dans la ville, se rend au logis du gouverneur, y trouve les commissaires revenus

[1] La lettre qu'il écrivait à Dumouriez fut trouvée dans la redingote du général ; elle causa la mort du grand prévôt qui fut traduit devant le tribunal révolutionnaire et condamné.

[2] Proclamation manuscrite du 2 avril 1793, rédigée à la hâte, et où Cromwell est écrit *Cronvel* (A. N. AF. II, 232).

de leur tournée ; « nous lûmes dans ses yeux, dit Lequinio, et suspectâmes ses intentions ; il venait s'emparer de Valenciennes et sonder Ferrand ». Ils n'osèrent l'arrêter. Mais ils ordonnèrent de fermer les portes de la ville ; les troupes de Neuilly, infanterie et cavalerie, passeraient la nuit hors des murs, sur le glacis et dans les villages des environs. Ces mesures prises, ils mandèrent Neuilly pour l'interroger et s'assurer de sa personne. Il s'était échappé avec ses escadrons. Mais peut-être avait-il rejoint Dumouriez ; peut-être le « traître » était-il au milieu des troupes qui bivaquaient au dehors ; sur l'ordre des commissaires, un gendarme, muni d'une lanterne, sortit par la porte opposée et, faisant un grand tour, alla notifier aux régiments la destitution de Dumouriez.

Lescuyer était resté dans la place au lieu de suivre Neuilly. Mais il comptait sur le silence de Ferrand. Il paraît avec assurance devant les commissaires ; il leur remet l'ordre d'arrestation de Bellegarde et affirme qu'il ne voulait pas l'exécuter ; puis il prête serment, rassemble les gendarmes et leur lit la proclamation qui défend aux troupes d'obéir à Dumouriez[1].

IV. La tentative de Dumouriez sur Lille échouait presque à la même heure, et devait échouer. Il avait des

[1] Rapport de Lequinio, 6-8 ; les commissaires à la Convention, 8 avril 1793 ; Lescuyer au ministre, 13 avril (A. G.). « Il n'est pas de singerie patriotique, disaient les commissaires, qu'il n'ait faite, et de preuve d'hypocrisie qu'il n'ait donnée. » Lescuyer prétendit vainement qu'il n'obéissait à Dumouriez que pour ne pas laisser « tomber l'ordre dans d'autres mains », qu'à son arrivée à Valenciennes une « guerre de lettres s'était établie » entre Dumouriez et lui, etc. (*Lescuyer à ses juges*, 5-9). Cf. Ternaux, VI, 359-369 ; Wallon, *Hist. du trib. révol.*, I, 100-108 et dossier de Lescuyer (A. N. W., 280).

sympathies dans la ville, et lorsque courut le bruit qu'il abandonnait le commandement, les bourgeois disaient tout haut qu'il était le seul qui pût les sauver. « La situation, écrivait un commissaire national, est inquiétante; le peuple, à moitié gagné; la municipalité, faible »; il ne voyait à Lille que « des amis de Dumouriez sous toutes les formes ». Mais trois hommes refuseraient sûrement de seconder le général: Duval, le commandant temporaire Lavalette et le procureur-syndic Sta. Duval était fidèle à ses serments, et si l'âge et la maladie trahissaient ses forces, Lavalette et Sta, tous deux ennemis personnels de Dumouriez et Jacobins ardents, surent agir avec vigueur. C'est Lavalette, dit un témoin, « qui a fait à peu près tout »; Sta, rapporte un autre, « a pris des mesures très fermes et intimidé les royalistes » [1].

Miaczynski, que Dumouriez avait chargé d'entrer à Lille, devait s'entendre avec Duval, arrêter Carnot et Lesage-Senault qui seraient livrés aux Autrichiens, proclamer la Constitution de 1791, puis se saisir de Douai, emprisonner Moreton et confier la place à d'Hangest, se rendre ensuite à Cambrai et y prendre le commandement en annonçant aux habitants que leur compatriote Dumouriez voulait « rétablir l'ordre et les tirer de l'infâme tyrannie des Robespierre et des Marat », enfin dépêcher à Péronne une avant-garde de 300 à 400 hommes [2].

Dumouriez envoya ses instructions à Miaczynski par le courrier Languet qu'il avait souvent employé. « Vous

[1] Beaufort à Dumouriez, 2 avril (A. G.); Desforges-Beaumé à Le Brun, 5 avril (A. E.); cf. aussi deux lettres de Vanker, 7 avril, et sur Duval, *Valmy*, 130, *Jemappes*, 89, 228; sur Lavalette et Sta, *Jemappes*, 192, 217, 246.

[2] A. N. W. 271, 31, pièce 67.

n'allez pas me quitter, lui disait-il, pour des gens qui veulent perdre la France. » Mais Languet s'égara ou fit semblant de s'égarer, et n'atteignit Orchies qu'à huit heures du matin. Miaczynski avait offert un déjeuner aux officiers de chasseurs qui, la veille au soir, escortaient le ministre de la guerre, et ses hôtes allaient se mettre en selle. Il suivit le courrier dans une chambre écartée, puis revint, et jetant sur la table la lettre de Dumouriez : « Le général en chef, dit-il imprudemment, a fait arrêter le ministre et les commissaires de la Convention et m'ordonne d'aller à Lille ; voilà comme j'aime à marcher, et ces ordres-là seront exécutés à la lettre. Saint-Georges, tu viendras avec moi, et vous, messieurs, vous serez des nôtres ! » Mais Saint-Georges et Dumas lui répondent qu'ils sont aux ordres de Duval, et le quittent sur-le-champ.

Miaczynski comprit trop tard qu'il eût mieux fait de se taire. Mais il avait le temps de réparer sa faute, et lorsque Saint-Georges lui cria qu'il avertirait Duval et les administrateurs de Lille, « je vous suis, répliqua le Polonais, et je serai là aussitôt que vous ». Il mande à Dumouriez qu'il répond de sa troupe, qu'il exécutera ses ordres ou qu'il périra : « Je vous embrasse, dit-il en terminant sa lettre, et vous aime plus, si je puis, pour le parti vigoureux que vous avez pris[1]. » Il fait battre la générale. Une heure après avoir reçu le message de Languet, il était avec toute sa cavalerie sur la route de Lille.

Mais les chasseurs avaient l'avance ; l'un d'eux, le capitaine Collin, qui montait le meilleur cheval du régiment,

[1] Encore une lettre qui fut trouvée dans la redingote de Dumouriez et qui causa la mort de son signataire.

partit ventre à terre et fit huit lieues en une heure et demie. Il courut chez Duval, lui annonça l'arrestation des commissaires et l'arrivée prochaine de Miaczynski. Duval refusait de le croire; mais Saint-Georges et Dumas suivaient Collin de près et confirmèrent son dire. Il était dix heures. Duval, Saint-Georges, Dumas se rendent à l'Hôtel-de-ville et là, devant le Directoire du district, le Conseil général de la commune et tous les chefs militaires, ils exposent ce qu'ils savent. Saint-Georges assure qu'il tient les faits de Miaczynski lui-même et, comme pour démontrer la vérité de son récit, voilà qu'apparaît un témoin oculaire de la scène du Petit-Château : le courrier Languet qui s'était fait donner un cheval frais à la poste d'Orchies. Aussitôt Lavalette ordonne de fermer les portes : personne n'entrera dans la place ; si des troupes se présentent, le général qui les commande et ses cavaliers d'escorte seront seuls introduits et menés à l'Hôtel-de-ville.

A midi, Miaczynski, suivi de cent cavaliers, débouche sur la place d'armes. Il entre seul à l'Hôtel-de-ville et demande à Duval un entretien particulier. Mais Duval lui dit qu'il a juré de ne faire aucune démarche à l'insu des corps administratifs. Miaczynski se retirait déjà. On l'entoure et l'entraîne dans la salle des séances. Le président du district l'interroge : Quelle est sa mission ? Quelles instructions a-t-il reçues de Dumouriez ? Miaczynski répond qu'il n'a qu'un ordre verbal, apporté par un aide-de-camp.

« Quel est cet ordre ?

— Me concerter avec le général Duval et me rendre à Cambrai.

— N'avez-vous qu'un ordre verbal ?

— Je n'ai qu'un ordre verbal.

— Des témoins ont vu dans vos mains une lettre de Dumouriez. »

Et le président montre les officiers de chasseurs, Saint-Georges, Dumas et Collin. « Si vous avez quelque chose à me dire, s'écrie Duval, parlez. » Miaczynski se trouble. Déjà les assistants proposent de le fouiller. Il donne au président qui la lit à haute voix, la lettre de Dumouriez. Aussitôt il est arrêté, désarmé, gardé à vue. Les administrateurs du district requièrent Duval, les chefs militaires, les commissaires Malus et Petitjean, de renouveler le serment de fidélité à la liberté, à l'égalité, à la République, à la Convention nationale. Ils descendent sur la place et font prêter serment à toutes les troupes, même aux cavaliers de Miaczynski. Lorsqu'ils rentrent en séance, le Polonais leur déclare qu'il n'avait d'autre dessein que de remettre à Duval la lettre de Dumouriez; il jure de servir la République de tout son pouvoir; il répond de ses bataillons. Les administrateurs acceptent ses excuses ; mais les 3000 hommes qui l'attendent dans le faubourg de Paris, et les 2,000 autres qu'il a laissés à Orchies, devront se rendre au camp de la Madeleine, sous le canon de la place. Miaczynski consent à tout ; il donne à Macdonald, colonel du 2e régiment d'infanterie, le commandement du camp, et le prie d'assurer ses frères d'armes qu'il les « conduira contre tous ceux qui voudront s'ériger en dictateurs comme le traître Dumouriez ».

Cependant Dumouriez, inquiet du silence de Miaczynski, envoyait à Lille dans la soirée du 2 avril l'aide-de-camp Perrault. Ce Perrault devait instruire Duval des événements de la veille, presser l'exécution des ordres donnés à Miaczynski, arrêter les administrateurs et les officiers qui feraient résistance, et les envoyer

sous bonne garde au quartier de Saint-Amand. Il partit avec le courrier de la malle, mais il n'alla que jusqu'à Pont-à-Marcq ; il vit le poste changé, il apprit l'arrestation de Miaczynski, il n'osa pousser plus loin ; il fut même assez malavisé pour envoyer à Duval par le courrier de la malle les instructions du général en chef.

Il fallait renoncer à Lille. Dumouriez tenta du moins de rappeler à lui les 5,000 hommes qui campaient sur le glacis de la place. Il confia l'entreprise à Philippe Devaux qu'il nomma maréchal de camp. Devaux quitta Saint-Amand le 4 avril de grand matin, gagna sans obstacle le faubourg de la Madeleine et ordonna au colonel du 6e dragons de se tenir prêt à partir durant la nuit. Macdonald était à Lille ; mais Devaux comptait sur lui ; tous deux avaient fait côte à côte les campagnes de l'Argonne et de la Belgique dans l'état-major de Dumouriez, et s'étaient liés d'une étroite amitié. Devaux, fatigué, se rendit au logement de Macdonald, se jeta tout habillé sur le lit et s'endormit profondément. A huit heures du soir, la porte s'ouvre ; il s'éveille, il voit Macdonald et se jette dans ses bras. L'autre le repousse doucement : « Mon ami, lui dit-il, je ne sais ce qu'on te veut, mais j'ai ordre de t'arrêter [1]. »

Lavalette avait chargé Macdonald d'appréhender Devaux. Il suspectait le civisme du jeune colonel ; « vous parlez, lui dit-il, de votre patriotisme ; je veux bien vous

[1] L'ordre était ainsi conçu : « Les autorités civiles et militaires de la ville de Lille ordonnent au colonel Macdonald d'arrêter le colonel Devaux. Le conseil général, sûr des sentiments patriotiques du colonel Macdonald et de la troupe qui est à ses ordres, est bien convaincu que le colonel prendra tous les moyens possibles pour faire arrêter le colonel Devaux et que dans aucun cas il n'adhèrera point aux propositions ni aux ordres qui pourraient lui être donnés de la part du général Dumouriez. » 4 avril 1793 (A. G.).

croire, mais ce soir même vous irez en personne vous saisir de Devaux. » L'aide-de-camp de Dumouriez fut conduit à l'Hôtel-de-ville, interrogé, fouillé. On trouva sur lui l'ordre du général. « Connaissiez-vous sa trahison ? » lui demanda Lavalette. « Non, répondit Devaux, je suis officier et je ne sais qu'obéir aux ordres de mon chef. » Il fut envoyé à Paris et, comme Lescuyer et Miaczynski, mourut sur l'échafaud[1].

V. Que se passait-il aux camps de Bruille et de Maulde pendant qu'échouait le coup de main tenté sur Valenciennes et Lille par Lescuyer et Miaczynski?

Le lieutenant-général Rosières commandait provisoirement le camp de Bruille[2]. Lorsqu'il reçut la proclamation du 1er avril, il convoqua ses principaux officiers. Quatre généraux de brigade et trois adjudants-généraux assistaient à ce conseil de guerre. Les généraux étaient le vieux Stettenhoffen, Kermorvan qui comptait alors vint-cinq ans de services[3], Chancel, le *général Nestor*, qui

[1] Cf. sur Philippe Devaux de Vautray, né à Bruxelles, lieutenant au régiment de Kaunitz, démissionnaire en 1787, *Ret. de Brunswick*, 131-132 et 163, *Jemappes*, 20, et plus haut 34, 40-41 ; sur Macdonald, *Valmy*, 53-54 et 159 ; un agent écrivait alors que « sa grande jeunesse et son peu d'expérience ne donnaient pas confiance aux soldats qui composaient le camp » (15 avril 1793, A. G.) ; sur Miaczynski, *Valmy*, 32 et 54. Cf. aussi Ternaux, Wallon, les dossiers de Miaczynski et de Devaux, A. N. W. 271, 31 et 36 (surtout le *Précis des faits qui se sont passés à Lille le 2 avril 1793 et jours suivants*, W. 271, 31, p. 8) et le *Mon.* du 6 avril 1793.

[2] Cf. sur Rosières, *Jemappes*, 24, 90-92, 208, 251. Il était, ainsi que Kermorvan, rentré dans l'armée française après Neerwinden et avait servi à la division de gauche (Rojas, *Miranda*, 134). Il fut nommé commandant de Douai, puis suspendu parce que son fils avait émigré. Il mourut à Paris en 1808.

[3] Kermorvan, suspendu en août 1793, mourut en 1817, sans avoir reparu dans les armées.

appartenait à l'armée depuis 1769[1], le Belge Davaine qui, d'un emploi dans les remontes, s'était élevé au grade de maréchal de camp[2]. Les trois adjudants-généraux étaient les lieutenants-colonels Pinon, Pille et Chérin : Pinon, valet de chambre du roi et commandant de la section armée de la Fontaine-Montmartre[3]; Pille, lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires de la Côte-d'Or, qui devait être six semaines plus tard l'adjoint du ministre de la guerre, puis ministre, et sous l'Empire, comte et inspecteur général aux revues; Chérin, le fils et successeur du fameux généalogiste et le futur chef d'état-major de Hoche et de Masséna.

La délibération s'ouvrit. Stettenhoffen voulait rester fidèle à la République, mais se contenta de dire que

[1] Chancel était surnommé le *général Nestor*, non parce qu'il était vieux (il n'avait que quarante ans), mais Jean Nestor étaient ses prénoms. Il naquit à Angoulême. Il était, avant 1789, capitaine-adjoint aux aides maréchaux-de-logis de l'armée et, en 1791, adjudant-général à la 4e division militaire (Nancy). Il fut nommé en 1793 général de brigade (3 février) et général de division (11 sept.), et défendit Maubeuge ; mais Duquesnoy l'accusa d'être resté inactif après le déblocus de la place. Il fut traduit au tribunal révolutionnaire et exécuté.

[2] Jean-Baptiste Davaine avait alors soixante ans. Il servit en France de 1748 à 1763, puis se fit amidonnier et savonnier à Roulers, sa ville natale. Il prit part à la révolution brabançonne et se signala à la prise de Gand. A la fin de 1790 il se réfugiait à Melun avec sa famille. Santerre le fit nommer, après le 10 août, inspecteur des chevaux de la République. Il vint en cette qualité, au commencement de février 1793, dans la Belgique et reprit du service. Général de brigade depuis le 19 février, général de division après la défection de Dumouriez, il fut accusé, comme Chancel, par ce Duquesnoy — que Gadolle nommait *le grand râfleur des généraux* — d'avoir compromis par « mauvaise foi ou ineptie » le succès des armes de la République ; renvoyé comme Chancel, au tribunal révolutionnaire, il fut exécuté le même jour (16 ventôse an II).

[3] Lieutenant-colonel depuis le 25 janvier 1793, adjudant-général le 15 mai, Pinon devint général de brigade (22 thermidor an III) et prit sa retraite en l'an XI.

Dumouriez était un « f.... gueux ». Seuls, Pille et Chérin se déclarèrent avec fougue et sans ménagement contre le général, au nom de la « sublime cause » de la liberté. Chérin rappelait qu'il était aux côtés de Dumouriez lorsque l'armée avait appris la révolution du 10 août. « C'est un des hommes, s'écriait-il, qui se sont le plus fortement prononcés et un des premiers qui ont juré la République. Nul ne montrait une plus grande aversion pour la royauté. Et il veut la rétablir aujourd'hui ! Où sont la constance du caractère, la probité, la religion du serment ? » Il proposait de s'emparer aussitôt du rebelle et de l'envoyer à Paris. Rosières n'osa prendre un si vigoureux parti. « C'est un bien galant homme, dit Stettenhoffen, mais il a montré beaucoup de faiblesse et de pusillanimité. » Il louvoya ; il fit lire dans le camp la proclamation de Dumouriez, mais en même temps il rappelait aux troupes qu'elles avaient prêté le serment de maintenir la République, la liberté et l'égalité [1].

Dumouriez ordonna sur-le-champ à Rosières d'arrêter Pille et Chérin. Ce dernier ne fut saisi que le lendemain, mais il put échapper et courir à Valenciennes où les commissaires accueillirent avec joie ce « patriote actif et intelligent ». Pille fut, dès le 2 avril, chargé de fers et livré à Clerfayt qui l'envoya à Maestricht [2].

[1] Entretien de Chérin avec Cobourg et Mack (A. F. 61, II) ; Stettenhoffen à Le Brun, 13 avril 1793 (A. E.). Chérin avait déjà contribué pour sa modeste part à étouffer la rebellion de Lafayette, et Dumouriez l'envoyait à Sedan avec des « patriotes zélés » (*Valmy*, 23). Pille était ami de Miranda et ennemi de Thouvenot (Rojas, *Miranda*, 54-55, 246-247) ; c'était avec Muller, le seul officier dont « l'esprit républicain dédommageait Ronsin de l'incivisme des autres officiers » (*Corresp.* de Ronsin, IV et V, note).

[2] Lettre des commissaires du 5 avril (*Mon.* du 9). « Je déclare, dit

Le même jour, Dumouriez prévenait l'armée qu'il la passerait en revue dans l'après-midi. « Pour laisser reposer ses braves troupes, disait-il, et pour mieux servir son pays, il était convenu d'une suspension d'armes avec les généraux de l'armée impériale » ; il ordonnait une surveillance exacte pour la police, et défendait, sous peine de mort, de franchir la frontière [1].

A trois heures, il se rendait au camp de Bruille. Tous les généraux parurent, à l'exception de Stettenhoffen qui se disait malade et demandait un congé [2]. Les troupes acclamèrent Dumouriez; il avait su, dit un témoin, « capter par ses discours et ses actions militaires la confiance intime de l'armée » [3]. Le 5e bataillon de Saône-et-Loire déclara dans une adresse signée de son premier lieutenant-colonel Chapuis, de l'adjudant-major, et de vingt-six officiers, sous-officiers et soldats, que Dumouriez sauverait encore la patrie, que l'obéissance de ses soldats lui garantissait la victoire, que ses ennemis étaient les ennemis de l'armée qui les détestait sans les craindre [4]. La

Chérin (Valenciennes, 6 avril 1793, A. G.), que c'est le lieutenant-général Rosières, commandant à Bruille, qui m'a fait arrêter le trois de ce mois au soir par ordre de Dumouriez. »

[1] 2 avril 1793 (A. G.), Biotière aux adjudants-généraux.

[2] Stettenhoffen écrit à Dumouriez : « Ma santé délabrée ne me permettant plus de servir, je vous prie de m'accorder la permission de me retirer quelque part pour la rétablir. » Dumouriez répond : « Le général Stettenhoffen est maître de se retirer où il voudra, quitte à lui à s'arranger pour sa démission avec le ministre de la guerre. » Stettenhoffen reçut cette lettre à deux heures du matin et partit à quatre. C'était un brave soldat, « ayant des vues militaires » (Cochelet, *Rapport au Comité milit.*, 6). Chaque mois il envoyait au ministre et « déposait sur l'autel de la patrie pour faire la guerre aux tyrans couronnés » le quart de ses appointements (lettre du 23 février 1793, A. G.).

[3] Mot du lieutenant-colonel Chapuis.

[4] Le 11 avril, les commissaires de la Convention à Valenciennes écrivaient que le 5e de Saône-et-Loire désapprouvait l'adresse des 26;

5e compagnie des chasseurs de la Meuse affirma qu'elle reconnaissait Dumouriez pour chef légitime, qu'elle lui obéirait passivement et ne voulait d'autre constitution que celle de 1791 [1].

Il était trop tard pour aller au camp de Maulde. Dumouriez rentre à Saint-Amand et réunit à dîner chez Mme de Genlis ses officiers les plus dévoués. Il leur montre pendant le repas un pli cacheté que le Comité de sûreté générale envoyait à Beurnonville; il l'ouvre, il en tire des mandats d'arrêt contre le duc de Chartres, le duc de Montpensier, Valence, Berneron, Westermann, Malus, les adjudants-généraux Devaux et Montjoye, l'aide-de-camp Codron, ci-devant maire de Cambrai. On lit ces lettres de cachet, ainsi conçues : « N..... sera conduit sous bonne et sûre garde dans les prisons de l'Abbaye pour y être gardé au secret. » On s'étonne que ces lettres soient signées par trois membres du Comité de sûreté générale, entre autres par Duhem. Quel décret a donné de pareils pouvoirs à ce Comité [2]? Les têtes s'échauffent. Les convives jurent de châtier la Convention. Ils se comptent; ils écrivent aux amis absents, et à une heure et demie du matin, le duc de Chartres envoie ces lignes à Paul Thiébault, à Lille : « Arrivez bien vite, mon cher Paul, nous avons bien besoin de vous pour une affaire importante et pressée [3]. » Valence expose à

« il abjure hautement leur égarement et leur perfidie ; il nous donne l'assurance la plus positive de son attachement à la République ». La Convention décréta le 13 avril que le lieutenant-colonel et ses 26 subordonnés seraient traduits devant le tribunal révolutionnaire Chapuis comparut seul et fut condamné à mort.

[1] Lequinio, *Rapport*, 13.

[2] *Lettres du général Valence*, 13-14, et *Précis de la conduite de Mme de Genlis*, Hambourg, 1796, 86-87 ; cf. Rec. Aulard, II, 592.

[3] Lettre du 3 avril (*Mon.* du 8). Cf. sur le capitaine Thiébault, le

Biron la *situation inouïe* de l'armée : « Dumouriez en état d'arrestation et faisant arrêter le ministre et les commissaires ; Lille et Valenciennes remplis de députés ; les ennemis au nombre de 60,000 hommes, victorieux, à deux lieues de nous ; pas de provisions, pas de fourrages, tous les généraux arrêtés, excepté moi, parce que je suis blessé : Ligniville, d'Harville, Bouchet [1], etc. Les traîtres qui vendent la France ont avili les généraux pour la livrer plus aisément. Quelle différence de notre sort quand en Champagne nous préférions la mort aux fers des despotes [2] ! »

Mais Valence est toujours le sage Valence. Il mande au président de la Convention que l'armée, « fatiguée des vexations qu'elle éprouve », suivra peut-être le parti de Dumouriez. Pour lui, il donne sa démission : « Je m'exile de ma patrie ; jamais je ne servirai contre mes concitoyens, quelle que soit leur opinion ou leur égarement [3]. »

Dumouriez aurait dû suivre l'exemple de Valence. Mais l'accueil du camp de Bruille l'avait enivré. Le 3 avril, encore plein de foi dans son étoile, il se rendait à Maulde. C'était là qu'avait commencé sa fortune militaire ; là qu'il avait reçu le commandement de l'armée du Nord ; là qu'il avait, dans une lettre célèbre, flétri la révolte de Lafayette et proclamé l'inviolable puissance de l'Assemblée et des représentants « investis d'un pouvoir devant lequel tout doit plier ». Huit mois ne s'étaient pas

futur général, *Jemappes*, p. 234 ; la lettre du duc de Chartres fut interceptée, et Thiébault arrêté ; Grouvelle le sauva.

[1] Les représentants Hentz et Laporte avaient fait arrêter à Maubeuge le général d'Harville et le commissaire des guerres Barneville parce qu'ils n'avaient pas évacué les magasins de Namur le 25 mars, jour de leur départ. (*Observ.* de Barneville, 1 2.)

[2] Lettre du 2 avril (*Mon.* du 26).

[3] *Lettre du général Valence*, 14-15.

écoulés, et ce camp qui passait alors pour le camp des patriotes et pour un véritable club de Jacobins, ce camp qui, comme lui et avec lui, avait acclamé la journée du 10 août, Dumouriez venait le soulever en faveur de la royauté[1] !

Le Veneur qui commandait à Maulde, était perplexe et depuis vingt-quatre heures éludait, sous divers prétextes, l'invitation de se rendre à Saint-Amand. Il aimait Dumouriez, il reconnaissait qu'il lui avait de grandes obligations, mais il regardait l'arrestation des commissaires comme un « grand attentat » ; surtout il craignait en se prononçant contre Dumouriez, d'être lui aussi, arrêté et envoyé comme otage aux Autrichiens. Lorsqu'il apprit l'arrivée du général, il se mit au lit en disant qu'il était malade. Mais il eut soin d'écrire auparavant une lettre à la Convention nationale; il y parlait de sa position affreuse, horrible ; il assurait qu'il courait les plus grands risques et n'avait d'autre désir que de quitter son poste; il ajoutait qu'il essaierait de s'échapper et de gagner une ville où il attendrait les ordres de l'Assemblée. Son aide-de-camp Lazare Hoche, capitaine au 58e régiment d'infanterie, porta sa lettre à Paris[2].

[1] *Corresp.* de Couthon, 165; Rouhière à Le Brun, 20 août 1792 (A. E.) ; *Valmy*, 18-23.

[2] Cf. sur Le Veneur, *Inv. pruss.*, 54 ; *Valmy*, 50-51, 55, 196, 198, 224 ; *Jemappes*, 81 et 118. Le 5 avril, pendant que Dumouriez se rendait à Condé, il s'échappait et gagnait Arras. Il fut arrêté et envoyé à Rouen, à sa grande surprise. « Je suis le seul officier-général de Dumouriez qui ait osé déserter son camp. Dampierre était dans une place forte, et n'avait rien à craindre de lui, et il pouvait tout oser ; Dampierre est général, et je ne puis être libre. » (Le Veneur à la Convention, 3 avril (*Mon.* du 7) et au Comité, 15 avril ; Extrait des registres aux arrêtés du conseil d'administration du Pas-de-Calais, 5 avril 1793, A. G.)

Dumouriez s'était fait précéder au camp de Maulde par une proclamation qui donnait pour mot d'ordre *Enfants, suivez-moi,* et pour mot de ralliement *je réponds de tout.* Il déblatérait de nouveau contre la Convention « qui employait les revenus publics à faire voyager des intrigants sous le nom de commissaires » ; il accusait ces commissaires de désorganiser l'armée par des rapports calomnieux et d'envoyer les généraux à la guillotine. Il priait les soldats de le seconder : « La postérité dira de nous : sans la brave armée de Dumouriez, la France serait un désert aride ; elle l'a conservée, elle l'a régénérée ; soyons les dignes fils de si glorieux pères ! »

Bientôt Dumouriez, escorté des hussards de Berchiny qui ne le quittaient pas, arrivait au camp de Maulde. Il y passa quatre heures, se mêlant aux soldats, leur prodiguant les promesses, les engageant à détruire l'anarchie et à rendre à la France le repos et la paix [1]. Valence faisait de même ; il caressait les officiers, donnait aux sergents des poignées de main, causait familièrement avec les simples soldats. Le 5e bataillon de Paris semblait douteux ; Dumouriez le harangue : « Je veux, lui dit-il, sauver encore la patrie que j'ai déjà sauvée deux fois ; il faut reprendre la constitution que nous avons jurée ; il faut purger la France de ses assassins ; il faut faire de bonnes lois. » Valence lui présente le lieutenant-colonel Chopplet : « Voilà notre brave commandant du 5e bataillon de Paris ; il ne nous abandonnera pas » ; puis, se tournant vers les volontaires, « ce brave commandant a aujourd'hui quarante livres de moins sur le cœur ». Le commandant insinue que l'arrestation des

[1] Rapport de Perrin au Comité de sûreté et de défense générale de Lille, 3 avril 1793 (A. G.).

commissaires et du ministre de la guerre a causé la plus grande peine à son bataillon ; Dumouriez lui serre la main : « Je réponds d'eux, on ne fera pas de mal aux commissaires, et le ministre de la guerre n'est pas du tout fâché de son arrestation[1]. » Il croyait avoir gagné son armée, et il trouvait dans les bataillons nationaux une bonne volonté qu'il n'y attendait pas[2]. Ne recevait-il pas au même instant une adresse de dévouement que le 3e bataillon de la Gironde lui envoyait des gorges de Porrentruy : « Ton armée vient d'éprouver un échec considérable ; mais tu n'en es pas moins grand à mes yeux ; nous voyons toujours en toi le vainqueur d'Argonne et de Jemappes ; nous demandons à servir dans ton armée[3]. »

VI. La nouvelle de la rebellion de Dumouriez avait agité Paris, sans l'indigner. « Il y a des groupes, lit on dans un journal du temps, mais point de chaleur, et on ne trouve pas, contre l'expédition décidée de Dumouriez, l'énergie qui s'était manifestée contre l'idée seule des projets de Lafayette , on cherche plus ce qu'il veut faire que des moyens d'empêcher qu'il ne fasse[4]. »

Mais la Convention lança décrets sur décrets. Elle déclara Dumouriez traître à la patrie et le mit hors la loi. Tous les citoyens devaient courir sus à ce *nouveau Catilina*[5]. Ceux qui le prendraient, mort ou vif, ou leurs héritiers, recevraient une récompense de 100,000 livres et des couronnes civiques. Nul ne pouvait, sous

[1] Déposition de Chopplet, 6 avril 1793 (A. G.).
[2] Mot de Cobourg (Ternaux, VI, 259).
[3] Esch, 28 mars 1793 (A. N. F7 4598).
[4] *Chronique de Paris*, 6 avril 1793.
[5] Mot de Prudhomme, *Révol. de Paris*, n° 195, p. 56.

peine de mort et de confiscation, le reconnaître comme général. Les pères et les mères, les femmes et les enfants des officiers de l'armée de Dumouriez devaient être gardés à vue comme otages, par chaque municipalité, jusqu'à la délivrance des commissaires de la Convention et du ministre de la guerre. La femme de Dumouriez[1], la femme et les enfants de Valence, la femme du duc d'Orléans, la citoyenne Montesson, furent arrêtées ; Sillery et Philippe Egalité, gardés à vue ; Miaczynski, enfermé à l'Abbaye.

Un décret du 3 avril mit sous la sauvegarde de l'armée les commissaires arrêtés par Dumouriez. La Convention déclara qu'ils n'étaient pas prisonniers de guerre, et, usant de représailles, elle fit transférer à Paris des officiers autrichiens qui devaient servir de *contre-otages* ; dans le nombre étaient un comte d'Auersperg et trois comtes de Linange ; on avait choisi ceux qui, de près ou de loin, tenaient au collège du Saint-Empire et passaient pour être apparentés à Cobourg, à Clerfayt et aux généraux autrichiens.

Une éloquente proclamation, rédigée par Lasource, fit entendre à l'armée « la voix sacrée de la patrie en péril ». Les soldats deviendraient-ils les méprisables satellites d'un scélérat ambitieux ? Tourneraient-ils contre la France, contre la République, contre la patrie les armes qu'ils n'avaient prises que contre la tyrannie ? Commettraient-ils le plus atroce des crimes ? Non ; ils étaient l'avant-garde de la nation qui se levait tout entière derrière eux, prête à protéger de sa puissance ceux qui devaient la servir et à écraser de sa foudre ceux

[1] Elle était alors à Saint-Quentin (lettre du maire, 6 avril A. G.). C'est ainsi que le Comité de sûreté générale de l'assemblée législative avait fait arrêter Mme de Lafayette (Ternaux, III, 64).

qui seraient rebelles ; ils livreraient le traître dont le nom était voué à l'infamie, et la tête, à l'échafaud.

Quatorze membres furent pris parmi les commissaires de la Convention envoyés dans le nord-est pour mettre en état de défense les places fortes de la frontière ; ils devaient se partager en sept commissions, composée chacune de deux membres, et assistée de deux ingénieurs, de deux officiers de chaque arme, d'un officier de santé, d'un employé de vivres ; ils feraient l'inventaire des munitions et des approvisionnements de chaque place et auraient le droit de requérir les corps administratifs, de suspendre les officiers civils et militaires, de prendre toutes les mesures de sûreté générale. Huit commissaires : Carnot, Gasparin, Briez, Duhem, Roux-Fazillac, Duquesnoy, Du Bois du Bais et Delbrel, furent chargés de se rendre aux armées du Nord et des Ardennes : deux d'entre eux devaient former à Péronne un noyau d'armée ; deux autres, s'établir à Valenciennes pour se porter sur tous les points où leur présence serait nécessaire ; trois autres, se rendre à Lille et à Douai pour seconder Carnot. On s'était plaint que les commissaires de la Convention n'eussent pas, jusqu'alors, une marque distinctive. Eux-mêmes jugeaient que le mot *commissaire* était trop commun et n'imposait pas assez, que l'armée les confondait avec les commissaires des guerres et les commissaires-ordonnateurs, qu'on les prenait pour des secrétaires ou de simples commis. Ils eurent désormais le titre de *représentants de la nation* et un costume particulier : chapeau rond surmonté de trois plumes aux trois couleurs, épée suspendue à un baudrier de cuir noir, écharpe en ceinture avec une frange jaune [1]

[1] 4 avril (*Mon.* du 7).

Un nouveau ministre de la guerre, le colonel Jean-Baptiste Bouchotte, commandant temporaire de Cambrai, remplaça Beurnonville. Il avait eu vingt-deux voix au départ de Servan, et depuis, sa réputation de civisme n'avait fait que grandir. Les commissaires et la Convention le louaient à l'envi, vantaient son courage, son patriotisme. Inscrit comme candidat à l'élection du 4 février, il avait été, le 14 mars, le concurrent de Beurnonville. Il réunit, le 4 avril, l'unanimité des suffrages [1].

En attendant l'arrivée de Bouchotte, Le Brun prenait l'intérim. Il ordonnait à Duval d'arrêter Valence. Il recommandait aux commissaires nationaux une « intelligence parfaite » avec les commissaires de la Convention et les priait de consoler les patriotes belges qui suivaient l'armée dans sa retraite [2].

Le ministre des affaires étrangères montrait d'autant plus de zèle que personne n'ignorait ses liaisons avec Dumouriez. Les Girondins suivaient son exemple. Le général les désignait lorsqu'il parlait de la *saine partie* de la Convention, et ils craignaient de passer pour ses complices. Ils avaient approuvé ses coups de vigueur en Belgique; Gorsas insérait la lettre du 12 mars en ajoutant qu' « on avait eu l'adresse de la soustraire » et la *Chronique de Paris* applaudissait à l'arrestation du commissaire national Chépy et à la restitution de l'argenterie des églises; « Dumouriez, disait-elle, a rendu justice aux Belges, il a déployé son caractère et opposé sa fermeté aux ennemis du dedans »! Même le

[1] Cf. Rec. Aulard, I, 131 et *Patriote français*, 6 avril 1793. Bouchotte arriva le 6 avril au soir à Valenciennes pour conférer avec les commissaires. Il partit le lendemain pour Paris.

[2] Le Brun aux commissaires nationaux, et Duval à Le Brun, 4 avril 1793 (A. G.; cf. Rec. Aulard, III, 32).

31 mars, lorsque la municipalité de Paris demandait le châtiment de Dumouriez, le rédacteur du *Patriote Français*, Girey-Dupré, s'indignait qu'on voulût « frapper cette tête que le fer prussien et autrichien n'avait pu atteindre ». Mais, lorsqu'ils apprirent les événements du 1er avril, les Girondins se prononcèrent contre le général ; s'ils plaidaient les circonstances atténuantes, s'ils insinuaient que Dumouriez était « aigri par ses mauvais succès », « outré de la désorganisation de son armée », « révolté de l'anarchie qui dévorait la France » et qu'il « se livrait à tous les emportements d'une âme profondément ulcérée », ils condamnaient hautement sa rébellion. Les patriotes, disaient-ils, devaient le détester autant qu'ils l'avaient aimé, et Girey-Dupré demandait la mort de l'homme qui voulait jouer les Alcibiade ou les Monk : « Brutus t'attend ; quand César marchait contre Rome, les tribuns déclamaient, Pompée promettait de faire sortir les légions de dessous terre ; Caton, tranquille, muet, allait à son but et formait au tyrannicide le bras du jeune Brutus [1] ! »

VII. Mais déjà la partie était gagnée, et à la voix des commissaires de la Convention, l'armée, d'abord hésitante et incertaine du parti qu'elle devait prendre [2], se déclarait contre Dumouriez. Les lieutenants du général ne s'engageaient qu'avec mollesse et à demi dans l'en-

[1] *Courrier des départements*, 26 mars ; *Chronique de Paris*, 16 mars et 1er avril ; *Patriote français*, 1er, 2, 4, 5 avril 1793. Les Girondins eurent beau dire ; Dumouriez demeura aux yeux des montagnards « le protégé de Brissot et de tous les traîtres du côté droit » (*Journal de la Montagne*, n° 9, 10 juin 1793) ; cet homme, dit tristement Brissot (*Mém.*, p. 352) « devait perdre tout ce qui s'attachait à lui ».

[2] Ferrand, *Procès de la défense de Valenciennes en 1793*, réimpr. de 1834, p. 15.

treprise. Les commissaires agissaient sur-le-champ, sans balancer, et déployaient autant de résolution et d'activité que leurs adversaires, de lenteur et de maladresse.

Carnot et Lesage-Senault étaient tous deux à Douai. Ils visitèrent les fortifications de la place et firent mettre l'artillerie en batterie. Ils investirent des plus amples pouvoirs les conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, et dictèrent leur conduite : se rallier à la Convention, le seul centre d'autorité qui pût exister ; se défendre avec calme, « sans enthousiasme aveugle ou découragement imbécile » contre l'exécrable Dumouriez qui poussait la félonie plus loin encore que Lafayette ; rassembler des subsistances dans les places de première ligne ; se garder de toute surprise à la clôture ou à l'ouverture des portes ; arrêter les suspects ; tirer des caisses publiques l'argent nécessaire ; lever le cas échéant sur les riches une contribution qui serait remboursée par le trésor national ; déclarer que quiconque amènerait Dumouriez mort ou vif, aurait bien mérité de la patrie [1].

Ils lancèrent une proclamation qui ordonnait aux généraux de se retirer avec l'artillerie et les bagages sous le canon des places fortes, et aux soldats de livrer Dumouriez, le « monstre le plus odieux qui eût jamais désolé la terre [2] ».

Ronsin se trouvait alors à Douai [3], et Moreton commandait la place. Carnot et Lesage-Senault se concertèrent avec ces deux hommes qui les secondèrent de toutes les forces de leur haine contre Dumouriez. Ils

[1] 2 avril 1793 (*Mon.* du 6).
[2] 3 avril 1793 (A. N. AF. II, 232).
[3] Il avait été « envoyé par le ministre de la marine à Dunkerque pour une opération relative à son département et chargé de parcourir les places fortes et l'armée ».

convinrent de laisser entrer le général, seul et sans escorte, s'il se présentait devant la ville, et de l'arrêter aussitôt. Moreton, Lamarche, les officiers de la garnison prêtèrent serment entre leurs mains, et sur leur ordre, le Conseil général du Nord ordonnait aux citoyens de porter la cocarde nationale et de quitter le chapeau relevé d'un seul côté et garni en taffetas noir, dit *chapeau à la Dumouriez*[1].

Mais les commissaires venus à Valenciennes, Bellegarde, Cochon, Lequinio, furent ceux qui déployèrent l'activité la plus énergique et la plus efficace. Ils ont, atteste Gadolle, « sauvé la patrie par des opérations dont la justesse et le plus heureux à propos méritent le souvenir éternel de la République[2] ». Ils sommaient Valence, le duc de Chartres, Neuilly de se déclarer sans retard contre Dumouriez, sous peine d'être regardés comme ses complices. Ils enjoignaient à Valence d'arrêter le rebelle. « Vous prouverez, écrivaient-ils au duc de Chartres, que ce n'est point avec hypocrisie que vous portez le nom d'Égalité[3]. » Leur zèle était incroyable, et ils purent dire qu'ils avaient employé, jusqu'à l'épuisement de leurs forces physiques, tous les moyens possibles : « prédications dans les casernes et sur les rues, affiches, instructions patriotiques, discours et accolades fraternelles aux détachements à mesure qu'ils s'échappaient du camp Dumouriez, missions d'espionnage[4] ».

[1] Moreton à Lestrange, 6 avril ; Arrêté du Directoire du département du Nord, 4 avril 1793 (A. G.).

[2] Lettre de Gadolle, 10 avril 1793 (A. G.), et *Tu en as menti, Billaud*, 6.

[3] Les commissaires à Valence et à Égalité, 3 avril 1793 (A. F. II, 232).

[4] 8 avril 1793 (A. G.). Aussi s'étonnaient-ils de n'être pas compris dans les nouvelles commissions nommées par la Convention. A la

Frappés de l'énergie des commissaires, et sûrs que la Convention aurait le dernier mot, les commandants des places fortes se ralliaient au parti de la nation et de l'Assemblée. Tricotel qui commandait Arras, faisait afficher les proclamations de Dumouriez, trois heures après les avoir reçues, et les envoyait aux administrations du Pas-de-Calais. Mais les commissaires tançaient Tricotel, lui reprochaient d'agir sans les consulter, menaçaient de le suspendre, et Tricotel allait retirer à la poste les proclamations [1].

Tourville qui commandait Maubeuge, se rendait avec son état-major au Conseil général de la commune et lisait la proclamation de Dumouriez. Officiers et municipaux étaient d'abord embarrassés. La proclamation « contenait des principes tout à fait différents de ceux que Dumouriez avait manifestés jusqu'à présent ». C'était peut-être « une nouvelle machination des ennemis de la chose publique ». Finalement, pour « connaître la vérité sur un objet si extraordinaire », l'Assemblée envoyait à Valenciennes et à Saint-Amand l'aide-de-camp Daurieu et l'officier municipal Legros. Mais Tourville écrivait aux commissaires qu'après ces « nouvelles affreuses » et ces « bruits désastreux », il cessait de correspondre avec Dumouriez [2].

lecture de cette lettre, l'assemblée déclara qu'elle approuvait leurs mesures et qu'elle était satisfaite de leur conduite et de leur zèle (décret du 10 avril).

[1] Tricotel était un vieux soldat qui avait repris du service comme lieutenant-colonel du 3e bataillon de la Meurthe. « J'ose dire, écrivait-il au ministre (2 avril 1793, A. G.), avoir servi depuis le 2 avril 1743, fait trois guerres, trente-deux ans de lieutenant-colonel, criblé de blessures, deux à la tête dont une en suppuration depuis cette guerre au cou, et à la veille d'être suspendu. »

[2] Séance du conseil général de Maubeuge, et Tourville aux commissaires, 2 avril 1793 (A. G.).

Ferrand qui commandait Valenciennes, déclarait qu'il verserait ce qui lui restait de sang pour la République ; il abhorrait tous les traîtres, ne reconnaissait comme « autorité suprême et légitimement représentative du peuple français » que la Convention nationale, défendait à tous ses subordonnés d'obéir au ci-devant général Dumouriez [1].

Enfin, au Quesnoy, Dampierre annonçait bien haut et avec éclat qu'il combattrait Dumouriez. Ce dernier comptait sur son lieutenant qu'il jugeait « homme de qualité et fait pour bien penser [2] ». Mais le 4 avril, Dampierre rassemblait la garnison du Quesnoy sur la place d'armes. Il lui rappelait qu'elle devait obéir à la Convention, qui seule possédait tous les pouvoirs légitimes. Dumouriez, disait-il, avait osé traiter avec les Impériaux et leur livrer le ministre de la guerre et quatre représentants du peuple. Les soldats voudraient-ils partager son crime ? Ne se souvenaient-ils plus de leurs frères tués à Jemappes, à Waroux, à Neerwinden ? Avaient-ils arrosé de leur sang ces champs de carnage pour se soumettre aux Autrichiens ? Non. Dampierre aimait mieux mourir que de trahir la France. « Les traîtres passeront : mais la liberté restera entière et la patrie sera sauvée. Nous demeurerons inébranlables à notre poste. Il est temps de déployer un caractère vraiment républicain. Les esclaves peuvent s'attacher au char d'un homme, mais les hommes libres se rallient toujours à l'intérêt de la patrie. » Les troupes accueillirent ce discours aux cris de *Vive la Nation ! Vive la République ! Vive Dampierre* [3] !

[1] Valenciennes, 4 avril 1793 (imprimé).
[2] Fersen, II, 70.
[3] Proclamation de Dampierre et Extrait du registre des séances du conseil permanent du district du Quesnoy, 4 avril 1793 (A. G.).

Le général écrivait en même temps au Conseil exécutif qu'il allait s'opposer aux entreprises de Dumouriez : « Je me prononce, ajoutait-il, parce que je ne vois pas de général qui parle ; je suivrai les ordres de celui qui voudra sauver la patrie et maintenir la République. » Il savait bien qu'une pareille lettre lui donnerait le commandement de l'armée. Mais, de même que Dumouriez en 1792, Dampierre était, en 1793, désigné d'avance au choix des ministres. Carnot l'avait proposé et témoignait qu'il se conduisait bien, qu'il avait de l'expérience et du patriotisme, qu'il était connu et aimé de l'armée. Bellegarde, Cochon, Lequinio le mettaient provisoirement à la tête des troupes, parce qu'il leur semblait « digne en tout point de commander ». Le 4 avril, le Conseil exécutif arrêta que Dampierre serait général en chef de l'armée dite de la Belgique, et le lendemain il le félicitait de sa « vertu » et l'investissait de pleins pouvoirs [1].

Même à Condé, Neuilly et le commandant temporaire de la place, Langlois, abandonnaient Dumouriez. Sommé de faire acte de soumission, Neuilly lisait aux troupes la proclamation des commissaires de Valenciennes, en présence des officiers municipaux et, dans une lettre très humble, priait les représentants de croire à ses inviolables sentiments, de lui donner des conseils, de le secourir par tous les moyens contre l'invasion autrichienne [2].

Langlois ménageait encore Dumouriez, mais demandait les instructions des commissaires. Sur l'ordre du général, il accourait par deux fois en chaise de poste à

[1] *Mon.*, 7 et 8 avril 1793 ; Rec. Aulard, III, 59, 88-89.

[2] Neuilly aux commissaires, 4 avril 1793 (A. G.).

Saint-Amand. La première fois, il le manqua ; la seconde, Dumouriez le reçut. « Je vous soupçonne », lui dit-il. — « Ce n'est pas de trahison, répondit Langlois, j'ai toujours été fidèle à mes serments. » — « Vous me promettez que vous obéirez aux généraux. » — « Oui, comme je leur ai obéi jusqu'à présent. » Dumouriez lui fit donner un verre de vin et un morceau de pain, et le congédia. Mais, avant l'entrevue, Langlois avait écrit aux commissaires : « J'ai appris que vous êtes à Valenciennes et que Dumouriez est déchu de son commandement ; dites-moi la marche que je dois tenir [1]. »

VIII. Toutefois Neuilly et Langlois cachaient avec soin l'intelligence qu'ils nouaient avec les commissaires, et la manifestation du Quesnoy n'avait lieu que le 4 avril. Dumouriez comptait donc entraîner son armée, et il mandait à Cobourg qu'elle se prêtait entièrement à ses vues. Il confiait à l'adjudant-général des Bruslys les fonctions de chef d'état-major ; il mettait La Marlière à la tête de l'avant-garde ; il donnait à Vouillers le commandement de l'armée des Ardennes.

Mais cet homme qui avait beaucoup plus d'imagination que de réflexion, attribuait à tous les sentiments de quelques-uns. Cobourg remarque justement qu'il n'a pas assez connu ses propres troupes. « C'était un vrai Français, a dit Fersen, vain, étourdi, ayant de l'esprit et peu de jugement : tout son plan a manqué par un excès de confiance dans ses forces et dans son influence sur l'armée [2]. »

[1] Langlois aux commissaires, 3 et 9 avril 1793 (A. G.). Ce Langlois, capitaine d'infanterie depuis 1784, avait quarante-trois ans de services et six campagnes.

[2] Ternaux, VI, 529 et 546 ; Fersen, II, 170.

Les troupes de ligne s'étaient attachées au général qui vivait avec elles depuis huit mois et qu'elles voyaient se prodiguer jour et nuit, souvent aux postes les plus dangereux. L'infanterie et la cavalerie promettaient de le défendre contre les malveillants et ne l'abandonnèrent qu'à la dernière extrémité ; elles disaient que les anarchistes avaient causé tous les revers et que s'ils appelaient Dumouriez à Paris, l'armée escorterait son chef. Même après la fuite du général, les commissaires trouvaient encore dans quelques régiments de l'engouement pour sa personne, et ils assurent que « le froid maintien de la cavalerie ne s'altérait aucunement au cri de *Vive la République*[1] ».

Mais l'artillerie et les volontaires devaient se tourner contre Dumouriez. L'artillerie était résolument républicaine. Elle faisait la force de l'armée et sentait son importance ; elle comptait dans ses rangs plus de clubistes, plus de harangueurs que les autres corps, et Dumouriez l'a nommée très justement la garde prétorienne de la Révolution. On la vit, à la nouvelle de la fuite de Louis XVI, courir de Metz à Varennes en jurant à ses officiers de tirer son premier coup sur la berline royale et le second sur eux-mêmes s'ils trahissaient leur devoir. Ce furent les canonniers qui les premiers acclamèrent au camp de Sedan la journée du 10 août. Le lieutenant-colonel du 6e régiment, Galbaud, protestait à Strasbourg contre l'arrestation du jacobin Laveaux, et du camp de Douzy, dénonçait à l'Assemblée législative les projets de Lafayette. « L'artillerie, lit-on dans un rapport du temps, est un corps bien précieux pour la République,

[1] Cf. dans Wallon, *Les représentants en mission*, IV, 419, l'altercation des cavaliers et de Delacroix ; Lequinio, *Rapport*, 14.

elle a le plus incorruptible patriotisme et soutient efficacement la cause de la liberté [1]. »

La masse des volontaires, tumultueuse, raisonneuse, politiquante, dépassait encore l'artillerie en républicanisme. Les assemblées avaient bien jugé que les gardes nationaux, bouillants, exagérés, tout pleins de la ferveur révolutionnaire, opposeraient leur enthousiasme à l'obéissance aveugle de l'armée de ligne, trop souvent idolâtre de ses chefs. C'étaient, disait-on, non pas des soldats gagés, mais les enfants chéris de la liberté ; ils apporteraient dans les camps des idées plus prononcées ; ils seraient un obstacle éternel à toute ambition. Eux aussi, comme l'artillerie, avaient refusé d'obéir à Lafayette. Ce furent eux qui, les premiers, dans les camps de Maulde et de Bruille, s'élevèrent contre Dumouriez, et ils entraînèrent toute l'armée [2].

Le lieutenant-colonel du 3e bataillon de l'Yonne, Davout, le futur maréchal de l'Empire, assurait que l'âme de Le Peletier-Saint-Fargeau avait passé dans la sienne [3] et que la République « surnagerait à toutes les trahisons et aux attaques des despotes coalisés ».

Bernazais, professeur au collège de Poitiers et président du club, capitaine du 2e bataillon de la Vienne et adjoint aux adjudants-généraux, un des plus fougueux

[1] *Invasion prussienne*, 84 ; Heitz, *Les soc. polit. de Strasbourg*, 1863, p. 202 ; *Rapport* des commissaires Delmas, Du Bois du Bais et Bellegarde, 13 nov. 1792 ; Rec. Aulard, I, 332.

[2] Cf. Prudhomme, *Révol. de Paris*, n° 195, p. 70 (les volontaires, dit-il, sont « les plus aguerris en liberté ») ; la lettre des commissaires de l'armée du Centre à la législative (*Mon.*, 31 août 1792) ; le discours de Barère, 12 févr. 1793 (*Mon.* du 15) ; *Inv. pruss.*, 56.

[3] Davout qui lisait le *Moniteur*, s'approprie le mot de son député Maure (*Mon.*, 9 avril) ; cf. Mme de Blocqueville, *Le maréchal Davout*, 1879, I, 305-306.

orateurs de la Société patriotique de Liège, engageait ses camarades à défendre la République, leur disait qu'ils entendraient bientôt parler de lui, et courait à Paris accuser Dumouriez [1].

Déjà des pelotons se détachaient tout doucement de l'armée et se rendaient à Valenciennes. « Il nous arrivait, rapporte Lequinio, quelques jeunes gens échappés comme par désertion; ils venaient, fondant en larmes, se jeter dans nos bras, prendre de nous des instructions et nous rendre toute l'anxiété de leurs bataillons [2]. » Déjà, au camp de Maulde, les volontaires avaient dit à Valence qu'ils voulaient la paix et non un roi [3]. Dans la soirée du 3 avril, le lieutenant David, du 2e bataillon de Saône-et-Loire, quatre sergents-fourriers du même bataillon, Dubois, Leblond, Luquet, Montigny, le canonnier Charve, du 1er régiment d'artillerie, se présentèrent au Petit-Château. Ils avaient écrit à la craie sur leurs chapeaux les mots *la République ou la mort*. Le lieutenant David lut une adresse qui sommait Dumouriez d'obéir aux ordres de la Convention et de se rendre à la barre. Le général assure que ces six hommes voulaient attenter à sa vie, et que le fidèle Baptiste dut appeler la garde ; quoi qu'il en soit, il les fit arrêter « comme des assassins » et les envoya aux avant-postes autrichiens, ainsi que le fils du représentant Le Cointre, capitaine de canonniers au 1er bataillon de Seine-et-Oise [4].

[1] *Joseph Bernazais à ses concitoyens*, 1793, p. 6-9, 15, 19-20, 23.

[2] Lequinio, *Rapport*, 9.

[3] *Mon.*, 6 avril 1793.

[4] Dumouriez, *Mém.*, IV, 136 (Schiller a reproduit cette scène dans la *Mort de Wallenstein*), Ternaux, VI, 569-572 ; discours de Le Cointre père et de Guillemardet à la Convention (*Mon.*, 19 avril 1793). Ces prisonniers furent relâchés, avec Pille et le capitaine Le Cointre, le 14 mai 1793. Leblond avait pu s'échapper auparavant.

Tels étaient les sentiments des volontaires. Mme de Genlis s'éloignait alors de Saint-Amand; elle trouvait le camp « dans une disposition équivoque pour son général »; l'on prévoyait, dit-elle, que « la majorité ne serait pas pour lui, et le duc de Chartres me répéta que tout annonçait une prochaine révolte [1] ». Un instant Dumouriez eut l'idée de faire désarmer les volontaires par ses troupes de ligne. Mais l'animosité était déjà grande entre les habits bleus et les habits blancs [2], et ce désarmement n'aurait pas eu lieu sans effusion de sang. Fallait-il commencer la guerre civile dans son propre camp et faire battre une partie de ses troupes contre l'autre ?

L'armée de ligne elle-même commençait à se détacher. Elle était travaillée par les émissaires de Lille, de Douai et de Valenciennes qui répandaient à pleines poignées les assignats et les manifestes. Le Comité de sûreté et de défense générale de Lille envoyait au camp de Maulde le citoyen Perrin, sous-lieutenant au 19e bataillon des fédérés, et Perrin, se glissant dans les tentes, faisait circuler une proclamation du Comité : « Soldats, marcherez-vous sous le drapeau d'un perfide qui veut vous mener à l'infamie en égorgeant vos frères ? » On arrêtait Perrin à la poste aux chevaux, mais pendant qu'on le traînait au quartier-général, il trouvait moyen de s'échapper à l'aide des canonniers volontaires de la Fontaine de Grenelle [3].

De Douai, Ronsin, l'ancien commissaire-ordonnateur

[1] *Précis de la conduite de Mme de Genlis*, 90 et 95.

[2] Tourville et Latour-Foissac aux commissaires, 1er avril 1793 (A. G.).

[3] Proclamation du Comité et lettre de Perrin au Comité, 3 avril 1793 (A. G.).

de l'armée, envoyait le décret qui mettait à prix la tête de Dumouriez, et, disait-il, il usait de tous les stratagèmes[1].

Mais c'étaient surtout les commissaires de Valenciennes, Cochon, Lequinio, Bellegarde, qui s'efforçaient de « dessiller les yeux de l'armée ». Ils ne ménageaient aucune dépense; « sur toutes choses, écrivaient-ils à leurs collègues, songez à nous envoyer des fonds bien escortés et des effets de campement, mais des fonds, des fonds! » Ils rédigeaient proclamations sur proclamations, et leurs agents, entre autres l'employé des douanes Boussinguant, assiégeaient le camp de tous côtés pour les *faufiler*, les *faire passer*, les afficher. La première était datée du 2 avril: « Nous commissaires, disaient les représentants, instruits du décret de la Convention, instruits que Dumouriez a fait saisir les quatre commissaires et le ministre de la guerre, considérant qu'une pareille conduite est en même temps et une rébellion à l'autorité nationale et un attentat contre la liberté publique, le comble de l'audace et de la perfidie, suspendons Dumouriez de toutes ses fonctions, défendons de lui obéir. » Le 3 avril, deuxième proclamation : « Soldats, la patrie est tout; dès qu'un homme trahit la chose publique, il ne mérite plus que la vengeance nationale et la haine. Dépouillez-vous de toute idolâtrie; ralliez-vous à la Convention; chacun de ses membres en particulier n'est rien; mais, réunis, ils vous représentent », et les commissaires annonçaient que Dumouriez passerait bientôt à l'ennemi : « les despotes étrangers veulent que le despotisme se reproduise en France pour que le leur se soutienne; ils ont vu dans Dumouriez le seul homme

[1] Lettre de Ronsin, 5 avril 1793 (A. G.).

qui pût y réussir, et se sont arrangés avec lui ». Le 4 avril, troisième et suprême appel des représentants. « A tout militaire français, de quelque grade qu'il soit ! Au nom de la Patrie, au nom de la République, au nom de la Loi dont nous sommes les organes; au nom de la Convention nationale qui nous a conféré pleins pouvoirs, nous avons, dès le 2 de ce mois, suspendu Dumouriez pour cause de trahison et enjoint de se saisir de sa personne; nous renouvelons tous et chacun de ces mêmes ordres; celui-là aura bien mérité de la chose publique qui l'aura exécuté; il aura rempli un acte de vrai patriotisme; il sera illustre dans l'histoire de la Révolution française et son nom passera glorieux à la postérité[1] ! »

Le commissaire-ordonnateur Vaillant s'était chargé d'envoyer ces placards aux camps de Bruille et de Maulde, et dans une note rédigée en son nom personnel, il priait instamment les commandants de chaque bataillon d'abandonner le rebelle qui voulait « les joindre avec les monstres autrichiens, pour entrer dans la France »; il promettait de nourrir et de payer les soldats comme par le passé, de pourvoir à tous leurs besoins; « si vous voulez suivre les drapeaux de la République, et non ceux du traître Dumouriez, et avoir votre nécessaire, il faut vous rendre à Valenciennes et me rejoindre[2] ».

Ces proclamations que Dumouriez ne put intercepter, hâtèrent la défection de son armée. « Leur énergie, assure Ferrand, retint sous les drapeaux les militaires égarés », et Mack reconnaît qu'elles ont « ôté à Dumou-

[1] Proclamations, 2, 3, 4 avril 1793; Lequinio, *Rapport*, 9, 13 et lettre du 8 avril à la Convention (A. G.).

[2] Vaillant aux camps de Maulde et de Bruille, 4 avril 1793 (A. G.).

riez la confiance de ses troupes[1] ». Les noms de Loi, de Convention, de République, de Patrie, trouvèrent un écho dans le cœur des soldats. La Convention était la seule autorité qui représentait la nation. « Père général, disait-on à Dumouriez, obtenez un décret de la Convention pour marcher sur Paris, et vous verrez comme nous nettoierons ces b..... de l'assemblée en capilotade[2]. » La République était trop récente pour qu'on eût l'idée de la détruire ; devenue comme un mot sacré, comme un mot d'ordre et de ralliement, elle excitait encore l'amour et l'enthousiasme des soldats. Ils la voulaient, sans bien la connaître, mais ils la voulaient parce qu'ils l'avaient proclamée et fondée au prix de leurs fatigues et de leur sang. En face des Autrichiens et des « satellites des despotes », ils s'honoraient du titre de libres républicains. « Personne, écrit Durand-Maillane, n'était aussi attaché que le soldat au nouveau gouvernement ; il ne voyait dans les armées qu'un avancement qui l'encourageait et que lui refusait l'ancien régime de nos rois ; il était plus républicain qu'aucun autre citoyen et croyait les montagnards ou jacobins les plus sincères amis de la liberté et de l'égalité[3]. » Enfin, au-dessus de la République et de la Convention, l'armée plaçait la patrie. On avait cru jusqu'alors que l'assemblée ordonnait l'arrestation de Dumouriez parce qu'il avait perdu la bataille de Neerwinden et aban-

[1] Ferrand, *précis*, 55, et conversation de Chérin avec Mack (A. N. AF II, 63).

[2] Mallet du Pan, *Mém.*, p. p. Sayous, II, 490.

[3] Durand-Maillane, *Mém.*, 329, 331. Cf. Toulongeon, II, 184-185, et Ségur, *Hist. des principaux événements du règne de Frédéric-Guillaume II*, 1800, III, 36 et 39. « Les soldats, avait écrit Gonchon à Le Brun (25 mars 1793, A. E.), veulent tous la Révolution et la République, ils veulent se réunir autour de la Convention. »

donné la Belgique, et le soldat regardait cet ordre comme un outrage personnel[1]. Mais qu'avait fait Dumouriez des commissaires de la Convention et du ministre de la guerre? En vain il affirmait dans ses proclamations qu'il les avait « mis en lieu sûr »; on savait qu'il les avait livrés aux Impériaux. Et il livrait encore à l'ennemi Pille, Le Cointre, les volontaires de Saône-et-Loire! Il recevait à tout instant des parlementaires autrichiens! Il venait de conclure une trêve, et sur la frontière les soldats de Clerfayt et de Cobourg ne cachaient pas aux Français que tout allait finir; ils appelaient de loin les soldats de Vivarais, leur parlaient avec amitié, leur disaient qu'ils ne pouvaient souffrir les volontaires, *nix bleu*, *nix bleu*, mais que les « habits blancs » étaient leurs camarades et n'avaient rien à craindre[2]. Dumouriez était donc d'intelligence avec l'Autriche! On parla d' « indignes manœuvres », de « trahison », et une fois le mot *traître* prononcé, Dumouriez était perdu. Sur le sol belge, à Tournai, des soldats mandaient à leurs amis de Valenciennes qu'ils ne suivraient le général que s'il battait les ennemis et mettait la frontière à couvert de l'invasion[3], et, loin de repousser les Autrichiens, Dumouriez demandait leur appui! Il ouvrait la France à l'étranger! Le sentiment national se révolta chez ces hommes uniquement voués à la patrie. Ils ne comprenaient pas qu'on pût être français et le rester sous le drapeau des *Kaiserlicks*. Ils refusèrent de tourner casaque, de s'unir, comme disait le comité lillois, aux tyrans d'Autriche et de traiter en compagnons d'armes et en frères ces Impériaux qu'ils

[1] Faurtin-Desodoards, *Hist. phil. de la Révol. de France*, IV, 305.
[2] Déposition de la Tailhède.
[3] *Mon.*, 6 avril 1793.

venaient de combattre. « Nous réprouvions hautement les actes sanguinaires de la Convention, rapporte plus tard un modéré, adjudant-major au 2e bataillon des Ardennes, et nous ne nous serions nullement opposés à son renversement ; mais, avant toute considération politique, la défense du territoire sacré de la République contre les agressions de l'étranger était notre unique mobile, et ce sentiment de patriotisme nous porta à quitter, sans ordre, le camp de Maulde où Dumouriez avait paru à la tête de la cavalerie autrichienne [1]. »

IX. Avant de marcher sur Paris, Dumouriez avait demandé à Mack un dernier entretien. Le rendez-vous était fixé dans l'après-midi du 4 avril, à Boussu, à mi-chemin entre Mons et Condé. Mais les heures se passèrent et le soir vint sans que Dumouriez parût. Enfin, Mack perdit patience et regagna Mons, inquiet, pressentant un malheur. Il rentrait à peine au quartier-général qu'un officier arrivait au grand galop : Dumouriez était à Bury, sur la route de Mons à Tournai, et priait instamment le colonel de se rendre auprès du lui. Mack repartit sur-le-champ [2].

Dumouriez avait voulu s'assurer de Condé avant d'aller au rendez-vous de Boussu. La possession de cette

[1] *Biographies et chroniques populaires du département des Ardennes*, par Hubert Colin, 2e série, Vouziers, 1860, p. 142-143 (Mém. de Marion). Cf. de Pradt, 84 : « Ils ne voulaient pas de contact avec l'ennemi », et ces mots de Money, *The campaign*, 297-298 : « The loyalists of that army, of which there are many, and particularly in the troops of the line, hear with horror the cruelties committed in the metropolis and in other parts of France ; but a shot or two fired on an out-post, makes them look forward and forget the victims that fall behind them, to consider those that are to fall before them. »

[2] Mack, 10-11 ; Ternaux, VI, 514.

place lui devenait indispensable depuis que Lille et Valenciennes lui avaient échappé. Sans doute, la garnison n'était pas sûre ; le 1er bataillon des volontaires de Seine-et-Oise avait toujours montré des sentiments républicains, et le 6e régiment d'infanterie « était le seul des troupes de ligne qui eût un esprit de subordination et de jacobinisme décidé ». Mais Dumouriez se fiait à la cavalerie. Dès le 2 avril, il avait adressé un ordre du jour particulier aux troupes de Neuilly. Son but, disait-il, était de reprendre la constitution de 1791, de tirer de l'anarchie la France qui redeviendrait une nation honorable et il rappelait que l'armée, *essentiellement obéissante*, ne devait pas « balancer », puisqu'il s'agissait de sauver la patrie et de conquérir la paix intérieure et extérieure[1].

Mais les rapports de Neuilly variaient à tout instant. Dumouriez résolut de se rendre en personne à Condé et de *purger* la garnison. Il annonça son départ a l'armée : des affaires indispensables l'appelaient à Condé, mais il reviendrait dans la soirée ; il comptait sur ses soldats ; il savait qu'ils auraient confiance dans leur général, qu'ils reconnaîtraient la « force » et l' « habileté » de ses intentions, qu'ils « prendraient avec courage le seul parti qui leur restait pour sauver le pays ».

Il n'attendit pas son escorte. Il n'avait avec lui que le duc de Chartres, le colonel Pierre Thouvenot, Montjoye, les demoiselles Fernig, son neveu Schomberg qui l'avait rejoint la veille, huit hussards de Berchiny, son secrétaire Quantin et des domestiques. L'emploi de la journée était réglé d'avance : passer la matinée à Condé et se rendre maître de la place, aller dans l'après-midi à

[1] Dumouriez à Neuilly, 2 avril 1793 (A. G.) et *Mém.*, IV, 145.

Boussu et se concerter avec Mack, revenir au soir à Saint-Amand et donner à ses troupes l'ordre décisif de prendre la position d'Orchies qui menacerait à la fois Lille, Douai, Bouchain et qui éloignerait l'armée du voisinage dangereux de Valenciennes.

Il cheminait tranquillement lorsqu'à une lieue de Condé, entre les villages de Fresnes et d'Odomez, il vit venir un aide-de-camp de Neuilly : la garnison de Condé, disait Neuilly, était en grande fermentation et le général ferait bien de ne pas aller plus loin. Dumouriez renvoya l'aide-de-camp et pria Neuilly de sortir à sa rencontre avec le 18e régiment de cavalerie.

Cependant un bataillon national, le 3e de l'Yonne, s'avance sur la route avec ses bagages et ses canons. Les volontaires reconnaissent le général, mais contre leur coutume, ils passent sans dire un mot ni pousser un vivat. Dumouriez s'étonne de leur silence et plus encore d'un mouvement qu'il n'a pas commandé. Il interroge un officier : « Où va le bataillon ? » — « A Valenciennes. » — « Vous tournez le dos à Valenciennes, et vous allez à Condé. » Durant ce colloque, des volontaires l'entourent et profèrent des menaces. Le général, inquiet, s'écarte de la grande route et se dirige vers la première maison d'Odomez pour écrire l'ordre au bataillon de rentrer au camp de Bruille. Mais dès qu'il s'est éloigné, les volontaires, s'enhardissant, s'excitant les uns les autres à la poursuite, lui crient *à bas les traîtres ! arrête ! arrête !* lui tirent des coups de fusil et s'élancent à toutes jambes, les uns pour l'atteindre, les autres pour lui couper la route de Bruille. Davout est à leur tête ; il a rencontré la veille l'adjudant Pille que Dumouriez envoyait aux Autrichiens, et, convaincu de la trahison du général, il a, de son propre mouvement, quitté le camp pour se rendre

a Valenciennes auprès des commissaires de la Convention. Mais le hasard amène sur son chemin celui qu'il traite de *scélérat* et de *monstre*; il peut, en l'arrêtant, « sauver la République » et mettre fin à la « crise »; il ordonne à ses volontaires de poursuivre Dumouriez. Le général a piqué des deux et s'est jeté dans les champs; mais il rencontre un ruisseau assez encaissé, le Seuw, que son cheval refuse de passer. Il met pied à terre, traverse le Seuw, ayant de l'eau jusqu'aux épaules, remonte en hâte sur un cheval que lui donne un domestique du duc de Chartres. L'Escaut n'était pas loin : il longe la rive et, au bac de la Boucaulde, en avant du village de Wiers, trouve heureusement une barque qui le porte, lui sixième, à l'autre bord. Le reste de la troupe gagna le camp de Maulde au grand galop parmi les coups de fusil. Le colonel Thouvenot sauva Baptiste qu'il prit en croupe. Les volontaires avaient tué deux hussards et deux domestiques, blessé plusieurs chevaux et fait prisonnier le secrétaire Quantin. Ils auraient joint Dumouriez si l'on n'avait crié *en retraite!* ignorant ce qui se passait derrière eux, ils revinrent sur leurs pas et laissèrent échapper le général[1].

Dumouriez était, à travers les marais, arrivé au château de Bury. Mack apprit de sa bouche le « tragique » événement. Le général n'avait point perdu courage. Baptiste et deux autres officiers étaient venus le retrouver; ils avaient annoncé à Maulde le danger de Dumouriez et assuraient que les troupes de ligne s'indignaient contre les volontaires, qu'elles juraient de punir ce guet-apens, qu'elles demandaient à grands cris leur gé-

[1] Mme de Blocqueville, *Davout*, I, 293 et 307; Dumouriez, *Mém.*, IV, 167-170; *Mémoire* de Théophile Fernig; Pelé, *Saint-Amand*, 205 206.

néral ; mais, depuis la veille, ajoutaient-ils, le bruit courait dans le camp que la France serait livrée aux ennemis et contrainte de subir leurs lois. Dumouriez déclara sur-le-champ, en présence de Mack, qu'il irait le lendemain se mettre à la tête de ses soldats pour « exécuter son plan avec vigueur et sans ménagement ». Mack n'en pouvait croire ses oreilles et ne cachait pas son admiration ; le général, répétait-il, montrait, en retournant à Maulde, un courage plus étonnant que sur les champs de bataille.

Mais il fallait régler ce qui restait à faire. « Vous voyez, dit Dumouriez à Mack, ce qu'ont pu sur l'armée les insinuations des représentants qui sont à Valenciennes. Ces commissaires font planer sur moi un soupçon terrible. Ils prétendent que je trahis, que j'ai reçu votre or et qu'au lieu de marcher sur Paris, je veux vous abandonner les forteresses de la frontière et livrer la France aux ennemis extérieurs. » Il décrivit ensuite, rapporte Mack, avec toute la force de son éloquence, les périls inévitables de son entreprise, et conclut qu'une proclamation du prince de Cobourg était sa seule ressource : cette proclamation affirmerait avec la plus grande clarté les véritables desseins de Dumouriez ; elle dirait qu'il voulait maintenir l'intégrité du territoire et que Cobourg s'engageait solennellement à lui rendre les places de France où il mettrait garnison. Tous les officiers présents approuvèrent Dumouriez et déclarèrent comme lui qu'une semblable proclamation était l'unique moyen de salut qui restait ; on ne saurait la publier trop tôt, et, pour rassurer les esprits, la répandre à trop d'exemplaires [1]. Après avoir objecté que le cas était tout

[1] Prudhomme reconnaît que « jamais depuis le commencement de

à fait imprévu et que Cobourg n'avait pas pleins pouvoirs, Mack se rendit aux raisons de Dumouriez.

Le général rédigea sur-le-champ la proclamation. Elle était adressée aux Français et débutait par un pompeux éloge de Dumouriez, « homme vertueux », qui aimait véritablement sa patrie et voulait lui donner un « gouvernement sage et solide ». Or, ces sentiments de Dumouriez étaient conformes au vœu de Sa Majesté Impériale et de Sa Majesté prussienne. Que désiraient les souverains alliés ? Que désirait tout ce qu'il y avait en France d'honnête et de sensé, sinon la fin des « attentats », la fin des « bouleversements », la fin de tant de « convulsions » et de malheurs qui déchiraient une nation grande et généreuse ? Cobourg déclarait donc qu'il soutiendrait Dumouriez et qu'au besoin ses soldats s'uniraient aux soldats français « en amis et en compagnons d'armes » pour rendre à la France son roi constitutionnel. Il affirmait sur sa parole d'honneur qu'il n'entrait pas en France pour faire des conquêtes ; il regarderait comme un *dépôt sacré* toute place qui lui serait remise et il restituerait ce dépôt dès que Dumouriez ou le nouveau gouvernement de la France le réclamerait. Ses troupes, disait-il encore, ne commettraient aucun excès ; elles respecteraient les personnes et les propriétés ; tout soldat autrichien qui se permettrait la moindre violence, serait, sur-le-champ, puni de mort.

Mack emporta la proclamation. Mais, avant de le quitter, Dumouriez lui fit une dernière demande. On devait tout prévoir ; si la chance venait à tourner, s'il était forcé de quitter son armée, il emmènerait ses meilleures

la Révolution, proclamation étrangère ne fut plus adroite ni plus perfide ». *Rév. de Paris*, nº 195, p. 97.

troupes, son état-major, quelques généraux. Pouvait-il espérer que Sa Majesté Impériale et Royale prendrait ces Français à sa solde, qu'Elle les traiterait avec estime et les emploierait aux opérations de la campagne ? « Soyez sans inquiétude, répondit Mack ; je ne sais si vos troupes entreront au service de l'Autriche ou de l'Empire ; mais c'est tout un, et, quoi qu'il arrive, nous saurons prendre des arrangements pour assurer votre sort et celui de vos compagnons [1]. »

Cobourg signa la proclamation. On comprend aisément les motifs qui le déterminèrent et lui-même les a plus d'une fois exposés avec vigueur. Il n'avait pas une seule pièce de siège, et ses renforts, comme sa grosse artillerie, ne devaient arriver que dans une semaine. Puisqu'il était impossible d'investir une seule place de la frontière, ne valait-il pas mieux signer la proclamation et entrer dans les forteresses sans coup férir ? A la vérité, Cobourg promettait de les regarder comme un « dépôt sacré ». Mais elles couvraient les Pays-Bas et abritaient l'armée impériale. Lors même que Cobourg, fidèle à sa parole, rendrait ces places de sûreté, que d'avantages l'Autriche recueillait de cette occupation momentanée ! Qu'il serait facile d'assiéger et de prendre ensuite des forteresses dont on aurait acquis une connaissance exacte ! D'ailleurs, pendant ce temps, l'armée de Dumouriez serait aux prises avec la Convention ; qu'elle fût victorieuse ou vaincue, Cobourg gagnerait du temps, il recevrait les instructions de l'Empereur, il profiterait des nouveaux désordres que l'entreprise du général causerait en France, il entamerait des négociations sûrement fructueuses. Enfin, Cobourg *seul* pro-

[1] Mack, 11-13.

mettait de ne pas faire de conquêtes. Cobourg *seul* s'engageait à rendre les forteresses. La cour de Vienne pourrait le désavouer, déclarer qu'il avait agi sans l'autorisation de son souverain. « Alors, disait Cobourg, on retournait au point d'où l'on était parti, et non seulement on ne perdait rien, mais on gagnait beaucoup. »

X. Le 5 avril, à 3 heures du matin, quelques instants après avoir quitté Mack, Dumouriez se rendait au camp de Maulde. Des dragons de Latour lui servaient d'escorte. Ses aides-de-camp coururent en avant pour faire battre la générale et mettre les troupes sous les armes.

Il arrive aux avant-postes de Mortagne où campe le 71e (ci-devant Vivarais). Il parle aux soldats, leur raconte la scène du jour précédent, les coups de fusil tirés par les volontaires de l'Yonne, la fuite de leur général sur le territoire autrichien : « Les Impériaux, dit-il, sont désormais nos amis ; ils en veulent, non pas à nous, mais aux prétendus patriotes, aux coupeurs de têtes. Nous irons à Paris, nous mettrons un roi sur le trône, nous proclamerons la constitution de 1791. » Il termine en exhortant ses « enfants » à ne pas abandonner leur « père ». *Vive Monsieur Dumouriez! Vive le roi!* répondent les soldats. L'officier autrichien quitte sa cocarde noire et prend la cocarde française en criant *Vive le roi et la première constitution de France!*

Dumouriez poursuit sa marche et rencontre le 89e (ci-devant Royal-Suédois). Il le harangue, et le 89e, de même que le 71e, lui répond *Vive Monsieur Dumouriez! Vive le roi!* Les deux régiments, fusils et canons chargés, mèche allumée, descendent à Mortagne. Là, plusieurs bataillons, réguliers et nationaux, présentent les armes au général. Il leur adresse la parole; mais, lorsqu'il a fini, les uns

crient *Vive le roi!* les autres se taisent ou donnent des signes de mécontentement. « Les républicains sont libres de partir, dit Dumouriez, qu'ils s'en aillent. Que les royalistes seuls restent avec moi ; rien ne leur manquera, quoiqu'on ait fait courir le bruit que les vivres étaient arrêtés. J'ai de l'argent et ne vous refuserai rien. » Et, pour bien marquer qu'il déclare la guerre à la République, il fait reconnaître en tête du 71e régiment, au nom de Louis XVII, un nouveau lieutenant-colonel. M. de Bannes, ancien colonel de Vivarais, met pied à terre et présente au régiment le capitaine Pardon : « Officiers, sous-officiers, grenadiers et soldats, au nom du roi, vous reconnaîtrez M. Pardon pour votre lieutenant-colonel. »

De Mortagne, Dumouriez se rend au camp de Maulde. Il fait former le cercle aux bataillons et, d'une voix déjà faible et très enrouée, narre les événements de la veille ; il a failli être assassiné ; il a dû fuir pour la première fois de sa vie ; il a été sauvé de la mort par les dragons de Latour, et montrant les cavaliers qui l'escortent : « sans eux, dit-il, je ne sais pas ce que je serais devenu. Ce sont les plus braves gens du monde ; ils sont, comme nous, las de la guerre, et, comme nous, ne veulent que la paix et la tranquillité. Renvoyons la Convention qui a sans doute de bons sujets, mais où deux cents scélérats tiennent le glaive sur la tête des cinq cents autres. Sinon, mes camarades, toutes les couronnes se ligueront contre la France et feront de notre pays un cimetière. Oui, la France ne peut se tirer de l'anarchie sans un roi. Il faut marcher sur Paris, et, si nous ne sommes pas assez forts, j'ai 40,000 hommes prêts à me suivre. Nous reprendrons la constitution de 1791, chacun regagnera paisiblement son domicile, je rentrerai chez moi, j'ai juré

et je jure encore de n'occuper aucune place dans aucun temps. Soldats, vous pensez tous comme moi et vous ne me quitterez pas. Je vous donne la journée pour vous décider. Je regarderai comme des ennemis de leur patrie ceux qui ne se rangeront pas de mon côté. » Mais, pendant qu'il parle, les visages se renfrognent et des cris de réprobation se font entendre. « Tout, raconte Théophile Fernig, était dans l'agitation, et les regards sombres de quelques-uns de nos camarades nous disaient assez qu'ils nous confondaient avec les traîtres. » Dumouriez lui-même avoue qu'il remarqua plusieurs « groupes factieux[1] ».

A cet instant, vers onze heures du matin, un aide-de-camp apporte au général une grave nouvelle : l'artillerie va quitter Saint-Amand et partir pour Valenciennes. Dumouriez court à Saint-Amand et se jette au milieu des artilleurs. Il les prie, les conjure d'accepter la constitution de 1791 et de reconnaître un roi ; il leur dit qu'ils sont environnés d'assassins qui ne cherchent qu'à répandre le sang et à promener les têtes sur les piques, il reconnaît qu'il a fait arrêter les commissaires de la Convention et regrette que Cambon ne les ait pas suivis. Valence l'avait accompagné ; il prend la parole à son tour et rappelle qu'il a servi quatre ans dans l'artillerie : « Canonniers, je vous connais et je réponds de vous voulez-vous vivre encore dans le brigandage et l'anarchie ? » Mais sans pousser un cri, sans dire un seul mot, les canonniers attèlent leurs pièces et font leurs préparatifs de départ[2].

[1] Mém. de Th. Fernig ; Dumouriez, *Mém.* IV, 173 ; cf. les dépositions de La Tailhède, 15 avril, de Chopplet et la lettre du capitaine Gachelin, 6 avril (A. G.).

[2] Déposition du lieutenant d'artillerie Chuitcheler, 5 avril 1793 (A. G.).

Dumouriez, désespéré, s'éloigne. Aussitôt Bollemont, directeur du parc, et les deux lieutenants-colonels Songis et Boubers donnent l'ordre de partir. 80 pièces, 500 voitures, toute la grosse artillerie accompagnée de 700 canonniers et de 700 auxiliaires, s'ébranle vers Valenciennes. A huit heures du soir, le sous-directeur du parc, Songis, arrivait tout ému et annonçait aux commissaires de la Convention que l'artillerie entière de l'armée était sauvée. « Nous avons vu, écrivent les représentants, l'épanchement d'une âme vraiment patriote se développer en lui [1]. »

L'artillerie part! Cette nouvelle se répand aussitôt dans le camp de Maulde. Les volontaires, surtout les Parisiens et avant tous les autres, ceux du 10e bataillon ou des Amis de la patrie, et du bataillon de la Commune et des Arcis, se prononcent avec violence contre Dumouriez. Ils envoient des députations aux troupes de ligne. Quelques régiments hésitent : le 17e (Auvergne), le 43e (Royal-Vaisseaux), le 45e (La Couronne), le 71e (Vivarais), le 89e (Royal-Suédois), tiennent encore pour le général et manifestent ouvertement leurs sympathies : « Nous n'avons rien à craindre, Dumouriez est brave et ne nous trahira pas. » Mais on les entoure de toutes parts, on les sollicite. N'ont-ils pas vu les dragons de Latour? N'est-il pas évident que le général s'entend avec les Impériaux, qu'il a promis de fuir devant eux, qu'il n'est là que pour leur frayer la route et leur livrer la France? Ce fut en effet la faute la plus grave de Dumouriez, son escorte autrichienne le perdit sans retour. « Cette sottise, disaient les com-

[1] Songis fut nommé, le 11 avril, colonel et directeur du parc de l'armée des Ardennes.

missaires de Valenciennes, nous servira beaucoup et achève de ruiner son projet[1]. »

« Tout est à la débandade, écrit un témoin, et la retraite commence. » C'était, selon le mot de Lequinio, l'*éruption* patriotique qui devait suivre nécessairement la fermentation. Peu à peu, l'un après l'autre, bataillons et régiments prennent la route de Valenciennes. C'est à Valenciennes qu'il faut se rendre, qu'il faut se mettre sous les étendards de la République ; c'est là que sont les commissaires de cette Convention dont la cause est inséparable de la cause de la patrie ; c'est là que le 3e bataillon de l'Yonne, prêchant d'exemple, s'est retiré depuis la veille ; Valenciennes est le point de ralliement de cette armée qui ne veut plus de son général. De tous côtés, volontaires et soldats de ligne, abandonnant leurs tentes et leurs effets pour échapper plus aisément et plus vite, s'arrachent à ce camp de Maulde qu'a souillé l'étranger. De tous côtés, officiers et soldats s'empressent de se soustraire à l'influence fatale qui pèse sur eux depuis trois jours. L'armée entière s'éparpille et s'épand, et c'est pièce à pièce, par pelotons et, pour ainsi dire, en détail que les commissaires la recueillent aux portes de Valenciennes.

Le vieux Diettmann était le seul divisionnaire depuis le départ de Le Veneur. Son aide-de-camp, Becker, s'efforce de mettre un peu d'ordre dans cette retraite confuse et précipitée ; il fait marcher les volontaires, puis les troupes de ligne, enfin l'artillerie; il donne ordre au 56e et au 58e de former l'arrière-garde.

La Marlière seconde Diettmann et Becker. C'était un

[1] Gachelin à Bideau, 6 avril ; un lieutenant à un député, 7 avril ; lettre des commissaires, 5 avril 1793 (*Mon.* du 9) ; Lequinio, *Rapport*, 9. Cf. *Rév. de Paris,* n° 195, p. 64.

de ceux que Dumouriez croyait fidèles à sa personne. Mais La Marlière écrit au député Bellegarde qu'il ne veut « point varier » ni « livrer à l'ennemi la frontière et de braves gens [1] ».

Dumouriez comptait encore sur les troupes de Bruille. Mais à la même heure où l'artillerie l'abandonnait, il apprenait que Rosières, Kermorvan, Davaine, avaien levé leur camp pendant la nuit. Le 4 avril Rosières mandait, de son quartier-général de Forêt, aux commissaires de la Convention que presque tous ses chefs de corps avaient résolu de se rendre à Valenciennes. « Respect à la loi, ajoutait-il, mourir pour la liberté, l'égalité et la République, c'est ma profession de foi [2]. »

En vain, Dumouriez tentait de rallier les régiments de ligne qu'il rencontrait. « Les volontaires et les canonniers veulent quitter le camp, leur disait-il, retenez-les, forcez-les à faire cause commune avec vous. » On lui répondit que les troupes de ligne ne combattraient jamais leurs camarades et leurs compatriotes [3].

Le jour s'écoulait. Le général n'avait plus avec lui que deux escadrons de Berchiny, un escadron des hussards de Saxe, un autre escadron des hussards de Bourbon, et 50 cuirassiers. Il se dirigea sur Rumegies, le dernier village de la frontière française. De là, il envoyait ordre sur ordre pour faire venir ses équipages et surtout le trésor de l'armée qui contenait un million en numéraire. Ce trésor était à Fresnes, sous la garde d'un bataillon

[1] La Marlière à Bellegarde, Nivelles, 5 avril 1793 (A. G.).

[2] Rosières aux commissaires, 4 avril 1793 (A. G.). Davaine raconte ainsi cet épisode dans un mémoire justificatif : « Dumouriez nous avait mis dans ce camp comme dans une boîte, et notre départ la nuit n'a pas peu contribué le matin à déterminer la levée du camp de Maulde et la rentrée du parc d'artillerie. »

[3] Notes de Cobourg. Ternaux, VI, 5.

de chasseurs commandé par le colonel Segond, que Dumouriez avait nommé maréchal-de-camp. Les grenadiers du 47e régiment, ci-devant Lorraine, s'en saisirent malgré les efforts de Segond et le menèrent à Valenciennes. A cette nouvelle, le commissaire-ordonnateur Soliva entraîne les dragons de Bourbon, court après le convoi, le reprend presque sur le glacis de la ville, le ramène à Fresnes et le confie de rechef à Segond. Mais ce dernier, au lieu d'aller à Tournai où l'appelle Thouvenot, juge plus sûr de se rendre à Condé, près de son camarade Neuilly, et pour mettre le précieux dépôt à l'abri de nouvelles tentatives, il fait semblant de le sauver ; il écrit aux commissaires de la Convention qu'il redoute l'engorgement qui s'est produit sur la route de Valenciennes, qu'il a donc pris le chemin de Condé, que les dragons de Bourbon escortent le trésor et le « rendront en France intact ». Segond ignorait que Neuilly et Langlois qui commandaient à Condé, s'étaient ralliés, du moins en apparence, à la Convention. Neuilly n'osa livrer le trésor à Dumouriez et Langlois se hâta de l'envoyer à Valenciennes [1].

« *Vive la République !* écrivait Lequinio dans la soirée du 5 avril, nous avons éprouvé cinq jours et quatre nuits de chagrins et de fatigues continuelles. Mais l'armée est séparée des traîtres, presque tout nous arrive. Voilà la pièce finie et il ne nous reste plus qu'à remonter nos effets pe campement et à mettre de l'ordre dans toute cette armée débandée et qui afflue ici par détachements les uns sur les autres. »

Dumouriez comprit que s'il restait à Rumegies, il

[1] Lequinio, *Rapport*, 10-12 ; Ternaux, VI, 566 et 582 (mais Ternaux attribue faussement la lettre de Segond à Stettenhoffen).

tomberait, tôt ou tard, au pouvoir des troupes qui le désavouaient et le répudiaient. Il franchit la frontière. Il prétendait avoir avec lui plusieurs corps de cavalerie et quelque infanterie ; mais il enflait à dessein le nombre de ses partisans. Dès la fin d'avril, près de 150 hussards l'abandonnaient, et lorsque le 12 mai, le commissaire des guerres autrichien Pfiffer passa la revue des troupes que le général Ruault commandait au camp de Leuze, il constata que Dumouriez n'avait sous ses ordres que 458 hommes d'infanterie, 215 chasseurs à cheval et dragons de Bourbon, 209 hussards et cuirassiers. Le tiers des fantassins n'avait ni fusil ni giberne, et la cavalerie manquait des objets les plus nécessaires d'habillement et d'équipement [1].

Trois lieutenants-généraux, Valence, Marassé, le duc de Chartres ; huit maréchaux-de-camp, Vouillers, Dumas de Saint-Marcel, Ruault, de Bannes, Berneron, Neuilly, Segond, Jacques Thouvenot ; un colonel, Pierre Thouvenot ; deux commissaires des guerres, Soliva [2] et Beauvallon ; le médecin en chef Menuret, les demoiselles Fernig, avaient suivi la fortune de Dumouriez. La plupart de ces hommes que les campagnes de l'Argonne et de Belgique avaient mis en lumière, ne jouèrent plus aucun rôle. Valence fut sénateur de l'Empire et pair de la Restauration. Le duc de Chartres devint roi des Français. Mais Marassé, Vouillers, Ruault, de Bannes, Berneron, Neuilly, Segond, disparurent de l'histoire. Dumas de Saint-Marcel commanda la légion de Bourbon à l'avant-garde de Clerfayt, puis, sur les conseils de son frère, alla vivre à Temeswar, et de retour en France, grâce à

[1] Ternaux, VI, 548-549.

[2] Dumouriez le jugeait « très intelligent et très actif » (à Valence, 26 oct. 1792, A. G.).

Moreau, devint inspecteur-général des douanes ; il prit sa retraite, après avoir défendu Maubeuge contre les alliés, et le gouvernement de la Restauration, lui comptant ses quatre années de service dans l'armée autrichienne, lui donna le grade honorifique de lieutenant-général[1]. Les deux Thouvenot se retirèrent à Neuwied où, sous le nom de Micque, ils établirent une fabrique de papiers peints, mais ils durent s'enfuir dans le Brunswick ; Jacques, le confident de Dumouriez, mourut ignoré ; Pierre reprit du service et devint général de division et baron de l'Empire[2].

La destinée la plus agitée, la plus curieuse, fut celle de Dumouriez. « L'opinion l'a tué lorsqu'il a quitté la France, écrivait Rivarol, dites-lui donc de faire le mort, c'est le seul rôle qui lui convienne. » Mais Dumouriez ne voulait pas rentrer dans le néant. Il courut l'Europe ; il forgea des plans pour le compte de la coalition ; il toucha deux pensions, l'une de l'Angleterre, l'autre de l'Autriche ; « il finissait comme il avait commencé, en conspirateur nomade[3]. » Toutefois, sous son étourderie et ses airs de légèreté, il cachait beaucoup de finesse et de bon sens. Dumouriez, né pour la négociation et pour la guerre, à la fois diplomate et général, eut de très grands mérites. Diplomate, il comprit que la France devait détacher la Prusse de la coalition. Général, il comprit que dans un temps de Révolution on ne pouvait bien manier et mener le soldat français qu'en laissant l'essor à la fougue du caractère national. Il ne fit que malgré lui la guerre défensive et méthodique, qu'il nommait la plus difficile

[1] Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, 474 ; III, 55, 187, 584.
[2] Bleibtreu, *Neuwied*, p. 23 ; cf. *Jemappes*, p. 81-82 et 112.
[3] A. Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1884, cf. Ternaux, VI, 585 607 ; Boguslawski, II. 280-302 *Valmy*, 19-23

de toutes[1]; il n'aspirait qu'à l'offensive et il la prit toujours ; il savait que le Français doit aller de l'avant, marcher devant soi et conquérir. « Carnot, dit-il avec raison dans ses *Mémoires*, est le créateur du nouvel art militaire que Dumouriez n'a eu que le temps d'esquisser et que Bonaparte a perfectionné. »

[1] Dumouriez à Le Brun, 29 avril 1792 (A. E.).

FIN

TABLE

CHAPITRE Ier

L'EXPÉDITION DE HOLLANDE

CHAPITRE II

AIX-LA-CHAPELLE.

CHAPITRE III

NEERWINDEN ET LOUVAIN.

CHAPITRE IV

LE COLONEL MACK.

CHAPITRE V

LA TRAHISON.

PARIS. — TYP. DE E. PLON, NOURRIT, ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 342.

